LA MORTE

DERNIÈRE PARTIE (1).

VI.

Dès ce jour, Mlle Tallevaut fut installée au château, où elle reçut, comme on peut le croire, l'hospitalité la plus confortable et la plus cordiale. Introduite ainsi brusquement dans l'intimité de deux personnes d'une distinction supérieure, et dans un intérieur où régnaient de grandes recherches de somptuosité et d'élégance, cette jeune fille n'y parut ni gênée ni déplacée. A la souplesse d'esprit habituelle chez les femmes elle joignait une réserve et même une sorte de dignité naturelle qui la mettaient de plain-pied au niveau de la meilleure compagnie; son orgueil, qui n'était pas petit, la tenait d'ailleurs sévèrement en garde contre des étonnemens ou des gaucheries de provinciale. C'était seulement au jeu rapide de ses paupières ou à l'intensité curieuse de son regard que se devinaient parfois ses surprises devant des raffinemens de luxe évidemment nouveaux pour elle. Elle usait, du reste, avec une extrême discrétion, surtout au commencement de son séjour, de la société de ses hôtes. Elle passait, à différens intervalles, plusieurs heures dans la journée auprès du lit de Jeanne, la soignant, la pansant,

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1885 et du 1er janvier.

après quoi elle se retirait dans sa chambre avec quelques livres empruntés à la bibliothèque du château. Après les repas seulement, suivant la couleur du temps, elle se promenait un moment dans le parc entre Aliette et son mari, ou demeurait avec eux au salon. Elle parlait peu et bien, dans une langue remarquablement précise et ferme, laissant voir, sans affectation, un fonds de connaissances très nourri, mais en même temps, sur toutes les matières, une sorte d'indifférence souveraine et un peu ironique qui avait quelque chose d'inquiétant. M. de Vaudricourt retrouvait dans ces occasions cette nymphe des bois hautaine et railleuse qui l'avait bravé un matin dans l'exercice de ses droits de propriétaire. — En d'autres circonstances, Aliette aurait pu se dire qu'une personne d'une aussi rare beauté et d'une originalité aussi intéressante n'était pas de celles qu'il peut être sage de mêler à sa vie de famille. Mais uniquement préoccupée alors de la santé de sa fille, et à peine rassurée sur sa vie, elle ne pouvait avoir, à l'égard de Sabine, que des sentimens de reconnaissance ; elle ne se lassait pas d'admirer l'adresse gracieuse de ses mains dans les soins qu'elle rendait à sa petite convalescente. — Un peu plus tard, quand elle eut l'esprit plus tranquille, elle parlait gaîment à son mari de l'impression particulière que lui causait Mlle Tallevaut : — Je ne peux pas dire qu'elle me plaise, disait-elle ; plaire n'est pas le mot : elle me charme,.. elle me représente une magicienne... Remarquez-vous qu'elle marche sans bruit? Ses pieds n'appuient pas... elle marche comme une somnambule... comme lady Macbeth, je suppose! Mais c'est une magicienne bienfaisante et une lady Macbeth sœur de charité.

— Voilà bien ma femme, répondait Bernard : — Une magicienne!.. une lady Macbeth!.. Mon Dieu! c'est une belle institutrice, voilà tout.

Cependant, grâce aux dévoûmens réunis de Sabine et du docteur Raymond, grâce surtout à l'intervention assidue du docteur Tallevaut, la convalescence de Jeanne fut préservée des accidens redoutables qui suivent trop souvent les opérations du genre de celle qu'elle avait subie. Au bout de trois semaines, M. Tallevaut déclara que toute ombre de danger avait disparu, et qu'il n'y avait plus aucune raison pour que sa nièce prolongeât son séjour à Valmoutiers. Ce fut en vain que Bernard, en renouvelant toutes ses chaleureuses protestations de gratitude, essaya de lui faire accepter des honoraires. — Non! dit-il, pour rien au monde!.. Je ne peux même pas,.. je ne suis plus de la profession,.. je n'exerce plus que par charité ou par amitié.

— Soit! je retiens le mot, docteur, dit Bernard, et c'est entre nous deux à la vie et à la mort.

— Pourtant, reprit M. Tallevaut, comme Aliette entrait dans le salon, en fait d'honoraires, si Mme de Vaudricourt me proposait de m'embrasser, j'avoue que j'accepterais,.. attendu que je l'aime beaucoup.

— Oh ! de tout mon cœur, monsieur, s'écria la jeune femme en accourant et en lui présentant ses deux joues l'une après l'autre.

On conçoit aisément que deux natures aussi généreuses que celles de Bernard et d'Aliette ne devaient pas laisser tomber en oubli un pareil service rendu avec un pareil désintéressement. Ils ne pouvaient manquer dès ce moment de s'ingénier l'un et l'autre pour donner à M. Tallevaut et à sa nièce des preuves petites ou grandes de la fidélité de leurs sentimens. Quant à M. Tallevaut personnellement, il était très difficile d'imaginer quelque moyen de lui être agréable : tous ses goûts et tous ses plaisirs se concentrant dans l'étude, les politesses en usage entre gens du monde ne pouvaient guère que le déranger et le désobliger. C'était donc surtout et à peu près uniquement à sa nièce qu'ils pouvaient adresser des témoignages directs de leur reconnaissance. Mlle Tallevaut, quoique peu expansive, avait été naturellement amenée à parler avec quelque détail à Aliette et à Bernard de sa famille, de sa mère depuis longtemps frappée de paralysie, et de sa situation personnelle dans la maison de M. Tallevaut. Elle avait même confirmé par quelques allusions le bruit qui courait dans le public de son union projetée avec son tuteur. Ce mariage, qui paraissait fixé à l'automne suivant, époque de la majorité de Sabine, devait fournir aux Vaudricourt une heureuse occasion de faire accepter à la jeune fille quelque riche souvenir. En attendant, elle fut, dès ce moment, comblée d'égards particuliers, d'attentions quotidiennes et des plus gracieux procédés de voisinage.

Aliette faisait de fréquentes visites à La Saulaye, et il lui arrivait souvent d'emmener sa belle voisine à Valmoutiers pour un jour ou deux. M. Tallevaut se prêtait volontiers à ces enlèvemens, bien qu'ils le privassent par intervalles de son utile collaboratrice. Mais il était heureux et flatté de l'intimité de sa fiancée avec une jeune femme dont il avait vite apprécié la valeur morale. Il était heureux, en même temps, de voir sa pupille sortir ainsi par échappées de l'existence un peu austère dans laquelle il se reprochait quelquefois de la confiner.

Parmi les distractions que M. et Mme de Vaudricourt s'empressèrent d'offrir à Mlle Tallevaut, on pense bien que la chasse ne fut pas oubliée. En lui annonçant qu'elle pouvait désormais chasser sur ses terres et dans ses bois au fusil, au furet et même au collet sans avoir à craindre le moindre procès-verbal, Bernard se plut à

lui rappeler leur première rencontre, insistant plaisamment sur les sentimens de fureur vengeresse dont elle l'avait pénétré. Ce souvenir la mit fort en gaîté : deux fossettes se creusèrent dans ses joues brunes, pendant que ses lèvres s'ouvraient comme le calice d'une belle fleur rouge en laissant voir la rangée fine et l'émail pur de ses dents. — « C'est dommage, se dit à part lui M. de Vaudricourt, qu'elle rie si rarement : car elle est étourdissante quand elle rit ! » — Malheureusement elle l'était aussi quand elle ne riait pas.

Mlle Tallevaut prit donc l'habitude de chasser assez souvent en compagnie des châtelains de Valmoutiers, et elle essaya, sans grand succès, de communiquer à Aliette le secret de son sang-froid et de son calme devant le gibier; en revanche, Aliette lui donnait, avec le concours assidu de son mari, des leçons d'équitation dont la jeune fille profitait merveilleusement. Bien faite, adroite et hardie, elle avait tout ce qu'il fallait pour réussir et même pour briller dans ce genre de sport, le costume de cheval mettant en relief la pleine et svelte harmonie de ses formes. Une des plus belles bêtes des écuries de Valmoutiers fut spécialement dressée pour elle par le comte lui-même, et fut réservée pour son usage particulier, en attendant que les circonstances permissent de la mettre dans sa corbeille.

Ces rapports presque quotidiens, les incidens de chasse, les leçons d'équitation auxquelles se joignaient quelques leçons de valse après le dîner, ne pouvaient manquer de faire naître peu à peu entre Mlle Tallevaut et ses hôtes de Valmoutiers une certaine familiarité enjouée. M. de Vaudricourt, surtout, sans s'écarter des formes les plus respectueuses, n'avait pas tardé à prendre avec Sabine sa manière favorite de légère et perpétuelle raillerie. Mais, à cet égard, il trouvait à qui parler, Mlle Tallevaut lui tenant parfaitement tête et lui disputant la palme en fait de doux persiflages et de sous-entendus ironiques; sa voix grave et bien timbrée était très propre à marquer la note sarcastique, qu'elle employait assez volontiers avec son professeur de danse et d'équitation. — Il arrivait quelquefois qu'Aliette étant retenue pour une raison ou pour une autre, Bernard et Sabine partaient tous deux seuls pour la chasse ou pour une promenade à cheval : quoiqu'ils fussent suivis d'un garde ou d'un domestique, c'étaient là de véritables tête-à-tête, mais qui n'avaient rien de choquant pour ceux qui savaient que Mlle Tallevaut avait été élevée dans la liberté d'allures des jeunes Américaines. Au surplus, ce qui se passait dans ces tête-à-tête défiait la médisance : il n'était guère question entre M. de Vaudricourt et Mlle Tallevaut que de détails hippiques ou cynégétiques, ou, quand ils quittaient ces sujets

spéciaux, c'était pour reprendre leur petite guerre d'escarmouches inoffensives. Ainsi, Bernard remarquant la complète impassibilité de Sabine devant l'agonie d'un chevreuil :

— J'ai peur, décidément, ma voisine, disait-il, d'après mille et un symptômes, que vous n'ayez pas de cœur !

Elle lui jetait un regard rapide, et répondait tranquillement :

— Moi, d'après mille et un symptômes, j'ai peur que vous n'en ayez trop !

Un autre jour : — Savez-vous, mademoiselle et chère voisine, ce qui me plaît en vous?.. C'est que vous n'avez aucune des qualités de la femme !

— Oui,.. dit-elle, et vous espérez que j'en ai tous les défauts.

— C'est possible !

— C'est sûr !

Tel était le ton général de leurs innocens entretiens.

Cependant, deux ou trois mois s'étaient écoulés depuis la complète guérison de la petite Jeanne sans que le comte de Vaudri court eût manifesté à aucun degré le désir d'aller se refaire à Paris des tristesses de la campagne. C'était en vain qu'Aliette l'y poussait de temps en temps et lui rappelait le programme arrêté entre eux à ce sujet. — Du moment que je ne m'ennuie pas, répondait Bernard, il est inutile de me déplacer... Je m'acclimate,.. je m'encroûte,.. il faut me laisser faire,.. il faut laisser opérer la cristallisation... D'ailleurs, ma chère, puisque vous comptez vous-même aller à Paris après Pâques, en avril, je puis très bien attendre jusque-là.

Avril vint, et le voyage à Paris n'eut pas lieu. Il se trouva que, vers cette époque, la santé d'Aliette, qui s'était longtemps ressentie de la secousse de Saint-Germain, et que la maladie de sa fille avait de nouveau ébranlée, donna quelques inquiétudes. La jeune femme était devenue sujette à d'assez fréquentes défaillances, qui quelquefois tournaient à la syncope. Toutefois l'avis de M. Tallevaut, entièrement conforme à celui du docteur Raymond, fut que le mal n'avait aucune gravité, qu'il n'atteignait aucun organe vital, et qu'il s'agissait seulement d'un état anémique, conséquence des anxiétés épuisantes que Mme de Vaudricourt avait récemment traversées. Aliette insista pour ne rien changer à ses projets et pour aller à Paris. Mais Bernard s'y refusa. — « Vous n'y alliez en réalité, lui dit-il, que pour m'être agréable, et il ne me serait nullement agréable de vous y traîner souffrante comme vous êtes... Soignez-vous, fortifiez-vous, calmez vos pauvres nerfs, et nous ferons notre petit séjour à Paris cet automne quand vous reviendrez de chez votre mère. »

Mme de Vaudricourt s'appliquait de son mieux à calmer ses pau-

vres nerfs, comme son mari avait la bonté de le lui conseiller, mais il eût été très nécessaire qu'il lui aidât, et malheureusement, — comme on l'a certainement deviné, — c'était tout le contraire.

Délivrée de toute alarme du côté de sa fille, et redevenue maîtresse de toute sa fine et sagace intelligence, il n'était pas possible qu'Aliette tardât beaucoup à comprendre les inconvéniens et même les dangers de l'intimité presque forcée qui s'était établie entre les habitans de La Saulaye et ceux de Valmoutiers. L'attachement tout nouveau de son mari pour la vie de la campagne, sa répugnance à s'en écarter, même pour quelques jours, avaient achevé de lui ouvrir les yeux. Il était trop évident qu'il y était retenu par quelque intérêt secret qui occupait désormais et amusait sa pensée. Mme de Vaudricourt se rendait compte avec clairvoyance de la séduction particulière que devait exercer sur un esprit blasé comme celui de Bernard, et surtout dans le désœuvrement de la campagne, la personnalité étrange de Mlle Tallevaut, — sa beauté originale, sa force d'âme, son mystère. Elle ne la redoutait pas seulement comme une femme qui pouvait lui enlever le cœur de son mari; elle la redoutait comme un esprit ennemi, comme un être ironique et malfaisant, une sorte de mauvais ange qui venait détruire sa propre influence sur l'âme de son mari et mettre à néant pour jamais tous ses rêves et toutes ses espérances d'épouse chrétienne. Elle n'ignorait pas que Sabine avait été élevée par son tuteur dans la négation des croyances qui lui étaient chères, et, sans qu'elle sût pourquoi, cette incrédulité affichée, qui la choquait à peine chez le docteur Tallevaut, lui semblait odieuse et repoussante chez la jeune fille.

Et pourtant que faire? M. Tallevaut avait sauvé sa fille d'une mort certaine, Mlle Tallevaut avait pris elle-même une part active et dévouée à cette œuvre de salut, — et ce n'était pas un des moindres tourmens d'Aliette que cette lourde obligation de reconnaissance et de bon accueil envers celle qu'elle regardait alors comme un génie funeste introduit dans sa maison.

Tous ces sentimens contradictoires se mêlant et se confondant dans l'âme d'Aliette la troublaient jusqu'au fond, et la condamnaient à une contrainte si pénible et si continuelle que sa santé même en était atteinte.

Pendant ce temps-là, M. de Vaudricourt, sans être aussi douloureusement affecté, n'était guère plus tranquille. Les souffrances jalouses et les appréhensions morales de sa femme n'entraient pour rien dans ses agitations, car il ne les soupçonnait même pas. Absolument dupe de la profondeur de dissimulation dont Aliette partageait le privilège avec tout son sexe, il était de plus trop occupé

de Mlle Tallevaut pour accorder quelque attention à tout ce qui n'était pas elle. Comme tous ceux qu'une passion de ce genre absorbe, il n'avait plus pour tout le reste qu'une indifférence distraite : il ne voyait plus que sa passion, et il se persuadait, suivant l'usage, qu'il était seul à la voir ; sa conduite et sa tenue envers sa dangereuse voisine étaient d'ailleurs, à ce qu'il lui semblait, irréprochables ; s'il profitait aussi souvent qu'il le pouvait des relations de voisinage et d'intimité que le hasard des événemens leur avait imposées, s'il recherchait avec un empressement soucieux toutes les occasions de se rapprocher d'elle, de sentir son contact, de boire ses rares paroles, de respirer son souffle, — jamais un acte imprudent ni même un seul mot inconsidéré n'avaient trahi son secret : il croyait donc fermement en être seul maître, et véritablement, à l'exception des deux personnes que ce secret intéressait le plus, — à savoir : sa femme et Mlle Tallevaut, — il était seul à le connaître. M. de Vaudricourt n'était, nous le savons, ni un enfant, ni un sot, ni un fou : c'était même un esprit des plus ouverts et des plus avisés, mais il etait amoureux, il l'était passionnément, peut-être pour la première fois de sa vie, et, en conséquence, la plus grande partie de ses facultés intellectuelles subissait pour le moment une éclipse à peu près totale.

Heureusement ses qualités morales demeuraient plus entières, et il était loin de s'abandonner sans combat, sans luttes viriles, à sa fatale passion. Il ne se dissimulait nullement que l'amour de Mlle Tallevaut lui était interdit par les lois les plus élémentaires, non-seulement de la morale, mais de l'honneur : elle était la parente, la pupille, la fiancée de l'homme dont la science et le dévoûment avaient ressuscité sa fille. Il ne pouvait la détourner de ses devoirs qu'en se rendant coupable envers cet homme de la plus vile ingratitude et de la plus basse trahison. Il le savait, et il faisait en réalité tout ce qui lui était possible pour échapper à ces abîmes de honte, excepté la seule chose qu'il eût dû faire, et qui était de fuir !

Ne trouvant pas la force de se soustraire au charme dont la présence de cette belle et singulière fille l'enveloppait, il rassurait sa conscience en se représentant précisément la puissance des obstacles qui les séparaient. — Il aurait eu dans sa vie les émotions d'une passion malheureuse, d'un désir inassouvi. S'il en souffrait plus ou moins, cela le regardait. Du reste, il se ferait sauter la cervelle plutôt que de manquer grossièrement, odieusement à celui qui avait sauvé la vie de son enfant.

Comme pour redoubler et fortifier encore les impossibilités qui se dressaient entre Sabine et lui, il se liait chaque jour plus intimement avec M. Tallevaut, pour lequel il se prenait, en toute sincé-

rité, d'une estime et d'une sympathie croissantes. Il savait, par ses gardes et par ses fermiers, que non-seulement M. Tallevaut répandait chez les pauvres gens du pays des secours et des aumônes très considérables relativement à sa modeste fortune, mais qu'il leur faisait des sacrifices encore plus méritoires en leur donnant presque chaque matin, en visites et en consultations, un temps précieux dérobé à ses travaux. Il admirait d'autant plus chez son voisin cette charité si discrète, si prodigue et si désintéressée, qu'il n'ignorait pas avec quel attachement passionné il se consacrait à ses études scientifiques et à l'œuvre capitale dans laquelle il devait les résumer. Cette œuvre, qui se publiait depuis deux ou trois ans par livraisons semestrielles, et dont les premiers fascicules lui avaient déjà valu la plus haute sanction de l'Institut, était une sorte de précis historique du progrès des sciences naturelles depuis le commencement jusqu'à la fin de ce siècle, et avait pour titre : *Inventaire scientifique du XIXe siècle*. L'idée seule d'une pareille entreprise, réalisée dans ses conditions nécessaires de développement et de méthode, a quelque chose d'écrasant pour la pensée. M. Tallevaut s'y était voué dès sa première jeunesse avec l'enthousiasme d'un apôtre, car il n'aimait pas seulement la science pour les profondes joies intellectuelles qu'elle lui procurait : il l'aimait d'un amour presque pieux en raison des grands résultats qu'il en attendait pour l'avenir moral et religieux de l'humanité.

Chose étrange! quoique ce missionnaire de la science et de la libre pensée ne pût être pour Mme de Vaudricourt qu'une sorte de nihiliste dangereux, elle n'en sentait pas moins pour lui un faible de cœur ; et de même le docteur Tallevaut, malgré ses hautaines préventions laïques, ne se défendait pas d'une prédilection affectueuse pour sa très catholique voisine. Il semblait que ces deux êtres excellens fussent tous deux rapprochés par leurs vertus contradictoires, mais également supérieures. A la vérité, M. Tallevaut s'abstenait sévèrement, devant Aliette, de tout propos qui eût pu blesser ses croyances. Il ne gardait pas, naturellement, la même réserve avec Bernard, dont il avait vite deviné l'entière liberté d'esprit.

Quand Sabine était installée momentanément au château, son tuteur y venait quelquefois dîner ; il s'en retournait le plus souvent à pied, et il n'était pas rare que M. de Vaudricourt l'accompagnât pendant une partie de la route. Dans ces tête-à-tête assez fréquens et assez prolongés, leurs entretiens prenaient de plus en plus le ton de l'intimité et de la confidence amicale. Ils tombèrent plus d'une fois sur la question religieuse, et ce fut un étonnement pour Bernard de trouver le langage de M. Tallevaut sur ces matières

aussi différent de la raillerie voltairienne que de la grossière fureur anticléricale. Il y apportait la gravité, le respect et la douceur d'un grand esprit qui est au-dessus de toute passion haineuse. Il y apportait même un accent profondément religieux : car il avait sa foi, et comme elle était chez lui sincère et enthousiaste, il se laissait entraîner à une certaine ardeur de prosélytisme. Ce qu'il admettait le moins, en fait de religion, c'était l'indifférence, et il essayait de faire entendre à Bernard sur ce sujet des vérités assez délicates, que celui-ci acceptait toutefois cordialement, la bonté affectueuse de la forme tempérant suffisamment l'austérité du fond. — « Il était donc, suivant M. Tallevaut, indigne d'un homme de renoncer à toute croyance idéale parce qu'il avait perdu l'idéal chrétien : il fallait, de toute nécessité, s'attacher à une croyance idéale, si l'on ne voulait pas se rapprocher peu à peu de l'animalité... Un homme bien né, qui ne croit plus à rien et qui s'y résigne, se trouve encore soutenu quelque temps par l'impulsion première de son éducation, par les convenances extérieures de sa classe sociale; mais, en réalité, le sentiment du devoir et de la dignité morale, ne reposant plus sur rien, s'efface chez lui de plus en plus : il n'a plus qu'un objectif dans la vie, celui des faciles et basses jouissances; il descend ainsi peu à peu, sous son vernis civilisé, à l'échelle morale du nègre, et dans cette chute, à mesure qu'il vieillit, il tombe plus bas... Son intelligence même se déprime et s'abaisse : il ne prend plus des choses de l'esprit que ce qu'elles ont de plus futile, de superficiel, et en quelque sorte de matériel... En fait de lecture, il ne lit plus que des romans ou des journaux; en fait de théâtre, il n'a plus de goût que pour les œuvres d'un ordre inférieur, pour les spectacles qui s'adressent presque uniquement aux sens... N'est-ce pas l'histoire des hommes ou des peuples qui ont perdu tout idéal ?

« Le sentiment religieux, la croyance à un idéal, pouvaient seuls donner à l'homme la volonté, la force et le goût de remplir noblement sa destinée en consacrant sa vie au culte du bien, du vrai, du beau, — et il dépendait de tout homme intelligent d'arriver à cette croyance idéale par la contemplation et l'étude de la nature, c'est-à-dire par la science. — C'était donc par la science qu'on devait parvenir à combler le vide effrayant que laissaient dans le monde moral les anciennes religions épuisées. C'était par la science que M. Tallevaut s'était élevé lui-même à cette foi qui le soutenait dans son rude labeur scientifique, lequel était en même temps une œuvre de propagande : le bien qu'il faisait autour de lui, c'était la science qui le lui inspirait. »

Quelle était, en réalité, cette religion philosophique où il puisait

son courage et ses vertus? Il l'expliquait à Bernard avec une éloquence et une élévation de langage dont nous ne disposons pas; aussi devons-nous nous borner à en résumer brièvement la théorie. M. Tallevaut avait été amené, par le cours de ses études, à cette conviction que l'œuvre divine de la création se poursuit indéfiniment dans l'univers; que tout être intelligent peut contribuer et collaborer en quelque sorte pour sa part à cette œuvre de perfection et d'harmonie progressives; que c'est son devoir de le faire, et qu'il doit trouver dans le pur accomplissement de ce devoir et dans la conscience de servir à un but supérieur la récompense et la joie de sa vie.

— Mais, disait Bernard, puisqu'il s'agit de suppléer aux religions qui s'éteignent, espérez-vous donc, docteur, convertir jamais la masse humaine, le peuple, en un mot, à votre religion philosophique, dont je ne nie pas la grandeur, mais qui exige une si forte initiation intellectuelle?

— Je n'ai pas cette illusion, répondait le docteur Tallevaut; mais cela est inutile: il suffira de convertir une élite, une élite qui deviendra un jour assez importante pour dominer la foule et la contraindre au devoir par l'autorité morale ou par la force.

— Mais, docteur, reprenait Bernard en riant, savez-vous que vous êtes un terrible aristocrate?

— Assurément. M'avez-vous donc pris pour un démagogue parce que je suis un homme de science? C'est une idée singulière, quoique fort répandue. Elle est le contraire de la vérité. La science est l'ennemie naturelle de la démocratie, parce qu'elle est l'ennemie naturelle de l'ignorance, — et encore plus de la médiocrité... Or, que peut faire la démocratie si ce n'est d'élever les ignorans au rang de médiocres? C'est un affreux progrès! — Pour moi, j'ai pitié des ignorans, des faibles, des misérables; mais, quant à flatter leurs passions ou à subir leur domination, jamais!

Puis, revenant à ses sentimens religieux:

— Croyez-moi, mon ami, disait-il, il y a une douceur infinie à sentir qu'on est dans la vérité et qu'on marche pour ainsi dire la main dans la main de l'Éternel, parce qu'on fait son œuvre avec lui... C'est ainsi que je vis, pour mon compte, dans une sérénité qui a, je puis le dire, quelque chose de paradisiaque... Si elle est quelquefois troublée, c'est uniquement par la crainte de ne pouvoir mener jusqu'au bout l'œuvre à laquelle j'ai voué mon existence.

— Pourquoi de pareilles craintes, mon cher docteur? Vous êtes dans toute la force de l'âge.

— Sans doute. Mais... *Ars longa, vita brevis...* Et puis, j'ai la tête un peu grosse et le cœur aussi,.. de sorte que je suis forcé

de limiter mes heures de travail... C'est ma seule tristesse au monde!

VII.

Dans la soirée même où le docteur Tallevaut et Bernard avaient ensemble, sur le chemin de La Saulaye, l'entretien dont nous venons de rapporter les derniers traits, Mme de Vaudricourt, après avoir fait un peu de musique à la prière de Sabine, se trouva fatiguée, s'excusa auprès de la jeune fille en l'embrassant comme elle avait coutume de le faire chaque soir, et monta chez elle. On était alors au milieu du mois de mai : la journée avait été particulièrement douce et belle, et la soirée ne l'était pas moins. Aliette, avant de se défaire pour la nuit, s'était accoudée sur une des fenêtres de sa chambre pour respirer les vagues senteurs que répandaient dans l'air les verdures nouvelles, les premières violettes et les muguets des bois. Sur le feuillage naissant des futaies et sur l'étendue des campagnes, le ciel, étincelant d'étoiles, versait une blanche lueur sidérale. Au milieu de la contemplation rêveuse où elle s'absorbait, la jeune châtelaine de Valmoutiers eut tout à coup un léger tressaillement : elle venait d'apercevoir l'ombre élégante de Mlle Tallevaut, traversant une allée du parc, et se dirigeant vers une avenue qui aboutissait, en abrégeant la route, à une petite distance de La Saulaye.

... Il était environ onze heures du soir quand M. de Vaudricourt, ayant quitté le docteur Tallevaut, et revenant à Valmoutiers à travers ses bois, entrevit dans la pénombre pâle de l'avenue une femme qui s'avançait vers lui, marchant d'un pas souple et silencieux, les coudes au corps, la tête et le buste drapés dans une mantille à l'espagnole. — Il la reconnut aussitôt, c'était celle dont, en ce moment même, il évoquait l'image troublante dans le cadre enchanté de cette nuit de printemps. L'émotion fut si violente que son cœur s'arrêta brusquement, comme cabré; puis il bondit avec une forte secousse et reprit son cours.

Ils furent bientôt à quelques pas l'un de l'autre : — Comment! mademoiselle, dit Bernard du ton le plus tranquille, c'est vous?.. J'ai cru que c'était votre fantôme!

— Non, répondit la jeune fille avec le même calme, ce n'est pas mon fantôme! c'est moi-même... La beauté de la soirée m'a tentée, — et j'ai pris cette avenue avec le vague espoir de vous rencontrer.

— Je ne crois pas ça... Je crois que vous êtes sortie pour cueillir des herbes magiques dans la forêt à la clarté des étoiles.

— Comme une sorcière?

— Comme une jeune et belle sorcière.

— Trop de bonté! — Nous retournons, n'est-ce pas?

— Si vous voulez!

— Mais, naturellement, je le veux.

Elle reprit alors le chemin du château en compagnie de M. de Vaudricourt. Elle paraissait, contre son ordinaire, éprouver un léger embarras, ôtant et remettant un de ses gants avec distraction :

— C'est incroyable, dit-elle, tout ce qu'on entend de bruits étranges dans les bois, la nuit.

— Est-ce que vous avez eu peur?

— Quelle plaisanterie? — Non,.. mais il m'a semblé une ou deux fois entendre marcher dans le taillis.

— Très possible. Nous ne manquons pas ici de braconniers.

— Ni de braconnières, dit-elle en riant.

— Les braconnières, je m'en console! dit Bernard du même ton... Voulez-vous mon bras, mademoiselle?

— Non; merci!

Il y eut une minute de silence, puis elle reprit :

— De quoi avez-vous parlé avec mon tuteur?

— Mais de choses fort sérieuses; — de science, de philosophie, de religion.

— Ça ne peut, dit-elle, que vous faire du bien.

— Je l'espère, dit Bernard : mais, jusqu'à présent, je ne fais que sentir plus amèrement la distance qui me sépare d'un homme comme votre tuteur... Si j'avais comme lui consacré ma vie à l'étude, à la science, au lieu de la dissiper dans de stupides plaisirs, j'en serais meilleur et plus heureux.

— Croyez-vous, monsieur de Vaudricourt?.. Meilleur, c'est probable,.. car ce ne serait pas difficile,.. mais plus heureux, j'en doute un peu... Moi, j'ai beaucoup étudié, vous savez,.. il n'y a pas une de ces constellations là-haut dont je ne connaisse le nom, l'ordre et la marche, — il n'y a pas un insecte endormi dans ces taillis dont je ne connaisse le mystérieux organisme, et le genre, et l'espèce, et les mœurs, — pas une pierre dans ce chemin dont je ne puisse vous dire l'âge géologique,.. pas une mousse, ni une goutte de rosée que je ne puisse vous analyser avec la dernière exactitude... et je ne suis pas du tout convaincue que j'en sois plus heureuse, ni même meilleure!

— Vous seule sous le ciel, je crois, savez ce qui se passe dans votre tête et dans votre cœur.

— Peut-être bien.

— Mademoiselle Tallevaut?

— Monsieur de Vaudricourt?

— Puis-je me permettre de vous demander, au milieu de cette solitude, quelle est votre religion?

— Mais celle de mon tuteur, naturellement.

— Et vous pensez qu'elle vous suffirait pour résister à toutes les tentations de ce monde, même aux plus puissantes, même aux plus terribles?

— Jusqu'ici elle m'a suffi.

— Vous devriez bien alors, mademoiselle, me la faire partager,.. car votre oncle, malgré sa conviction et son éloquence, n'y est pas encore parvenu,.. et jamais cependant je n'aurais eu plus grand besoin de la sûreté et de la fermeté de conscience que peut seule donner une croyance supérieure.

— Vous voulez sérieusement, monsieur de Vaudricourt, que je vous prêche ma religion?

— Tout à fait sérieusement.

— Cela ferait trop de peine à votre aimable femme.

— Ma femme, dit gravement Bernard, sait que je suis éloigné de ses croyances et que je n'y reviendrai jamais.

— Non! répéta Mlle Tallevaut, cela lui ferait trop de peine,.. et je l'aime beaucoup, votre femme,.. beaucoup! — De plus, j'aperçois les lumières du château, et le temps nous manquerait,.. car ça ne doit pas être une petite affaire que de vous convertir... Et puis...

— Et puis,.. quoi!

— Vous n'êtes pas initié... Vous ne comprendriez pas.

— Merci bien,.. mais essayez toujours,.. j'aime tant votre voix!.. Quand je n'entendrais pas les paroles, la musique suffirait!

— Monsieur de Vaudricourt, ne me dites pas de douceurs, voulez-vous? J'aime mieux vos impertinences,.. et j'aime à vous les rendre,.. parce qu'en réalité c'est le seul ton possible et convenable entre nous deux,.. vous me comprenez, n'est-ce pas?

Elle avait relevé la tête vers lui, et, la bouche entr'ouverte par son sourire de sphinx, elle lui montrait son beau visage, que les clartés du ciel pâlissaient.

Il s'arrêta, se pencha un peu sur elle, et la couvrant d'un regard passionné :

— Sabine! dit-il d'une voix sourde, pourquoi faut-il qu'il y ait des abîmes entre nous?

Comme pour le gronder et le calmer, elle posa sa main nue sur celle de Bernard : — Voyons, monsieur! dit-elle doucement.

Il retint sa main, qui était un peu grande, mais d'une forme

admirable : — Bien heureux, murmura-t-il, celui qui s'appuiera à jamais sur cette main si belle, si douce, si brave! — Et, dans un mouvement soudain, il y attacha ses lèvres ardemment.

Elle la retira vivement, et, se jetant en arrière :

— Ah! dit-elle d'une voix étouffée, une fille sans défense!.. qui se fie à vous!

— Pardon!

— Me suis-je donc trompée? N'êtes-vous pas homme d'honneur?

— Vous y pouvez compter.

— Nous verrons!

Ils reprirent leur marche en silence et rentrèrent au château sans avoir échangé une parole de plus.

... Un peu plus tard, Mme de Vaudricourt y rentrait elle-même par la porte de son escalier particulier, qu'elle avait laissée ouverte en sortant.

Le petit séjour que Sabine venait de faire à Valmoutiers se terminait le lendemain. Le docteur Tallevaut, étant venu chercher sa nièce dans la soirée, trouva Mme de Vaudricourt plus souffrante que de coutume. Elle avait eu, depuis la veille, plusieurs défaillances. Elle n'avait pu dîner. Le docteur l'interrogea, l'examina et l'ausculta avec un redoublement d'attention. Il confirma de nouveau le diagnostic du docteur Raymond en assurant que le mal n'avait point de gravité et qu'il s'agissait de simples désordres nerveux. Il ordonna de continuer le régime des toniques, de l'exercice modéré et de l'alimentation substantielle.

Toutefois, avant de partir avec Sabine, il entraîna M. de Vaudricourt dans une allée retirée du parc : — Mon cher voisin, lui dit-il, il faut que vous m'excusiez : je vais aborder des questions fort délicates, mais je crois que c'est mon devoir de médecin et d'ami.

— Grand Dieu! s'écria Bernard! Est-ce que ma femme?..

— Non! il n'y a rien!.. mais cet état d'anémie se prolonge au-delà de mes prévisions... Mme de Vaudricourt a eu tout le temps de se remettre des émotions qui l'ont éprouvée pendant la maladie de Jeanne... Il semble donc qu'il y ait ici une autre cause... Je ne vois dans la vie de Mme de Vaudricourt que des élémens de bonheur... Sans parler des agrémens et des jouissances d'une grande fortune, elle a un mari excellent, une fille charmante, une famille et des amis qui l'adorent et avec tout cela elle a la maladie d'une femme malheureuse,.. d'une femme qui souffre moralement,.. qui a quelque grand chagrin... Voyons,.. soupçonnez-vous quelque chose... dont elle pourrait se tourmenter?

— Ah! mon Dieu! oui! dit Bernard, avec l'accent d'une sincère

tristesse, ce qui la tourmente, c'est ce qui a fait, depuis notre mariage, le trouble et l'amertume de nos deux existences... Vous connaissez aussi bien que moi la piété, la foi ardente de ma femme, vous avez assez compris que je ne la partage pas... Or le rêve de ma femme, depuis le premier jour, a été de me ramener à sa croyance... cette idée fixe l'obsède... Elle s'est figuré que c'étaient les distractions, les dépravations de Paris qui m'empêchaient de revenir à la religion... J'ai quitté Paris pour lui ôter ce souci, et Dieu sait ce qu'il m'en a coûté!.. Elle s'aperçoit que je ne suis pas plus croyant à la campagne qu'à la ville,.. et, sans doute, le désespoir la prend,.. car je ne puis vraiment imaginer d'autre explication à la souffrance morale dont vous la croyez atteinte... Mais enfin, physiquement,.. aucun danger, n'est-ce pas?

— Je n'en vois aucun.

— Ah! docteur! savez-vous qu'il devient bien difficile, quelque bonne volonté qu'on y mette, d'être heureux en ménage?.. Comment faire?.. Généralement, aujourd'hui, un homme qui se marie n'a plus la foi... S'il épouse une jeune fille élevée à la moderne, c'est-à-dire à la diable, il risque fort d'épouser une petite courtisane;.. s'il épouse une personne élevée dans les traditions anciennes, il n'a intellectuellement rien de commun avec elle,.. le mariage n'est plus qu'un divorce moral! — L'institution serait-elle donc périmée et le mieux ne serait-il pas d'y renoncer?

— Le mieux, mon cher ami, dit le docteur Tallevaut, serait de donner aux femmes une éducation plus conforme au temps où nous vivons et plus en harmonie avec l'état de nos connaissances,.. ce serait de substituer dans leur esprit un idéal nouveau à l'idéal chrétien... C'est ce que fera l'avenir,.. c'est ce qu'on fait même dès à présent,.. et, si vous me permettez de le dire, c'est ce que j'ai fait moi-même dans ma maison... Il est vrai que le hasard des circonstances m'a favorisé : il m'a remis entre les mains cette enfant que vous connaissez... Son père était mort ruiné,.. sa mère, peu de temps après, était frappée de paralysie,.. l'enfant n'avait plus que moi,.. elle était confiée à ma direction exclusive,.. elle était heureusement douée,.. j'ai donc pu l'élever à mon gré, dans mes principes, et la former peu à peu pour être un jour la compagne de ma vie et de ma pensée... Je n'ai pas besoin d'ajouter que j'ai attendu avant de l'épouser qu'elle fût en âge d'agir en pleine liberté, et que, pour le cas où ses sentimens n'auraient pas été d'accord avec les miens, j'avais assuré son avenir.

— Cela est digne de vous, dit Bernard... Mais je vous ferai observer que Mlle Sabine est une intelligence d'élite... Les femmes comme elle ne pourront jamais être qu'une exception.

— Je crois le contraire,.. je crois que, dans un avenir assez prochain, le type intellectuel et moral de Sabine, certainement exceptionnel aujourd'hui, deviendra le type à peu près général de la jeune fille... Il faut admettre cette espérance, si l'on ne veut pas admettre l'hypothèse invraisemblable du retour à une religion révélée ; car hors de ces deux conditions, le mariage, qui est une nécessité sociale, cesserait d'être viable.

M. Tallevaut et Bernard rejoignirent Sabine, qui, ayant fait ses adieux à Aliette, les attendait devant le perron. Le temps continuant d'être magnifique, elle avait préféré retourner à pied. On se mit donc en marche dans la direction de La Saulaye, et M. de Vaudricourt accompagna ses hôtes jusqu'à moitié route. Quand il les eut quittés, Sabine suivit quelque temps son chemin en silence à côté de son tuteur ; puis tout à coup le timbre grave et harmonieux de sa voix résonna doucement dans la nuit.

— Mon oncle, dit-elle, je crains que Mme de Vaudricourt ne soit sérieusement malade... Ne le pensez-vous pas?

— Mais non, mon enfant, Dieu merci!.. On ne meurt pas de rien.

— Elle a eu tantôt une syncope si complète et si prolongée que j'ai eu peur.

— Oui,.. rien d'effrayant comme une syncope,.. et, cependant, quand il n'y a pas d'affection organique, c'est un accident sans gravité. — Mme de Vaudricourt n'a rien au cœur,.. c'est de l'anémie, simplement.

— Mais, mon oncle, n'ai-je pas lu, — je ne sais où, — que certains cas d'anémie ont eu des terminaisons fatales?

— Sans doute,.. on a vu des anémiques épuisés périr brusquement dans une syncope,.. mais ce sont des cas infiniment rares,— et avec une constitution à peine atteinte comme celle de Mme de Vaudricourt, — presque impossibles...

— C'est qu'elle dit qu'elle est sujette à ces accidens depuis longtemps déjà...

— Oui,.. pauvre petite femme!.. c'est un esprit tourmenté,.. elle se fait des chimères.

— Alors vous n'êtes pas inquiet?

— Pas du tout, — jusqu'à présent.

— Tant mieux, mon oncle.

Ils étaient alors arrivés devant la grille de La Saulaye, et leurs ombres se perdirent dans l'épaisse obscurité projetée par les grands saules.

A la fin de la même semaine, quelques amis de Paris, attirés par la beauté de la saison, venaient passer trois ou quatre jours à

Valmoutiers. C'était la vieille amie de Bernard et d'Aliette, la duchesse de Castel-Moret, qui s'était mise à la tête de cette caravane. Les lettres d'Aliette et de son mari l'avaient naturellement tenue au courant de la maladie de la petite Jeanne et des incidens de sa miraculeuse guérison. A peine arrivée, elle manifesta la curiosité de connaître cette jeune voisine dont on lui avait dépeint l'étrange personnalité : — Et votre belle juive, dit-elle à Bernard, est-ce que nous ne la verrons pas?

— Quelle juive, ma chère duchesse?

— Mais celle qui a soigné Jeanne?

— Mlle Tallevaut?.. Mais elle n'est pas juive?

— Vraiment?.. Moi, je la croyais juive,.. probablement à cause de ces belles juives à turban, qui faisaient de la médecine au moyen âge... et qui pansaient les chevaliers blessés, comme Rébecca dans *Ivanhoe*... Enfin, juive ou non, elle m'intéresse... Est-ce qu'on ne peut pas la voir?

Pour complaire à la duchesse, une voiture fut envoyée à La Saulaye avec un billet rédigé par Aliette, et adressé au docteur Tallevaut. Elle s'excusait de lui enlever encore une fois sa nièce pour la faire profiter d'une aimable visite qu'elle venait de recevoir.

Sabine arriva dans l'après-midi et obtint auprès des hôtes passagers de Valmoutiers le succès de beauté et de distinction originale qu'elle méritait. — C'était, dit la duchesse, la Vénus sévère.

Cependant, Mme de Vaudricourt, que ses empressemens de maîtresse de maison avaient apparemment fatiguée, éprouva dans la matinée du lendemain, à l'heure de son lever, une crise de faiblesse, et dut se résigner, sur l'avis du docteur Raymond, à garder sa chambre. Elle n'y reçut dans la journée que son mari, Mlle Tallevaut et la duchesse, laquelle, n'aimant pas à s'ennuyer, repartit le soir même pour Paris avec ceux qu'elle avait amenés.

M^le Tallevaut se disposait elle-même à retourner chez son oncle quand, au moment de son départ, Aliette fut prise d'une nouvelle syncope qui se prolongea pendant plusieurs minutes et qui effraya beaucoup son mari. Il pria instamment Sabine de rester au château et, n'osant envoyer chercher M. Tallevaut, dont il craignait de fatiguer la complaisance, il appela le docteur Raymond. Celui-ci constata que cette dernière syncope si rebelle avait laissé le pouls un peu plus faible et moins régulier que de coutume. Il ne vit d'ailleurs aucun symptôme inquiétant dans l'état de la malade; il prescrivit simplement de continuer, en augmentant un peu les doses, la médication tour à tour tonifiante et calmante à laquelle Mme de Vaudricourt était soumise, et dont le vin de quinquina, l'éther, et la valériane formaient les principaux élémens.

Le lendemain, quoique Mme de Vaudricourt eût encore pu se lever, les demi-défaillances se répétèrent dans la journée, avec des intermittences d'agitation et de profond malaise. — Vers le soir, elle tomba de nouveau dans un complet évanouissement dont on eut peine à la faire revenir. — Quand elle eut repris connaissance, elle demanda sa fille, qu'elle n'avait pas vue depuis la veille; elle lui sourit en secouant doucement sa tête affaiblie, l'embrassa longuement, et dit à l'enfant tout étonnée de voir des larmes sur les joues de sa mère : — Va jouer, ma chère petite !

M. de Vaudricourt et Sabine, secondés activement par la vieille bonne Victoire, toujours présente, se relayaient jour et nuit dans la chambre d'Aliette, et la soignaient avec un égal dévoûment, en affectant de lui laisser voir une entière sécurité d'esprit. — M. de Vaudricourt, cependant, commençait au fond du cœur à se troubler profondément, et, s'étant ménagé quelques minutes de tête-à-tête avec Sabine : — Mais enfin, mademoiselle, lui dit-il, êtes-vous sûre qu'on ne se trompe pas ? Je ne puis avoir que la plus absolue confiance dans le diagnostic du docteur Tallevaut,.. et, cependant, je ne puis m'empêcher de voir de grands changemens,.. une grande altération du visage... Est-ce que cela ne vous frappe pas ?

— Mon Dieu ! monsieur, dit Mlle Tallevaut, je ne puis que me rappeler,.. et que vous répéter ce que mon oncle me disait il y a deux jours : elle n'a aucun organe atteint, et on ne meurt pas de rien.

Elle le laissa dans la cour du château, où il marcha quelque temps à grands pas autour de la pelouse. — Tout à coup il vit paraître à l'entrée de la grille le curé de Valmoutiers, qui arrivait avec une hâte évidente; en même temps il aperçut la vieille Victoire, qui, du haut du perron, semblait surveiller son arrivée.

— C'est vous, malheureuse, s'écria-t-il violemment, qui avez fait venir le prêtre ?

— Oui, monsieur, répondit-elle en le regardant avec fermeté.

— Est-ce que madame l'a demandé ?

— Non, monsieur, mais, quoi qu'on dise, je trouve madame très mal...

— Mais c'est vous, misérable, qui allez la tuer en lui donnant une émotion pareille !

Avant que Victoire eût pu répondre, l'apparition soudaine de Mlle Tallevaut sur le seuil du vestibule mit fin brusquement à cette discussion.

— Monsieur, dit Sabine avec une gravité un peu émue, je crois devoir vous prier d'envoyer chercher mon oncle sans retard.

M. de Vaudricourt l'interrogea d'un coup d'œil rapide et poussa

une douloureuse exclamation, en joignant les mains avec éclat; un domestique prit aussitôt ses ordres et courut aux écuries.

Se tournant alors vers le curé de Valmoutiers :

— Monsieur le curé, dit Bernard, veuillez me suivre,.. mais permettez-moi, je vous prie, de prévenir ma femme.

Le prêtre s'inclina.

Bernard monta chez Aliette. — Elle était couchée sur sa chaise longue, et elle paraissait sommeiller : elle entr'ouvrit les yeux quand son mari entra.

— Ma chère enfant, dit-il en lui prenant une main qu'elle lui abandonna, je viens de gronder votre vieille Victoire,.. elle perd vraiment la tête... Malgré les assurances répétées des médecins, elle s'est effrayée de vous voir un peu plus souffrante aujourd'hui, et elle a fait appeler notre curé;.. est-ce que vous voulez le recevoir ?

— Je vous en prie. — Elle soupira péniblement et attacha sur son mari ses grands yeux, remplis d'une détresse si poignante et si étrange qu'il sentit la moelle de ses os se glacer.

Il ne put s'empêcher de lui dire avec une profonde émotion :

— Est-ce que vous ne m'aimez plus, Aliette?

— Toujours ! murmura la pauvre enfant.

Il se pencha sur elle et lui mit au front un long baiser. — Elle vit des larmes s'échapper des yeux de son mari et parut comme surprise.

Il retourna aussitôt à la porte, fit signe au prêtre qui l'attendait sur l'escalier, et se retira.

Pendant une demi-heure mortelle, M. de Vaudricourt se promena dans le grand salon de son château, s'arrêtant à toute minute devant les fenêtres qui donnaient sur la cour. Mlle Tallevaut, silencieuse et très pâle, était assise près d'un guéridon et s'y tenait accoudée, dans sa pose familière, la tête dans sa main.— De temps à autre, Bernard laissait échapper dans son agitation des paroles entrecoupées et confuses :

— Mais ce n'est pas possible !.. De quoi mourrait-elle ?.. C'est la foudre !.. Non ! ce n'est pas possible !

— Attendons mon oncle, répondait simplement Sabine.

On vint avertir M. de Vaudricourt, comme il en avait donné l'ordre, que le curé avait quitté la chambre de sa femme. — Il y remonta aussitôt et Sabine l'y suivit. Mais Aliette, qui paraissait très absorbée, ne sembla pas les voir. Elle prit cependant de la main de son mari la potion qu'il lui présentait. Victoire dit à Bernard que le curé, sur la prière de la malade, devait revenir un peu plus tard dans la soirée avec les sacremens.

Vers sept heures, le docteur Tallevaut arriva ; dès qu'il se trouva

en face d'Aliette, une expression de stupeur passa sur son visage, comme un nuage rapide. Puis reprenant subitement l'impassibilité professionnelle, il souleva le bras glacé de la jeune femme, toucha son pouls à peine sensible, contempla un moment ses traits décolorés, ses yeux à demi voilés, et lui murmura en s'inclinant sur elle quelques paroles d'encouragement très douces et très tendres, comme s'il eût parlé à un enfant.

Il emmena alors Bernard dans un boudoir contigu à la chambre et lui serrant la main avec force :

— Monsieur, lui dit-il, je vous demande pardon !.. C'est une chose affreuse à vous dire,.. mais ma misérable science a été en défaut,.. et maintenant elle est impuissante,.. votre femme va mourir !..

Un cri retentit dans la chambre, puis un bruit de sanglots ! — M. de Vaudricourt s'élança éperdu...

Aliette était morte !

Après la première heure de désordre et d'affolement, M. de Vaudricourt sortit de la torpeur et de l'espèce d'égarement où l'avait plongé une catastrophe si inattendue et si soudaine pour poser brusquement au docteur cette question :

— Mais, enfin, de quoi est-elle morte ?

— Elle est morte d'un arrêt du cœur... — et M. Tallevaut lui expliqua brièvement que les affections anémiques avaient quelquefois ce dénoûment fatal, mais dans des cas si rares, si exceptionnels qu'ils déjouaient toutes les prévisions de la science. — Il ajouta qu'il se reprocherait cependant éternellement de n'avoir pas tenu compte même de l'invraisemblable, même de l'impossible, quand il s'agissait d'une santé et d'une vie si précieuses.

Il était onze heures du soir quand le docteur Tallevaut et sa nièce prirent congé de leur hôte. Un coupé les attendait au bas du perron. Sabine y prit place à côté de son oncle : absorbés tous deux dans leurs pensées, ils arrivèrent à La Saulaye sans avoir échangé un seul mot. Le coupé roula sourdement autour de la sombre pièce d'eau et les déposa devant le seuil du cottage.

VIII.

Suivant son usage quotidien, M. Tallevaut conduisit sa pupille jusqu'à la porte de sa chambre, l'embrassa sur le front en lui serrant la main et entra chez lui.

Environ une heure et demie plus tard, quand il put croire Sabine endormie, le docteur Tallevaut, qui ne s'était point couché, sortit de sa chambre avec une extrême précaution, traversa le long couloir et descendit l'escalier. Le bougeoir qu'il tenait à la main éclairait la pâleur et la contraction de son visage. — Il entra dans la grande pièce du rez-de-chaussée qui lui servait de salon et de bibliothèque, et de là, soulevant une lourde portière en tapisserie, il passa dans son laboratoire. Il alla droit à une sorte de buffet en vieux chêne, formant encoignure dans un des angles du mur, et où étaient enfermées les substances dangereuses qu'il employait dans sa médication ou dans ses expériences. Ce buffet se fermait par une de ces serrures qui n'ont pas de clé et dont il faut connaître l'appareil secret. Après qu'il eut fait jouer la plaque tournante de la serrure, le docteur Tallevaut parut hésiter quelques secondes avant d'ouvrir le panneau du meuble, — puis, d'un geste violent, il ouvrit le panneau. Aussitôt son front pâle se couvrit d'une teinte livide; dans une série de flacons qui étaient rangés sur la plus haute tablette du buffet, son premier coup d'œil avait reconnu une place vide. En même temps, de ses lèvres agitées par une légère convulsion, un mot s'échappait faible comme un souffle :

— Aconit!

Tout à coup, il lui sembla entendre quelque bruit dans l'intérieur de la maison. — Il éteignit son flambeau et prêta l'oreille. — Quelques minutes après, il distingua nettement le glissement d'un pas furtif et un froissement de soie dans la pièce voisine. Il se rapprocha vivement de la porte et attendit. La nuit, très pure, était éclairée par un croissant de lune qui jetait dans le laboratoire, à travers les fenêtres du jardin, quelques rayons blanchâtres. — La portière se souleva et Sabine parut : dans cette même seconde, le bras du docteur Tallevaut s'abattit sur le bras de sa pupille.

La jeune fille poussa un cri étouffé et, laissant échapper dans sa première surprise un flacon qui sonna sur les dalles, elle se rejeta en courant dans la pièce voisine. — Près de la grande table qui en occupait le milieu, elle s'arrêta brusquement, s'y appuya d'une main et fit face à son tuteur qui marchait vers elle.

Dans la bibliothèque comme dans le laboratoire, les fenêtres, ouvrant sur le jardin, n'avaient point de volets, et la clarté polaire du ciel y répandait, par place, un vague demi-jour. — M. Tallevaut put voir dans les yeux et sur le visage de Sabine un air de bravade farouche.

— Mais, malheureuse! lui dit-il, d'une voix sourde, défends-toi donc!.. Dis-moi que tu t'es trompée... l'aconitine est aussi un médicament... tu m'as vu moi-même l'employer quelquefois... Tu as

pu être imprudente... étourdie... et tu as eu peur de mes reproches... Voilà pourquoi tu te cachais? Voyons,.. parle!..

— A quoi bon? répondit-elle, avec un geste dédaigneux de la main, vous ne me croiriez pas,.. vous ne vous croyez pas vous-même!

Le malheureux homme s'affaissa sur son fauteuil de travail, en se parlant haut à lui-même dans son trouble profond : — Non!... murmura-t-il, — c'est vrai... c'est impossible... elle est incapable d'une erreur si grossière!.. Hélas! elle n'a que trop bien su ce qu'elle faisait!.. Avec quelle habileté infernale elle a choisi ce poison... dont les effets devaient imiter les symptômes de la maladie elle-même... se confondre avec eux... et les aggraver tout doucement jusqu'à la mort!.. Oui,.. c'est un crime,.. un crime odieusement prémédité contre cette aimable et douce créature! — Et après un silence : — Oh! quelle misérable dupe j'ai été!.. — Puis dressant la tête vers Sabine : — Dis-moi, au moins, que son mari est ton complice,.. que c'est lui qui t'a poussée à cette infâme action!

— Non, dit Sabine, il l'ignore... Je l'aime et je sais que j'en suis aimée... Rien de plus.

Le docteur Tallevaut, après quelques minutes de muet accablement, reprit avec fermeté, quoique d'une voix sensiblement altérée :

— Sabine, si vous avez compté sur quelque faiblesse criminelle de ma part, vous m'avez méconnu; mon devoir, dès ce moment, est de vous livrer à la justice et, si horrible que soit ce devoir, je vais le remplir.

— Vous y réfléchirez auparavant, mon oncle, dit froidement la jeune fille qui se tenait debout en face de son tuteur de l'autre côté de la table : — car si vous me livrez à la justice, si vous donnez au monde la joie d'un pareil procès, vous devez prévoir ce que dira le monde : il dira que je suis votre élève, et il ne dira que la vérité!

— Mon élève, misérable! Vous ai-je donc jamais enseigné d'autres principes que ceux que je pratiquais moi-même? Vous ai-je jamais donné, par ma parole ou par mon exemple, d'autres leçons que des leçons de droiture, de justice, d'humanité, d'honneur?

— Vous me surprenez, mon oncle. Comment un esprit tel que le vôtre ne s'est-il jamais douté que je pouvais tirer de vos doctrines et de nos communes études des conséquences, des enseignemens différens de ceux que vous en tiriez vous-même?.. L'arbre de la science, mon oncle, ne produit pas les mêmes fruits sur tous les terrains... Vous me parlez de droiture, de justice, d'humanité,

d'honneur?.. Vous vous étonnez que les mêmes théories qui vous ont inspiré ces vertus ne me les aient pas inspirées à moi-même?.. La raison en est pourtant bien simple... Vous savez comme moi que ces prétendues vertus sont en réalité facultatives,.. puisqu'elles ne sont que des instincts,.. de véritables préjugés que la nature nous impose... parce qu'elle en a besoin pour la conservation et le progrès de son œuvre... Il vous plaît de vous soumettre à ces instincts... et à moi il ne me plaît pas... voilà tout?

— Mais ne t'ai-je pas dit et répété mille fois, malheureuse, que le devoir, l'honneur, le bonheur même, étaient dans la soumission à ces lois naturelles, à ces lois divines?

— Vous me l'avez dit, vous le croyez... Moi, je crois le contraire. Je crois que le devoir, que l'honneur d'une créature humaine est de se révolter contre ces servitudes, de secouer ces entraves dont la nature,.. ou Dieu, comme vous voudrez, nous charge et nous opprime, pour nous faire travailler, malgré nous, à un but inconnu,.. à une œuvre qui ne nous regarde pas... Ah! certes, oui, vous m'avez dit et répété que c'était pour vous non-seulement un devoir, mais une joie de contribuer humblement, par vos travaux et vos vertus, à je ne sais quelle œuvre divine, à je ne sais quel but supérieur et mystérieux vers lequel l'univers est en marche... Mais vraiment, ce sont là des plaisirs qui me laissent parfaitement insensible; je me soucie peu, je vous jure, de me priver, de me contraindre, de souffrir toute ma vie pour préparer à je ne sais quelle humanité future un état de bonheur et de perfection dont je ne jouirai pas, des fêtes dont je ne serai pas, et des paradis où je n'entrerai pas!..

Sous l'empire des émotions qui l'agitaient en ce moment terrible, sa parole, d'abord calme et glaciale, s'était animée peu à peu et prenait, par degrés, un caractère de violente exaltation. Elle avait quitté sa première attitude et elle s'était mise à marcher à pas lents d'un bout à l'autre de la bibliothèque, — s'arrêtant par intervalles pour accentuer son langage d'un geste énergique. — M. Tallevaut, toujours immobile dans son fauteuil, ne lui répondait plus que par de vagues exclamations d'indignation et paraissait suivre de l'œil, avec stupeur, cette ombre spectrale qui parfois se perdait dans les ténèbres, tantôt s'éclairait des lueurs pâles du dehors.

— Faut-il tout vous dire? poursuivit-elle. Je m'ennuyais mortellement; je m'ennuyais dans le présent, dans le passé, dans l'avenir... L'idée de passer ici ma vie, penchée sur vos livres ou sur vos fourneaux,.. avec la perspective de la perfection finale de l'univers pour toute distraction et pour tout réconfort,.. cette idée m'était insupportable! Une telle vie peut suffire à un être qui est tout cerveau

comme vous; mais à ceux qui ont des nerfs sous la peau, du sang dans les veines et des passions dans le cœur,.. jamais !. Je suis une femme, et j'ai toutes les aspirations, toutes les passions d'une femme; elles sont même chez moi plus puissantes que chez d'autres, parce que je n'ai ni les superstitions ni les préjugés qui, chez d'autres, peuvent les amortir... Je rêvais de grandes amours, je rêvais une existence de luxe, de plaisirs, d'élégance au milieu des fêtes mondaines. Je sentais que j'avais reçu du hasard tous les dons qui pouvaient me faire jouir de tout cela avec plénitude,.. et il fallait y renoncer à jamais !.. A quoi m'eût servi alors cette indépendance d'esprit que j'avais conquise ?.. à quoi me servait toute ma science si je n'en tirais aucun profit pour mes ambitions, aucune arme pour mes passions ?.. Une occasion s'est présentée... J'ai aimé cet homme et j'ai compris qu'il m'aimait; j'ai compris que, s'il était libre, il m'épouserait,.. et alors... j'ai fait ce que j'ai fait !.. Un crime ! mais c'est un mot !.. Qu'est-ce qui est bien et qu'est-ce qui est mal ?... qu'est-ce qui est vrai, ou qu'est-ce qui est faux ?.. En réalité, vous le savez bien, le code de la morale humaine n'est plus aujourd'hui qu'une page blanche où chacun écrit ce qu'il veut, suivant son intelligence et son tempérament. Il n'y a plus que des catéchismes individuels... Le mien est celui-là même que la nature me prêche par son exemple : elle élimine avec un égoïsme impassible tout ce qui la gêne; elle supprime tout ce qui fait obstacle à son but; elle écrase le faible pour faire place au fort... et ce n'est pas d'aujourd'hui, soyez sûr, que cette doctrine est celle des esprits vraiment libres et supérieurs... On a dit de tout temps : Les bons s'en vont ! Non ! ce sont les faibles qui s'en vont,.. et ils ne font que leur devoir, et quand on les y aide un peu, on ne fait, après tout, que ce que fait Dieu !.. Relisez votre Darwin, mon oncle !..

Mais celui à qui elle parlait avait cessé de l'entendre. En se retournant vers lui pour lui adresser sa sauvage apostrophe, elle vit que son corps s'était incliné lourdement en avant et que sa tête gisait inerte sur la table. — Il n'avait pu soutenir l'effroyable choc qui l'avait frappé en même temps au cerveau et au cœur. Sous ce coup terrible, ses sentimens, ses idées, sa foi, son courage, — toute sa vie intellectuelle et morale s'écroulait. — Sa jeune pupille n'était pas seulement pour lui une compagne, une fiancée bien-aimée : elle était, dans son étrange beauté, comme l'image même de sa religion philosophique; c'était en elle que cette religion resplendissait, lui souriait, l'enchantait. En voyant tout à coup apparaître le monstre sous ce masque charmant et adoré, sa pensée s'éteignit, puis sa vie. — Une congestion l'avait foudroyé.

Que se passa-t-il en ce moment dans l'esprit et dans l'âme de cette

jeune créature qu'une philosophie trouble avait jetée hors de l'humanité? On ne sait. Mais, après un premier saisissement silencieux, quand elle tint sous sa main le cœur à jamais glacé de celui qui, depuis tant d'années, l'avait comblée de bienfaits et de tendresse, elle s'affaissa sur ses genoux et sanglota convulsivement.

Puis elle se releva d'un mouvement soudain et parut réfléchir quelques minutes en s'essuyant les yeux. Se dirigeant alors vers le laboratoire, elle ramassa le flacon qui était resté sur les dalles, et le remit à sa place dans le buffet de chêne. — Elle remonta ensuite l'escalier avec précaution et se retira chez elle.

Aux premières lueurs du matin, un bruit de pas désordonnés, de cris et d'appels confus dans la maison l'avertit que la lugubre découverte était faite; sa femme de chambre affolée vint la chercher en toute hâte. Elle courut et versa encore quelques larmes, peut-être sincères, devant le corps inanimé de son tuteur.

Au docteur Raymond, qui ne put que constater la mort par congestion, Sabine dit simplement qu'elle avait laissé la veille au soir son oncle dans la bibliothèque sous l'impression très profonde et très douloureuse que lui avait causée la mort de Mme de Vaudricourt, pour laquelle il avait une vive affection. Elle l'avait entendu, ajoutait-elle, se reprocher avec une sorte de colère d'avoir été, par son imprévoyance, en partie cause de ce malheureux événement. Elle s'était étonnée et même inquiétée de le voir affecté par cette pensée à un degré extraordinaire. Le docteur Raymond admit que M. Tallevaut, fatigué et usé par des excès de travail, avait pu succomber subitement à l'émotion d'un violent chagrin. Cette version se répandit et s'accrédita dans le pays, et il s'établit ainsi entre ces deux catastrophes également soudaines une espèce de lien qui les expliquait l'une par l'autre.

L'idée que la mort de Mme de Vaudricourt pût être le résultat d'un crime n'était venue et ne pouvait véritablement venir à personne; on avait vu depuis plusieurs mois la santé de cette jeune femme affaiblie et languissante : l'affection bien connue dont elle souffrait avait paru suivre son cours normal, et les derniers accidens qui avaient brusquement emporté la malade ne différaient pas sensiblement de ceux auxquels elle était sujette depuis longtemps. Une perversité savante avait su choisir et doser la substance toxique de façon à en dissimuler les effets sous les symptômes réguliers de la maladie, tout en les accentuant jusqu'à les rendre mortels. Quant aux indices qui auraient pu trahir le poison, la science et la sagacité supérieures du docteur Tallevaut avaient seules pu les soupçonner; on sait du reste que l'aconit, entre tous les poisons végétaux généralement si rebelles à l'analyse scientifique, est celui qui

laisse le moins de traces, soit extérieures, soit intérieures, dans l'organisme.

Pendant que Mlle Tallevaut, héritière de son oncle, continuait d'habiter La Saulaye avec sa mère infirme, le comte de Vaudricourt, après avoir rendu à sa femme les devoirs suprêmes, partait avec la petite Jeanne pour Varaville. Il y resta plusieurs semaines, mêlant son deuil à celui de la mère et des parens d'Aliette. Ce deuil était sincère. Si M. de Vaudricourt avait souffert de son mariage mal assorti, s'il avait maudit plus d'une fois le jour où il s'était uni à une femme dont tous les sentimens et tous les goûts étaient contraires aux siens, s'il avait enfin conçu à côté d'elle une passion violente pour une autre femme, il n'en éprouvait pas moins, surtout dans ces premiers temps, à la pensée de celle qui n'était plus, une douleur profonde et confuse, où dominait une pitié poignante.

Vers l'automne, Bernard se rendit en Angleterre chez les parens des Courteheuse, et il y demeura une partie de l'hiver, chassant et voyageant. Revenu en France, et après un nouveau séjour à Varaville près de sa fille, il retourna à Valmoutiers pour la première fois depuis son veuvage. Il en était parti sans avoir revu Sabine; mais aussitôt arrivé à Varaville, il lui avait écrit pour lui exprimer à l'occasion de la mort de M. Tallevaut sa douloureuse sympathie et ses regrets personnels. Elle lui avait répondu sur le même ton de politesse brève et réservée. Plus tard, étant en Angleterre, il lui avait écrit de nouveau à deux ou trois reprises avec plus d'abandon, en revenant peu à peu au ton amical et enjoué qui marquait autrefois leurs relations, mais sans jamais faire allusion à la scène d'intimité tendre qui avait précédé de si peu de jours la mort d'Aliette.

Quand il la revit, elle était encore en grand deuil, et sa toilette sévère relevait encore le caractère de sa beauté, de cette beauté sombre et passionnée qui l'avait suivi au-delà du détroit, et qui avait effacé peu à peu dans son souvenir l'image de la pauvre morte.

Toutefois il hésita quelque temps avant de prendre la résolution qui semblait lui être fatalement imposée. Quelque chose en lui se débattait sourdement contre l'idée de son union avec Mlle Tallevaut, et pourtant il finit par se persuader qu'après ce qui s'était passé entre eux, après la véritable déclaration qu'il lui avait adressée, la délicatesse même et l'honneur lui commandaient de l'épouser dès qu'il était libre et qu'elle l'était aussi. Il était d'ailleurs trop jeune pour ne pas se remarier, et après la douloureuse expérience de son premier mariage, comment ne pas choisir entre toutes cette jeune fille d'une éducation exceptionnelle, chez laquelle

il ne trouverait ni les vices d'une précoce dépravation mondaine, ni l'étroitesse du préjugé religieux, mais simplement, avec une haute culture d'esprit, les sentimens et les principes d'un honnête homme?

Par-dessus tout, il savait qu'il ne pouvait la posséder qu'en l'épousant; et la possession de cette créature superbe, vaillante et farouche, était devenue la pensée maîtresse, la pensée unique, la pensée brûlante de ses jours et de ses nuits.

Il voulut laisser passer l'anniversaire de la mort d'Aliette, et ce fut seulement au mois de juin qu'il retourna à Varaville pour faire part à Mme de Courteheuse de sa détermination. Il lui représenta que, n'ayant pas de fils, il croyait devoir à son nom et à la mémoire de son oncle de se remarier : il épousait Mlle Tallevaut, qui était une personne d'élite et qui en outre se recommandait à lui par le dévoûment qu'elle avait autrefois montré à sa fille et à sa femme. Pour adoucir à la mère d'Aliette le coup qu'il lui portait, il lui déclara qu'il comptait lui laisser la petite Jeanne, tout en lui demandant la permission de venir la voir souvent à Varaville. Ce ne fut pas sans une véritable amertume de cœur qu'il se décida à se séparer ainsi de sa fille, qu'il aimait tendrement. Mais c'était un secret hommage qu'il rendait encore, malgré lui, à celle qui n'était plus là pour veiller sur son enfant.

Trois mois après, Sabine Tallevaut était la femme de Bernard, et dans l'hiver de la même année, après un voyage dans différentes contrées de l'Europe, le comte et la comtesse de Vaudricourt s'installaient à Paris dans un somptueux appartement de l'avenue des Champs-Elysées.

. . . . . .

Ce fut environ deux ans après son mariage avec Sabine que M. de Vaudricourt crut devoir reprendre la plume, et ajouta à son journal secret, depuis si longtemps interrompu, les pages suivantes :

JOURNAL DE BERNARD (*suite*).

—

Paris, février 188..

Ma vie aura été incontestablement une des plus extraordinaires de ce temps!.. Si j'en étais le simple spectateur, elle m'intéresserait déjà vivement : en étant le principal acteur, elle m'intéresse encore davantage. Aujourd'hui, comme il y a dix ans, ma destinée

traverse une crise : cette crise est piquante, et je cède au désir de me formuler à moi-même les impressions qu'elle me suggère : peut-être, mûri par l'âge, pourrai-je en outre enrichir ces pages de quelques réflexions philosophiques d'une certaine valeur.

Deux mots seulement du triste passé, dont je ne parlerai jamais qu'avec respect. Je n'ai pas été heureux avec ma première femme, et elle n'a pas été heureuse avec moi : j'ai même le regret profond de pouvoir supposer que sa jeune existence a été brisée par le chagrin. Cependant que pourrais-je me reprocher? Elle avait la foi, et je ne l'avais pas. Rien de plus. Mon tort véritable avait été de ne pas prévoir ce qui devait fatalement arriver de l'union de deux êtres qui jugeaient la vie à un point de vue opposé, l'un la regardant comme un don de Dieu, l'autre comme un don du hasard ; l'un comme une épreuve et une préface, l'autre comme une jouissance viagère et une aventure sans lendemain. Il est évident que l'usage que l'on fait de la vie, suivant l'un ou l'autre de ces points de vue, doit être fort différent.

N'en parlons plus.

Si ma première femme m'affligeait, la seconde m'amuse prodigieusement. Je me permettrai de dire, — pour me servir en passant d'une locution populaire, — que ce n'est pas la religion qui l'étouffe. Ce serait plutôt la science. Elle sait infiniment de choses : mais j'ai peur qu'elle ne les ait insuffisamment digérées. Je suis assez de mon temps, et j'ai assez lu ou du moins parcouru mes auteurs pour la suivre dans ses théories philosophiques. Mais il me semble qu'elle en abuse et qu'elle en pousse la logique un peu loin. Elle a toujours un argument scientifique à l'appui de ses actions, de ses goûts et de ses dégoûts. — Je rirai, je crois, jusque dans ma tombe de la réponse qu'elle me fit très peu de temps après notre mariage, quand je lui exprimais mon désir d'avoir un fils : — car quelques-unes de ses façons m'avaient, je l'avoue, un peu étonné. — « Mon ami, me dit-elle, ne comptez pas sur moi pour cela. La maternité est une de ces servitudes que la nature nous impose pour sa satisfaction particulière, et dans l'intérêt de son œuvre. Or vous savez que je suis à l'égard des lois naturelles une révoltée. Mes principes, — qui du reste ressemblent beaucoup aux vôtres, je pense, — consistent à ne prendre autant que possible que les joies de la vie et à en repousser les souffrances. La nature a généralement attaché un appât quelconque à chacune de ses lois oppressives afin de nous les faire accepter. C'est ainsi qu'elle a inventé la volupté comme un appât à la maternité. Le fait d'un esprit émancipé est de saisir l'appât et de laisser le reste. Vous me direz que, si chacun pensait comme moi, le monde finirait. Je vous répon-

drai que cela m'est tout à fait égal. La nature n'a, vous le savez, qu'un souci, c'est de conserver l'espèce : elle a du reste le mépris de l'individu... Eh bien ! j'ai comme elle le mépris de l'individu, mais de plus qu'elle, j'ai le mépris de l'espèce ! »

Elle ajouta, il est vrai, avec sa grâce féminine et son admirable sourire à fossettes : — Et puis, mon ami, maternité est ruine de beauté, et puisque vous me trouvez belle, je veux le rester !

Et elle est restée, en effet, fort belle ; mais j'ai tout lieu de craindre que ce ne soit plus uniquement en mon honneur et gloire. Déterminé plus que jamais à voir toutes les choses de ce monde sous un jour plaisant, j'aborderai avec enjoûment cette matière, si délicate qu'elle puisse être.

A la suite de notre voyage de noces, pendant lequel je dois confesser que l'intelligence rare et très ouverte de Sabine m'avait donné de vives satisfactions, nous vînmes nous installer à Paris, où j'étais personnellement très heureux de faire ma rentrée. Mais je craignais que ma femme ne m'y suivît par pure complaisance, et qu'elle ne s'habituât difficilement à ce train de la vie parisienne auquel son existence sérieuse et retirée semblait l'avoir mal préparée. A cet égard, j'éprouvai une surprise qui me fut d'abord pleinement agréable. Sabine était entrée dans le milieu parisien comme dans son élément naturel. Je trouvai même bientôt qu'elle y apportait une fougue un peu excessive, que je ne pus m'empêcher de comparer mentalement à l'ardeur d'une nonne échappée de son couvent, et qui dévore à belles dents un fruit longtemps rêvé et longtemps défendu. Je me rappelai alors, — peut-être un peu tard, — avec quelle singulière curiosité Mlle Tallevaut m'interrogeait jadis, au milieu de nos promenades dans les bois, sur les plaisirs et les distractions des heureux habitans de Paris. Elle goûtait maintenant pour son compte ces plaisirs et ces distractions, et s'en gorgeait comme si elle eût voulu les épuiser. Dîners, bals, théâtres, courses, comédies de salon, fêtes mondaines de toute sorte, — toutes les circonstances enfin de la vie parisienne qui peuvent intéresser l'esprit, les sens ou la vanité, elle les recherchait avec la même passion infatigable, et elle y suffisait et elle y suffit encore. Ce n'est pas l'affolement stupide de la Parisienne vulgaire : c'est une résolution systématique de connaître et de savourer, dans son passage sur cette planète, toutes les sensations agréables ou curieuses qu'on y peut rencontrer, résolution soutenue par des nerfs d'acier et une volonté de fer. Ma femme est un sphinx. Elle est aussi un document, et ce document, je l'étudiai dès le premier jour avec un intérêt qui, — osons-en convenir, — n'était pas toujours exempt d'inquiétude. Car je n'étais pas sans avoir remarqué que cette étonnante per-

sonne, au lieu de puiser dans l'étude et dans la science, comme son excellent et malheureux tuteur, une sorte de foi supérieure et de haut mysticisme, n'y avait puisé que d'amères négations, avec un profond sentiment de dédain et de révolte contre toute espèce d'entrave naturelle ou surnaturelle, contre toute espèce de loi divine ou humaine. Je me demandais ce que deviendrait, dans sa logique effrénée, cette passion féminine lâchée en liberté à travers le monde. Je me demandais où s'arrêterait cette curiosité insatiable... Je me demandais surtout si, en fait d'amour, elle s'arrêterait à moi.

Ce fut ma femme elle-même qui, allant au-devant de mes vœux, voulut bien répondre à cette question.

La chose arriva à propos d'un incident insignifiant. On donnait une première représentation avec Sarah Bernhardt, et ma femme, qui ne manque aucune des solennités de ce genre, m'avait chargé, suivant son usage, de lui avoir une loge à tout prix. Je ne pus avoir la loge. J'avoue que je n'y avais pas mis de zèle : ma femme mène un tel train de jour et de nuit que je commençais à éprouver, tout vieux mondain et noctambule que je suis, une vague lassitude. Mon médecin me conseillait même d'enrayer un peu. Je n'étais donc pas fâché de passer une soirée chez moi, et surtout de la passer avec ma femme, dont la terrible beauté, malgré ses mélanges, — peut-être, hélas! à cause de ses mélanges! — n'avait pas cessé de parler fortement à mon imagination.

Après le dîner, où elle s'était montrée mécontente et silencieuse, je la suivis dans le boudoir, où pétillait un joli feu d'amoureux, et, tout en lui offrant gracieusement une cigarette : — Vous n'allez nulle part ce soir, ma chère amie?

— Où voulez-vous que j'aille? Tout Paris est à cette représentation, excepté nous!..

— Eh bien! lui dis-je, je n'envie pas tout Paris, et tout Paris doit m'envier puisque je suis près de vous.

Elle s'était jetée sur sa chaise longue; elle se redressa à demi, et, me mesurant de son regard le plus froid et le plus haut :

— Pardon! mon ami, me dit-elle, est-ce que vous m'aimez encore?

Et comme j'ouvrais de grands yeux pour toute réponse : — Vraiment? reprit-elle. Vous m'étonnez beaucoup... Moi, je ne vous aime plus du tout. — Et se recouchant tranquillement sur sa chaise longue, elle ajouta : — Je vous dis cela, mon ami, parce que je m'aperçois depuis quelque temps que vous devenez jaloux, et je veux vous épargner ce ridicule... De plus, je remarque que vous vous fatiguez à m'accompagner partout comme mon ombre,.. il me semble même que votre santé en souffre. Maintenant, après cette franche déclaration, vous allez pouvoir vous reposer un peu.

— Je vous remercie de votre bonté! lui dis-je. Mais ayez l'obligeance de vous expliquer plus nettement encore... Voulez-vous dire que je doive renoncer, dès ce moment, à l'honneur de vos bonnes grâces?

— Je vous en prie!

— Et que vous ayez l'intention de manquer à la fidélité que vous me devez?

— La fidélité que je vous dois?.. En vertu de quoi, mon ami? Est-ce en vertu du serment que nous avons prêté l'un et l'autre devant l'autel d'un Dieu auquel nous ne croyons ni l'un ni l'autre?.. Allons donc! vous n'êtes pas un enfant, et vous savez très bien que nous n'avons fait que remplir, ce jour-là, une formalité de convention et de convenance!.. La société, jusqu'à nouvel ordre, n'admet aux bénéfices du mariage que ceux qui ont passé par cette formalité... C'est à cette condition seulement qu'elle leur fait accueil, qu'elle leur accorde une place dans ses salons et un rang dans le monde... Il fallait donc nous y soumettre,.. mais, du reste, voyons, mon ami, qu'est-ce que le mariage entre gens comme vous et moi? Vous savez bien que c'est une simple association en vue d'avantages communs et généraux,.. qui débute sans doute quelquefois par un certain attrait réciproque, mais qui ne saurait être fondée sur l'absurdité contre nature de l'amour éternel du même homme pour la même femme et de la même femme pour le même homme!

— Ma chère Sabine, lui dis-je, il n'y a vraiment pas moyen de s'ennuyer avec vous. Quand on avance en âge comme moi, on s'endort quelquefois le soir au coin du feu... C'est un inconvénient auquel j'échapperai certainement tant que vous m'honorerez de vos réjouissantes communications.

— Je vous sais gré, mon cher Bernard, me répondit-elle, de prendre gaîment celle que je viens de vous faire... Un sot se serait fâché... J'avoue, au surplus, que j'ai été un peu dure dans la forme,.. mais j'étais furieuse d'avoir manqué ce spectacle... Pourquoi m'avez-vous gâtée!

— Ainsi, ma chère, je dois considérer comme une plaisanterie tout ce que vous m'avez fait l'honneur de me dire et de me prédire ce soir?

— Mais, non, mon ami, pas du tout... Je n'ai rien à en retirer,.. que la mauvaise humeur qui était de trop... Autrement, vous sentez bien que je vous ai dit la vérité et que le mariage doit être pour nous ce qu'il était pour les libres esprits du siècle dernier, un pavillon respectable sous lequel chacun garde son indépendance!.. Nous sommes amis, et j'espère bien que nous le resterons,.. mais amans?.. toujours?.. Est-ce naturel?.. Est-ce possible?.. Vous savez

bien que non... Eh bien ! quoi, alors ?.. Nous tromper réciproquement avec des cachotteries misérables ?.. Non,.. il n'y a vraiment qu'une conduite qui soit raisonnable et digne de nous deux, c'est de continuer à jouir des privilèges que le mariage nous assure dans le monde, et de profiter en même temps des agrémens d'une mutuelle liberté... Voyez-vous, mon ami, la vraie théorie de la vie, c'est d'en user avec la société comme avec la nature, c'est-à-dire de prendre les avantages qu'elle nous offre, tout en répudiant les servitudes qu'elle prétend nous imposer.

— Ma chère enfant, lui répondis-je, vous présumez un peu trop de mon estomac quand vous le croyez capable de digérer toutes les vingt-quatre heures vos théories sur la nature et ses servitudes... Je suis un homme trop simple pour essayer de combattre des doctrines qui s'appuient sur de si fortes études... C'est pourquoi je vous demande la permission de vous baiser les mains et de vous souhaiter le bonsoir.

Sur quoi, je me retirai. — Je crois pouvoir dire que ma retraite, dans une situation embarrassante, ne manquait ni d'à-propos ni de dignité. Mais je n'en suis pas plus fier.

Tel a été le ton de nos relations dans le cours de cette charmante soirée, et tel il est demeuré depuis. Il y a de part et d'autre une hostilité sourde, et comme qui dirait une haine naissante qui se dérobe plus ou moins sous les formes d'une aimable ironie. L'existence commune n'en reste pas moins possible, jusqu'ici, grâce à la diversion mondaine, qui en abrège beaucoup les instans. Quoi qu'il en soit, il y a dès ce moment une vérité qui s'impose, c'est que mon second mariage menace d'être aussi malheureux que le premier, peut-être davantage... Mais cette fois j'ai l'heureuse consolation d'avoir en face de moi un adversaire qui a de la défense : je n'ai pas affaire, comme autrefois, à une créature si sensible et si délicate qu'on se sentait cruel rien qu'en la froissant. Puisqu'il est dit que le mariage est fatalement un combat, encore doit-on se croire favorisé quand on le livre à armes égales. Cela soutient, cela excite... Ce n'est pas du bonheur, je le veux bien, mais c'est de la vie !

30 mars.

Je me suis bien amusé hier soir... Mais procédons par ordre.

A la suite des déclarations si nettes de ma femme, j'ai dû m'attendre que j'aurais un jour ou l'autre à soutenir la lutte, non pour la vie, mais pour l'honneur. J'ai bien essayé de me convaincre, comme ma femme m'y avait engagé, que nos charmans ancêtres du

siècle dernier étaient dans le vrai quand ils se passaient mutuellement et même quand ils se confiaient leurs fredaines conjugales. Bien que soulagé de beaucoup de préjugés, je ne puis me hausser à ce degré de philosophie. J'avoue qu'en bonne logique ma femme a raison dans ses théories sur le mariage. Elle a raison de dire que l'amour unique et perpétuel du même homme pour la même femme, et réciproquement, est une absurdité contre nature. Il est certain que les croyances spiritualistes ont seules qualité pour éterniser la fidélité conjugale, par la raison qu'elles ne consacrent pas seulement dans le mariage l'attrait passager de deux corps et de deux esprits, mais qu'elles prétendent unir deux âmes immortelles. Il est encore certain qu'entre deux francs matérialistes comme ma femme et moi, le mariage, perdant sa base religieuse, n'est plus qu'une convention sociale, et qu'il paraît raisonnable de s'entendre amicalement entre époux pour jouir de ses avantages et pour en répudier les sujétions. Oui, tout cela est parfaitement scientifique. Mais il faut croire que les procédés de la science ne sont pas applicables à toutes les choses de ce monde, et en particulier aux choses de l'ordre moral... Quant à moi, je conviens que j'en étais arrivé, il y a une quinzaine de jours, à force de logique, à me persuader que les théories de ma femme étaient légitimes, et que je ferais preuve, comme elle, d'une conception supérieure de la vie en acceptant le pacte d'indépendance réciproque qu'elle m'avait proposé. Mais, comme j'ouvrais la bouche pour lui communiquer ma résolution, les paroles me restèrent dans la gorge, parce que, malgré toute la logique du monde, je sentis que j'allais commettre une lâche infamie. Il y a décidément quelques préjugés dont je ne me déferai jamais, et je demeurerai toujours à quelques égards un esprit faible.

Il y avait donc hier soir chez la vieille duchesse une représentation théâtrale qui se composait de tableaux vivans où ma femme devait jouer plusieurs rôles. Sa beauté sculpturale se prête merveilleusement à ces sortes d'exhibitions. Je ne l'accompagne plus dans le monde aussi assidûment qu'autrefois ; mais, je l'y suis encore cependant assez souvent pour ménager les bienséances, et aussi pour me tenir au courant. Depuis l'avertissement qu'elle avait eu l'obligeance de me donner, je ne pouvais guère douter qu'elle n'eût un amour en tête, et je me préoccupais avec un intérêt facile à comprendre d'en connaître l'objet. Cela ne me fut pas difficile. Ma femme, qui m'a vu fort amoureux d'elle et qui, en conséquence, me méprise passablement, n'a pas cru qu'elle eût à se gêner beaucoup avec moi. — Il y a, dans une des grandes ambassades en résidence à Paris, un jeune prince d'une remarquable beauté dont

les attentions auprès de Mme de Vaudricourt ne sont, depuis quelque temps, un mystère pour personne. Les rencontres au bois, au théâtre, au bal et même à ma propre table, étaient trop fréquentes pour échapper même à l'œil d'un mari. Toutefois, autant que je puis avoir de compétence en ces matières, les choses se maintenaient dans les limites de la coquetterie. Je dois dire que je n'aime pas le prince. Tout sentiment de jalousie à part, il me déplaît; c'est un grand homme brun avec de gros yeux de scarabée, et de longues moustaches retombantes, dont il semble particulièrement fier : il montre ses dents, à la façon des danseuses de ballet, dans un sourire perpétuel. Sa satisfaction de lui-même est indiscutable.

Le prince figura dans plusieurs tableaux où sa belle prestance, ses costumes superbes, et ses dents éblouissantes sous ses moustaches noires recueillirent tous les suffrages. — Enfin, il parut avec ma femme dans un groupe à deux personnages représentant Judith et Holopherne. Au moment où le rideau se levait, Judith, saisissant son sabre d'une main, s'appuyait de l'autre sur la couche d'Holopherne, et se penchait sur lui pour s'assurer, avant de frapper, qu'il était endormi. — Ils étaient vraiment fort beaux à voir tous deux dans cette situation : ma femme étalant sa main blanche sur la peau d'ours qui couvrait la couche, et attachant ses grands yeux sauvages sur le visage de sa victime; — le prince, les lèvres entr'ouvertes par le sourire d'un doux rêve, avec ses disques d'or aux oreilles, et sa barbe tressée à la mode assyrienne. — On redemanda le tableau.

J'étais dans les coulisses, où je faisais les fonctions de régisseur et de metteur en scène. De cette place privilégiée, je crus m'apercevoir, à tort ou à raison, qu'à l'instant où le rideau se baissait, le visage de Judith et celui d'Holopherne, déjà fort rapprochés dans le cours du tableau, se rapprochaient encore davantage.

J'eus le bonheur, la minute d'après, de pouvoir rendre un petit service au prince. Il s'agissait de l'aider à se défaire de sa barbe assyrienne, qu'il avait dû fixer avec un appareil de cordons très compliqué. Je saisis avec empressement une paire de ciseaux, et je coupai les cordons : mais en même temps, par je ne sais quelle distraction, j'eus la maladresse de couper une des longues moustaches du prince. Je lui en fis aussitôt toutes mes excuses. Mais il avait une mine si plaisante avec l'unique moustache qui lui restait que je ne pus m'empêcher de mêler un éclat de rire à mes excuses. Il ne les accepta pas. — Nous nous sommes battus ce matin à Meudon, et je lui ai donné un coup d'épée qui lui a traversé l'épaule. — L'aventure divertit beaucoup le public, et paraît mortifier un peu ma femme.

10 avril.

Rien de nouveau. Toujours le même délicieux intérieur, embelli par une mutuelle confiance. Ma femme médite sa revanche avec son calme inquiétant. Elle me lance, pendant nos repas en tête-à-tête, des regards qui ne sont pas tendres. Mais je m'en soucie peu, et je n'en conserve pas moins, surtout devant elle, mon impassible enjoûment. Car, à mon tour, je ne l'aime plus du tout. Son cynisme pédantesque, son immoralité par raison démonstrative, ont pour moi quelque chose de répugnant qui lui enlève tout charme féminin. Du reste, avec ses passions sans frein, ses curiosités sans loi et son dilettantisme à outrance, elle me prépare, j'en suis sûr, mille surprises intéressantes contre lesquelles une épée ne suffira peut-être pas toujours à me défendre. Je la vois se lier beaucoup avec une Russe dont on ne me dit pas de bien. Il faut avouer que j'ai eu une heureuse idée quand j'ai confié à cette créature mon repos, mon nom et mon honneur!

Valmoutiers, 20 avril.

Sous prétexte de quelques réparations urgentes, je suis venu passer une semaine à Valmoutiers pour y respirer un peu d'air pur.

Par mes ordres, on a tenu la chambre d'Aliette fermée et scellée depuis le jour où elle en est sortie dans son cercueil. J'y suis rentré aujourd'hui pour la première fois... J'y ai retrouvé une vague odeur de ses parfums favoris... Pauvre Aliette! que n'ai-je pu, comme tu le désirais si ardemment, ma pauvre chère enfant, partager tes douces croyances et m'associer à la vie de paix et d'honnêteté que tu rêvais! — Auprès de celle qui m'est faite aujourd'hui, elle me semble un paradis.

— Quelle scène affreuse dans cette chambre!.. quel souvenir!.. Je vois encore le dernier regard qu'elle attachait sur moi... presque un regard de terreur!.. Comme elle est morte vite!.. Et la stupeur de ce malheureux Tallevaut!..

J'ai pris cette chambre pour la mienne. Mais je resterai peu de temps ici. Je compte aller passer quelques jours à Varaville. J'ai besoin de voir ma fille. J'ai besoin de voir son cher visage d'ange.

Valmoutiers, 22 avril.

Quel changement dans le monde depuis mon enfance, — et même depuis ma jeunesse! — Quel étonnant changement, en si peu

de temps, dans le milieu moral que nous respirons !.. Nous étions alors comme imprégnés de la pensée de Dieu, d'un Dieu juste, mais bienveillant et paternel... Nous vivions vraiment sous ses yeux comme sous les yeux d'un père, avec crainte et respect, mais avec confiance... Nous nous sentions soutenus par sa présence invisible, mais certaine... Nous lui parlions et il nous semblait qu'il nous répondait... Maintenant, nous nous sentons seuls et comme abandonnés dans l'immense univers... Nous vivons dans un monde dur, farouche, haineux, où la lutte pour l'existence est la loi unique et cruelle, où nous ne sommes plus que des élémens déchaînés qui se combattent entre eux avec un égoïsme féroce, sans pitié, sans appel, sans espoir d'une justice finale... Et, au-dessus de nous, plus rien,.. ou pis que rien, — une divinité insouciante, ironique et barbare... à la place du Dieu très bon de notre heureuse jeunesse !

Valmoutiers, 23 avril.

La mère d'Aliette, Mme de Courteheuse, était depuis longtemps souffrante; une dépêche qu'on me renvoie tardivement de Paris m'annonce sa mort. Je pars pour Varaville. Je ne puis désormais y laisser ma fille. La seule personne de sa famille qui reste là-bas est sa vieille grand'tante, Mlle de Varaville, qui est en enfance. Ma fille va avoir dix ans, je ne puis l'abandonner aux soins des subalternes. Je suis décidé à l'emmener, soit pour la garder et l'élever près de moi, soit pour la mettre dans un pensionnat ou dans un couvent de Paris. Je m'entendrai à cet égard avec l'évêque son grand-oncle. La présence de cette enfant m'aidera à supporter bien des choses.

Varaville, 27 avril.

... Un instant, — une minute, — dans cette chambre où je m'enfermais il y a trois jours avec l'ombre de la pauvre morte, — une pensée horrible m'était venue... mais je l'avais chassée comme un rêve de folie... et voilà que ce rêve de folie devient une réalité !

— Écrirai-je cela?.. Oui! je l'écrirai... Je le dois, car dès ce moment, ce journal, si gaîment commencé, n'est plus qu'un testament; si je venais à disparaître, il ne faut pas que ce secret meure avec moi. Il faut qu'il soit légué aux protecteurs naturels de ma fille. Il y va de ses intérêts, sinon de sa vie.

Voici ce qui s'est passé : — Prévenu trop tard, je n'étais pas arrivé à temps pour rendre les derniers devoirs à Mme de Courteheuse. La famille était déjà dispersée. Je n'ai plus trouvé ici que le frère

d'Aliette, Gérard de Courteheuse, aujourd'hui capitaine de frégate. Je lui ai communiqué mes projets relatifs à ma fille. Il n'a pu que les approuver. Mon intention était d'emmener avec Jeanne sa vieille bonne Victoire Genest, qui l'a élevée après avoir élevé sa mère. Mais cette fille est très âgée, assez mal portante, et j'appréhendais de sa part quelque difficultés, d'autant plus que son attitude à mon égard depuis la mort de ma femme avait toujours été marquée d'une mauvaise grâce touchant à l'hostilité. C'était même uniquement par respect pour la mémoire d'Aliette que j'avais supporté patiemment son humeur maussade.

Je l'ai prise à part dans la chambre de Jeanne, pendant que l'enfant jouait dans le jardin : — Ma chère Victoire, lui ai-je dit, tant que Mme de Courteheuse a vécu, je me suis fait un devoir de laisser sa petite-fille entre ses mains. Personne d'ailleurs n'était plus capable qu'elle de veiller à son éducation. Mon devoir maintenant est d'y veiller moi-même. Je compte donc emmener Jeanne à Paris. J'espère que vous voudrez bien l'y accompagner et rester à son service.

Dès qu'elle avait pu comprendre mes intentions, la vieille femme était devenue subitement très pâle, et j'avais vu ses mains agitées d'un léger tremblement ; elle me regarda fixement de son œil gris et ferme, et me dit :

— M. le comte ne fera pas cela !

— Pardon, ma chère madame Genest, je ferai cela... J'apprécie vos qualités de fidélité et de dévoûment... Je vous serai très reconnaissant de continuer vos bons soins à ma fille... Mais, du reste, j'entends être seul maître chez moi, et seul maître de ma fille.

Elle a posé une main sur mon bras :

— Je vous en prie, monsieur, ne faites pas cela !

— Victoire,.. est-ce que vous devenez folle?

— Oh! non, monsieur, si j'avais pu le devenir, ça serait fait!.. Son regard fixe et rigide ne quittait pas le mien et semblait m'interroger jusqu'au fond de l'âme : — Je ne l'ai jamais cru, murmura-t-elle : non, jamais je n'ai pu le croire... Mais si vous emmeniez la petite, je le croirais !

— Mais quoi, malheureuse?.. quoi donc?

Elle baissa encore la voix : — Je croirais que vous savez comment est morte la mère... et que vous voulez que la fille meure comme la mère!

— Meure comme la mère!

— Oui,.. de la même main!

Mon front s'est baigné de sueur et j'ai senti comme un souffle de mort... Cependant, je repoussais encore l'effrayante lumière :

— Victoire, ai-je dit, prenez garde,.. vous n'êtes pas folle, en effet... vous êtes pis que cela,.. votre haine contre celle qui a remplacé ma première femme, votre haine aveugle vous inspire des paroles odieuses,.. criminelles?

— Eh bien! monsieur, s'est-elle écriée avec une sauvage énergie, — après ce que je viens de vous dire, emmenez votre fille auprès de cette femme, si vous l'osez!

J'ai fait quelques pas à travers la chambre pour recueillir ma raison, puis, revenant à la vieille femme: — Mais comment puis-je vous croire? Si vous aviez eu l'ombre d'une preuve de ce que vous me laissez entendre, comment auriez-vous gardé le silence si longtemps?.. Comment m'auriez-vous laissé contracter ce mariage exécrable?

Elle a paru plus confiante et sa voix s'est attendrie: — Monsieur, c'est que madame, avant de retourner à Dieu, m'a fait jurer sur le crucifix de garder ce secret à jamais.

— Mais pas avec moi, enfin,.. pas avec moi!

Et je l'interrogeais à mon tour, les yeux dans les yeux. Elle a hésité, puis elle a balbutié : — C'est vrai,.. pas avec vous,.. puisqu'elle croyait, la pauvre petite...

— Quoi! que croyait-elle?.. Que je le savais?.. Que j'étais complice, alors... Dis?

Elle a baissé les yeux et n'a pas répondu.

— Ah! mon Dieu!.. est-ce possible, mon Dieu!..Voyons, mets-toi là, ma chère fille,.. assois-toi près de moi... et parle,.. dis-moi tout... tout ce que tu sais,.. tout ce que tu as vu... Quand t'es-tu aperçue de quelque chose?.. A quel moment?.. car elle était réellement malade depuis quelque temps...

— Oui, monsieur, mais ce n'était rien, ce n'était pas dangereux,.. les médecins le disaient, vous savez, — et moi j'avais trop l'habitude de la soigner pour m'y tromper!.. Ah! je sais bien quand le danger est venu... M. le comte doit se rappeler le jour où Mme la duchesse arriva à Valmoutiers, et où on envoya chercher Mlle Sabine... C'est ce jour-là, monsieur, j'en suis sûre, qu'elle a commencé à mal faire,.. c'est à partir de ce jour-là que les souffrances de madame ont brusquement augmenté... et qu'il y a eu de grands changemens... Je me doutais, et je me suis mise à la surveiller, cette fille... Un soir, cachée derrière un rideau du petit boudoir où on préparait les potions... à côté de la chambre,.. je la vis tirer de sa poche un flacon et en verser une goutte ou deux dans la potion de madame ; je me montrai tout subitement: — Qu'est-ce que c'est que ça, mademoiselle? — Elle avait beaucoup rougi, mais elle me répondit pourtant avec son grand sang-froid : — Ce sont des

gouttes que mon oncle m'a recommandé de mêler à la valériane... Voilà ce qu'elle me dit, et vous saurez tout à l'heure, monsieur, qu'elle mentait... — Quand je la surpris comme cela, il était trop tard déjà peut-être,.. car ce n'était pas la première fois, bien sûr, qu'elle faisait mal,.. ma première idée fut de vous prévenir,.. mais je n'osai pas... Alors je prévins madame... Ah! je crus bien voir que je n'apprenais rien à la pauvre petite,.. et pourtant elle me gronda presque durement : — Tu sais bien, me dit-elle, que mon mari est toujours là quand elle prépare les potions,.. il serait donc coupable aussi,.. plutôt que de croire cela, j'aimerais mieux cent fois prendre la mort de sa main!.. Et, je me souviens, monsieur, qu'au moment même où elle me disait cela, vous sortiez du petit boudoir, et vous veniez lui présenter une tasse de valériane... Elle me jeta un coup d'œil terrible, — et but... Quelques minutes après, elle se trouva si mal qu'elle crut que c'était déjà la fin... Elle me dit de lui donner son crucifix, et elle me fit jurer que je ne dirais jamais un mot de ce que nous soupçonnions... Ce fut alors que j'envoyai chercher le prêtre... Quand tout fut fini, M. Tallevaut,.. qui avait été si frappé en arrivant, vous vous rappelez, monsieur?.. M. Tallevaut m'interrogea ; je lui dis que les gouttes qu'il avait données à Mlle Sabine pour mêler aux potions de madame m'avaient paru lui faire beaucoup de mal...

— Quelles gouttes? me dit-il, comme quelqu'un qui ne comprend pas... — Ces gouttes que Mlle Sabine a apportées dans un petit flacon brun... — Il devint tout pâle, me regarda un moment d'un air égaré, secoua la tête comme un homme qui ne sait que dire et me quitta subitement,.. et quand j'appris le lendemain matin qu'il était mort, je me dis : — Ce malheureux homme-là s'est tué!.. Voilà, monsieur, ce que je sais, ce que j'ai vu de mes yeux,.. et je vous jure, sur mon Dieu, que je ne vous ai pas dit un mot qui ne soit la pure vérité!..

Elle a cessé de parler... Je n'ai pu lui répondre,.. j'ai saisi ses vieilles mains ridées et tremblantes, j'y ai appuyé mon front, et j'ai pleuré comme un enfant. . . . . .

. . . . . .

Que je vive ou que je meure, il faut que ma fille soit préservée à jamais du contact de cette misérable. Si ma vie se prolonge, je m'en charge ; si je mourais, il faut que quelqu'un s'en charge après moi. Je prends les précautions les plus sûres pour que ces pages soient remises, quand je ne serai plus, entre les mains de M^sr^ de Courteheuse, grand-oncle de ma fille, ou, à son défaut, dans celles du commandant de Courteheuse, frère de sa mère. Ces lignes et celles qui précèdent les instruiront assez de ce que j'attends d'eux.

Par mon contrat de mariage avec Sabine Tallevaut, j'ai pourvu lar-

gement à son aisance sa vie durant, lui assurant la jouissance viagère d'une moitié de ma fortune personnelle, dont j'ai laissé, d'ailleurs, la nue propriété à ma fille déjà très riche du chef de sa mère. Je n'avais donc pas cru léser sensiblement les intérêts de ma fille. Cependant, cédant à ma fatale passion, j'ai ajouté dans le contrat une clause par laquelle ma fortune reviendrait en toute propriété à Sabine Tallevaut si ma fille décédait sans s'être mariée. Ce n'est donc pas seulement contre la contagion morale d'une femme perverse qu'il s'agit de garder ma fille, c'est aussi contre la main d'une femme criminelle...

Quant au premier crime qu'elle a commis, je dois expliquer pourquoi je n'en poursuis pas le juste châtiment par la loi. Mes souvenirs personnels, le témoignage si précis de la vieille Victoire, la mort soudaine et mystérieuse du docteur Tallevaut, et, enfin, la connaissance que j'ai acquise des instincts et des principes de Sabine Tallevaut ne me permettent plus de garder le moindre doute sur la réalité du crime. Si cependant je le laisse impuni, ce n'est pas que je recule (quelque affreuse que soit cette pensée) devant l'accusation de complicité que la coupable ne manquerait pas de faire peser sur moi, c'est qu'en mon âme et conscience je suis persuadé que les preuves du crime sont, au point de vue légal, insuffisantes. Le poison, — puisqu'il faut prononcer ce mot sinistre, — a été assez savamment choisi pour ne laisser aucune trace. Le témoignage de Victoire, si attachée à ma première femme, et, naturellement, si hostile à l'autre, serait suspect. Quant aux motifs particuliers de ma conviction personnelle, si puissans qu'ils soient, ils ne sauraient servir de base à une accusation criminelle. Le procès, si on l'intentait, ne ferait que provoquer un effroyable scandale sans autre résultat que de déshonorer mon nom, — le nom de ma fille.

Ce qu'il faut obtenir, — et je dirai : à tout prix ! — c'est que cette femme s'éloigne pour toujours de Paris et de la France. Il ne faut pas craindre de faire pour atteindre ce but quelque sacrifice d'argent considérable. Elle aime l'argent. En y joignant la menace, je pense qu'on la décidera. Je compte, au reste, tenter l'épreuve moi-même dès que j'aurai repris assez de force et de sang-froid pour affronter sa présence.

... Cette infâme échappera à tout châtiment,.. et bien d'autres qu'elle, sans doute, y échappent... Bien d'autres surtout y échapperont dans l'avenir... A mesure que les passions humaines, — et entre toutes, les passions terribles de la femme, — rompent leurs digues anciennes et ne reconnaissent plus d'autre loi ni d'autre frein que le code, — les progrès de la science multiplient à l'infini les moyens de tromper le code et d'aveugler la justice !

10 mai.

Elle est morte en me croyant coupable!.. C'est une idée épouvantable... Je ne peux pas m'y faire!.. Un être si faible, si doux, si délicat!.. Oui, elle s'est dit : « Mon mari est un meurtrier,.. ce qu'il me donne là, c'est du poison, et il le sait!.. » Et elle est morte sur cette pensée,.. sa dernière pensée!.. Et jamais, jamais elle ne saura que ce n'est pas vrai,.. que je suis innocent... que cette idée me torture!.. que je suis le dernier des misérables!.. Ah! seigneur Dieu tout-puissant, — si vous existez, — vous voyez ce que je souffre... Ayez pitié de moi!

... Ah! que je voudrais croire que tout n'est pas fini entre elle et moi,.. qu'elle me voit,.. qu'elle m'entend,.. qu'elle sait la vérité!..

Mais je ne peux pas! je ne peux pas!

1er juin.

Je sais ce qu'on dit de la prière, — qu'elle est inutile, — qu'elle est toujours et nécessairement inefficace; parce que Dieu, — s'il est et quel qu'il soit, — n'intervient jamais dans les faits de ce monde par une action particulière, qu'il ne gouverne pas par des miracles, qu'il ne dérange jamais l'ordre général pour un intérêt individuel... Sans doute, mais cela me paraît bien rigide et bien absolu. D'abord, celui qui croit en Dieu et qui le prie, doit se sentir en communication plus directe avec lui, et doit trouver dans ce sentiment même un soutien et des consolations incomparables... Mais ensuite, est-il donc si certain que la prière soit toujours inefficace? Qu'en sait-on? S'il y a des prières vraiment folles, parce qu'elles ne pourraient être exaucées sans troubler l'ordre divin de l'univers, Dieu ne peut-il réserver, entre ses lois immuables, un champ libre à la prière? Sans contrevenir à ses propres lois, et sans faire de miracles, ne peut-il agir sur la pensée et sur la volonté de celui qui l'implore?.. Une mère qui prie pour son enfant malade ne peut-elle donc espérer que son enfant sera sauvé, non par un miracle, mais par ses propres soins, providentiellement inspirés et dirigés?.. Un homme qui demande à Dieu de lui donner la foi, de l'éclairer de sa grâce, lui demande-t-il de troubler l'ordre de la nature, et ne peut-il espérer de recevoir la lumière qu'il invoque?..

Juin.

... Sa dernière pensée a été que j'étais un criminel!.. et jamais elle ne sera désabusée!..

... Tout a l'air si bien fini quand on meurt!.. — Tout retourne aux élémens... Comment croire à ce miracle de la résurrection personnelle?.. et pourtant, en réalité, tout est miracle et mystère autour de nous, au-dessus de nous, en nous-mêmes!.. L'univers tout entier n'est qu'un miracle qui dure.

... La renaissance de l'homme du sein de la mort serait-elle donc un mystère plus étrange, plus incompréhensible que sa naissance du sein de la femme? . . . . . .

. . . . . .

Ces lignes sont les dernières qu'ait écrites Bernard de Vaudricourt. Sa santé, dès longtemps altérée par le chagrin, ne résista pas aux émotions de la terrible et suprême épreuve qui lui avait été imposée. Un mal à peine déterminé, dont le symptôme extérieur fut un anthrax à la gorge, prit en quelques jours un caractère mortel.

M. de Vaudricourt, se sentant perdu, fit appeler Mgr de Courteheuse. — Il voulut mourir dans la religion d'Aliette.

Vivante, la pauvre enfant avait été vaincue : morte, elle triomphait.

OCTAVE FEUILLET.

P. S. — Il est inutile de dire que ce récit, composé d'après des documens authentiques dont on a conservé avec soin les lignes principales, a dû cependant, à cause de la gravité de certains faits, subir des modifications de noms, de dates et de lieux. On comprendra même qu'il n'eût jamais été publié si la personne qui figure dans la seconde partie sous le nom de Mme de Vaudricourt n'avait depuis assez longtemps disparu de la scène parisienne pour aller terminer loin de la France sa carrière aventureuse.

O. F.

LES

RIVALITÉS COLONIALES

L'ANGLETERRE ET LA RUSSIE.

Il y a longtemps qu'on l'a dit, l'Europe est devenue trop petite ; à l'étroit chez elle, elle déborde de plus en plus sur les quatre parties du monde. Aujourd'hui, c'est la terre elle-même, dont nous faisons si facilement le tour, qui semble trop bornée pour nos voyageurs et nos savans, pour nos ambitions commerciales ou politiques. A la façon dont les peuples civilisés s'approprient le globe, se répandant à l'envi sur les deux hémisphères, s'assujettissant les peuples barbares et les terres encore vacantes, nous serons bientôt contraints de regretter de n'avoir pas à notre portée d'autres planètes où transporter nos produits et nos compétitions.

Une force d'expansion sans pareille, depuis le siècle de Colomb et de Gama, pousse l'Europe à étendre son empire dans toutes les directions à la fois, sur le vieux continent et l'Océanie notamment, le nouveau monde étant déjà aux mains de fils de l'Europe, qui bientôt s'y trouveront eux-mêmes à l'étroit. Jeunes ou vieux, continentaux ou maritimes, les états civilisés rivalisent de zèle et de hâte dans cette conquête de notre humble univers par l'homme blanc. En dépit de la nature et du climat qui semblent le repousser des régions tropicales, malgré de trop nombreuses déceptions mi-

litaires et financières, c'est à qui occupera le plus de contrées demeurées libres de maître, si ce n'est d'habitans, de même que dans nos villes et autour de nos capitales on se dispute les terrains vides, certain que l'avenir ne saurait manquer de leur donner du prix. Et l'on ne se contente plus, comme aux trois derniers siècles, d'occuper des points maritimes, des stations commerciales sur les côtes du Pacifique ou de l'Atlantique, on convoite les oasis et jusqu'aux sables du désert, comme autrefois les archipels des mers. On pénètre les continens de même que les océans; on se les distribue d'avance dans des congrès. Les diplomates rédigent des protocôles sur le centre de l'Afrique, hier encore inconnu, et, pendant qu'ils négocient touchant les plateaux du centre de l'Asie, les officiers en dressent des cartes stratégiques.

Faut-il se plaindre ou se féliciter de cette fièvre coloniale qui a saisi la plupart des états, grands et petits? C'est là, en réalité, une question oiseuse que les peuples et les gouvernemens ne se posent d'habitude qu'après coup, et que chacun résout suivant son tempérament et ses intérêts du moment. Quand, pour les peuples qui s'y laissent prendre, la politique coloniale ne serait qu'un mirage décevant, il en est ainsi de la plupart des ambitions individuelles ou nationales. Le désir de croître, de grandir, d'acquérir n'est-il pas le plus souvent, pour les peuples comme pour les individus, une sorte de duperie de la nature? Ce qui, en tout cas, profitera le plus de ce grand mouvement d'expansion contemporaine, ce sont peut-être les intérêts moraux, car, au point de vue matériel, au point de vue économique, le gain est parfois douteux et le plus souvent fort lent, tandis qu'au point de vue intellectuel, il y a toujours avantage, pour une nation comme pour un homme, à élargir ses horizons. En agrandissant le cercle de ses intérêts, elle agrandit le cercle de ses idées. Quant au point de vue politique et social, s'il est vrai qu'un accroissement de territoire n'est pas toujours un accroissement de force, s'il est évident que l'extension même du territoire, dans les pays d'outre-mer surtout, impose des charges nouvelles, on ne saurait nier qu'elle stimule l'énergie des peuples et réveille des sociétés disposées à l'engourdissement.

Un des mérites qu'on peut attribuer au récent engouement pour la politique coloniale, c'est d'avoir servi de diversion aux ambitions et aux rancunes des peuples de l'Europe. Si mal combinées, si grossièrement conduites qu'aient été chez nous, par exemple, ces récentes entreprises d'outre-mer, elles ont contribué, durant les dernières années, au maintien de la paix européenne. A cet égard, les peuples de l'Europe avaient tout avantage à détourner leurs yeux et leurs convoitises de notre étroit continent, où leurs revendications nationales sont condamnées à se heurter,

pour les reporter en Asie, en Afrique, en Océanie, sur les vastes espaces où il semble encore y avoir place pour l'activité politique ou commerciale des différentes nations. Les embarras mêmes suscités aux uns et aux autres par la politique coloniale sont, en un sens, un gage de paix, car ils laissent les mains moins libres pour des aventures autrement périlleuses.

Par malheur, il n'en sera peut-être pas longtemps ainsi. A force de s'étendre en tout sens, à force d'arrondir leurs possessions exotiques, les peuples européens se trouveront de plus en plus en contact les uns avec les autres, et le contact mène au conflit. Les nations européennes seront exposées à s'entre-choquer aux extrémités du globe. Témoin aujourd'hui l'Allemagne et l'Espagne. Comme au moyen âge en Europe même, elles auront, dans l'autre hémisphère, des possessions mutuellement enchevêtrées, des enclaves réciproques, qui pourront mettre leur esprit pacifique à de redoutables épreuves. L'aire de la politique européenne embrassera le monde entier et, maintenir la paix, dans ce champ agrandi, sera pour la diplomatie une laborieuse besogne.

L'exemple de l'Angleterre et de la Russie le montre déjà. L'expérience nous a dès longtemps appris qu'en matière coloniale le plus sûr est d'opérer isolément dans les contrées écartées, sans voisin, c'est-à-dire sans rival civilisé. Cela est l'incontestable avantage des îles. Mais voici que chacun étendant sa sphère d'action, on finit par se joindre, par se toucher partout. Les déserts même ne mettent plus à l'abri des voisinages incommodes. C'est ce qu'éprouve en ce moment l'Angleterre. Lorsque Clive et Warren Hastings jetaient dans l'Inde les fondemens d'un empire plus vaste que celui du Grand-Mogol, ils ne prévoyaient pas qu'en remontant le Gange et l'Indus, leurs successeurs risqueraient de se heurter aux Moscovites, partis des bords du Don et du Volga. Voici déjà près d'un demi-siècle qu'est annoncée cette merveilleuse rencontre des hommes du nord de l'Europe au centre de l'Asie, et ceux qui l'ont signalée les premiers ont été traités de rêveurs. Aujourd'hui la rencontre, pacifique ou guerrière, est devenue inévitable. S'ils ne se touchent pas encore matériellement, les deux empires rivaux se touchent moralement. Leurs sphères d'action confinent l'une à l'autre. C'est là un fait d'autant plus digne d'attention que ce qui entre aujourd'hui en contact, ce ne sont pas seulement les deux plus grands empires du globe, mais deux systèmes de colonisation, aussi bien que de gouvernement. Comme colonisateur, le Russe rappelle les anciens Romains, et ne le cède point à l'Anglais. Ce sont, sous ce rapport, les deux premiers peuples du monde, ayant chacun sa méthode; l'un, procédant par la colonisation maritime, le long des côtes, à l'aide

de ses vaisseaux et de ses marchands; l'autre, par la colonisation terrestre, agricole ou militaire, à l'aide de ses moujiks ou de ses cosaques. Toute l'histoire de la Russie n'est que l'histoire du peuplement et de la colonisation du vague domaine des Sarmates et des Scythes. Le flot moscovite, le flot slave, grossi de ruisseaux turco-finnois, qui menace de battre la haute ceinture montagneuse de l'Inde, est en réalité descendu des sources du Volga et du Dnieper, il y a déjà sept ou huit cents ans, se déversant lentement sur les basses plaines de l'Europe orientale avant de déborder sur tout le nord et le centre de l'Asie.

I.

Depuis que les cipayes anglo-indiens et les cosaques marchent inconsciemment à la rencontre les uns des autres, jamais peut-être un conflit entre les deux états rivaux n'avait semblé moins probable et moins prochain. Des deux côtés on était pacifique, les deux pays aimaient et désiraient presque également la paix, et, chose rare parmi les hommes appelés au gouvernement de grands empires, dans les deux états, les hommes au pouvoir se seraient fait scrupule de recourir à la guerre sans avoir épuisé tous les moyens de la conjurer. Si la guerre a été évitée, on le doit autant à leur conscience qu'à leur sagesse. Avec d'autres souverains, avec d'autres ministres, il n'en eût peut-être pas fallu autant pour faire éclater un conflit.

A Pétersbourg régnait un tsar honnête homme, de goûts bourgeois, d'humeur paisible, n'ayant peut-être ni la hauteur de vues, ni la décision de caractère nécessaires à la direction d'un grand empire à une époque de transition comme celle que traverse la Russie, mais exempt de toute infatuation, de toute présomption; un prince, naturellement frappé des mécomptes du dernier règne et assombri par l'horrible fin de son père, en ayant conservé une répulsion pour tout changement, une méfiance de toute liberté, qui neutralisent ses meilleures intentions; paralysé par des appréhensions habilement entretenues autour de lui, et trop sincère pour se défendre des pièges tendus à sa droiture par les influences intéressées au maintien des abus; reculant par timidité, par modestie, par défiance de lui-même et des autres, par lassitude enfin, devant les réformes administratives et politiques dont la Russie ne saurait indéfiniment se passer; mais, en même temps, un prince consciencieusement et ardemment dévoué à la Russie et au bien public, loyalement soucieux du bonheur du peuple et, avant tout, du pauvre peuple, sur lequel, en Russie plus qu'ailleurs, retombent toutes les charges de l'état; autocrate sentant le poids de sa toute-puissance et en portant sérieusement la responsabilité, condamné par sa politique inté-

rieure à renouveler le règne de Nicolas, mais ayant le large cœur d'Alexandre II, incapable, en tout cas, de chercher aux difficultés du dedans le dangereux dérivatif d'une guerre au dehors. Au-dessous de l'empereur Alexandre III, le ministère des affaires étrangères était conduit par un diplomate prudent, simple et modeste comme son maître, une intelligence pondérée, un esprit vraiment européen et moderne, ayant pleinement conscience de ses devoirs envers la Russie et envers la civilisation, sentant ce que coûterait à l'une et à l'autre une nouvelle grande guerre, si peu d'années après la dernière, comprenant que, pour le vaste empire, aujourd'hui non moins qu'après le traité de Paris, le repos et le recueillement sont encore la plus féconde des politiques. En dehors des ministres, des hommes qui ont officiellement la direction des affaires, on pouvait bien signaler, dans l'armée ou ailleurs, des influences belliqueuses; mais le plus populaire des généraux russes, Skobelef, est mort, et s'il s'est laissé parfois entraîner par le sentiment national, comme en 1878, le gouvernement impérial est assez maître chez lui pour savoir refréner les ardeurs guerrières de ses officiers.

Était-ce des bords de la Tamise que pouvait venir la provocation à un conflit? Personne assurément n'eût eu pareille idée sous un ministère Gladstone. Jamais l'Angleterre n'avait possédé de gouvernement plus désireux d'éviter toute complication extérieure. Bien plus, jamais le royaume-uni n'avait connu de cabinet mieux disposé pour la Russie. Ce n'était pas seulement M. Gladstone, le ministre qui avait érigé la paix en système et l'avait prêchée en apôtre, c'étaient lord Granville et lord Hartington, tous deux implacables adversaires de la politique impériale de Disraeli; c'était lord Derby, qui avait abandonné le ministère Beaconsfield et le parti tory par répulsion pour leurs procédés hautains et leurs tendances agressives; c'étaient M. Chamberlain et sir Charles Dilke, les représentans des nouvelles couches de la démocratie grandissante, l'un et l'autre plus préoccupés de remodeler à neuf la vieille Angleterre que d'agrandir ou de fortifier ses dépendances lointaines. Qui eût osé prédire, lors de l'avènement du dernier cabinet libéral, que ce ministère, élu avant tout au nom de la paix et des intérêts pacifiques, se trouverait, en moins de cinq ans, à la veille d'une grande guerre avec la Russie? De toutes les épreuves traversées par M. Gladstone, tant de fois condamné à se démentir, celle-là fut sans doute l'une des plus pénibles, comme des moins prévues. Qu'on se rappelle la politique anglaise et la lutte des partis durant les dix dernières années. Quel était l'enjeu du long duel de feu Disraeli, devenu lord Beaconsfield, et de M. Gladstone? C'était, avant tout, la direction à donner à la politique extérieure et à la politique coloniale de la Grande-Bretagne. Ce qui l'avait emporté avec M. Gladstone, en

1880, c'était la politique de paix, la politique de recueillement intérieur. A quoi les libéraux devaient-ils leur triomphe? A une réaction de l'esprit public contre « l'impérialisme » de lord Beaconsfield, aux défiances de la nation pour les fastueuses audaces et les soudains coups de théâtre de l'homme qui avait, en 1878, fait passer les Dardanelles aux cuirassiers anglais et qui avait simultanément guerroyé dans les gorges de l'Afghanistan et dans les jungles des Zoulous.

A une politique avant tout préoccupée du dehors, du prestige du nom anglais et de la grandeur de l'empire britannique; à la politique vraiment impériale, toute d'éclat et de hardiesse du petit juif, drapé en lord anglais, qui semblait avoir hérité de l'âme hautaine de lord Chatham, succédait, avec M. Gladstone, une politique mi-bourgeoise, mi-démocratique, toute pratique et positive, moins soucieuse de la puissance et du renom du peuple anglais que de ses intérêts, de sa fortune, de son bien-être, ayant moins de sollicitude pour l'immense empire, dispersé dans les quatre parties du monde, que pour les trois petits royaumes abrités par la mer à une extrémité de l'Europe. Le suffrage populaire, déjà grossi dans les bourgs par l'avant-dernière réforme électorale, avait déclaré que l'Angleterre n'était pas assez riche pour payer les conquêtes exotiques de lord Beaconsfield. Sans bien s'en rendre compte, le *household suffrage* reprochait à Disraeli et aux tories, rajeunis par l'ingénieux Sémite, d'avoir trop négligé la brumeuse île natale pour le radieux héritage du Grand Mogol. Il ne lui pardonnait point d'avoir paru sacrifier le positif à l'idéal, le solide au brillant, la vieille Angleterre à ses dépendances extra-européennes, le royaume-uni à l'empire, la Grande-Bretagne à la *Greater-Britain*. Aussi, l'ambition avérée de M. Gladstone et de ses amis était-elle de « liquider » dans les deux hémisphères les entreprises de leurs prédécesseurs, de se débarrasser au plus vite des multiples affaires entamées par eux en Europe, en Asie, en Afrique, pour se consacrer tout entiers au vieux sol britannique, à la pacification de l'île sœur, au land-bill irlandais et, pardessus tout, à la réforme électorale.

Tel était manifestement l'intime désir de M. Gladstone et de tous ses collègues, whigs ou radicaux. Par malheur, l'événement a montré que, en pareille matière, la volonté et la persévérance étaient insuffisantes. Le cabinet libéral n'a pu tenir toutes ses promesses. En dépit des efforts de M. Gladstone et de lord Granville, l'Angleterre n'a pas réussi à se dégager de la politique coloniale. Ils ont eu beau carguer les voiles de l'orgueilleux vaisseau britannique, ils n'ont pu jeter l'ancre dans les eaux tranquilles où ils s'étaient flattés de le maintenir. S'il est demeuré fidèle à ses principes, M. Gladstone n'a pas toujours été maître de les appliquer. Sur plus d'un point, en plus d'une contrée, il n'a pu se dérober aux annexions, aux oc-

cupations, aux expéditions militaires qu'il avait si hautement condamnées sur les bancs de l'opposition. Le plus souvent, ses répugnances intimes n'ont servi qu'à multiplier ses hésitations; ses scrupules n'ont fait que l'incliner à des demi-mesures qui lui ont valu de durs échecs.

La raison de ces contradictions entre le programme et la conduite du cabinet libéral n'était pas seulement dans le caractère du premier ministre, esprit complexe, essentiellement anglais, préoccupé à la fois des intérêts positifs et des droits abstraits, mêlant les aspirations du philanthrope aux calculs du financier et du chef de parti. La raison de ces contradictions était non moins dans les faits qui dominent la politique anglaise. L'Angleterre, quoi qu'en aient dit libéraux ou radicaux, n'est pas maîtresse de s'émanciper à son gré de la politique impériale. Elle est en quelque sorte captive de ses immenses colonies; elle est en particulier la prisonnière de l'Inde. On peut, dans un autre sens, appliquer à cette dernière le *Græcia capta* du poète. L'Angleterre est, d'une certaine façon, possédée par ses multiples possessions; elle est tenue par elles autant qu'elle les tient. Elle est, dans une certaine mesure, l'esclave de ses conquêtes, la sujette de ses sujets. Cela, encore une fois, est surtout vrai de l'Inde, qui ne peut ni se gouverner ni se défendre seule. Si robuste, si vigoureusement constitué qu'il soit, un état n'est pas impunément le maître d'un pays vingt fois plus vaste et dix fois plus peuplé. Vingt-cinq millions d'Européens, relégués dans une île lointaine, ne sauraient, sans trouble ni soucis, régir deux cent cinquante millions d'Asiatiques, comme un berger mène son troupeau. De pareils empires se paient. Une telle domination devient une servitude. L'Angleterre a beau s'en défendre, l'Inde, tant qu'elle demeurera une vice-royauté britannique, sera sa principale préoccupation. L'Inde dominera toute sa politique; et, bien que plus d'un insulaire commence à en faire fi, quoique beaucoup se demandent quels sont les bénéfices réels d'un tel empire asiatique, et qu'en réalité l'Indoustan puisse n'être nécessaire ni à la grandeur ni à la richesse de la métropole, l'Angleterre ne saurait abandonner le somptueux empire de lord Clive et de Warren Hastings, comme elle a spontanément évacué les îles Ioniennes.

Une des grandes divergences entre M. Gladstone et lord Beaconsfield, deux des hommes d'état les plus différens que Westminster ait jamais vus se disputer le pouvoir, c'est que l'un reconnaissait hautement cette dépendance et que l'autre s'efforçait de la nier, tous deux, du reste, comme il arrive d'habitude dans les luttes de partis, outrant leur opinion en sens inverse. Lorsqu'au grand scandale des libéraux, en apparence effarouchés par le fantôme du

césarisme, le vieux Beaconsfield faisait ceindre à la reine Victoria, déjà presque sexagénaire, la couronne d'Aureng-Zeb, ce n'était pas seulement pour rehausser aux yeux des Indous le prestige de la domination britannique ou pour flatter l'amour-propre de la famille royale en la mettant, quant aux titres, de niveau avec les grandes cours du continent. En faisant proclamer sa très gracieuse majesté impératrice des Indes, Beaconsfield sanctionnait un fait, l'importance capitale de l'Indoustan dans les états britanniques.

On sait que, dans sa jeunesse, cet israélite baptisé, qui tenait de ses origines juives le goût inné de l'Orient et des pompes orientales, s'était un jour amusé à représenter la reine, les ministres et le parlement, faisant du haut de leurs trois-ponts de solennels adieux à l'Angleterre pour aller porter sur le Gange le centre de la domination britannique. Le voyage rêvé par le romancier politique était un symbole des destinées ou de la situation de l'Angleterre moderne. La cour n'a point abandonné les tours massives de Windsor, le parlement n'a pas quitté le hall gothique de Westminster pour les féeriques palais arabes d'Agra ou de Delhi; mais l'image lointaine de l'Inde flotte, malgré tout, au ciel anglais. Les épais brouillards de la Tamise ne sauraient longtemps la cacher. Les hommes d'état britanniques sont contraints d'habiter en pensée les vallées du Pendjab et de gravir les vertes croupes de l'Himalaya, pour surveiller les orages qui s'amassent derrière les monts. L'Inde et la route de l'Inde, tel est, qu'ils le veuillent ou non, le constant souci de leur politique. C'est lui qui les a naguère fait camper en Égypte et remonter au-delà des cataractes, comme autrefois il les avait conduits au Cap et à Maurice. C'est lui qui a longtemps fait de l'Angleterre le défenseur attitré de la Turquie, et qui, tout récemment, a failli lui faire jouer l'existence de cet empire qu'elle a tant contribué à faire durer.

Cette importance capitale de l'Inde dans la politique anglaise, cette dépendance où l'Indoustan tient son altière souveraine, M. Gladstone a eu le tort de se refuser à la reconnaître. Non content de la nier, il traitait « d'humiliante » et de « honteuse » la doctrine qui proclamait l'Angleterre solidaire de sa grande conquête. « Je n'admets en aucune façon aucune dépendance de ce genre, déclarait-il emphatiquement, non dans l'entraînement d'un discours public, mais dans une étude écrite à loisir, dans le recueillement du cabinet (1). Je prétends que nous avons, à la vérité, un grand devoir vis-à-vis des Indes, mais que nous n'y avons aucun intérêt, sauf celui du bien-être de l'Inde elle-même et de ce que ce bien-être entraîne avec lui... L'Inde, continuait-il, n'ajoute pas, mais

(1) *The Nineteenth Century*, août 1877.

enlève à notre force militaire. La racine, la vigueur, la substance de notre nation résident dans le territoire strictement limité des îles britanniques, et sont, sauf dans des détails presque insignifians, indépendantes de toute sorte de domination politique en dehors de ces îles. Cette domination ajoute à notre renommée, en partie, par suite de sa grandeur morale et sociale, en partie parce que les étrangers partagent les superstitions qui règnent encore parmi nous et pensent que le principal secret de notre force réside dans la vaste étendue et le grand nombre de nos territoires éparpillés. » Il y a, sans doute, une part de vérité dans ces assertions de l'adversaire de Beaconsfield, mais il y a aussi, pour l'Inde notamment, une exagération si manifeste, que, dans la même étude, M. Gladstone en venait à confesser lui-même ce dont il s'indignait dans la bouche des tories (1).

Tout en se révoltant avec une sorte de fierté insulaire contre la superstition des Anglais ou des étrangers qui font dépendre de l'Inde la grandeur de l'Angleterre, M. Gladstone était contraint d'admettre que l'Angleterre n'était pas libre de rompre son mariage avec son « partner » oriental. Ainsi concluent, du reste, la plupart des Anglais les plus disposés à faire fi de la grande péninsule asiatique. Lorsque, dans l'opposition, M. Gladstone avouait l'impossibilité actuelle pour l'Angleterre d'abandonner l'Inde, il était en désaccord avec les conservateurs sur les moyens de la conserver. A ses yeux, — et sur ce point, le grand libéral philanthrope nous semble avoir raison pour l'avenir, si ce n'est encore pour le présent ; — à ses yeux, le maintien de la domination anglaise aux Indes n'est pas une simple question militaire que la force seule puisse trancher, mais une question morale dont la solution définitive dépend, avant tout, du consentement des deux cent cinquante millions d'Indous et des sentimens que l'Angleterre leur saura inspirer. Quant aux périls du dehors, quant à la crainte d'une invasion russe dans les plaines de l'Inde, M. Gladstone, dans ses écrits ou ses discours, la traitait d'absurde et de ridicule. En vain les alarmistes lui montraient-ils les soldats du tsar s'avançant pas à pas dans les steppes du Turkestan. « Je ne redoute point l'extension de la Russie en Asie, répondait l'impétueux orateur du Midlothian ; ce sont là pour moi des craintes de

(1) « Cette domination nous impose les devoirs les plus pesans et les plus solennels, devoirs qui ne sont nulle part plus pesans et plus solennels qu'aux Indes. Nous avons librement épousé la fortune de ce pays et nous sommes tenus par l'honneur de ne jamais demander le divorce. Tout en protestant donc contre ce qu'il y a de déshonorant dans la doctrine qui s'attache à faire dépendre l'Angleterre des Indes, je suis cependant d'accord avec ceux qui partagent cette idée, en ce sens que je reconnais pleinement que nous sommes tenus de considérer le maintien de notre puissance aux Indes, dans les circonstances actuelles, comme une nécessité capitale de l'honneur national. » (*The Nineteenth Century*, août 1877.)

vieilles femmes. — Je ne crois pas l'empereur de Russie capable d'une politique agressive (1). »

A part l'optimisme qui, chose rare chez les vieillards, est demeuré l'un des traits de sa riche nature, M. Gladstone a, depuis des années, rejeté les préventions et les antipathies de la plupart de ses concitoyens contre le colosse du Nord. Moitié par sentiment religieux et par conscience chrétienne, moitié par philanthropie, par amour des faibles et sincère intérêt pour les nationalités opprimées, l'ancien collègue de Palmerston a cru à la sincérité des Russes dans la dernière guerre d'Orient. Sans craindre de passer pour naïf, il a vu en eux des vengeurs de la foi chrétienne et des champions de l'humanité ; il a salué, dans les cosaques de Skobelef, les émancipateurs des Slaves asservis. Il était devenu philoslave, comme il avait été philhellène. Bien mieux, alors que toutes les sympathies de son gouvernement étaient pour les Turcs, M. Gladstone s'était fait l'auxiliaire des armées du tsar. Il leur avait apporté le secours d'une parole qui valait bien un des petits corps d'armée que l'Angleterre a tant de peine à mettre sur pied. Non-seulement, il dénonçait à l'Europe civilisée les assassins des Bulgares du Transbalkan, mais il se faisait, dans la presse anglaise, le collaborateur des slavophiles, d'autres diraient des panslavistes de Moscou. Il entreprenait de faire comprendre au public anglais les idées russes, le point de vue russe, dans la question d'Orient, et, pour les éclairer, il se chargeait de présenter à ses compatriotes les études orientales des dames moscovites en séjour à Londres (2). On comprend après cela qu'un pair d'Angleterre et, qui pis est un pair libéral, le duc de Sutherland, si je ne me trompe, ait été jusqu'à dire à Saint-James's Hall : « La Russie est habile dans le choix de ses agens ; le principal en Angleterre est M. Gladstone. »

On comprend mieux encore la joie de la *Gazette de Moscou* lors du triomphe des libéraux et de l'avènement au pouvoir de cet ami désintéressé. Ce qui, jusqu'alors, avait toujours semblé la plus irréalisable des chimères, l'alliance anglo-russe, cessait de paraître une utopie. S'il n'y eut pas alliance (les principes mêmes de M. Gladstone, son désir de se renfermer dans les affaires intérieures de l'Angleterre, sa prédilection bien connue pour la politique de non-intervention, le disposaient mal à n'importe quelle alliance), il y eut au moins entente, dans la question orientale notamment. Le Monténégro, par exemple, s'étonna de trouver un appui aussi ferme

(1) « I have no fear myself of the territorial extension of Russia in Asia. I think this fear no better than old women's. — I do not believe that the Emperor of Russia is a man of aggressive policy. » (Troisième discours du Midlothian.)

(2) C'est ce qu'il a fait notamment pour O. K.., l'ingénieux auteur de *Russia and England*, Mme Olga de Novikof, née Kiréef.

dans la main anglaise que dans la main russe. Personne en ces beaux jours n'eût imaginé que M. Gladstone dût, trois ou quatre ans plus tard, menacer les libérateurs de la Bulgarie de leur faire éprouver la portée des canons Armstrong et la valeur des cipayes de l'Inde. Personne non plus ne saurait se figurer qu'un homme aussi droit, aussi habitué à s'incliner pour écouter sa conscience, ait pu s'abandonner à un langage belliqueux pour relever le crédit ébranlé du cabinet libéral et faire oublier aux Anglais ou à l'étranger ses récens échecs et ses prochaines faiblesses. Quand il parlait le langage de la guerre, M. Gladstone était prêt à la faire. Ses discours mêmes portaient la marque de sa résolution intérieure; mais, en même temps, il était décidé à ne faire la guerre que s'il y était moralement contraint. Or, à Saint-Pétersbourg non moins peut-être qu'à Londres, le souverain, les ministres étaient sincèrement désireux de conserver la paix. Avec de pareilles dispositions de part et d'autre, il eût été triste d'en venir aux armes, et pourtant il n'a fallu rien de moins que cette bonne volonté réciproque pour prévenir un conflit.

Les ennemis de M. Gladstone accusent son imprévoyance, sa pusillanimité, sa naïve confiance dans les assurances moscovites. Ils disaient déjà que, si les troupes du tsar n'avaient pas craint d'autant s'avancer vers les frontières de l'Inde, c'était grâce aux encouragemens du tribun du Midlothian (1). Nous ne savons ce qu'en pense M. Gladstone; mais, s'il a eu, pour la Russie, des complaisances et des crédulités, peut-être peut-il s'en féliciter pour son pays, car ses sympathies slaves n'ont pas été entièrement payées d'ingratitude. Elles lui ont certainement valu des concessions de forme, sinon de fond, qu'un gouvernement aussi altier que la Russie n'eût probablement pas faites à des adversaires déclarés. Si l'arrangement négocié par le cabinet libéral est ratifié par ses successeurs, les tories, tout en se plaignant d'avoir les mains liées par les engagemens du cabinet précédent, seront bien obligés d'en trouver les conditions acceptables; sauf à chercher, en Bulgarie ou ailleurs, une revanche pour l'orgueil britannique. Un mérite, en tout cas, que peut revendiquer M. Gladstone, c'est d'avoir maintenu la paix. Il peut se dire qu'avec un autre ministère le conflit aurait probablement éclaté; et, s'il est une chose dont le vieil homme d'état soit disposé à se faire gloire, c'est assurément d'avoir épargné à l'Europe et à l'Asie une guerre dont nul, en somme, ne pouvait prévoir les proportions. Lorsque, suivant une intention maintes fois annoncée, il quittera les affaires publiques pour consacrer ses derniers jours à la grande affaire du chrétien, le vieil

(1) Voyez, par exemple, la *National Review*, organe des conservateurs (mai 1885).

homme d'état, en examinant devant Dieu sa carrière politique de plus de cinquante années, se réjouira peut-être non moins de cette guerre évitée, fût-ce au prix d'un sacrifice d'amour-propre, que du *disestablishment* de l'église d'Irlande ou de la récente réforme électorale.

II.

Ce qui a conduit l'Angleterre de M. Gladstone au bord d'une rupture avec la Russie, c'est, on le sait, la marche des Russes vers Hérat et les frontières de l'Afghanistan, c'est-à-dire vers les rontières de l'Inde. L'avance des Russes en Asie n'était pas un fait nouveau. Nous ne voulons pas faire ici l'histoire de la conquête du Turkestan, il nous suffira d'en marquer les principales étapes. Ce qui nous intéresse surtout, ce sont les causes, ce sont les procédés et le but final de cette longue marche des Russes à travers les steppes, tour à tour brûlantes et glacées, de l'Aral et de la Caspienne. En s'enfonçant dans ces déserts inhospitaliers, les Russes cédaient avant tout à la secrète impulsion qui pousse un état civilisé, en contact avec des pays sauvages ou à demi barbares, à les faire entrer dans sa sphère d'action, à se les subordonner, à se les assujettir sous une forme ou sous une autre. C'est là une sorte de loi historique, une sorte de loi physique, pour ne pas dire, en empruntant le jargon à la mode, de loi biologique. Dans la sphère politique, comme dans toute la nature vivante, quoi de plus fréquent que l'absorption des faibles par les forts? Les organismes inférieurs sont voués à être la proie des organismes supérieurs.

Est-ce à dire qu'en annexant successivement à leurs vastes possessions les steppes de l'ancien Iaxarte et de l'ancien Oxus, les Russes aient cédé en aveugles à une sorte de fatalité? Non, assurément, on est trop éclairé, on est trop réfléchi à Pétersbourg et à Moscou pour être longtemps l'agent inconscient des nécessités physiques ou des lois historiques. Dans leur lente descente vers le cœur de l'Asie, ces hommes du Nord n'obéissaient pas seulement à une sorte d'attraction géographique. La preuve en est la patience, l'habileté, la persévérance qu'ils ont apportées dans leur conquête. A l'impulsion première de la nature s'ajoutaient chez eux des vues politiques, des desseins combinés, qui, petit à petit, ont pris plus de netteté et de consistance.

La conquête du Turkestan n'a guère demandé aux Russes qu'un tiers de siècle. Durant la première moitié de cette période, ils ont, semble-t-il, été surtout conduits par les impulsions instinctives, tant il y a eu d'imprévu et de décousu dans leur marche en avant. C'est ainsi que, des steppes kirghizes, les soldats du tsar se sont

ouvert une voie jusqu'au Sir-Daria, l'ancien Iaxarte, puis jusqu'à l'Amou-Daria, l'ancien Oxus. C'est ainsi, en s'abandonnant aux hasards de l'inspiration et aux caprices de leurs officiers, qu'ils sont entrés à Tachkent et ont planté à Samarkand l'aigle impériale sur le tombeau de Tamerlan. Depuis douze ou quinze ans, au contraire, leurs expéditions ont été manifestement menées par une politique consciente d'elle-même, suivant des vues arrêtées et un plan concerté, repris et perfectionné à chaque échec, comme à chaque pas en avant.

Quel était le but de cette politique, ou mieux quel en était le principal objet, car les états, plus encore que les individus, ont souvent dans leur conduite plusieurs mobiles à la fois? Était-ce uniquement de pacifier les steppes de l'Asie et d'assurer le libre transit des caravanes, de mettre fin aux *alamanes* ou incursions des rôdeurs du désert, d'affranchir les Iraniens, captifs des bandits turkmènes? Tout cela, les Russes l'ont fait, et la civilisation et l'humanité leur en doivent une gratitude que notre Europe leur mesure peut-être avec trop de parcimonie. Aucun peuple, pas même les Anglais dans l'Inde, n'a mieux justifié son droit à gouverner les Asiatiques. Personne ne dira cependant que cette œuvre de paix et de philanthropie ait été l'unique raison de la laborieuse conquête de Khiva et de Merv. Était-ce d'étendre le commerce national, de procurer aux nouvelles manufactures de Moscou des débouchés au-delà des sables, comme d'autres peuples industriels en cherchent au-delà des mers? Était-ce encore d'acquérir des terres pour de nouveaux colons et de nouvelles cultures? D'ouvrir au moujik les fertiles oasis des anciens khanats et les riches vallées des contreforts du Pamir? Si peu dense que nous semble sa population européenne, si riche de champs labourables que nous apparaisse de loin l'empire autocratique, ses communes de paysans se sentent déjà à l'étroit sur le sol à demi épuisé du *mir* (1); il leur faut sans cesse des terres nouvelles pour leurs essaims d'émigrans. Aujourd'hui, comme sous la dynastie de Rurik, le Grand-Russe poursuit en silence, à travers les steppes des nomades finno-turcs, sa colonisation essentiellement continentale et paysanne. Si jalouse que soit la Russie d'assurer de nouvelles terres à son prolifique moujik, si pressée qu'elle se montre d'étendre ses relations commerciales en Asie, le désir de vendre les cotonnades moscovites aux Uzbeks et aux Turkmènes ou de faire cultiver le coton par des mains orthodoxes au pied des monts historiques de la Sogdiane et de la Bactriane, l'envie même fort légitime

(1) Voyez *l'Empire des tsars et les Russes*, t. I, liv. VI, chap. V et VI.

d'attirer un jour chez elle une partie du transit de l'Inde, ne sont pas les seuls aimans qui l'aient attirée peu à peu vers les lointains sommets du Paropamise et de l'Indou-Kouch.

L'époque à laquelle les troupes impériales se sont le plus résolument lancées dans l'Asie centrale, la date même des différentes étapes de leur conquête, indiqueraient seules à quelle pensée patiente, à quelles visées politiques obéissait le cabinet de Saint-Pétersbourg. C'est après la guerre de Crimée et la pacification du Caucase que les Russes se sont mis en route vers les rives classiques de l'Iaxarte et de l'Oxus. C'est après la guerre de Bulgarie et le congrès de Berlin qu'ils ont repris leur marche en avant vers le Paropamise, avec une décision et un esprit de suite dont leurs expéditions avaient souvent manqué jusque-là. Repoussé de l'Europe et de l'Asie-Mineure, le vaste empire moscovite, toujours en quête d'expansion, semblait se rejeter de l'occident vers l'orient, des rivages européens, prohibés à ses troupes, vers les mystérieuses contrées de l'Asie centrale, où ni flotte ni armée européenne ne pouvait suivre ses soldats. Il semblait, au premier abord, que la politique russe fût heureuse de trouver, dans ces régions écartées, un champ libre où les généraux et les diplomates de l'Occident ne pussent la contre-carrer. Peut-être fut-ce là au début une des perspectives qui attirèrent les armes du tsar vers le Turkestan ; mais, en s'enfonçant dans ce Touran inhospitalier, la politique russe y découvrit bientôt un tout autre objectif. Elle se réjouit de s'y pouvoir frayer un chemin jusqu'à ses vieux rivaux d'Europe, jusqu'à la jalouse puissance qu'elle avait plus d'une fois rencontrée sur sa route, dans les défilés du Balkan et sur les méandres du Bosphore.

La guerre de Crimée, et plus encore le traité de Berlin, avaient laissé en Russie de vivaces rancunes contre les Anglais. Moscou s'irritait de toujours retrouver devant elle la main de l'Angleterre sans pouvoir elle-même l'atteindre nulle part. Ne sachant comment troubler la patrie de Palmerston et de Beaconsfield dans sa quiétude insulaire, les Russes se sont ingéniés à découvrir une prise sur leur insaisissable rivale. Le plus grand ennemi de l'Angleterre, Napoléon, leur avait dès longtemps signalé par quelles routes on pouvait atteindre les Anglais dans les vallées de l'Inde. Ces leçons, prématurées au temps de Paul Ier, revinrent à la mémoire d'Alexandre II et du prince Gortchakof. Ne pouvant joindre l'Angleterre en Europe dans son île brumeuse, ils cherchèrent à s'en rapprocher en Asie. Les Russes ont traversé des déserts, en apparence infranchissables, et toute l'épaisseur d'un continent pour devenir les voisins des Anglais, non qu'ils aspirent à les supplanter dans l'Inde, mais pour les obliger, par leur voisinage, à compter

avec eux, pour leur faire sentir que la Russie savait où leur rendre les coups qu'ils pourraient être tentés de lui porter en Europe (1). Que, dans les salons ou dans les casernes, quelques exaltés s'amusent à discuter des plans d'invasion de l'Indoustan, c'est, au dire même de cet enfant terrible de Skobélef, moins pour conquérir l'Inde que pour frapper la souveraine de l'Inde. Les Anglais avaient souvent répété que c'était leur empire d'Asie qu'ils défendaient à Constantinople. Les diplomates et les officiers russes n'ont eu qu'à retourner à leur profit cette maxime de la politique anglaise. C'est l'Europe et le Bosphore que la plupart avaient en vue en marchant vers l'Indou-Kouch. Les clés des détroits sont dans les steppes de l'Asie, disait Skobélef; c'est dans l'Afghanistan et au besoin dans la vallée de l'Indus qu'il faut les aller chercher.

En d'autres termes, les états-majors de Tiflis et de Tachkent ont, tout comme la chancellerie de Pétersbourg, découvert que le chemin du Bosphore passait par l'Afghanistan. N'est-ce point par l'Asie, en tout cas, que la Russie a le plus de chances d'arriver à la mer libre?

Les idées des Russes n'avaient pas encore pris corps que les convoitises moscovites étaient bruyamment dénoncées par les officiers de l'armée anglo-indienne. Les soldats du tsar avaient à peine construit leurs premiers forts sur les rives du Syr-Daria que déjà les alarmistes de Londres et de Calcutta conjuraient l'Angleterre de mettre une barrière aux envahissemens des cosaques. Le *foreign office*, stimulé par les Rawlinson, les Frere, les Himley, les Mac-Gregor, interrogeait de temps en temps le prince Gortchakof sur la marche et les progrès des troupes russes vers les Indes. Aux indiscrètes questions des Anglais, le chancelier de l'empire répondait avec d'autant plus de désinvolture que les plans de la chancellerie étaient moins arrêtés, que le gouvernement impérial s'en remettait davantage à l'initiative de ses généraux, prêt à désavouer leurs entreprises devant l'étranger, sauf à se retrancher derrière le fait accompli pour garder leurs conquêtes. L'avance des Russes se

(1) L'intention du gouvernement russe est exprimée avec autant de clarté que de discrétion dans une biographie anonyme du prince Gortchakof, sortie du ministère des affaires étrangères, et publiée par le *Journal de Saint-Pétersbourg* (13 mars 1883). « La guerre de Crimée, lit-on dans ce document d'origine officieuse, avait malheureusement prouvé, d'abord, que la Russie ne pouvait plus compter sur les bons rapports qu'elle avait entretenus depuis un siècle avec l'Angleterre, et, ensuite qu'elle était absolument désarmée vis-à-vis de cette puissance, dont les flottes pouvaient la menacer partout, tandis que sa politique pouvait lui procurer des alliances militaires sur le continent. Une grande nation ne pouvait pas rester indéfiniment dans une pareille position. *Il était indispensable d'intéresser matériellement l'Angleterre à apprécier et à ménager l'amitié de la Russie.* Une forte position en Asie centrale pouvait seule atteindre ce résultat. »

fit longtemps ainsi, sous le couvert des protestations pacifiques et des déclarations rassurantes de la diplomatie impériale, qui, à chaque nouveau pas, exprimait ses regrets de voir la Russie contrainte à de nouvelles annexions...

Cette tactique devenait de plus en plus difficile, à mesure que les troupes du tsar blanc pénétraient plus avant dans les steppes turcomanes et que les vagues desseins du gouvernement de Pétersbourg se précisaient davantage. Une chose surtout ne pouvait manquer d'aiguillonner les appréhensions des Anglo-Indiens en accusant les vues des Russes, c'est le changement de base d'opérations des troupes impériales.

La conquête du Turkestan avait commencé par le nord, par la steppe des Kirghiz, les envahisseurs partant d'Orenbourg et du pied de l'Oural pour descendre, à travers le désert, au-delà des rives orientales du lac d'Aral, sur les vallées de l'Iaxarte et de l'Oxus. Une fois établis à Tachkent et à Samarkand, maîtres du Khokand et suzerains de Bokhara, les Russes, ainsi parvenus aux frontières de l'Afghanistan, cherchèrent à l'ouest une route plus facile et plus ouverte. Cette route nouvelle, ils la trouvèrent dans les steppes transcaspiennes, le long de l'Atrek et de la frontière persane. De ce côté, le Caucase leur offrait une base d'opérations à la fois plus rapprochée et plus commode, qui leur permettait de substituer, pour une bonne partie du trajet, la voie de mer à la voie du désert.

La Caspienne, bien que les rives méridionales en relèvent de la Perse, est depuis longtemps déjà un véritable lac russe, auquel on accède directement de l'intérieur de l'empire, au nord, par le Volga, à l'ouest, par le Caucase, aujourd'hui entièrement pacifié et relié à Moscou par un chemin de fer qu'interrompt à peine le défilé du Dariel. De la Transcaucasie, où séjourne en tout temps une nombreuse armée, à la Transcaspie, le passage est aisé et rapide. De Tiflis, ou mieux de Poti ou de Batoum, sur la Mer-Noire, à Bakou, sur la Caspienne, il n'y a guère que vingt-quatre heures de chemin de fer. De Bakou à la baie de Krasnovodsk, la vapeur ne demande pas beaucoup plus pour la traversée de la Caspienne. De la baie de Krasnovodsk, enfin, d'un point appelé Mikhailovsk, les Russes ont eu soin de jeter, à travers les sables jusque-là déserts, un chemin de fer qui a permis à leurs troupes de pénétrer au cœur de solitudes réputées inaccessibles. Ce chemin de fer, dont ils prolongent les rails à mesure qu'avancent leurs soldats, fait, on ne saurait le nier, le plus grand honneur à la prévoyante hardiesse de leurs chefs. Sous l'active direction d'un officier d'initiative, le général Annenkof, ils ont su faire en Asie ce que jusqu'ici nous avons inutilement rêvé en Afrique. Grâce à ce railway improvisé et à leur changement de base d'opérations, les Russes ont mis

les frontières de l'Afghanistan à quelques jours de leurs arsenaux du midi. Ils pourront bientôt se vanter d'avoir supprimé le désert, comme ils peuvent déjà dire que, pour eux, il n'y a plus de Caucase.

Avec cette nouvelle route, la Russie a, pour ainsi dire, pris le Turkestan à revers, et, de la Caspienne, ses troupes cheminent tout droit dans la direction de Hérat et de la vallée de l'Indus.

L'occupation de Krasnovodsk remonte à 1869. Quelques années plus tard, en 1873, après une campagne où eussent échoué des troupes moins endurantes, les Russes atteignaient Khiva, l'île verdoyante, qui se croyait inexpugnable dans sa mer de sables. L'orgueil de Khiva brisé et leur flanc gauche ainsi assuré, les soldats du tsar, appuyés, sur leur flanc droit, à la Perse qui les fournissait de vivres et de mulets, étaient libres de pousser vers l'est. Entre le sud de la Caspienne et l'Afghanistan, régnaient les Tekkés, les plus turbulens comme les plus guerriers des Turkomans. Pour soumettre ces écumeurs de la steppe, terreur de leurs voisins de Khiva et de Perse, il fallut, de 1877 à 1881, plusieurs campagnes. Les Russes ne se laissèrent décourager ni par les difficultés ni par les insuccès inhérens à cette sorte d'entreprises. Contre ces Tekkés, il fallut envoyer l'élite des troupes du Caucase de retour de la conquête de Kars, avec le chef le plus populaire des armées russes, Skobélef. On sait au prix de quels efforts le héros de Plevna battit, en 1880, la principale tribu des Tekkés, les Akhals, prenant d'assaut, en janvier 1881, leur repaire, la forteresse de Ghéok-Tépé (1). La chute de Ghéok-Tepé, dont les grossières murailles avaient, trois ans plus tôt, arrêté le général Lazaref, fut décisive.

Par un de ces reviremens propres aux populations primitives, les Tekkés qui, la veille encore, opposaient aux envahisseurs une résistance acharnée, vinrent, leurs chefs en tête, jurer fidélité au souverain de leurs vainqueurs. Habitués à triompher de leurs voisins, ils reconnaissaient qu'ils avaient trouvé leurs maîtres. La générosité des Russes acheva ce qu'avait commencé l'épée de Skobélef. Au prestige de leurs armes les nouveaux seigneurs de l'Akhal eurent soin d'ajouter, selon leur coutume, les séductions de la civilisation et la fascination des pompes de la cour impériale. Des Tekkés, appelés au couronnement du tsar Alexandre III, revinrent célébrer dans leurs oasis les splendeurs du sacre du tsar blanc et les merveilles de la puissance russe. Les Tekkés de l'Est, profitant de la leçon infligée à leurs frères de l'Ouest, vinrent d'eux-mêmes se soumettre à un maître réputé aussi généreux qu'invincible.

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 mai dernier, l'étude de M. H. Moser : *le Pays des Turkomans.*

Ghéok-Tépé n'est guère qu'à moitié route de la Caspienne à Merv et aux frontière de l'Afghanistan. On eût cru d'avance que, pour entrer dans Merv, il aurait fallu aux Russes de nouveaux combats et une campagne laborieuse. Il n'en fut rien. Merv, la grande oasis des Tekkés de l'Ouest, l'Alger de ces pirates du désert, n'attendit pas l'approche des canons russes. En dépit des efforts d'un certain Siakh-Pousch et des agens anglo-indiens, la majorité des habitans, renonçant aux *alamanes* et au pillage des vallées du Khorassan, résolut de se soumettre aux Russes. L'oasis turkmène renouvela, à dix siècles de distance, la légende de la vieille Novgorod appelant Rurik et les Varègues à rétablir la paix dans ses murs. Pour complaire au général Komarof et se rendre dignes de devenir les sujets du tsar, les khans et les notables de Merv mirent d'eux-mêmes en liberté leurs esclaves persans. Les Russes eurent ainsi le rare honneur d'abolir l'esclavage à Merv avant d'y être entrés.

L'occupation de l'oasis eut lieu presque sans coup férir; quelques pillards, quelques *alamanntchiks* incorrigibles avaient seuls osé tenter de s'opposer à la marche des soldats du tsar blanc (1). C'est ainsi qu'est, presque spontanément, tombée aux mains des Russes, en 1884, cette Merv, tant de fois signalée chez nos voisins d'outre-Manche comme la première clé de la route des Indes, Merv, dont le nom avait tant irrité les nerfs des Anglo-Indiens qu'en Angleterre on avait fini par railler leur « mervosité (*mervousness*). » Et les Russes ne s'arrêtaient même pas à une oasis dont ils semblaient si loin encore, à l'avènement d'Alexandre III. La même année 1884, les Turkomans Sarykhs ayant imité l'exemple des Tekkés de Merv, le général Komarof s'emparait de l'Atrek, et ses soldats s'établissaient dans le vieux Sarakhs, aux limites de la Perse et de l'Afghanistan.

Merv prise, les Tekkés et les Saryks soumis, les khans de Khiva et de Bokhara devenus vassaux de l'ancien vassal du khan de la Horde d'or, la conquête du Turkestan était achevée. Un nouvel empire, grand comme trois ou quatre fois l'Allemagne, était réuni aux Russies d'Europe et d'Asie. Et cet empire, personne, en dehors des khans indigènes et des nomades de la steppe, ne l'avait disputé aux héritiers de Pierre le Grand. La Perse, heureuse d'être délivrée des ruineuses incursions du Turkmène, leur avait aplani le chemin de la conquête de son éternel ennemi, le Touran. L'Angleterre elle-même n'avait opposé à la marche des Russes que des négociations destinées à marquer une limite au flot montant de la puissance moscovite. Le jour semblait venu où la souveraine de l'Inde se sentirait obligée de dire à l'empire du Nord : « Tu n'iras pas plus loin. »

(1) Sur la prise de Merv et sur les Turkomans du sud-ouest, voyez, dans le *Bulletin de la Société russe de géographie* (1885, t. XXI), l'étude du savant voyageur, P. Lessar.

III.

Durant quelques années, on s'était bercé à Londres de l'espoir de maintenir, entre l'empire indien et les possessions russes, une double barrière, une zone neutre, composée de l'Afghanistan au sud et du Turkestan indépendant au nord. Les annexions incessantes des Russes démontrèrent bien vite que, s'il devait rester entre les deux empires une zone neutre, « un tampon, » cette zone ne pouvait avoir d'autre épaisseur que l'Afghanistan. Quelques Anglais, voyant le Turkestan tomber morceau par morceau aux mains des Russes, eussent voulu imiter les procédés de leurs rivaux. Au lieu de les attendre aux portes de l'Inde, ils eussent préféré marcher hardiment à leur rencontre en faisant eux-mêmes, dans l'Afghanistan, ce que les Russes faisaient dans le Turkestan. Bien des raisons politiques et militaires s'opposaient à l'adoption d'une pareille tactique. Installer la domination anglaise dans l'Afghanistan, c'était stimuler le zèle des Russes, les pousser à hâter leur marche, s'exposer peut-être à voir les cosaques devancer les Anglais à Hérat. Reporter les lignes de défense de l'Inde à Caboul et surtout à Hérat, c'était s'éloigner témérairement des vallées de l'Indoustan et de la mer, la double base d'opérations des Anglais. Puis, si divisées, si incohérentes que soient, à bien des égards, les tribus afghanes, elles ont autrement de cohésion et de force de résistance que les Uzbeks et les Turkmènes du Turkestan, pareils, dans leur éparpillement national, aux sables de leurs déserts. Les Anglais ont, depuis un demi-siècle, eu plusieurs occasions d'apprécier les difficultés de la conquête d'un pays où, selon un mot de lord Wellington, les petites armées sont anéanties et les grandes meurent de faim. Les deux dernières campagnes, menées jusqu'à Caboul, sous le ministère Beaconsfield, n'étaient pas faites pour engager le *foreign office* à se charger du gouvernement de cette turbulente féodalité afghane.

Lord Beaconsfield lui-même s'était, par le traité de Gandamak (mai 1879), contenté d'assurer à l'Inde ce qu'il appelait ses frontières scientifiques, la possession des passes de Khodjah, de Païvar et de Khaïber, d'où les Anglais dominaient la route de Caboul. En même temps, les Anglo-Indiens occupaient Quettah, au nord du Beloutchistan, entièrement soumis à leur influence, et ils projetaient jusqu'à Quettah un chemin de fer qui devait placer la seconde des capitales de l'Afghanistan, Kandahar, dans leur dépendance. Par le même traité, lord Beaconsfield avait, il est vrai, imposé à l'émir de Caboul la présence d'un agent anglais qui devait lui servir de conseiller et de mentor pour les relations de l'Afghanistan avec les

pays voisins. A cet égard, le traité de Gandamak plaçait les Afghans sous une sorte de protectorat britannique. Les événemens devaient bientôt montrer combien, même sous cette forme adoucie, les Afghans répugnaient à toute domination étrangère. Quelques mois à peine après la signature du traité de Gandamak, en septembre 1879, alors que lord Beaconsfield et lord Salisbury se glorifiaient d'avoir définitivement établi à Caboul la suprématie britannique, le résident anglais, sir Louis Cavagnari, était massacré avec toute sa suite. L'émir qui avait traité avec le vice-roi de l'Inde, Yakoub-Khan, était renversé par une insurrection. Le général Roberts se voyait contraint de recommencer une nouvelle campagne. Rentré à Caboul, il était bientôt menacé d'y être cerné. Durant quelques jours, on redouta à Westminster un désastre analogue à celui de 1840. On était réduit à se féliciter que, en évacuant Caboul, le commandant britannique eût pu échapper à une capitulation. Si, quelques semaines plus tard le général Roberts rentrait dans la capitale de l'Afghanistan, c'était pour l'abandonner bientôt, après avoir reconnu comme émir l'élu des chefs afghans, Abd-ur-Rahman, l'ancien pensionné des Russes à Samarkand.

On n'a pas oublié quelle part ces sanglans mécomptes eurent à la chute du cabinet anglais, en avril 1880. L'Afghanistan avait été le Tonkin des tories. M. Gladstone et lord Granville se gardèrent de rétablir à Caboul le résident britannique installé par Beaconsfield. Ils jugèrent qu'avec une population aussi belliqueuse, dans un pays aussi difficile à gouverner, le plus prudent était de mettre le drapeau anglais à l'abri des émeutes de Caboul et de l'humeur variable des feudataires afghans. Au lieu de chercher à faire de l'Afghanistan un vassal de l'empire indien, ils s'attachèrent à s'en faire un ami, ce qui était peut-être plus habile, quoique ce ne fût pas beaucoup plus sûr. En retirant les troupes anglaises de Caboul et même de Kandahar, malgré les protestations de Beaconsfield, ils eurent soin d'assurer à l'émir aujourd'hui encore régnant, Abd-ur-Rhaman, une subvention régulière de roupies indiennes. Avec les princes orientaux, c'est là, on le sait, le procédé le plus simple comme le plus économique, et, sur ce terrain, l'empereur de toutes les Russies ne saurait lutter avec la riche Albion.

En même temps, M. Gladstone abandonnait Quettah ou renonçait à la construction d'une voie ferrée de l'Inde à cette ville. C'était peut-être là montrer moins de prévoyance. Aux yeux des Asiatiques, l'Angleterre paraissait bien pressée de sortir de l'Afghanistan et de toutes les places si chèrement conquises. On ne pouvait manquer, dans les bazars de Caboul et de Hérat, comme dans les mosquées de Lahore et de Delhi, de mettre en parallèle la conduite des Russes dans le Turkestan avec celle des An-

glais dans l'Afghanistan. L'évacuation de Caboul et de Kandahar par les troupes du général Roberts concordait presque avec la prise de Ghéok-Tépé par Skobélef et l'installation de la domination russe dans l'Akhal. Il est vrai qu'en abandonnant les capitales afghanes le cabinet anglais pouvait se flatter d'enlever aux Russes un prétexte de pousser jusqu'à Merv.

Pour retirer leurs troupes des états de l'émir de Caboul, les Anglais ne renonçaient pas du reste à exercer dans l'Afghanistan une action prépondérante. Sur ce point, l'opinion n'aurait pas permis à M. Gladstone et à lord Granville de professer d'autres sentimens que lord Beaconsfield et lord Salisbury. Moins ils conservaient d'espoir d'arrêter la marche des Russes dans le Turkestan et plus les ministres de la reine Victoria devaient se montrer jaloux de maintenir les plateaux afghans en dehors de la sphère d'action de la Russie. L'envoi d'une ambassade russe à Caboul avait été l'occasion de la guerre anglo-afghane de 1878. Aux yeux des Anglo-Indiens, l'Afghanistan est, pour les frontières de l'Inde, une sorte de zone militaire où ils ne peuvent laisser prendre pied à aucun rival. Aussi, quels que soient leurs rapports avec l'émir de Caboul, se regardent-ils comme chargés de veiller à la sécurité et à l'intégrité de ses frontières. Ils en sont devenus les gardiens intéressés, et cela était si naturel que le gouvernement russe ne s'en est jamais offusqué; jamais sur ce point il n'a fermé l'oreille aux propositions du *foreign office*.

Les Anglais n'ont eu garde d'attendre l'arrivée des patrouilles russes sur les pentes du Paropamise, pour négocier avec les nouveaux voisins de l'émir. Les libéraux, alors déjà partisans déclarés de la politique de paix, ont dès longtemps cherché des garanties de sécurité dans une entente directe de Londres et de Pétersbourg. Voici déjà plus d'une douzaine d'années, en 1872, le cabinet anglais, étant comme récemment encore présidé par M. Gladstone, et lord Granville dirigeant le *foreign office*, les deux gouvernemens étaient tombés d'accord pour fixer d'une manière plus précise les frontières de l'Afghanistan, ce qui visiblement revenait, pour tous deux, à délimiter la sphère d'action de l'Angleterre et de la Russie. De cet accord sortit le mémorandum de 1873, demeuré le point de départ des négociations de 1885. Dans ce document, le prince Gortchakof et lord Granville s'entendaient pour reconnaître le haut Oxus comme limite des domaines du khan de Bokhara et de l'émir de Caboul. Vers l'ouest, malheureusement, entre la Boukharie et la Perse, n fleuve ni chaîne de montagnes ne s'offrait à marquer, aux Afghans, une frontière naturelle. Il se rencontrait bien encore des cours d'eau tels que le Murghab et le Héri-Roud; mais ces rivières, descendant des collines de l'Afghanistan, coulent presque tout droit

au nord vers les plaines sablonneuses du Turkestan. Elles ne pouvaient, par suite, servir de limites entre les deux pays. L'arrangement Gortchakof-Granville devait fatalement se ressentir de cette difficulté. Il fut rédigé avec un certain vague, expliqué par l'insuffisance des cartes, par l'inexactitude des connaissances européennes sur ces régions de l'Asie, et peut-être aussi par les secrets calculs des deux parties, la Russie redoutant de trop se lier les mains pour l'avenir et le cabinet anglais craignant, par des arrangemens trop précis, de prêter le flanc aux attaques de l'opposition.

L'accord de février 1873 reconnaissait à l'Afghanistan ses frontières antérieures et spécialement la possession des « dépendances de Hérat, » mais sans définir explicitement ce qu'on entendait par ces dépendances. De ce manque de précision devaient, tôt ou tard, surgir des difficultés assez graves pour exposer les deux empires à une rupture.

Si défectueux que fût l'arrangement anglo-russe de 1873, la frontière afghane, entre le haut Oxus, à l'est, et la vallée de l'Héri-Roud, à l'ouest, n'a, durant une douzaine d'années, soulevé aucune contestation. Il en eût sans doute été longtemps de même sans la conquête de l'Akhal par Skobélef et l'entrée des Russes à Merv. A mesure qu'ils avançaient vers le sud, à mesure qu'ils annexaient les oasis des derniers Turcomans demeurés indépendans, les généraux russes et la diplomatie pétersbourgeoise se sentaient plus intéressés à définir nettement les frontières de l'état à demi barbare dont ils allaient faire le voisin immédiat de l'empereur Alexandre III. Naturellement aussi, plus ils se rapprochaient de ces régions, hier encore imparfaitement connues, et plus les Russes devaient tendre à repousser les Afghans vers le sud, au profit des tribus turcomanes, devenues sujettes ou vassales du tsar.

La tâche entreprise d'un commun accord par les deux empires rivaux était en réalité mal aisée; elle avait, depuis des siècles, donné lieu à bien des querelles armées. Au fond, on pourrait dire qu'il ne s'agissait de rien moins que de délimiter les deux vieux ennemis légendaires, Iran et Touran, la région des plateaux ou des collines et la région des steppes qui, depuis la plus haute antiquité, dès l'âge des anciens Perses et des Scythes, ont tant de fois cherché à empiéter l'une sur l'autre. Les Russes sont de grands géographes, comme il sied à un peuple qui couvre une si notable partie de notre petit globe, et partout l'amour de la géographie fomente les ambitions coloniales. Les Russes s'entendent à merveille à tirer parti des études des voyageurs, nationaux ou étrangers. Le gouvernement impérial, dédaignant les ingrates toundras de la Sibérie, a, depuis une quinzaine d'années, réservé tous ses encouragemens aux expéditions scientifiques de l'Asie centrale et du ter-

ritoire transcaspien. Pétersbourg et Moscou ont ainsi appris de leurs savans explorateurs que la nature avait marqué les limites du Turkestan bien plus au sud qu'on ne l'imaginait naguère. On découvrit que les pentes septentrionales des plateaux de l'Iran, entre la Boukharie et la Perse, jusqu'à la rive afghane du haut Oxus et aux petits khanats vassaux de Caboul, appartenaient géographiquement à la région aralo-caspienne et n'en pouvaient demeurer isolés ; on s'aperçut qu'en dépit de la variété et de l'hostilité de ses diverses populations, toute la vaste steppe constituait « un organisme » qu'il était aussi périlleux que cruel de mutiler.

A ces raisons physiques, fournies par les découvertes des géographes, vinrent s'ajouter des argumens économiques, politiques, ethnographiques. Pour assurer la paix des vallées et la sécurité des oasis du Turkestan méridional, ne faut-il pas être maître des collines qui les dominent et des cours d'eau qui en descendent? Pour que les nomades de la steppe, rendus par la domination russe à la vie paisible et pastorale, puissent vivre sans recourir, comme par le passé, au pillage de leurs voisins, ne faut-il pas leur donner des pâturages pour leurs troupeaux ? Non contens de réclamer, pour leur nouvel empire, une frontière naturelle, et, pour leurs nouveaux sujets, une frontière équitable, les géographes russes mettaient en avant des considérations de sentiment et d'ordre moral qui étonneraient chez des adeptes moins convaincus de toutes les idées occidentales.

S'il est une chose qu'on ne se serait pas attendu à rencontrer au cœur de l'Asie, dans ces pays à populations si hétérogènes, c'est, semble-t-il, le principe de nationalité, employé au profit des prétentions d'un empire qui règne sur vingt races et cent peuples divers. Et pourtant ce principe national auquel l'Europe doit tant de remaniemens, les Russes, en hommes au courant de toutes les théories et de tous les besoins modernes, n'ont pas manqué de le faire valoir en faveur des Turcomans, Tekkés ou Saryks, les dernières des innombrables tribus rassemblées sous les larges ailes de l'aigle moscovite. Les Turkmènes de la rive droite du Haut-Oxus étant passés, avec Bokhara, sous le protectorat de la Russie, il a semblé à leurs protecteurs que les Turcomans de la rive gauche devaient avoir droit aux mêmes avantages. Les Saryks de Merv étant volontairement entrés dans la grande communauté slavo-tatare, ne semblait-il pas juste que les Saryks de Penjdeh fussent admis à rejoindre leurs frères de Merv?

La science contemporaine a ainsi reconnu au tsar, dans l'Asie centrale, une mission que la Russie ne soupçonnait pas elle-même, il y

à quelques années : la mission d'effectuer l'unité politique de la région aralo-caspienne en général et de la steppe turcomane en particulier, à la grande satisfaction du sentiment national des Usbeks et des Tekkés.

Qu'on ne s'y trompe pas, si singulière, si naïve ou cynique que puisse nous paraître une semblable prétention, la domination russe en peut un jour tirer une force réelle avec une impulsion nouvelle. Ces considérations ethnographiques et géographiques ont, en tous cas, convaincu des Russes, de tendances bien diverses, de l'inéluctable nécessité d'étendre vers le sud les nouvelles frontières asiatiques de l'empire. Sur ce point, le prince Kropotkine, le géographe nihiliste, se trouve d'accord avec M. Katkof, le principal instigateur de la politique rétrograde. Tous deux, à cet égard, font valoir des argumens analogues. « Le Turkestan afghan doit rejoindre le Turkestan russe, » écrivait récemment, non sans une patriotique tristesse pour les monstrueux accroissemens de son énorme patrie, le prisonnier de Clairvaux. Grâce au général Komarof, cette prédiction est déjà en voie de s'accomplir et il est permis de douter que des mémorandums et des accords diplomatiques du genre de celui de 1873 en arrêtent longtemps la réalisation (1).

Si différens que soient les deux pays, on se demande, en présence de telles tendances, si l'Afghanistan, dont certains Anglais rêvaient de faire une Belgique ou une Suisse asiatique, ne finira point par avoir le sort de la Pologne, par être rogné et découpé par ses puissans voisins, sous prétexte de troubles intérieurs, de rectifications de frontières et de revendications nationales; avec cette différence qu'au lieu de trois copartageans, il n'y en aura que deux, si encore les hésitations ou les scrupules de l'un ne laissent toute la proie à l'autre. L'exemple même de la Pologne et de l'Autriche de Marie-Thérèse prouve, il est vrai, qu'en matière de partage, un gouvernement peut à contre-cœur se résigner à des nécessités politiques qu'il est le premier à déplorer. Il est vrai, d'autre part, que l'Angleterre n'a cessé de proclamer, vis-à-vis de la Russie, le double principe de l'indépendance et de l'intégrité de l'Afghanistan ; mais on connaît d'autres états musulmans, dont la diplomatie avait en des traités solennels maintes fois consacré l'indépendance et l'intégrité, et qui n'en ont pas

(1) Voyez, dans le *Nineteenth Century*, de mai 1885, l'étude du prince Kropotkine intitulée *the Coming War*. Dans sa *Géographie universelle*, Élisée Reclus, qui, on le sait, a eu pour auxiliaires Kropotkine et d'autres savans russes, n'a pas attendu l'occupation de toute cette zone par les troupes du tsar pour l'annexer au grand empire boréal C'est ainsi qu'il a fait figurer dans *l'Asie russe* la plupart des points contestés entre les Afghans et le Turkestan, et jusqu'aux petits khanats du Haut-Oxus que le mémorandum de 1873 reconnaît explicitement comme parties intégrantes des états de l'émir de Caboul. Parmi les écrivains russes je citerai, entre autres M. Vénioukof, *Rossia i Vostok*, p. 223-229.

moins été démembrés à plusieurs reprises, parfois par leurs protecteurs mêmes. Un fait déjà évident, c'est que, malgré la vaillance indisciplinée de ses habitans, l'Afghanistan, tout comme la Turquie, n'a pas de meilleures garanties que les jalousies de ses grands voisins.

Bien que le gouvernement de Pétersbourg n'ait pas pris à son compte les savantes théories des explorateurs russes sur les fatalités géographiques ou les convenances ethnographiques, ses vues à ce sujet semblaient assez peu rassurantes pour que le cabinet anglais fût peu pressé de revenir sur une question en apparence vidée en 1873, afin de préciser l'entente Gortchakof-Granville. Aussi, lorsqu'en 1882 M. de Giers exprima le désir que la frontière septentrionale de l'Afghanistan, de Khoja-Saleh aux limites de la Perse, fût « formellement et définitivement fixée (1), » l'Angleterre, qui semblait la plus intéressée à cette délimitation, montra peu d'empressement. Peut-être le cabinet libéral, alors de même qu'en 1872 à la tête des affaires, redoutait-il de compromettre sa situation parlementaire en souscrivant officiellement à d'inévitables concessions. Il préféra s'en tenir à la méthode de procrastination habituelle à tous ceux qui redoutent des embarras ou des périls sans avoir le courage de les affronter. Or, en politique tout comme dans la vie privée, c'est là le plus souvent un sûr moyen d'accroître les difficultés devant lesquelles on recule. L'entrée des Russes à Merv ne pouvait permettre à M. Gladstone et à lord Granville de toujours différer ; ils se fussent exposés à laisser le tracé de la frontière à l'épée des généraux du tsar.

Les négociations sur cette délicate question furent reprises au printemps de 1884. Les deux gouvernemens tombèrent d'accord de faire étudier et délimiter la frontière afghane sur le terrain. Pour cette mission, à laquelle il désirait donner un grand apparat, le cabinet britannique fit choix du général sir Peter Lumsden. Le gouvernement russe, qui avait d'abord désigné un simple colonel, dut, pour ne pas froisser les Anglais, lui substituer le général Zélénoï. Les deux missions avaient rendez-vous, pour le mois d'octobre 1884, à Sarakhs, sur le point de rencontre des frontières de la Perse, du Turkestan et de l'Afghanistan. Pendant que les mandataires du tsar et de l'impératrice des Indes se mettaient en route, la presse des deux états entamait une polémique sur la convention de 1873 et sur les limites assignées à l'Afghanistan par la nature et l'histoire. Il devenait chaque jour plus manifeste que, entre les deux pays et les deux gouvernemens, il y avait des divergences

(1) Dépêche de sir Ed. Thornton, ambassadeur de la reine en Russie, à lord Granville, 29 avril 1882.

de points de vue que l'étude du terrain par les hommes du métier ne pouvait trancher. Avant d'en venir à la délimitation sur place, il semblait naturel de résoudre les questions de principe, et de réserver aux deux cabinets le soin d'arrêter les grandes lignes du tracé de la frontière, sauf à laisser les commissions techniques en fixer les détails.

Tel est le point de vue auquel revint bientôt le gouvernement de Saint-Pétersbourg : au lieu de se hâter d'envoyer le général Zélénoï à Sarakhs, comme on en était d'abord convenu, pour le mois d'octobre, il suspendit le voyage de cet officier, lui enjoignant d'attendre des ordres à Tiflis, pendant que la mission anglaise se mettait en route pour l'Afghanistan. Le général Lumsden se trouva ainsi arriver seul sur la frontière afghane, à l'époque fixée. Si la Russie avait raison pour le fond, lorsqu'elle voulait régler d'abord par voie diplomatique les questions de principe, elle se donnait tort dans la forme. L'absence du général Zélénoï à un rendez-vous, accepté plusieurs mois d'avance, semblait un procédé peu fait pour faciliter les rapports des deux pays et des deux missions. Si elle avait retardé l'arrivée de son commissaire à Sarahks, la Russie, il est vrai, envoyait à Londres un des rares voyageurs connaissant le territoire en litige, M. P. Lessar, qui, mieux que personne, était capable d'éclairer le *foreign office* sur la nécessité d'une entente préalable entre les deux cabinets.

L'Angleterre, du reste, malgré la ponctualité de son représentant à Sarakhs, n'était pas, de son côté, exempte de tout reproche. Le général Lumsden, venu par la Perse, avait, à son arrivée au rendez-vous, rejoint une escorte de plus d'un millier de soldats anglo-indiens, et, à la façon orientale, cette escorte était elle-même accompagnée d'une suite non moins nombreuse. C'était toute une petite armée dont le général britannique venait prendre le commandement en Afghanistan. Les hommes d'état de Londres et de Calcutta avaient sans doute vu là un moyen de rehausser, aux yeux des Afghans et des Turcomans, le prestige du nom anglais. En réalité, c'était plutôt un moyen de le compromettre, de l'exposer dans des complications dont il lui devait être malaisé de sortir intact. Cet appareil guerrier, trop considérable pour une simple escorte, trop réduit pour une démonstration militaire, révélait une politique hésitante, désireuse d'en imposer aux autres comme à elle-même. Il y avait là, nous semble-t-il, en dépit de l'opposition des apparences, quelque chose d'analogue à la mission de l'héroïque Gordon au Soudan. En Afghanistan comme à Khartoum, l'honneur de l'Angleterre risquait d'être subitement engagé dans une guerre qu'elle désirait éviter. L'arrivée de cette fastueuse expédition anglaise devait avoir pour premier effet de surexciter les espérances et les prétentions des Afghans :

elle devait les pousser à des résolutions dont le gouvernement britannique aurait peine à décliner la responsabilité. Le général Lumsden était exposé à se trouver entraîné dans des conflits, toujours possibles entre des avant-gardes campées à peu de distance. Ses instructions lui défendaient-elles d'y prendre part, il risquait d'être, avec ses cavaliers, le témoin inutile et impuissant de la défaite des protégés du vice-roi des Indes.

C'est un peu, on ne l'a pas oublié, ce qui est arrivé, et il n'en pouvait guère être autrement. Si le gouvernement de Saint-Pétersbourg s'était décidé à envoyer son représentant, le général Zélénoï, en villégiature à Tiflis, la Russie avait, sur la frontière afghane, d'autres généraux venus, non en négociateurs, mais en chefs de troupes chargés de veiller à la sûreté de leurs hommes et de leur pays. A la tête des soldats du tsar, était un officier renommé pour sa prudence, n'ayant rien, assure-t-on, de la téméraire initiative des Tchernaïef et des Skobélef. En dépit de son tempérament et de ses instructions, le général Komarof ne pouvait entièrement échapper aux vieilles tentations et aux constantes fatalités des commandans russes dans l'Asie centrale. De tous les pays du globe, c'est peut-être celui où les troupes ont le plus de peine à rester immobiles l'arme au bras. Pendant que sir Peter Lumsden attendait son collègue russe, les patrouilles du général Komarof occupaient Poul-i-Katoun, à 50 milles environ au sud de Sarakhs, et de là elles poussaient jusqu'aux défilés de Zulficar, sur la route d'Hérat. Les Afghans, on ne doit pas le perdre de vue, n'étaient pas en reste avec eux; les Russes pouvaient se défendre en disant qu'ils ne faisaient que les imiter. L'émir de Caboul n'avait pas attendu les mouvemens en avant du général Komarof pour envoyer une garnison chez les Saryks de Penjdeh, craignant, s'il ne prenait les devans, d'y trouver les Russes installés avant lui. En attendant les travaux des commissions de délimitation, les deux parties occupaient ainsi les principaux points stratégiques du territoire contesté, chacune s'efforçant de faire valoir à son profit le plus puissant argument de nos jours, les faits accomplis.

Cette manière de procéder semblait aux Anglais fort naturelle de la part de l'émir Abd-ur-Rahman, regardé par eux comme le légitime souverain de l'oasis de Penjdeh et des points occupés par ses troupes. Il en était tout autrement à leurs yeux de la marche des Russes sur Zulficar. Ils y voyaient une provocation qu'ils ne pouvaient tolérer en silence. Lord Granville s'en plaignit vivement à Saint-Pétersbourg. Le cabinet russe répondit que les officiers avaient obéi à des nécessités militaires; mais que dorénavant ils auraient l'ordre de ne pas pousser en avant, à la condition que les Afghans se

renfermassent également dans les positions qu'ils occupaient. C'est ce qu'on appela l'arrangement du 16 mars.

Le gouvernement russe, en s'engageant pour l'avenir, avait eu soin de réserver le cas de circonstance imprévue et de force majeure. Ce cas, comme il était facile de le prévoir, n'a pas tardé de se présenter. Le général Komarof, se sentant gêné par le voisinage des patrouilles afghanes, les somma d'évacuer Penjdeh. Les Afghans n'ayant pas obéi, il les en délogea par la force. Le général russe eut beau rentrer bientôt après dans ses cantonnemens, en arrière de Penjdeh, les Anglais virent dans cet incident une provocation en même temps qu'un manque de foi. Durant une ou deux semaines, la guerre sembla inévitable, d'autant que les explications du général Lumsden, témoin de la collision, étaient en flagrante contradiction avec celles du général Komarof. Pour sortir de cette épineuse difficulté, il fallait aux deux gouvernemens beaucoup de sang-froid et beaucoup de bonne volonté. On sait comment ils s'entendirent pour accepter un arbitrage qui n'eut pas lieu de s'exercer. Entre temps, on finit par comprendre, à Londres comme à Pétersbourg, qu'au lieu de se borner à négocier sur les causes de l'incident de Penjdeh, il valait mieux examiner d'abord le fond de la question et le tracé même de la frontière. L'Angleterre se décidait ainsi à adopter la marche proposée par M. de Giers, laquelle était la seule naturelle et la seule efficace. On se mit à débattre, de cabinet à cabinet, le tracé général de la frontière; et, comme les deux gouvernemens étaient sincères dans leur désir d'éviter une collision, ils étaient près de s'entendre lorsque la chute du cabinet Gladstone interrompit les négociations. Ni de Londres, ni de Pétersbourg, il n'était survenu aucun de ces incidens irritans, aucune de ces provocations calculées, qui, à certaines heures, on l'a bien vu en 1870, suffisent à précipiter un conflit.

IV.

Des deux côtés, tout en désirant vivement conserver la paix, on s'était activement préparé à la guerre, du côté de l'Angleterre surtout, la Russie étant dès longtemps prête aux rencontres asiatiques. Des deux côtés, on avait pesé ses forces et celles de l'adversaire, les chances de succès, les complications possibles, les alliances à espérer, les hostilités à redouter. Les esprits à vue quelque peu étendue s'étaient aperçus, à Pétersbourg comme à Londres, que les perspectives ouvertes par une pareille guerre étaient aussi vastes que confuses, et que, si les belligérans étaient certains d'en

supporter toutes les charges, ils n'étaient nullement sûrs d'en recueillir les bénéfices.

La première difficulté était de s'atteindre, et cette difficulté, qui calmait l'impatience des prudens, était une des choses qui excitaient l'ardeur belliqueuse des chauvins de Moscou et des *jingoes* britanniques. La Russie continentale et l'Angleterre insulaire se croyaient presque également inaccessibles à l'ennemi. Chacune, se sentant maîtresse de son élément, se flattait d'échapper aux coups de l'autre. Comment « la baleine » pouvait-elle descendre à terre, ou « l'éléphant » la joindre à la nage? Comme le *casus belli* était soulevé par l'Angleterre, comme c'était elle qui se prétendait obligée d'en appeler à l'*ultima ratio* pour arrêter les envahissemens des Russes, c'était à elle, en réalité, de chercher où frapper la Russie. L'Asie centrale avait beau être la cause ou l'enjeu de la lutte, les Anglais ne pouvaient songer à vider le conflit dans les montagnes afghanes ou les steppes turcomanes. De ce côté, une victoire des Russes risquait d'ébranler l'empire anglo-indien, sans que les succès de l'armée anglo-indienne pussent jamais affecter assez la Russie pour la contraindre à la paix.

En Europe, les flottes anglaises pouvaient faire des démonstrations sur la Baltique, mais presque rien de plus. Les canons des cuirassés britanniques pouvaient à peine entamer l'épais épiderme du colosse russe. Cronstadt, avec ses forts blindés, mettait, mieux encore qu'au temps de la guerre de Crimée, Pétersbourg hors d'atteinte. Quant aux côtes livoniennes ou finlandaises, le bombardement de ports habités par des Allemands, des Suédois, des Lettes, des Finnois, ne saurait être très sensible aux Russes de l'intérieur. La vieille Russie slave ne touche pas la mer; les coups portés à des provinces sujettes, pour lesquelles Moscou montre moins d'affection que de défiance, ne sont pas faits pour la réduire. Ses intérêts matériels n'en souffriraient même pas beaucoup plus que son cœur russe. Le blocus de ses côtes, déjà bloquées la moitié de l'année par les glaces, ne saurait détruire son commerce. Ses blés et ses lins trouveraient toujours des débouchés dans les ports de la Prusse orientale. Nous ne nous arrêterons pas aux projets de neutralisation de la Baltique, mis en avant par quelques Allemands ou Scandinaves. Aujourd'hui, comme en 1800, l'Angleterre se laisserait difficilement fermer le Sund.

Hors d'état de frapper la Russie au nord, la Grande-Bretagne pouvait-elle l'atteindre au sud? On s'en était flatté à Westminster, sur les bancs des conservateurs comme sur ceux des libéraux. On avait rêvé de recommencer sur les rives de la Mer-Noire une nouvelle guerre d'Orient. Si, pour une pareille entreprise, l'armée anglaise était numériquement trop faible et trop dispersée, ne pou-

vait-on, comme en 1855, lui découvrir des alliés? Depuis deux ou trois siècles, en effet, l'Angleterre n'a pas fait une guerre continentale sans alliances; à défaut de ses anciens auxiliaires, à défaut de l'Autriche de Wagram ou de la France de Sébastopol, n'avait-on pas la Turquie, bien diminuée, il est vrai, depuis les beaux jours d'Omer-Pacha, mais possédant toujours une nombreuse et belliqueuse armée? Alors que la Porte, réduite à ses propres forces, avait seule tenu en échec, durant deux campagnes, toutes les Russies, que n'eût point fait la Turquie avec un contingent anglais, avec les flottes et l'argent de la Grande-Bretagne, sans compter les cipayes de l'Inde, qu'à l'instar de Beaconsfield le *war office* était libre de faire débarquer sur les classiques rivages de la Méditerranée? Et, en effet, avec les cinq cent mille hommes qu'eût pu encore lever le séraskiérat, l'Angleterre aurait contraint la Russie, à peine remise de Plevna, à une nouvelle grande guerre.

Il n'y a donc pas à s'étonner des négociations entamées entre Londres et Constantinople pour une alliance éventuelle. Cruelle ironie de la politique, surtout vis-à-vis des philanthropes tels que M. Gladstone, — l'orateur du Midlothian, l'auteur des *Bulgarian Atrocities*, l'homme qui, dans une langue bizarre, avait publiquement qualifié les Turcs de « spécimen antihumain de l'humanité, » courtisait, à cinq ou six ans de distance, les pachas de la Porte et le sultan-calife, leur rappelant la vieille amitié de l'Angleterre. Heureusement, pour la paix de l'Europe, que ces propositions d'alliance étaient faites par un ministre connu pour son antipathie contre les vrais croyans, par un homme dont le nom avait été maudit dans les mosquées de Stamboul comme celui de l'ennemi de l'islam! Si, au lieu de l'avocat des Bulgares et du promoteur de la démonstration de Dulcigno, le tentateur eût été l'insinuant Beaconsfield ou son élève Salisbury, l'hôte indolent d'Ildiz-Kiosk eût peut-être plus facilement prêté l'oreille au serpent britannique.

L'Angleterre ne manquait pas de moyens de séduction vis-à-vis de la Porte. Nous ne parlons pas ici des vulgaires argumens sonnans, si longtemps d'usage sur la Corne d'or. L'agent britannique avait une prise facile sur l'orgueil ottoman et sur le zèle musulman. Il n'avait pas seulement à faire vibrer les rancunes des défenseurs de Plevna contre le Moskal, à leur rappeler le peu de souci des vainqueurs pour les obligations de Berlin, à leur montrer les forteresses de la Bulgarie encore debout et Batoum transformé en place de guerre, malgré tous les engagemens de 1878. Les négociateurs anglais pouvaient offrir à la Porte autre chose que de vagues mirages de revanche. Grâce aux colonels égyptiens et à la folie d'Arabi, ils pouvaient lui offrir un pays qui a toujours été l'objet des ambitions de Byzance, l'Egypte. On sait quelle a été la po-

litique favorite du sultan Hamid; c'est ce qu'on a nommé le panislamisme. A travers les démembremens de la monarchie ottomane, le sultan a entrevu un moyen de rétablir la puissance de la famille d'Othman, en relevant le prestige du kalifat, usurpé par ses prédécesseurs. Si l'empire des Turcs est en décadence, on n'en saurait dire autant de l'islamisme, partout plus fervent et plus vivant que jamais. Aussi comprend-on la tendance de Hamid à faire prédominer de nouveau dans sa propre personne, le chef des croyans sur le prince temporel. C'était à ses yeux le meilleur moyen de fortifier le dernier. Avec de pareilles vues, l'Afrique, le massif continent que l'islam est en train de conquérir, et en Afrique, l'Égypte qui en est la clé, devait particulièrement attirer l'attention et l'ambition du sultan. Les Anglais, campés au Caire, pouvaient offrir à Hamid de lui céder la place en Égypte et au Soudan. Flattant les anciens rêves du patron des Senoussi, des Kouans et des marabouts, ils pouvaient même lui représenter qu'en combattant le tsar orthodoxe à côté de l'impératrice des Indes et de l'émir de Caboul, le calife agirait en digne chef des croyans et en défenseur de l'islam contre les ennemis traditionnels du prophète.

Sous M. Gladstone comme sous lord Salisbury, l'Égypte et le Soudan ont fait les principaux frais des négociations entre l'Anglais et le Turc. Le sultan voudrait rentrer en Égypte en souverain, ce qu'il ne dépend pas de l'Angleterre seule de lui accorder. L'Europe, il est vrai, ne ferait pas au débarquement de troupes ottomanes, à Damiette ou à Alexandrie, les mêmes objections qu'il y a dix ou vingt ans. Dès lors que les bords du Nil semblent hors d'état de se passer d'un gendarme étranger, le Turc serait encore le meilleur, celui qui, au dehors, inspirerait le moins de défiance, celui qui, au dedans, aurait le plus d'autorité morale. Le gardien des détroits pourrait aussi bien garder l'isthme et le canal, pourvu qu'il se contentât d'y monter la garde; car l'Europe ne saurait ni lui abandonner l'administration de l'Égypte, ni lui en sacrifier les institutions internationales. La rentrée des Turcs au Caire séduirait assez la Porte pour qu'elle se résignât à de pareilles conditions; mais, alors même que l'Angleterre lui en eût fait l'offre, le sultan pouvait-il acheter le droit d'occuper l'Égypte au prix d'une grande guerre dont l'issue finale n'était que trop facile à prévoir?

Quel serait, dans une nouvelle guerre d'Orient, l'enjeu de la Porte devenue la « partner » de l'Angleterre? Une défaite pour elle serait, après l'entier épuisement du pays, l'anéantissement de la domination ottomane en Europe, sans préjudice d'un nouveau recul du croissant en Asie-Mineure. Une victoire serait tout au plus la reprise de Kars ou de Batoum; car, en Europe, la Turquie se trouve dans cette situation, que toute défaite menace de détruire les restes de

sa domination, et qu'aucun succès militaire ne lui saurait rendre les provinces qu'elle a perdues. Par cela seul, toute guerre est devenue, pour la Porte, une partie inégale où, les chances de gain étant pour ses adversaires, elle n'a guère que des chances de perte. Le sultan lui-même semble le comprendre : de là sa réserve en face de la révolte de la Roumélie orientale.

Pour affronter un conflit avec la Russie, il eût fallu que la Turquie fût, comme au milieu du siècle, assurée de la bonne volonté des puissances continentales : de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de l'Italie. Or, la Porte ne se sentait sûre ni de Berlin, ni de Vienne, ni de Rome. Si, de tous côtés, on lui donnait des assurances d'intérêt, voire des conseils pacifiques, la Turquie n'avait pas oublié que, aux bords de la Sprée, habitait un courtier politique, qui avait déjà conclu de savans marchés à ses dépens. Elle n'ignorait pas que grands et petits surveillaient sa succession, et, qu'en cas de guerre, elle pourrait voir tel de ses voisins marcher inopinément sur Salonique, et tel autre débarquer à Tripoli.

Tout compte fait, la Porte a été bien inspirée pour elle-même, comme pour l'Europe, en repoussant les avances britanniques. L'Angleterre, la première, lui en devrait savoir gré ; car, oubliant l'axiome classique : *Quieta non movere*, le cabinet de Saint-James allait, en poussant la Turquie, rouvrir toute la question d'Orient et précipiter, au profit de puissances rivales, la dissolution de l'empire turc. C'eût été un singulier spectacle que de voir des mains anglaises sacrifier ce qui reste de l'empire ottoman à l'intégrité des frontières afghanes. Une alliance anglo-turque eût fort ressemblé à l'immolation de la Turquie sur l'autel des intérêts anglo-indiens.

La coopération de la Porte écartée, était-il impossible à l'Angleterre, réduite à ses propres forces, d'atteindre la Russie par la Mer-Noire? S'il ne lui était plus permis de renouveler les stériles exploits de Sébastopol, lui était-il interdit de bombarder Odessa et Batoum, ou d'essayer de couper les lignes de communication des Russes au sud du Caucase? A cela, il est vrai, il y a un obstacle connu de tous, la neutralité des détroits; mais cette neutralité, sanctionnée par les traités, cette interdiction du passage aux navires de guerre, beaucoup d'Anglais affectent de croire qu'elle a été uniquement établie contre les ambitions russes. A les entendre, la Porte, « le sublime portier des détroits, » ainsi que disait Metternich, reste libre d'ouvrir le passage à qui lui plaît. D'autres, moins préoccupés du droit des gens et des conventions diplomatiques, déclarent cyniquement que, en cas de guerre avec la Russie, l'Angleterre, n'ayant pas le choix des routes et ne prenant conseil que de ses intérêts, forcerait les Dardanelles, et que les canons des cuirassés anglais, braqués sur les pavillons de marbre de Ildiz-

Kiosk, sauraient bien décider le sultan à leur ouvrir le Bosphore. C'est ainsi que, avant même d'être déclarée, une guerre entre la Russie et l'Angleterre eût soulevé de nouveau la question d'Orient et mis en cause les décisions les plus essentielles des grands congrès internationaux.

A s'en tenir au droit, les traités nous semblent formels. Les détroits sont fermés aux vaisseaux de guerre de toutes les puissances; la Porte n'est pas libre de les ouvrir à l'un ou à l'autre des belligérans. Le traité de Paris, renouvelé à cet égard à Londres en 1871, à Berlin en 1878, stipule purement et simplement la clôture des détroits. Il est vrai qu'au congrès de Berlin, en 1878, lord Salisbury avait, en homme prévoyant, essayé d'insinuer l'opinion que la Porte demeurait maîtresse d'ouvrir les Dardanelles et le Bosphore à ses amis. Le second plénipotentiaire anglais avait demandé l'insertion, aux protocoles du congrès, d'une déclaration portant « que les obligations de Sa Majesté britannique, concernant les détroits, se bornaient à un engagement envers le sultan de respecter, à cet égard, les déterminations indépendantes de Sa Majesté, conformes à l'esprit des traités existans (1). » Une pareille prétention était trop en désaccord avec l'esprit et la lettre des traités précédens pour être sanctionnée de l'aréopage européen. Si, afin de ne pas soulever de difficultés sur un point où le congrès de Berlin ne faisait que confirmer les traités existans, les plénipotentiaires des autres puissances ne protestèrent pas contre la subtile interprétation britannique, l'un des représentans de la Russie, le comte Schouvalof, eut soin, à la séance suivante, de faire insérer une contre-déclaration, affirmant le caractère européen des stipulations relatives à la clôture des détroits et l'obligation, pour toutes les parties contractantes, de s'y soumettre en toutes circonstances (2). En dépit des affirmations de la presse anglaise, il est manifeste que tel est le sens des conventions européennes. Entendue autrement, la clôture des détroits aurait, pour la Russie, un caractère d'hostilité qu'aucun gouvernement ne saurait admettre. Il n'y aurait plus à son égard de réciprocité : la sortie de la Mer-Noire serait interdite à ses vaisseaux de guerre, tandis que l'entrée en demeurerait ouverte aux vaisseaux de ses ennemis. Cela est d'autant moins admissible que le traité de Paris

(1) Déclaration insérée dans le dix-huitième protocole. Lord Salisbury, le 7 mai 1885, à la chambre des lords, a eu soin de rappeler et de renouveler cette réserve.

(2) Cette contre-déclaration, présentée le 12 juillet, portait « que le principe de la clôture des détroits est un principe européen et que les stipulations conclues à cet égard en 1841, 1856 et 1871, confirmées actuellement par le traité de Berlin, sont obligatoires de la part de toutes les puissances, conformément à l'esprit et à la lettre des traités existans, non-seulement vis-à-vis du sultan, mais encore vis-à-vis de toutes les puissances signataires de ces transactions. »

avait neutralisé la Mer-Noire elle-même; si la convention de Londres a, en 1871, abrogé la neutralité de la Mer-Noire, elle a maintenu les anciennes conventions pour les détroits qui y donnent accès. Ce n'est pas assurément pour servir la Russie que la clôture des détroits a été érigée en principe européen; mais, comme il arrive souvent en politique, les événemens devaient démontrer aux Russes qu'ils n'étaient pas les moins intéressés au respect des stipulations suggérées à la diplomatie par ses défiances contre leur gouvernement. C'est encore là une application du *Sic vos non vobis*, dont l'histoire fournit tant d'exemples.

A-t-elle jamais conçu des doutes sur ses obligations, la Porte a bien vite compris qu'il était de son intérêt, comme de son devoir, d'observer scrupuleusement les stipulations de Paris et de Berlin, sans s'arroger la périlleuse faculté de tenir à volonté les détroits ouverts ou fermés. Les ambassadeurs d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de France même, n'ont pas négligé de rappeler au sultan et à ses ministres que la Turquie était tenue d'assurer, vis-à-vis de tous, la neutralité des Dardanelles, aussi bien que celle du Bosphore; et cette attitude des puissances n'avait, de notre part du moins, rien d'hostile à la Grande-Bretagne. Quant au chancelier de l'empire allemand, quelques visées qu'on soit d'ailleurs tenté de lui prêter, on ne saurait nier qu'en donnant à M. de Radowitz l'ordre d'agir dans ce sens auprès d'Abd-ul-Hamid, M. de Bismarck n'ait réellement servi la cause de la paix, dont il aime à se donner comme le défenseur attitré.

Les traités ont beau lui fermer l'entrée de la Mer-Noire, l'Angleterre restait, il est vrai, maîtresse de passer par-dessus les traités. L'amirauté pouvait forcer le passage que la Turquie, d'accord avec l'Europe, prétendait lui interdire. La guerre eût éclaté et elle eût duré, que le cabinet britannique eût pu recourir à cette mesure extrême. En face de certaines éventualités, les clauses les plus claires des actes les plus solennels pèsent peu. Le droit des gens est encore de mince autorité devant la raison d'état. La polémique anglo-russe nous a déjà donné un avant-goût de la facilité avec laquelle les états prétendus civilisés s'affranchissent, en cas de besoin, des engagemens les plus formels. Nous avons entendu, sans même que l'Europe s'en montrât surprise ni scandalisée, la presse russe, et aussi la presse anglaise, pousser simultanément au rétablissement de la course, en dépit de la signature apposée au bas du traité de Paris par les plénipotentiaires du tsar et de la reine Victoria. C'est ce que, par un euphémisme diplomatique, on appelle dénoncer un traité.

Pour ce qui concerne les détroits, c'eût été, en vérité, un singulier spectacle que de voir l'Angleterre faire violence à la Porte, et,

au besoin, bombarder Stamboul et Galata, comme autrefois Copenhague et naguère Alexandrie, au risque d'ameuter contre elle toute l'Europe et de hâter, de ses propres mains, la chute de cet empire turc dont le maintien a été, depuis un siècle, l'un des points cardinaux de sa politique. Pauvre Turquie, ainsi exposée à pâtir du duel des deux empires chrétiens pour la suprématie de l'Asie centrale! Fidèle à ses engagemens envers l'Europe, elle était menacée par les Anglais d'être traitée comme l'alliée de leurs ennemis. Ouvrait-elle les ports de la Mer-Noire aux flottes britanniques, elle était sûre d'être traitée par les Russes en complice des Anglais. Si elle se contentait d'opposer aux vaisseaux anglais une résistance apparente, elle risquait de voir les Russes la déclarer responsable de l'entrée des Anglais dans la Mer-Noire et diriger sur elle, en Asie ou en Europe, les coups qu'ils ne pouvaient rendre directement à l'Angleterre. Aussi n'est-on pas obligé d'être absolument sceptique sur les préparatifs de défense des Dardanelles, faits ostensiblement par la Porte. Son intérêt manifeste était de les tenir fermées; et, avec les canons à longue portée, avec les torpilles surtout, c'est là une tâche qui n'est pas au-dessus de ses forces, d'autant que, en résistant aux violences britanniques, elle serait en droit de compter sur l'appui des puissances signataires du traité de Paris.

La question du passage des détroits n'est pas la seule qu'aient soulevée les menaces de guerre. Il en est une autre qui s'y rattache de près et en forme comme le pendant. Nous voulons parler de la traversée de l'isthme de Suez. Entre le double canal naturel qui, à travers les plus rians payages du vieil Orient, réunit l'Euxin à la mer Egée, et l'aride détroit artificiel, creusé pour l'ingrate Angleterre par nos ingénieurs et nos petits capitalistes dans les sables du désert, il y a bien des analogies et aussi bien des dissemblances. La principale analogie, c'est que tous deux ont une importance internationale, et qu'à ce titre l'un et l'autre doivent relever des conventions diplomatiques. Là, au point de vue politique, s'arrêtent les similitudes. On emploie souvent, à propos du canal de M. de Lesseps, les mêmes termes que pour les détroits dont la Porte a la garde. On dit que le canal, comme les Dardanelles ou le Bosphore, doit être neutralisé. Cela est vrai en un sens, mais encore faut-il s'entendre sur la portée des mots. La neutralité que notre diplomatie réclame pour le canal de Suez est fort différente de la neutralité des détroits, telle qu'elle a été établie par les traités. L'une est en quelque sorte au rebours de l'autre. Tandis que le passage de la Méditerranée à la Mer-Noire, et *vice versa*, doit demeurer fermé à toutes les flottes des belligérans, le passage de Port-Saïd à Suez doit, même en temps de guerre, rester ouvert aux vaisseaux de toutes les puissances. La situation de ces deux grandes voies navi-

gables est ainsi absolument inverse. L'une est interdite aux flottes de guerre, l'autre doit leur demeurer accessible en tout temps. Cette opposition s'explique par la différence des intérêts engagés.

Les Russes et les Anglais sont les seuls qui, pour des vues particulières, aient parfois manifesté le désir d'appliquer aux détroits et au canal le même régime. C'est là encore un trait digne de remarque. Tandis que la presse anglaise soutenait que l'ouverture des Dardanelles et du Bosphore dépendait des caprices du sultan, certains Russes, le grand meneur de l'opinion moscovite, M. Katkof à leur tête, prétendaient que le canal de Suez devait être assimilé aux détroits et, comme ces derniers, demeurer, en cas de guerre, fermé aux navires armés des belligérans. Une seule puissance, la Russie, pourrait trouver son compte à cette clôture du canal. Cela seul suffirait pour que, de Suez à Port-Saïd, les autres états entendissent la neutralisation d'une tout autre manière. Les prétentions de la *Gazette de Moscou*, justifiées pour les détroits, sont manifestement insoutenables pour l'œuvre de M. de Lesseps. L'isthme de Suez est la grande route de l'Europe aux Indes et dans l'extrême Orient; il importe à toutes les puissances qui ont des possessions dans l'Océan-Indien que cette voie leur reste ouverte en tout temps. Renoncer à y faire passer leurs flottes et leurs troupes, ce serait presque renoncer à leurs colonies. C'est ce que tout le monde a compris, et le gouvernement de Pétersbourg comme les autres. La commission internationale, récemment réunie à Paris, a été unanime pour proclamer en principe le libre passage du canal maritime par tous et en tous temps. Si le canal doit être neutralisé, c'est en ce sens que les hostilités doivent être suspendues entre ses berges, comme à son entrée et à sa sortie.

Cette neutralité *sui generis* est évidemment plus difficile à définir et, surtout, plus difficile à faire observer que la neutralité établie, par les traités, pour les Dardanelles et le Bosphore. C'est là une des raisons du demi-insuccès de la dernière conférence. Quelques précautions que prenne la diplomatie, il sera toujours malaisé à certains états, à la Russie notamment, de profiter du canal en cas de guerre avec l'Angleterre, d'autant que, pour être effectif, « le libre passage » devrait être étendu à tout le long couloir de la Mer-Rouge, dont les maîtres d'Aden et de Périm détiennent la clé. Aussi, de même que les Anglais n'auraient pas grand scrupule à violer la neutralité des détroits, il se pourrait qu'en certaines circonstances la Russie cherchât à fermer le passage du canal aux vaisseaux anglais. Si, ce que le xxe siècle verra peut-être un jour, les maigres chevaux cosaques, partis de Kars et du Transcaucase, venaient, après avoir traversé le plateau de l'Arménie, à descendre par les défilés du Taurus en Syrie, et à pousser, sur les

traces d'Alexandre le Grand, jusqu'à l'isthme, les navires anglais risqueraient fort de réclamer en vain le libre passage du canal. L'Orient, de tout temps la patrie des longues incursions, a eu de plus grandes surprises. Qu'elle s'établisse à demeure en Égypte, l'Angleterre pourra, en cas de guerre, donner aux Russes la tentation de l'y aller chercher.

V.

En dehors de ces perspectives lointaines et de ces hypothèses prématurées, une guerre entre l'Angleterre et la Russie soulèverait bien des questions du Sund au Gange et de Suez à la mer de Corée. Elle risquerait fort de ne pas demeurer cantonnée sur les arides plateaux de l'Afghanistan, et d'ébranler à la fois l'Europe et l'extrême Orient. Les lettrés du Tsong-Li-Yamen s'en pourraient autant préoccuper que les chancelleries occidentales; car, en Asie de même qu'en Europe, il serait malaisé à la diplomatie de limiter l'arène du combat. Ce n'est point qu'aucune puissance européenne incline à prendre fait et cause pour l'un ou l'autre des belligérans. L'Angleterre s'est fait illusion quand elle se croyait assurée des sympathies, si ce n'est du concours, des deux empires d'Allemagne et d'Autriche. Pour ramener à sa patrie la bonne volonté de l'irascible chancelier germanique, lord Granville s'est en vain, dans la chambre des lords, offert en victime expiatoire, sacrifiant sa réputation et sa dignité aux intérêts d'une entente anglo-allemande. L'ermite de Varzin a refusé de s'employer à Saint-Pétersbourg en faveur de la politique anglaise. La chute de M. Gladstone, de ce *leader* du libéralisme, pour lequel le chancelier semble éprouver une antipathie de tempérament, ne paraît pas avoir beaucoup modifié les dispositions de Berlin et de Vienne. L'Allemagne, aussi bien que l'Autriche, redoute peu les progrès de la domination russe en Asie. Depuis qu'elle aussi s'est accordé le luxe d'une politique coloniale, l'Allemagne ne craindrait point de voir diminuer la prépotence des Anglais sur les mers du Sud. Quant à l'Europe, le restaurateur de l'empire germanique a, le premier peut-être dans l'histoire, su mettre à profit les involontaires leçons de ses prédécesseurs à l'hégémonie européenne. A l'inverse de Louis XIV et de Napoléon, au lieu de pousser toujours sa fortune, il a su y mettre lui-même une borne, et ce n'est point là le moindre trait de son génie.

S'il ourdit encore de vastes plans, une guerre entre l'Angleterre et la Russie n'eût pas été pour lui déplaire : jamais il n'aurait eu les mains plus libres; et l'usage qu'il eût fait de cette liberté, ni la Russie, ni l'Angleterre n'auraient peut-être eu à s'en féliciter.

Il n'est, en dehors de la Porte, qu'une puissance dont l'Angleterre ait pu un moment escompter le concours, et cette puissance se fût bien gardée de marcher à côté de ses amis de la Grande-Bretagne contre la Russie. On sent que nous voulons parler de l'Italie, qui, n'ayant pas recueilli de l'alliance austro-allemande tous les bénéfices qu'elle en attendait, s'était décidée à faire des avances à l'alliance britannique. L'Italie a jadis trouvé trop d'avantage à se mêler aux querelles d'autrui pour avoir oublié le jeu de Cavour en Crimée. Il est vrai que le rôle de modeste satellite, accepté par le Piémont en 1854, ne saurait convenir à la péninsule devenue grande puissance; mais, des souvenirs du siège de Sébastopol, il lui est resté une leçon : c'est qu'en politique les chemins détournés sont parfois les meilleurs. Comme l'Allemagne, avant l'Allemagne même, la nouvelle Italie s'est, elle aussi, laissé prendre par la fièvre coloniale. A cela rien que de naturel et de légitime, quoique les déboires d'autrui aient pu refroidir les premières ardeurs de nos voisins d'outre-monts. C'est vers l'Afrique, on le sait, qu'ils ont jeté leur dévolu; et, ne pouvant débarquer directement à Tripoli ou en Égypte, les diplomates de la Consulta ont cru un moment découvrir les clés de la Méditerranée dans la Mer-Rouge. De là, — M. Mancini nous en a naguère avertis du haut de la tribune, — l'expédition de Massouah. En agissant d'accord avec l'Angleterre, en lui apportant, sur les côtes du golfe Arabique ou sur la lisière du Soudan, un concours matériel ou moral, l'Italie pouvait se flatter d'entrer à la suite des Anglais en Égypte et d'y prendre, à côté d'eux, une influence dominante. La mort de Gordon et la chute de Khartoum ont, pour un temps du moins, découragé ces espérances. S'ils étaient enclins à l'alliance anglaise, les Italiens n'entendaient point que, selon une comparaison célèbre, l'alliance de leur pays avec la Grande-Bretagne ressemblât à celle du cheval et de l'homme. Le *foreign office* a-t-il jamais songé à faire monter la garde par les bersaglieri sur la Mer-Rouge et le Haut-Nil, afin de laisser aux habits rouges les mains libres ailleurs, le *foreign office* a fait un rêve. Les Italiens semblent déjà moins portés pour ces vagues plans d'action commune dont le mystère même semblait leur sourire six mois plus tôt. M. Mancini a payé de son portefeuille le rapide désenchantement d'un pays qui lui eût reproché de n'avoir rien tenté; il est tombé victime de la politique coloniale, qui semble destinée à trancher bien des existences ministérielles. Alors même que la Consulta reprendrait les négociations avec le *foreign office* pour une action commune au Soudan, personne, au sud des Alpes, ne songerait à refaire campagne à côté des Anglais contre la Russie. On s'en peut fier, sur ce point, à M. Depretis et à la prudence italienne.

Tories ou libéraux, les ministres qui dirigent la politique anglaise n'auraient pu enrôler contre la Russie, ni Berlin, ni Vienne, ni Rome. Nous ne parlons pas de la France, dont, durant les dernières années, on semble avoir fait peu de cas à Westminster, de la France qui, dans son isolement, ne recherche aucune alliance et qui, pour s'être laissé entraîner à des aventures coloniales, est fort décidée à ne se compromettre en aucune aventure continentale, ni au profit de l'Angleterre, ni au profit de la Russie. Les seuls auxiliaires effectifs que l'Angleterre eût pu recruter, ce sont, outre ses feudataires de l'Inde, ses grandes colonies des deux hémisphères. Les volontaires qu'elles lui avaient spontanément offerts pour le Soudan, elles les lui fourniraient en plus grand nombre pour l'Indoustan. Comme l'Australie est relativement voisine de l'Inde, il se peut qu'au xxe siècle, lorsque la population australienne aura doublé ou triplé, un pareil concours ne soit pas à dédaigner. Mais, d'ici là, alors même que les Anglais arriveraient à donner plus de cohésion aux fragmens épars de l'empire britannique, si loyaux pour la vieille patrie que se montrent leurs concitoyens des antipodes, les colonies ne sauraient offrir à la métropole de secours susceptibles d'influer sur les résultats de la lutte.

La guerre eût éclaté, cet été, que l'Angleterre eût été réduite à ses propres forces. Cela seul était pour elle une raison d'être prudente. Ce n'est pas que la Grande-Bretagne soit aussi impuissante, au point de vue militaire, qu'on l'imagine parfois sur le continent. Dans l'Inde même, elle a une armée disciplinée, numériquement supérieure à toutes les troupes que la Russie pourra de longtemps transporter au-delà des sables du Turkestan. Le point incertain, c'est la solidité de cette armée anglo-indienne, en majorité composée de « natifs, » en face de troupes aguerries comme celles du tsar. Une guerre seule pourrait montrer ce que valent ces cipayes, dont lord Beaconsfield n'avait pas craint, en 1878, de menacer les armées russes. L'épreuve n'a pas été faite, et l'incertitude en pareille matière suffirait à conseiller d'éviter tout conflit, à moins d'y être moralement contraint. Une autre considération milite non moins en faveur de la politique de paix, c'est que, dans un conflit, la balance des risques et des chances serait, pour les Anglais, fort inégale. Les Russes et eux ne mettraient point le même enjeu à cette guerre. Les Anglais joueraient la domination des Indes ; et, en cas de victoire, ils n'auraient d'autre avantage que de reculer de quelques milles les avant-postes des Russes dans l'Asie centrale, et de retarder de quelques années leur marche sur le sud.

La partie aurait-elle été beaucoup plus belle pour les Russes? Il le

semble au premier abord; en réalité, c'est là une vue superficielle. De ce que l'Angleterre aurait beaucoup à risquer, il ne s'ensuit nullement que la Russie aurait beaucoup à gagner. Pour l'une comme pour l'autre, les chances de bénéfice nous semblent manifestement hors de proportion avec les chances de perte. L'enjeu de la Russie ne serait assurément pas l'Asie centrale, d'où les Anglais auraient bien du mal à la chasser et qu'elle serait toujours sûre de reconquérir; l'enjeu de la Russie serait peut-être moins militaire et politique qu'économique. Une chose chez elle souffrirait assurément de la guerre, et c'est précisément ce qui lui importe le plus, la fortune publique et privée. Si, en hommes, elle a des ressources inépuisables, la Russie est aussi pauvre d'argent que riche de soldats; et une guerre avec l'Angleterre, en Asie, lui coûterait plus de millions de roubles que de régimens. L'infériorité du grand empire du Nord, vis-à-vis des états de l'Occident et vis-à-vis de la jeune Amérique, provient de l'infériorité de ses capitaux. Une guerre fatalement longue et dispendieuse, avec un état aussi opulent et aussi opiniâtre que l'Angleterre, accroîtrait encore cette infériorité. Le développement normal de l'empire, à peine remis de la guerre de Bulgarie, pourrait être retardé pour un quart de siècle.

Certains esprits mettent en doute l'utilité pratique des acquisitions lointaines, convoitées aujourd'hui par tant de pays. S'il est un état pour lequel on puisse se poser cette question, c'est assurément l'empire russe. Ce n'est pas de territoires, ce n'est pas de provinces nouvelles qu'il a besoin, c'est bien plutôt de nouvelles ressources, de nouveaux capitaux. Les conquêtes l'appauvrissent au lieu de l'enrichir. Le Turkestan, qui lui a beaucoup coûté à soumettre, lui coûte non moins à administer. Toute augmentation de ses vastes domaines asiatiques sera pour la Russie, longtemps encore, une charge sans compensation. Elle n'est pas assez opulente pour se permettre raisonnablement le luxe d'annexions dispendieuses. Stuart Mill disait que, pour un pays vieux et riche, il n'y a pas de meilleur placement que la fondation de colonies. Ce n'est manifestement pas le cas de la Russie. Les ressources lui manquent déjà pour mettre en valeur ses immenses possessions asiatiques; elle ne saurait les étendre indéfiniment sans se mettre elle-même hors d'état de les exploiter; car nous ne sommes plus au temps où les états et les peuples se leurraient de s'emparer aux Indes d'inépuisables trésors.

On peut juger de ce que la guerre coûterait à la Russie, par ce qu'a déjà coûté à son crédit la seule appréhension de la guerre. Une campagne dans l'Afghanistan ne suffirait point à faire plier l'orgueil britannique, et des années d'hostilités condamneraient presque

certainement le tsar à l'humiliation d'une banqueroute. On dira qu'un pays encore primitif et pour ainsi dire barbare, tel que la Russie, a une tout autre capacité d'endurance que nos vieux états d'Occident à civilisation plus raffinée. Cela est vrai ; par là même qu'elle est plus pauvre et qu'elle est arriérée, la Russie peut supporter un degré de misère et de souffrances intolérable pour des etats plus cultivés et plus exigeans en bien-être. Mais, quand elle y résisterait, quand elle s'immolerait joyeusement à un patriotisme aveugle, sans même sentir toute l'étendue de son sacrifice, cela ne l'empêcherait pas d'en être affectée dans son développement moral et matériel. Ce qui serait victime d'une guerre, ce serait tout bonnement la civilisation, inséparable du développement économique. Si patient, si résigné, si fait à la souffrance qu'on se représente l'homme russe, il n'est pas sûr, du reste, que de nouvelles épreuves, qu'un nouvel appauvrissement du pays par une nouvelle guerre n'exciteraient pas des murmures dans la nation, et qu'à ce recul de son maigre bien-être ou à d'inévitables déceptions ne correspondrait pas, dans certaines classes, une recrudescence des passions révolutionnaires.

Supposons ce que beaucoup croient tôt ou tard inévitable, un choc entre les deux rivaux ; au point de vue territorial même, à ce point de vue grossier auquel particuliers et hommes d'état sont trop souvent enclins à se borner, une guerre avec l'Angleterre, même en cas de victoire, saurait difficilement rapporter à la Russie des avantages équivalens à ses efforts. Quel serait pour elle le résultat du triomphe de l'aigle à deux têtes sur le léopard britannique? La conquête de l'Afghanistan? Mais cela seul serait une tâche de longue haleine, et, les Afghans une fois soumis et disciplinés, quel profit en tirerait l'empire? Quant à la conquête de l'Inde par les troupes du tsar, c'est là une hypothèse trop peu sérieuse pour nous y arrêter. Réussiraient-ils à franchir les monts Soliman et à passer l'Indus, quand les Cosaques et les Turkmènes, devenus les soldats du tsar, feraient boire les chevaux des steppes dans les eaux sacrées du Gange, les Russes ne sauraient, dans ce siècle du moins, s'établir à demeure à Calcutta et à Bombay. Tout ce qu'ils pourraient rêver, c'est d'exciter une révolte contre les Anglais et d'aider à les chasser ; mais, d'ici à longtemps, ils ne seront en état de prendre leur place. La grande péninsule asiatique est un pays trop maritime pour qu'une puissance essentiellement continentale, comme la Russie, y puisse régner en paix à l'encontre des flottes britanniques.

Quand un peuple fait une grande guerre, il exige que le prix de sa victoire soit en proportion de ses efforts et de ses sacrifices. Or, ce prix qu'elle ne saurait trouver dans l'Indoustan, la Russie ris-

querait d'être tentée de le chercher ailleurs. Ce que les diplomates et les stratégistes russes convoitent sur le Paropamise et l'Indou-Kouch, c'est moins, nous l'avons dit, les clés de l'Inde ou de l'Océan-Indien que celles de la Méditerranée. Vainqueurs dans l'Afghanistan, ils seraient exposés à la tentation de se payer de leurs victoires sur la Mer-Noire ou le Bosphore. Pour beaucoup d'entre eux, l'Angleterre ressemble au dragon qui garde les pommes du jardin des Hespérides. Le dragon réduit à l'impuissance, ils auraient peine à ne pas étendre la main sur les pommes d'or, au risque de se heurter à des gardiens non moins vigilans. Les comités slaves, exaltés par la lutte contre l'ennemi héréditaire, presseraient le tsar d'exécuter le programme national, de compléter l'œuvre inachevée de San-Stefano. Avec tous les matériaux inflammables accumulés entre le Danube et la mer Égée, il serait difficile qu'une guerre entre la Russie et l'Angleterre demeurât sans contre-coup sur les Balkans. L'Europe risquerait fort de voir, dans les préoccupations de la diplomatie, le Rhodope succéder au Paropamise et le Vardar et la Maritza à l'Héri-Roud et au Murghab. La Russie aurait beau triompher des Anglais en Afghanistan, elle ne serait pas plus qu'en 1854 ou 1878, maîtresse de disposer à son gré du sort de ses protégés d'Europe. Ses victoires asiatiques ne feraient qu'exciter les prétentions de ses sujets ou de ses cliens, sans lui donner plus de moyens de les satisfaire. Son gouvernement serait exposé à être débordé par les aspirations nationales, ce qui n'est pas bon pour un autocrate. La leçon de San-Stefano est trop récente pour avoir été oubliée à Pétersbourg, et l'attitude du gouvernement impérial en face de la Bulgarie et de la Roumélie orientale semble prouver qu'elle ne l'a pas été. Le congrès de Berlin a montré qu'il est des questions que, même victorieux, le tsar ne peut prétendre régler seul. Si elle avait eu l'imprudence de s'engager, en Asie, dans une longue guerre, la Russie eût couru le risque de voir les problèmes qui lui tiennent le plus à cœur tranchés par d'autres, sans elle et contre elle.

Pour toutes ces considérations et pour d'autres encore, la Russie nous semblait non moins intéressée à la paix que l'Angleterre, et c'est pour cela que, en dépit des lenteurs et des difficultés des négociations, nous n'avons cessé d'espérer une solution pacifique. Malheureusement, si la guerre est évitée aujourd'hui, les deux empires demeureront longtemps sous la menace d'un conflit. Le traité signé, la frontière des Afghans délimitée d'un commun accord, ils vont, chacun de leur côté, se préparer pour la lutte devant laquelle ils auront reculé; ils vont, de part et d'autre, travailler à l'accroissement de leurs moyens d'action, fortifier leur base d'opérations, créer des chemins de fer qui rapprochent leurs armées du futur champ de bataille.

Est-ce à dire que le conflit, aujourd'hui ajourné, éclatera fatalement plus tard? Si l'on ne considérait que l'intérêt bien entendu des deux états, nous dirions non; car, dans quinze ou vingt ans, comme à l'heure actuelle, les risques d'un conflit l'emporteront, pour tous les deux, sur les avantages d'une victoire. De ce que des états ont tout profit à demeurer en paix, il ne s'ensuit pas, hélas! nous le savons par expérience, qu'ils ne recourront pas aux armes. Il faut compter en pareil cas, avec les préjugés, avec les passions, avec les entraînemens nationaux, non moins fréquens et plus irréfléchis encore que les entraînemens de cabinets. Autocratique ou représentatif, quel que soit son régime gouvernemental, demander à un peuple ou à un état d'agir toujours conformément à ses vrais intérêts, ce serait montrer une exigence singulière.

Les mots ont toujours eu une prise facile sur l'imagination de cette reine évaporée, partout plus ou moins souveraine aujourd'hui, qu'on appelle l'opinion publique. Pour faire couler des torrens de sang, il suffit le plus souvent d'une banalité aussi creuse que sonore. L'écho politique répète ainsi, d'un continent à l'autre, que la Russie et l'Angleterre se disputent la domination de l'Asie. A force de l'entendre dire, les deux pays finiront peut-être par se le persuader. En réalité, c'est là une conception enfantine ou surannée, une réminiscence des temps classiques pour lesquels l'Asie finissait au Pamir et à l'Indus. L'Asie moderne est trop vaste, elle est trop complexe, trop découpée par les mers et les déserts, pour obéir à un seul maître; son sort, en tout cas, ne se déciderait pas aujourd'hui, comme au temps des anciens Perses, sur les plateaux de l'Iran. Si jamais l'Asie appartient à un dominateur unique, la Russie et l'Angleterre ne seraient pas seules à s'en disputer l'empire. Elles risqueraient de rencontrer au moins un concurrent, la Chine, qui sera peut-être, avant un demi-siècle, une des grandes puissances du globe. Mais, pas plus pour l'Asie que pour l'Europe, elle aussi menacée par certains prophètes de la conquête moscovite, l'ère d'une domination unique n'est proche. La plus vieille et la plus vaste des cinq parties du monde est en attendant assez grande pour que Russes et Anglais puissent y tenir ensemble, et d'autres encore à côté d'eux.

L'Inde, ou mieux l'Indoustan, la mystique fleur de lotus des brahmanes, est à elle seule un monde dont, en dépit des invasions musulmanes, le sort ne dépend pas nécessairement de la possession des arides collines de l'Afghanistan. Autant vaudrait dire que l'Italie ne saurait avoir de sécurité que dans la possession de la Suisse et du Tyrol. L'Inde a, dans sa ceinture de montagnes, une magnifique frontière qu'il est aisé à la science moderne de rendre inexpugnable. Du côté du nord-ouest, le seul exposé aux invasions, elle a pour rempart les monts Solimans, dont les ingénieurs britanniques

pourront fortifier les passes ; et, derrière cette muraille naturelle, le large fossé de l'Indus lui assure une seconde ligne de défense, qu'une puissance maritime, telle que l'Angleterre, peut facilement renforcer avec une flottille à vapeur et des torpilles (1).

Pour protéger son empire indien, la Grande-Bretagne n'a qu'à se retrancher dans ce que lord Beaconsfield appelait ses frontières scientifiques. Dominant le Béloutchistan et maître de Quettah, le gouvernement anglo-indien pourrait, en cas de besoin, pousser ses railways jusqu'à Candahar et fermer les routes qui viennent de Hérat. Appuyés sur une frontière également fortifiée par l'art et la nature, avec toutes les ressources de l'Inde à leur portée, les Anglais auraient, sur les Russes, obligés pour les atteindre de traverser l'Afghanistan et de le soumettre, le triple avantage des positions, des distances et d'un ravitaillement aisé. Les *jingoes* vont répétant qu'un choc étant inévitable, il ne faut pas laisser les Russes arriver aux portes de l'Inde. Au point de vue stratégique, le contraire serait plus vrai. Les Russes seraient moins difficiles à repousser de près que de loin.

Diplomates et militaires, les hommes les plus sensés commencent à comprendre à Calcutta, de même qu'à Londres, l'inanité, pour ne pas dire les périls, de l'ancienne politique de zone neutre et d'état tampon. Ils commencent à sentir que l'Afghanistan, allié toujours turbulent et incertain, est bien moins nécessaire à la défense de l'Inde que la protection britannique à la domination de l'émir de Caboul. Le malheur est que le préjugé opposé a si longtemps prévalu que le gouvernement anglais en est demeuré en quelque sorte prisonnier et que la politique anglaise en peut devenir victime. Les Anglais ont, vis-à-vis de l'émir de Caboul, des engagemens dont ils ne peuvent s'affranchir à volonté. Telle est la principale difficulté de la situation et le principal péril de l'avenir. L'Angleterre doit obtenir à l'émir Abd-ur-Rhaman des frontières équitables, et ces frontières une fois fixées, on lui demandera, au nom de son honneur et de son prestige, de les maintenir envers et contre tous. S'engager à une pareille tâche, en faveur d'un semblable pays, serait de la part du *foreign office* une souveraine imprudence. Les Russes ne sont pas seuls à menacer l'intégrité de l'Afghanistan. L'émir de Caboul a, dans ses peuples de races diverses, des sujets enclins à la révolte qui peuvent spontanément appeler d'autres maîtres. Il trouve toujours, dans sa propre famille, des compétiteurs prêts à lui disputer le trône et à morceler à leur profit ses domaines. L'Afghanistan, dont la protection anglaise a fait une sorte d'état unitaire, n'est guère en somme qu'une expression géographique dont les frontières, de tout temps mobiles, auront peine à

(1) Voyez, dans le *Nineteenth Century* (mai 1885), une étude du major-général sir Henry Green, intitulée *the Great Wall of India*.

demeurer longtemps arrêtées. Si l'Angleterre s'en portait garante, la paix de l'Asie et l'Europe dépendrait des émeutes de Hérat et de Caboul. Mieux vaudrait pour les Anglais laisser les Russes et l'émir s'entendre, sauf, au cas où les premiers s'installeraient à Hérat ou à Balk, à occuper de leur côté les positions qui leur sembleraient nécessaires à la sécurité de leur empire.

Le danger pour l'Inde britannique, ce ne sont pas seulement, dira-t-on, les armées de la Russie, ce serait le voisinage des Russes. Le contact plus ou moins immédiat des deux empires fomenterait parmi les musulmans et les Indous une agitation incessante. Du jour où régnerait à ses portes une grande puissance militaire, l'Inde pourrait devenir plus exigeante et moins facile à gouverner. Ses regards se fixeraient vers l'Occident, d'où les mécontens attendraient un libérateur. Il y a sans doute une part de vérité dans ces appréhensions; mais, pour que la puissance des Russes coustituât un péril sérieux, il faudrait que les bases de la domination anglaise fussent peu solides. C'est aux vice-rois de l'Inde à faire que la comparaison entre l'administration russe et le régime britannique ne tourne pas au détriment de ce dernier. C'est à eux de rattacher les Indous à la métropole, de leur prouver que leur intérêt national, si un tel mot n'était prématuré pour un pareil pays, est de ne pas rompre avec l'Angleterre. Que les Russes en deviennent ou non les voisins, la durée de l'empire anglo-indien dépendra, tôt ou tard, des sentimens et de la loyauté de ses habitans. La question de l'Inde, a dit un jour M. Gladstone, est avant tout une question morale. C'est là une vérité que les Anglais ne doivent pas oublier. La force et l'intelligence suffisent à créer de pareils empires; elles ne suffisent point à les faire durer. Toute conquête est caduque, à moins que le conquérant ne finisse par conquérir le cœur et l'esprit. Là est, pour les Anglais, le grand problème de l'Inde.

Quant aux Russes, peut-être précipiteraient-ils leur marche en avant si l'Angleterre semblait renoncer à les arrêter; mais, plus ils descendraient vers le sud, plus ils s'éloigneraient de leur base d'opérations, plus ils auraient de chemin à faire pour attaquer leurs rivaux. Ce qu'ils chercheront sans doute dans ces régions asiatiques, ce seront de nouvelles routes maritimes et de nouvelles voies terrestres. Tôt ou tard, ils voudront reprendre les plans préconisés par M. de Lesseps et rejoindre leurs chemins de fer, encore incomplets, au réseau de l'Indoustan. Les déserts et les montagnes de l'Asie centrale leur opposeront peut-être moins de difficultés que les incurables défiances de l'Angleterre. Les Anglais auront beau y sembler les premiers intéressés, ils feront probablement, à un transcontinental asiatique et à la jonction des voies ferrées de l'Europe et de l'Inde, la même opposition qu'au percement de l'isthme de Suez

ou au creusement du tunnel sous-marin. Dans l'Inde, comme dans leur île, il est à craindre que le dernier mot de leur politique ne soit pour longtemps l'isolement, et que ce peuple, si jaloux de se répandre chez les autres, ne cherche, du côté de la terre, à entourer sa grande possession asiatique d'une sorte de muraille de Chine.

La Russie moderne, dans sa marche en Asie, de même que l'ancienne Moscovie, dans sa double poussée séculaire vers la Baltique et la Mer-Noire, peut instinctivement poursuivre un objectif inconscient, la mer, la mer libre. Quand cela serait, ce n'est point par l'Inde avec ses frontières hérissées de montagnes, ce n'est même point par l'Afghanistan et les déserts du Béloutchistan, que le grand empire du Nord peut atteindre les mers du Sud. Quand il voudra un débouché sur l'Océan-Indien, il devra plutôt le chercher au midi du Caucase et de la Caspienne, sur le Golfe-Persique. S'il ne peut attendre que l'alliance de la Turquie ou la dissolution de l'empire ottoman lui permette d'y accéder par la vallée de l'Euphrate ou du Tigre, il peut y parvenir par la Perse. Il n'aurait pour cela qu'à s'entendre avec le gouvernement de Téhéran, qui ne s'opposerait pas à la construction, sur son territoire, d'une ligne internationale. Les plateaux de l'Iran ne résisteraient pas plus que les sommets des Alpes à l'art des ingénieurs, et, si coûteuse qu'elle fût, une semblable entreprise serait encore moins dispendieuse que la conquête de l'Afghanistan et des rives de l'Indus. Par cette voie, il est vrai, la Russie n'atteindrait l'océan que dans un bassin fermé et sur des plages soumises à l'ascendant britannique. Cela est certain; mais, dans quelque direction qu'il essaie de percer jusqu'aux mers du Sud, le grand empire boréal s'y heurtera longtemps encore à la prépondérance anglaise. De la Corée aux Dardanelles, en Asie comme en Europe, sur l'Océan-Indien et sur le Pacifique, plus encore que sur la Méditerranée, la Russie, dans tous les ports qu'elle peut rêver de s'ouvrir, retrouvera en face d'elle le pavillon anglais et les stations anglaises. C'est là l'inévitable conséquence de l'extension simultanée des deux empires rivaux, l'un sur le continent, l'autre sur les mers. Leur énorme expansion même les condamne à de gênantes rencontres. Ils n'y sont pas, du reste, les seuls exposés. A mesure que l'Europe s'empare du globe, les puissances européennes multiplient involontairement entre elles les points de contact. Maritime ou continental, tout état qui ambitionne des possessions lointaines doit se résigner aux voisinages incommodes, de même qu'aux rivalités commerciales; car notre planète est à la fois trop petite pour que les colonies des diverses puissances ne s'y touchent pas, et trop grande pour qu'une seule nation y règne en souveraine.

ANATOLE LEROY-BEAULIEU.

EN DEÇA ET AU DELA DU DANUBE

VI[1].

LA ROUMÉLIE ORIENTALE. — LA MACÉDOINE. CONSTANTINOPLE.

De Sophia, pour atteindre les chemins de fer ottomans à Tatar-Bazardjik, j'ai une longue étape à faire : 130 kilomètres, et deux relèvemens de montagnes à franchir. On y met ordinairement deux jours en couchant à Ichtiman ; mais, au prix de 120 francs, j'obtiens une petite victoria attelée de quatre chevaux de front qui me conduira en un jour, en partant à la pointe du jour. J'ai pour compagnon un jeune avocat qui a fait ses études à l'université de Liège, M. Guérof ; il connaît parfaitement le pays et parle le turc aussi bien que sa langue natale, le bulgare. Il vient me prendre dès quatre heures du matin. Sur l'immense plaine déserte qui s'étend à perte de vue autour de Sophia traînent des brouillards argentés ; mais bientôt le soleil les pompe et les dissipe. Les deux rameaux des Balkans, qui enserrent cet ancien bassin lacustre, découpent leurs profils bleuâtres sur le ciel gris perle. Nous traversons sur un pont de bois l'Isker, qui venant de Samakof et du Rilo-Dagh, où il prend sa source, se divise ici en une foule de canaux qu'il creuse dans l'argile jaunâtre.

Le pays paraît dépeuplé. Nous ne rencontrons que quelques

(1) Voyez la *Revue* des 15 juin, 1er août, 15 septembre, 15 octobre et 1er novembre 1885.

chars attelés de buffles : ils transportent à Sophia du bois de construction et de chauffage qui vient de la forêt de Bellova, appartenant au baron de Hirsch. Il faut quatre ou cinq jours pour faire le trajet. Les buffles se nourrissent en pâturant sur les terrains vagues, le long des chemins, et les conducteurs emportent leur pâtée de maïs : néanmoins on comprend que le chauffage soit cher dans la capitale bulgare. Si toutes les hauteurs étaient boisées, comme en Suisse, quelle richesse pour cette contrée ravagée par tant de siècles de luttes et d'oppression! Une bonne loi forestière et le reboisement, voilà de quoi le gouvernement devrait s'occuper tout d'abord. Nous laissons à droite le massif du Vitosch, et nous gravissons le contrefort des Balkans qui sépare le versant du Danube de celui de la mer Égée. Il est peu élevé et forme des collines arrondies, couvertes de broussailles. Nous rencontrons de temps en temps les traces du chemin de fer commencé, il y a dix ans, pour relier Sophia à la ligne Sarambey-Constantinople : dans les ravins, des piles de pont à moitié achevées ou des pierres de taille à pied d'œuvre ; ailleurs des remblais et des déblais ravinés par les pluies, même quelques rails enfouis sous les herbes et les arbrisseaux. C'est une lamentable histoire qui montre à nu l'impuissance du régime turc et les causes qui en empêchent la réforme. La Porte s'étant brouillée avec M. de Hirsch, voulut achever son réseau en régie. Un pacha fut mis à la tête de l'entreprise. Il trouva le poste, agréable et lucratif; mais les travaux n'avançant pas, il fut destitué et remplacé par un autre pacha qui suivit l'exemple du premier. Le gouvernement se lassa de payer, et les travaux furent abandonnés, après qu'on eut dépensé moitié plus qu'il n'eût fallu pour achever toute la ligne.

A Vaccarel, village formé de quelques maisons couvertes en chaume, nos chevaux s'arrêtent pour boire à une fontaine, dont l'inscription en langue turque est écrite en caractères grecs. L'enseigne d'un commissionnaire en marchandises est rédigée en bulgare, en hébreu et en français. Mon compagnon de voyage interroge un paysan sur les conditions agricoles dans cette région. « Nous avons tous, nous répond-il, autant de terres que nous en pouvons cultiver. Chaque paysan est propriétaire et possède une couple de bœufs, 1 cheval et 40 à 50 moutons. Les plus riches ont 4 bœufs et 300 à 400 moutons. Le village, pour ses deux cents maisons, a 5,000 chèvres et moutons. Il n'y a point de pauvres parmi nous, car chaque famille a soin de ses malades et de ses infirmes. Nous produisons de quoi satisfaire largement à nos besoins, mais quand, pour payer l'impôt, il faut obtenir des écus sonnans, la difficulté est grande. Sur place, personne n'achète, et les marchés où nous pouvons vendre nos denrées sont si loin! Cependant, tout va

mieux qu'autrefois. Du temps des Turcs, les spahis présidaient à la rentrée de la dîme, et ils prenaient ce qui était à leur convenance. Une nuée de collecteurs et de scribes se répandaient sur le pays comme des sauterelles. On ne pouvait rentrer la moisson avant qu'ils eussent prélevé la dixième gerbe, et il fallait les payer, sinon ils laissaient pourrir vos récoltes sur place. Maintenant la dîme a été fixée une fois pour toutes. Chaque village connaît la quote-part qu'il doit payer et il la répartit ensuite entre les habitans. »

En descendant vers Ichtiman, nous suivons une belle vallée très fertile et où la culture n'est pas mauvaise; le froment, le seigle et le maïs sont de belle venue. A l'entrée de la bourgade, nous rencontrons un cortège de noce d'un effet ravissant. C'est une mariée bulgare qu'on reconduit dans le village du mari. Les hommes à cheval exécutent une fantasia, en tirant des coups de fusil et de pistolet. Les femmes portent des costumes charmans, beaucoup plus voyans et plus gais que dans la Bulgarie centrale. Leurs cheveux retombent derrière la tête, en longues tresses garnies de fleurs; sur le front est coquettement posée une calotte grecque en velours, toute couverte de perles et de plumes. Une petite veste bordée de galons d'or et fortement échancrée sur la poitrine, laisse apparaître une chemise fine, brodée aux manches et au col de laines aux couleurs vives. Sur le jupon brun, aussi garni de broderies, est noué un tablier en soie rouge. La soie! c'est déjà le midi. Le type est ici très différent de celui des paysans Chops des environs de Sophia. Les femmes ont le teint clair, et les cheveux blonds, et les hommes l'air moins sombre, plus ouvert. Nous sommes ici dans la Roumélie orientale. L'agent de la douane s'excuse très poliment, et en français, de devoir visiter nos malles. Les gendarmes, avec leurs larges pantalons bleus, engagés dans des bottes hautes, leur capote blanche et le talpak de peau d'astracan, orné d'une croix de cuivre, ont vraiment très bon air. Ils portent aussi leur sabre à la façon russe.

Nous nous arrêtons chez un aubergiste turc, dont la maison est nouvellement construite. L'aspect en est pittoresque. Elle est toute en bois, avec un grand balcon surplombant sur la rue. A l'intérieur, sur les plafonnages, blanchis à la chaux, s'enlèvent crûment des dessins, fleurs et arabesques, d'un bleu vif; c'est le goût oriental. On ne peut s'imaginer avec quel peu de soin cette habitation est construite. Du premier, on voit ce qui se passe au rez-de-chaussée à travers les fentes du plancher. Les cloisons des chambres sont en planches clouées sur des poutrelles qui ont conservé leur écorce. Les tuiles mal posées laisseront filtrer la pluie. Nul souci du confort ou de la durée. Est-ce manque de capital, prévision du prochain

incendie, insouciance de l'avenir ou un souvenir inconscient de la vie nomade sous la tente? Dans le café du rez-de-chaussée, des musulmans en turbans, assis, les jambes croisées, sur des bancs de bois, fument la longue pipe; d'autres se partagent, avec les mains, de l'agneau rôti, servi sur un grand plat de riz. Leur dessert se compose d'un peu de fromage de petit-lait. Ils ne boivent que de l'eau et du café. Ce sont des musulmans de la vieille roche; l'Occident ne les a pas encore corrompus. Ils sont graves et tristes. Ils ne sont plus les maîtres sans contrôle comme naguère; mais ils vivent en bons termes avec les Bulgares. Mahomet a eu une inspiration de génie quand il a prescrit les ablutions et proscrit vins et liqueurs. L'observation de ces préceptes, bien mieux que nos sociétés de tempérance, prévient les excès de l'alcoolisme, cette peste moderne qui fait tant de victimes.

Nous parcourons la petite bourgade. La rue principale est bordée d'échoppes ouvertes et basses, à la turque. A l'entrée de la cour qui précède les maisons de ferme, sur des pieux, sont fixés des crânes de chevaux destinés à éloigner les mauvais esprits. L'église bulgare est une petite construction en pisé, très basse et très humble. Elle tâchait de passer inaperçue. Les cloches sont suspendues dans un campanile rustique, formé de quatre perches supportant un petit toit de chaume. La mosquée, au contraire, élève bien haut son minaret pointu, et à côté se trouve l'école turque; elle a deux salles de classe, mais, ni dans l'une ni dans l'autre, ne se trouve de mobilier scolaire, ni bancs, ni pupitres. Les écoliers sont assis à terre et écrivent sur des ardoises. L'enseignement consiste surtout à apprendre par cœur des versets du Koran. Voici le *Hamam*, le bain public, avec son dôme surbaissé, tacheté de rondelles de verre épais, en cul de bouteille, par où un jour verdâtre tamise dans la salle de bains. Les ablutions quotidiennes, les bains fréquens à domicile et dans le hamam, voilà encore une excellente pratique qu'il faudrait emprunter aux Turcs; mais, au contraire, là où les Ottomans sont partis, les thermes tombent en ruines. Dans le faubourg, des Tsiganes qui sont musulmans, habitent des chaumières de roseaux. Les voilà, toujours les mêmes, avec leur teint basané, leurs cheveux crépus, leurs vêtemens de couleur voyante, et leurs nombreux enfans grouillant tout nus dans la poussière : de vrais sudras de l'Inde.

Quand il s'agit de régler l'écot, je reconnais cette probité turque dont on m'a souvent parlé. Notre hôtelier se gratte la tête et fait consciencieusement des additions avec le doigt, dans le creux de la main. Je m'attends à un total ruineux : Il s'élève à 0 fr. 82! Nous avions apporté des provisions, mais il nous avait fourni du fromage, des fruits, du café et du foin pour les chevaux.

A la sortie d'Ichtiman s'ouvre une grande prairie verte bordée de saules, avec quelques bouquets de beaux chênes. C'est le terrain communal, qu'on trouve partout autour des villes dans la péninsule balkanique. Il sert de pâturage aux attelages et aux troupeaux en voyage. Bientôt nous recommençons à gravir un nouveau contrefort de collines qui nous sépare du bassin de la Maritza. Elles sont revêtues de taillis de chênes et de hêtres, mais sans grands arbres et surtout sans un seul résineux. La route est excellente et bien mieux entretenue que dans la principauté que nous venons de quitter; au sommet, nous trouvons les substructions d'un arc de triomphe romain, la *Porta Trajana*, qui était encore debout en 1835. Chosrev-pacha, un nom que les antiquaires ne béniront pas, l'a fait démolir. Sur un fragment de marbre je discerne quelques lettres d'une inscription latine peu lisible. Nous nous arrêtons pour prendre du lait dans un *loghouse*, dont le soubassement est construit avec les fragmens de la porte romaine. L'endroit s'appelle Kapujuk; ce qui, en turc, signifie petite porte, *Kapu* avec le diminutif; c'est maintenant un poste de gendarmes rouméliotes. Le sergent nous parle des horreurs commises par les Bachi-Bouzouks dans la dernière guerre.— « Dans toute cette région, le sang a coulé à flots, dit-il; mais au moins, au prix de tant de maux, nous sommes affranchis maintenant des Ottomans. Pourvu qu'ils ne reviennent pas! Hélas! nous sommes toujours menacés, car ils ont le droit de réoccuper les Balkans. » J'ai retrouvé partout ici un pénible sentiment d'insécurité produit par ce détestable article du traité de Berlin qui ne peut engendrer que des conflits; car si les Turcs voulaient en profiter pour rentrer en Roumélie, toutes les populations bulgares de la péninsule se soulèveraient contre eux.

Partis d'Ichtiman à deux heures, nous arrivons vers six heures dans un gros village, Vetren, situé à la sortie des montagnes; il est composé presque uniquement de maisons de paysans, en bois ou en pisé; elles sont grandes et entourées d'étables et de granges; le toit de tuiles est un signe de grande aisance ici. De pittoresques costumes donnent aux aspects habituels de la vie champêtre un charme particulier. Dans la poussière dorée par le soleil couchant, le berger communal ramène les moutons. Les cultivateurs reviennent avec leurs buffles, traînant sur une claie la lourde et informe charrue de bois. Les femmes, avec leurs robes aux couleurs éclatantes, sont réunies autour de la fontaine surmontée de la dalle habituelle en marbre blanc avec inscription du Koran.

Nous pénétrons dans la cour d'une petite ferme; elle est admirablement placée au bord d'un ravin à pic, où les fougères plaquent leurs frondes vert pâle sur les rochers d'ocre rouge. Elle est entourée d'une clôture en clayonnage, afin que le bétail puisse y

vaguer en liberté. Trois petits porcs, d'humeur folâtre, y jouent avec les enfans. Nous interrogeons le cultivateur : il a deux bœufs de travail, mais ni cheval, ni moutons ; tout son bétail lui a été enlevé pendant la dernière guerre ; il doit reconstituer son troupeau à force d'économie. Chacun est propriétaire de sa maison, d'une étendue de terre suffisante pour l'entretien de la famille et d'une vigne, dont il boit le vin à suffisance et vend l'excédent pour acheter ce qu'il ne peut fabriquer lui-même. Dans les villages voisins, écartés de la route, et qui ont, par conséquent, peu souffert, les paysans ont beaucoup plus de bétail. Les plus aisés possèdent 300 et même 400 moutons. J'examine sous un hangar les instrumens aratoires : ils sont très primitifs. La charrue est celle de Triptolème ; le soc est en fer, mais il n'y a pas de versoir ; deux bâtons attachés de chaque côté en tiennent lieu ; une herse très légère, une houe, une fourche et une petite baratte, voilà tout. A l'intérieur, il y a deux chambres : l'une sert de cuisine ; sur un feu ouvert, dans une marmite suspendue à une crémaillère, mijote la polenta de maïs. La chambre à coucher possède un poêle en terre cuite, mais pas de lit ; un tapis étendu à terre en tient lieu. Il n'y a ni table, ni chaises, seulement quelques escabeaux. Les fenêtres, très petites, sont fermées, non par des carreaux de vitre, qui constituent ici un objet de luxe très rare, mais par des barreaux de bois et, la nuit, par des volets. L'hiver, il faut choisir entre le froid et l'obscurité. Les murs et les plafonds sont complètement noircis par la fumée. Quel contraste avec les intérieurs rustiques des paysans de la Hollande ou du Danemark ! Mais, comme partout où la population est peu dense, ces paysans, si mal meublés, sont bien nourris. Leurs repas consistent, le matin, en pain et lait ; à midi, viande avec polenta de maïs ou des fèves, le soir du lait, du fromage et des œufs. De temps à autre un agneau ou une poule complète le menu.

Dans toute cette région, comme au reste en tout pays musulman, le mouton, l'animal des terres incultes, est l'unique viande de boucherie. Ce qu'on en tue est inouï. Devant les auberges, sous les vérandahs, on voit pendues des carcasses écorchées ou des peaux fraîches, et l'on vend des morceaux d'agneaux rôtis.

De Vetren à Tatar-Bazardjik, nous roulons encore trois heures dans une plaine fertile et bien cultivée. Des vignobles alternent avec des champs d'orge, d'avoine et de maïs, mais on voit peu de froment et point de pommes de terre. Il faut s'en réjouir, car ce tubercule qui forme l'une des bases principales de l'alimentation dans toute la plaine baltique, n'est, en somme, qu'une nourriture grossière qui, par son prix, favorise la réduction des salaires. A notre droite s'élèvent les croupes imposantes et sombres du Rhodope, dont quelques sommets sont couverts de neige. A sa base, au-delà

de la Maritza, s'étend la forêt de Bellova. Nous arrivons vers neuf heures du soir à Tatar-Bazardjik, au grand trot de nos braves chevaux, qui ont fait honneur au sang hongrois, car ils courent depuis quatre heures du matin avec deux heures de repos au milieu du jour. Nous trouvons à nous loger très convenablement dans un grand hôtel tout neuf, que l'église orthodoxe a fait construire au bord de la Maritza. Du balcon qui domine le fleuve, on voit au clair de lune arriver son flot largement épandu sur un lit de cailloux peu profond. Bazardjik est un chef-lieu de préfecture, avec 15,000 habitans; il n'a pas encore perdu son cachet de ville turque, quoique les troupes ottomanes en se retirant en aient dévasté et brûlé une partie. Le préfet, qui vient causer avec nous, après le souper, nous dit que chrétiens et musulmans vivent en paix; seulement ceux-ci s'imaginent encore que l'état actuel est provisoire et que l'autorité du sultan sera rétablie. Si elle l'était, même momentanément, Dieu sait par quels excès ils se vengeraient d'avoir à subir l'égalité devant la loi!

« Sans le voisinage du Rhodope, nous dit le préfet, le pays ici serait parfaitement sûr, comme tout le reste de la Roumélie. Mais des gorges de ces montagnes sauvages sortent des brigands qui viennent opérer des razzias dans nos plaines fertiles, et nous ne pouvons les poursuivre sur le sol de la Macédoine où ils se réfugient. Les ouvriers sont bien payés relativement au prix des denrées. Un manœuvre obtient 2 francs par jour, un menuisier 4 à 5 francs, et la viande de mouton ne coûte que 1 franc l'*oka* (1 kil. 278), un couple de poulets 1 fr. 50 et une paire de buffles 600 francs. »

En partant de Bazardjik à sept heures du matin, je suis à 8 h. 30 à Philippopoli, capitale de la province semi-indépendante de la Roumélie orientale. La vallée de la Maritza, que nous suivons, est d'une fertilité merveilleuse. Les vignes basses, comme en France, ont une frondaison d'une étonnante vigueur, et les nombreuses grappes qui mûrissent ne sont atteintes ni par le phylloxera ni par l'oïdium. Le vin dans toute cette région est d'excellente qualité; très corsé, il tient le milieu entre celui de la Bourgogne et le Val de Peñas espagnol. Il ne coûte que 30 à 40 centimes le litre. Les champs sont emblavés de froment, de maïs et de beaucoup d'orge. Comme en Asie, on en nourrit les chevaux plutôt que d'avoine. A droite se prolonge, parallèlement à la Maritza, la chaîne du Rhodope ou du Despoto-Dagh; à gauche, se profilent les sommets plus éloignés des Balkans. Au milieu de la plaine surgissent soudain sept mamelons abrupts de syénite. Ils sont couronnés par les maisons de Philippopoli et de ses faubourgs. Aussi les habitans se vantent-ils de pouvoir s'appeler, comme Rome, la ville aux sept collines. Le docteur Stoyan Tchomakof vient nous prendre à la

gare, pour nous conduire dans sa magnifique demeure, où il nous offre la plus cordiale hospitalité.

Né à Kopriuchtitza, en Roumélie orientale, M. Tchomakof a fait ses études à Pise et à Paris ; plus tard il s'établit à Philippopoli et y exerça la médecine, jusqu'à l'époque où éclata la lutte ecclésiastique des Bulgares contre le clergé grec. Envoyé en 1862 à Constantinople comme représentant des Bulgares, il fut l'âme du mouvement national en faveur d'une église indépendante. Après l'élection du premier exarque, en 1872, il fut nommé membre du conseil mixte de l'exarchat, et resta à Constantinople jusqu'à la conclusion du traité de Berlin. Il est président du conseil sanitaire et membre de l'assemblée législative. Il est un des hommes les plus considérés du pays. Il parle également bien le turc, le grec, le bulgare, le français et l'italien. De la gare à la ville un large boulevard a été ouvert. Il s'y élève de belles constructions : des villas au milieu de jardins remplis de fleurs, de grandes maisons où habitent les consuls des puissances étrangères. L'intérieur de la ville ne rappelle nullement l'Orient ; on dirait une ancienne bourgade fortifiée de l'Italie méridionale. Les rues, en pentes raides, sont fort étroites et bordées de maisons très hautes, dont les étages supérieurs, souvent en bois, s'avancent en surplomb sur des poutres ou sur des encorbellemens. Quelques habitations ressemblent à ces villas romaines qu'on voit sur les fresques de Pompéi. Derrière un haut mur et une lourde porte bardée de gros clous et d'armatures en fer, s'ouvre une cour dallée en marbre blanc, avec le puits et l'impluvium, qu'ombragent des acacias et des cerisiers aux fruits d'un rouge éclatant. Vient ensuite la maison, précédée d'un péristyle à frêles colonnettes et à très hauts pilastres, le tout peint en blanc avec des filets et des arabesques bleu vif. Une vigne orne la façade de ses pampres chargés de grappes bleuissantes. Le soleil, perçant par place le feuillage, jette des découpures d'or sur les dalles et sur les fleurs. Ces vives couleurs et cette délicieuse fraîcheur donnent une impression de gaieté et de vie heureuse.

Chacun me parle ici des cruautés commises par les Turcs durant la dernière guerre. C'était un système : le but était de terrifier les populations afin de les empêcher de se soulever à l'approche des Russes. A Philippopoli, on pendait chaque jour vingt, trente, et un jour jusqu'à soixante Bulgares. Quand, sur les réclamations des ambassadeurs, on envoya Achmet-Vefik-Pacha pour mettre fin aux exécutions, le gouverneur fit pendre six rayas devant le konak pour saluer son arrivée ; il avait, disait-il, ses instructions de Constantinople. Ce fut la région d'ici au Balkan qui eut le plus à souffrir par suite des mouvemens alternatifs d'avancement et de recul des armées russes et ottomanes. Plusieurs villages des environs furent

détruits. Après la retraite de Gourko, Karlovo, ville commerçante et aisée, fut livrée au pillage et 1,500 de ses habitans massacrés de sang-froid. Un homme très distingué, le docteur Popof, qui était paisiblement chez lui, fut conduit à Philippopoli et pendu sans forme de procès. Il y a, m'affirme-t-on, à Karlovo plus de 900 veuves dont les maris ont été massacrés à cette époque. Kalofer, le village de Chipka, Eskizagra, Kezanlik, le chef-lieu de la vallée des Roses, ont été brûlés et saccagés en tout ou en partie. Je ne rappelle ces atrocités, dont les rapports américains ont publié dans le temps tous les détails, que pour expliquer la terreur que les habitans éprouvent à l'idée que les Turcs pourraient réoccuper le pays. Ils savent à quelles vengeances ils seraient exposés. Il n'est pas possible que l'Europe le permette.

On se plaint amèrement ici de l'article 10 du statut organique, qui donne au sultan le droit d'apposer son *veto* aux lois votées par l'assemblée provinciale. Il use de ce droit pour mettre obstacle à un grand nombre de mesures excellentes, par exemple, les suivantes : loi autorisant le gouvernement d'avancer, sur hypothèque, 2,500,000 francs aux cultivateurs ruinés durant la dernière guerre ; loi introduisant l'état civil ; loi sur la presse ; loi pour la conservation des forêts ; loi convertissant les *vakoufs* en biens libres ; loi réglant le programme des écoles ; loi sur la régularisation des titres de propriété ; loi exemptant de droits les vins et spiritueux destinés à l'exportation ; construction du chemin de fer qui réunirait le réseau en exploitation au seul port de la Roumélie, Bourgas, qui est maintenant presque inutile. Quoi de plus cruel, pour une population avide de réformes, que d'être à la merci d'un pouvoir étranger, despotique, capricieux, qui n'a plus aucun intérêt à voir prospérer le pays, qui doit même s'effrayer de ses progrès, car il n'ignore pas que toutes les forces nouvelles seront consacrées à la lutte pour l'affranchissement définitif? Cependant certaines améliorations importantes ont été accomplies dans les matières suivantes : création d'un cadastre, chose essentielle, adoption du système métrique, réorganisation de l'enseignement primaire, règlement du service sanitaire, création de caisses agricoles, expropriation pour cause d'utilité publique, organisation de la police rurale et municipale.

La constitution de la Roumélie, rédigée par sept représentans des grandes puissances, est aussi libérale et aussi démocratique qu'on peut le souhaiter. Elle est copiée, souvent mot pour mot, sur la constitution belge. Toutes les libertés y sont garanties. Aucun impôt ne peut être établi qu'en vertu d'une loi. L'assemblée législative est composée de membres de droit : le mufti, le grand rab-

bin de la province et les chefs de cinq communautés religieuses chrétiennes, le président de la cour suprême, celui du contentieux administratif et le contrôleur en chef des finances ; de 10 membres nommés par le gouverneur et de 36 membres élus au suffrage direct et secret dans 36 collèges électoraux. Est électeur tout Rouméliote âgé de vingt et un ans au moins, possédant une propriété, un établissement de commerce ou d'industrie, ou un diplôme de capacité : professeurs, instituteurs, avocats, ministres du culte. Sur les 36 députés élus, 29 sont Bulgares orthodoxes, 2 Turcs et 2 Grecs ; cela prouve manifestement que presque dans tous les districts la majorité appartient aux Bulgares. Parmi les 10 députés nommés par le gouverneur général, 7 sont Bulgares orthodoxes ; 1 Bulgare catholique ; 1 Turc et 1 Grec. D'après le recensement tout récent de 1885, la population se répartit de la façon suivante : 573,560 Bulgares ; 174,700 musulmans ; 42,654 Grecs ; 19,549 tziganes ; 4,175 israélites ; 1,306 Arméniens. Total, 815,946.

L'assemblée nomme une espèce de conseil d'état appelé comité permanent, — encore un emprunt fait à la loi provinciale belge. On n'a pas oublié de garantir le droit des minorités. Les dix membres du comité sont élus au scrutin de liste par l'assemblée, mais nul bulletin ne peut contenir plus de six noms. Ce corps, qui siège toute l'année, prépare les affaires et donne son avis sur les projets de loi. L'assemblée nationale se réunit dans un ancien bain turc transformé. Il y fait une agréable fraîcheur, qui peut venir à point pour calmer l'ardeur des discussions parlementaires.

Parmi les hommes politiques que je rencontre, la plupart font une critique très vive du statut organique et de ses annexes, que j'admirais parce que j'y retrouvais les principes généraux de la constitution belge. — « Tout d'abord, me disent-ils, ces lois fondamentales règlent un grand nombre de matières qui ailleurs sont régies par des lois ordinaires ou par de simples arrêtés. La constitution dont la diplomatie européenne nous a gratifiés forme un volume in-folio contenant quinze chapitres avec 495 articles, plus treize annexes avec 639 articles, et aucun de ceux-ci ne peut être changé que par l'accord unanime des grandes puissances. Voilà ce que décide l'article 495. Les nations sont des organismes vivans, dont les besoins changent et appellent ainsi des modifications constantes dans le régime administratif, judiciaire et financier. En Roumélie, tout cela est immuable. Ce monument de science politique, que la commission diplomatique a commencé à édifier en janvier 1879, a été terminé le 14 avril de la même année. Il est vrai qu'on a appliqué la division du travail à sa confection : le délégué anglais s'occupant des lois électorales ; l'autrichien, de l'organisation judiciaire ; l'italien, du système financier, et le français, du régime

administratif. Faut-il s'étonner que l'œuvre renferme maintes contradictions? Voici quelques-uns des maux pratiques qui résultent des lois organiques qu'on nous a données.

« Sous le régime turc, la province actuelle de la Roumélie orientale était divisée en deux *sandjaks* (départemens), contenant quatorze *casas* ou cantons : nous n'avions donc que deux préfets et quatorze baillis à entretenir. Le système français dont on nous a dotés a divisé la province en six départemens et vingt-huit cantons. Nous avons donc 6 préfets, 6 conseils généraux, 6 secrétaires de préfecture, 28 baillis, 28 commandans de gendarmerie, 28 commissaires de police, etc. Le fonctionnarisme nous a envahis. Un village qui s'administrait entièrement lui-même, sans aucun représentant de l'autorité, est devenu un chef-lieu de canton où résident une escouade de fonctionnaires de tout grade et de tout genre. Il suffisait de supprimer les employés turcs, qui nous volaient : nous aurions eu l'autonomie locale, comme aux États-Unis. D'un autre côté, il aurait fallu nous donner des receveurs des contributions. L'article 212 du statut décide que « les maires sont chargés et responsables de la rentrée exacte des impôts, » et l'article 185 stipule « que les maires sont réélus chaque année par les habitans de la commune. » Ces maires, naturellement, cherchent à être réélus et ménagent le plus possible leurs électeurs. Ils font donc très mal rentrer les revenus de l'état. Les arriérés sont considérables : chaque année environ 20 pour 100 des recettes. Ils s'élevaient à 17 millions de piastres au 31 juillet 1883. Ces mêmes maires sont aussi juges de paix, de par l'article 248. Comme ils sont incapables de trancher les différends, ceux-ci sont portés directement devant les juges de canton, lesquels se trouvent ainsi accablés de besogne ; on n'arrive pas à obtenir justice, ce qui cause beaucoup de mécontentement. Tout cela devrait pouvoir être réglé par notre assemblée, et en raison de notre situation particulière. Le statut nous a enveloppés, comme une momie d'Égypte, d'un réseau de bandelettes très agréables à l'œil, mais qui nous condamnent à l'immobilité. »

— On me donne quelques renseignemens sur les partis. Pendant les deux premières années du régime autonome, il y a eu lutte des nationalités, mais les Bulgares n'ont pas eu de peine à l'emporter et à occuper la plupart des places. Depuis lors, ils se sont divisés en deux partis : les « libéraux » ou gouvernementaux modérés, et les « nationaux ou unionistes, » partisans d'une politique plus décidée. La question qui les divise est la politique à suivre pour obtenir la réunion des deux fragmens de la Bulgarie, si malheureusement séparés par le traité de Berlin. Les deux groupes sont d'accord pour désirer la réunion, de même que tous les Bulgares. Lors du

passage récent, à Philippopoli, de M. Forster, ancien ministre de l'instruction publique en Angleterre, l'un des chefs des modérés, M. Kaltchof, lui fit connaître que la reconstitution de la patrie bulgare, morcelée à Berlin, est le but à poursuivre par tous. Seulement, les libéraux pensent qu'il faut une grande prudence dans l'action; les « unionistes, » au contraire, croient qu'il faut sans cesse et à toute occasion exprimer la volonté nationale, la proclamer très haut, et devant l'Europe et devant le pays, et même entretenir une certaine agitation dans ce sens. C'est ce parti qui a organisé, l'été dernier (1884), ce pétitionnement universel en faveur de l'union, qui avait entraîné le pays tout entier. Ils attendent la réalisation de leurs espérances de la chute inévitable de l'empire ottoman et des complications générales en Europe plutôt que d'une insurrection locale contre la Turquie. A en juger par le nombre des journaux des deux nuances, c'est le parti national qui jouit de la plus grande influence. Il a trois organes : *la Maritza*, *le Narodni Glass* (*Voix du peuple*), et *le Soédinenié* (*l'Union*). Le parti libéral modéré n'en a qu'un, *le Jouzna Bulgaria* (*la Bulgarie du sud*). Tous les quatre paraissent dans la capitale.

Il n'y a pas lieu de s'étonner que la question de la réunion des deux moitiés de la Bulgarie, violemment séparées par le traité de Berlin, préoccupe et passionne ici tous les esprits. Depuis leur arrivée dans la péninsule, au VIIe siècle, les Bulgares ont toujours formé une unité ethnique, une nation, tant à l'époque de leur grandeur, sous le tsar Siméon et ses successeurs, que sous la domination ottomane. La diplomatie européenne a découpé cette nationalité vivante en trois tronçons, dont l'un forme une principauté presque indépendante, la Bulgarie; l'autre, un état à moitié affranchi, la Roumélie; et le troisième, une province complètement asservie sous le joug turc, la Macédoine. Comment les Bulgares se résigneraient-ils à un règlement qui blesse si cruellement leurs souvenirs historiques et leurs intérêts matériels, surtout après que San-Stefano a réalisé pour eux, un moment, un idéal désormais inoubliable? On a beau leur parler du respect des traités; ils répondent : Ces traités ont été faits contre nous, et jamais nous ne les avons ni signés, ni acceptés. La Bulgarie méridionale complétait la Bulgarie septentrionale, moins riche, moins pourvue d'hommes capables. Les relations commerciales étaient actives. Le midi envoyait au nord les produits d'une zone plus chaude. La barrière de douanes tracée arbitrairement par les diplomates est venue entraver ce commerce, qui s'appuyait sur la communauté de race et d'origine. On a créé deux moitiés de peuple qui, isolées, ne peuvent se suffire, et qui sont accablées par les charges d'un double gouvernement. Mais on peut tout espérer de l'avenir. Une com-

binaison diplomatique, qui n'a point de racine dans l'histoire et qui ne tient nul compte des intérêts et des vœux des populations, n'a évidemment aucune chance de durée.

— La question des langues donne lieu ici, comme partout où diverses nationalités se trouvent réunies dans un même état, à des difficultés réelles et à des réclamations nombreuses. L'article 22 du statut organique renferme à ce sujet des dispositions très sages: il prescrit que la langue officielle sera celle de la majorité, mais que, quand il existera une minorité égale à la moitié de la majorité, la langue de cette minorité sera également employée. Toutes les lois et les règlemens doivent être publiés dans les trois langues principales: bulgare, turque et grecque, et devant les tribunaux, les particuliers ont le droit de se servir, à leur choix, de l'une de ces langues. Le discours d'ouverture du gouverneur général est lu aussi en bulgare, en turc et en grec. Mais, au sein de la chambre et des conseils départementaux et communaux, les propositions et les discussions ont lieu en bulgare. Les Grecs et les Turcs ont le droit de parler en leur langue; seulement, s'ils veulent se faire comprendre, ils doivent bien employer le bulgare, qui devient ainsi, en réalité, la langue dominante. Les Turcs et les Grecs se plaignent; mais est-il possible de régler autrement cette difficile question?

— Ici, comme en Bulgarie, tous les cultivateurs sont propriétaires des terres qu'ils occupent; cela est vrai surtout depuis la dernière guerre. Avant cette époque, dans les villes et dans quelques villages habitaient de riches Turcs, possédant de grands tchifliks ou fermes, qu'ils louaient à des paysans bulgares, lesquels payaient en nature, suivant la qualité du sol, de 1 à 4 *chiniks* (20 litres) de blé par *deunum* égal à 1,600 mètres carrés.

— Je suis présenté à M. J.-E. Guéchof, l'un des hommes les plus distingués et les plus instruits de ce pays-ci: il parle et écrit également bien le français et l'anglais. Né à Philippopoli, il a fait ses études à la *Victoria University* de Manchester. Pendant la guerre turco-russe, il écrivit quelques lettres au *Times* sur les atrocités commises en Bulgarie en 1876, ce qui lui valut d'être jeté en prison, exilé en Asie-Mineure et presque mis à mort. En 1879, il fut envoyé en mission pour présenter aux grands états les vœux de la Roumélie orientale, qui, hélas! ne furent pas écoutés. A son retour, il fut nommé président de l'assemblée pendant ses trois premières sessions. Il me communique quelques chiffres qui font connaître la situation financière actuelle. Le budget de 1883-1884 s'élève à 72,196,509 piastres en recette et en dépense (100 piastres font une livre turque, qui vaut, au pair, 22 fr. 50.) Quel est l'état qui peut se vanter d'arriver à un pareil équilibre budgétaire? Il est vrai que

la Roumélie n'a encore ni dette, ni grande armée permanente, ces deux occasions de dépenses sans limites, l'une menant à l'autre.

« Nous n'avons pu encore modifier l'ancien système d'impôt, me dit M. Guéchof, parce que, dans notre situation précaire, nous évitons tout ce qui peut amener une perturbation quelconque. Cependant, la dîme a été convertie en un impôt foncier en argent, calculé par commune, d'après le produit des dix dernières années, avec une réduction de 10 pour 100. Malheureusement, par suite de quatre mauvaises récoltes successives et du bas prix des grains, cette conversion a paru très dure et le produit sera, croit-on, inférieur d'un quart à l'estimation, qui était de 32 millions de piastres. En Bulgarie, où l'on a adopté le même système de conversion de la dîme en argent, on a pris la moyenne des trois années après la guerre, ce qui a eu pour effet de diminuer notablement le montant de l'impôt foncier. Les autres impôts directs sont une taxe sur les moutons : 10,279,000 piastres en 1883 ; sur les porcs : 322,000 piastres ; l'impôt sur le revenu : 3,580,284 piastres ; et sur les propriétés bâties, 1,004,443 piastres. Les contributions indirectes : douanes, sel, tabac, spiritueux, timbres, donnent 18,244,992 piastres, chiffre qui étonne, tant il est minime. Tous les bureaux de douane n'ont produit que 315,410 francs ; ce n'est pas la peine d'en avoir.

L'accroissement des recettes à effectuer est très satisfaisant : elles s'élevaient, en 1879, à 53,645,528 piastres, et en 1884, à 72,087,111 piastres. La Roumélie doit payer à la Porte un tribut assez considérable, s'élevant aux trois dixièmes de ses revenus. La commission européenne avait fixé ce tribut à 240,000 livres turques à 22 fr. 50 ; mais l'assemblée vient de le réduire à 180,000 livres, parce que le revenu net ne s'élève qu'à 600,000 livres turques. Le sultan a refusé de sanctionner la loi, et les *bondholders* ont protesté ; mais la Roumélie a invoqué l'article 16 du statut organique, qui lui donne raison. Jusqu'à présent, il n'y avait pas de dette dont il fallût payer les intérêts ; aussi le total de ce que touche l'état ne s'élève qu'à 20 francs par tête. Un Français paie cinq fois plus. Toutefois, comme par suite de la situation précaire du pays, les impôts rentraient mal, il a fallu emprunter quelques millions à la Banque ottomane, ce qui a inquiété les esprits et contribué à la révolution récente.

— La Roumélie publie chaque année un annuaire de statistique, où je note quelques chiffres intéressans. Il y a dans le pays 160,555 contribuables, payant directement à l'état une capitation de 22 piastres, ou environ 5 francs par tête. Le nombre des communes est considérable : il est de 1,343 pour une population de 815,946 habitans, ce qui fait environ 600 habitans par commune. Les cinq

impôts directs, produisant au total 47,054,184 piastres, sont payés par les habitans des confessions religieuses dans la proportion suivante; Bulgares: 35,418,456 ; Turcs : 8,948,242 ; Grecs : 2,202,513 : Bulgares catholiques : 378,439 ; Arméniens : 66,304 ; israélites : 40,140. Les Grecs étant généralement plus aisés que les Bulgares, on voit qu'il doit y en avoir seize à dix-huit fois moins.

— En parcourant la Roumélie, je remarque presque dans chaque village un beau bâtiment tout neuf, à deux étages, dont la blancheur éclatante contraste avec l'aspect sombre des chaumières qui l'entourent: c'est l'école primaire, bâtie depuis l'émancipation. Les communes prennent l'initiative pour faire ces constructions, et l'état leur accorde un subside. La dépense pour l'enseignement figure au budget de 1883 pour une somme de 4,728,922 piastres, soit environ 1 fr. 30 par tête. C'est beaucoup, car ainsi l'instruction publique figure dans le budget pour le onzième de la dépense totale. Pour la France, cela équivaudrait à 300 millions de francs. La comparaison des statistiques scolaires des différens cultes offre aussi de l'intérêt. Les écoles bulgares, au nombre de 890, avec 1,104 instituteurs et 196 institutrices, comptent 50,184 élèves. Comme les listes des enfans soumis à l'instruction obligatoire en portent pour 1883 78,702, il s'ensuit que les trois cinquièmes des enfans en âge d'école reçoivent l'instruction, proportion beaucoup plus favorable que celle constatée en Bosnie, en Serbie et en Bulgarie. Les Turcs ont 763 écoles avec 738 instituteurs, 30 institutrices et 27,113 élèves des deux sexes ; on ignore le nombre des enfans en âge d'école. Les Grecs n'ont que 48 écoles avec 3,471 élèves ; comme 6,719 enfans sont en âge d'école, il s'ensuit que la moitié n'y va pas ; les Bulgares catholiques ont 10 écoles et 980 élèves ; les Arméniens 5 écoles avec 201 élèves et les israélites 14 écoles avec 918 élèves.

Pour l'enseignement secondaire, les Bulgares ont 19 écoles avec 2,554 élèves ; les Turcs 2 écoles avec 164 élèves et les Grecs 2 écoles avec 282 élèves. Ceux-ci, quoique quatre fois moins nombreux que les Turcs, ont beaucoup plus d'élèves, preuve nouvelle de ce fait que les musulmans cherchent peu à s'instruire. On a fondé deux gymnases où l'on enseigne les langues anciennes : l'un à Slivno, l'autre à Philippopoli ; ils comptent 1,264 élèves. Ce qui est plus remarquable, deux gymnases (*realschulen*) pour filles, l'un à Philippopoli, l'autre à Stara-Zagora, ont 308 élèves. L'école supérieure pour filles est le plus beau monument de Philippopoli : c'est une grande construction à trois étages avec colonnades en style classique. Elle a coûté 450,000 francs, et le gymnase 200,000. Les quatre établissemens d'instruction moyenne ont 62 professeurs et coûtent, par an, 1 million de piastres à la province, qui, en outre, entretient 180 boursiers dans le pays et 50 à l'étranger.

Près du konak (palais du gouverneur), on a créé, sur l'emplacement de maisons turques abandonnées et ruinées, un jardin public où joue la musique militaire les jours de fête. Des maisons neuves ont été bâties tout autour ; la plus imposante appartient à un libraire; donc encore l'activité intellectuelle est au premier rang. A Sophia et à Belgrade, on a consacré des millions à construire le palais du prince. Ici le chef de l'état se contente d'une vieille construction qui semble menacer ruine, et les deux seuls grands édifices que l'on ait élevés sont consacrés à l'enseignement supérieur des jeunes filles et des jeunes gens. On se croirait vraiment aux États-Unis.

Le gouverneur Aleko-Pacha étant absent, M. Tchomakof me présente au premier ministre, M. Gabriel Kristovitch, qui depuis lors a été nommé gouverneur-général, sous le nom de Gavril-Pacha, C'est un jurisconsulte distingué qui a étudié le droit à Paris. Il parle le français à merveille. Après avoir occupé une haute fonction dans l'île autonome de Samos, il fut appelé à celle de président du tribunal de commerce de Constantinople, puis au secrétariat général en Roumélie. Il avait pris aussi, à côté de mon hôte Tchomakof, une grande part à la lutte contre le patriarcat grec, pour la constitution de l'exarchat bulgare, et il contribua au succès de cette rude campagne par son tact et sa connaissance du droit canon. Il nous dit que la population est morale, pacifique et peu portée aux crimes et aux délits. Et, en effet, je trouve dans la statistique officielle de 1884 que, dans les six prisons de district, il n'y a en tout que 676 détenus, dont seulement 6 femmes. Un détenu sur 1,300 habitans, c'est extrêmement peu. Pour le sexe féminin: 1 sur 66,666! c'est à croire, que dans ce fortuné pays, les femmes ne se rendent jamais coupables d'aucun méfait méritant la prison. J'attribue ces chiffres vraiment extraordinaires à la simplicité de la façon de vivre et à l'égalité des conditions. L'éminent criminaliste-physiologiste, le professeur Lombroso, de Turin, dans un livre puissant et étrange, *l'Uomo delinquente*, s'efforce de prouver que beaucoup d'assassins tuent par instinct et en raison de leur conformation physique, comme les tigres et les hyènes : trouverait-il dans la constitution du cerveau bulgare l'explication de cette rareté des crimes?

— Le gendre de M. Tchomakof, qui est un officier russe naturalisé Rouméliote, me parle de l'armée. Le service militaire est obligatoire pour tous à partir de l'âge de vingt et un ans. Mais il n'y a en temps ordinaire, sous les drapeaux que 3,666 hommes répartis en 13 bataillons, y compris 1 bataillon-école. Cette petite armée coûte 2,650,000 francs, c'est très peu et cependant les contribuables réclament. La gendarmerie, dont l'entretien s'élève à 1,500,000 fr., est parfaitement organisée et c'est l'essentiel ; car c'est à ce corps d'élite que l'on doit la sécurité dont jouit le voyageur dans toute la

Roumélie. Quelle différence avec les provinces turques, où le brigandage sévit jusqu'aux portes de Constantinople et de Salonique ! En Espagne, c'est aussi à un corps admirable de discipline et de dévoûment, la *guardia civil*, que l'on doit la suppression des brigands.

— Les Rouméliotes ont au plus haut degré le désir de s'instruire. Les magistrats, les hommes d'état, les députés que je rencontre parlent très bien, outre les langues orientales, le français, l'anglais et souvent l'allemand. La fille de mon hôte a le pur accent parisien quoiqu'elle n'ait jamais été en France, et elle s'exprime avec une égale facilité en bulgare, en russe, en grec, en turc et en anglais. Un grand nombre des hommes qui sont à la tête des affaires dans les deux Bulgaries ont reçu leur instruction au Robert-College, institution admirable que les Américains ont fondée, aux environs de Constantinople, sur les hauteurs de Rouméli-Hissar. On y reçoit une instruction moyenne et supérieure complète, avec l'anglais comme langue de l'enseignement. Sous la direction d'un homme éminent, M. George Washburne, et de maîtres distingués : MM. Long, Grosvenor, Millingen, Panaretof, il s'y forme des jeunes gens capables de remplir les hautes fonctions administratives. Ils sont élevés dans un milieu moral où, chose rare dans l'Orient moderne, des sentimens de délicatesse et de probité s'imprègnent dans les âmes. L'air vif qui souffle de la Mer-Noire fortifie le corps, et le magnifique panorama du Bosphore développe l'instinct esthétique. La part d'influence du Robert-College dans la régénération de la péninsule est considérable. Je ne connais pas d'exemple plus concluant du service qu'un bon enseignement supérieur rend au progrès de la civilisation.

— Il est difficile d'estimer exactement la production agricole de la Roumélie. La statistique officielle ne contient de chiffres que pour quelques denrées spéciales. En 1883, les cocons ont donné une valeur de 1,451,952 piastres; le vin 290,367 hectolitres; le *raki* (eau-de-vie) 2,275,593 litres et le tabac 472,137 kilogrammes ou 63 kilogrammes par *deunum* de 16 ares. Eu égard à la fertilité de la province, ces totaux paraissent peu élevés ; ils auront été réduits à cause de la crainte traditionnelle du fisc, qui, sous le régime turc, mettait le travail intelligent à l'amende. Le commerce extérieur constaté par la douane n'est pas non plus très considérable ; il est vrai qu'il n'existe de ligne douanière que sur une partie de la frontière, et ainsi les chiffres relevés ne représentent pas le montant exact des échanges avec la Turquie ou l'étranger. Ce qui est très satisfaisant, c'est le développement extraordinairement rapide du commerce. Les importations se sont élevées en 1882 à 34,386,178 piastres et en 1883 à 54,749,868 piastres, soit en plus 20,363,690 piastres ; les exportations en 1882 à 40,549,707 pias-

tres, et en 1883 à 64,099,964 piastres (14,422,491 francs), soit en plus 23,550,257 piastres. Le mouvement commercial s'est donc accru d'un tiers en une année. Presque tous les échanges se font avec la Bulgarie et la Turquie. Le commerce avec les autres pays est insignifiant. La France n'y a importé des marchandises que pour 50,000 francs, l'Angleterre pour 45,000; la Russie et l'Autriche, chacune pour un peu plus de 300,000. Le tout réuni équivaut à la charge de deux steamers. La raison en est simple. Le seul port important de la Roumélie, Bourgas, n'est pas relié à l'intérieur du pays par une voie ferrée. L'Europe commerciale a donc le plus grand intérêt à obtenir de la Porte qu'elle lève le *veto* qu'elle oppose à la construction des chemins de fer décrétés par l'assemblée rouméliote. Voici un résumé du mouvement dans les différens ports de la province : Bourgas, 223 navires, 106,632 tonnes; Anchialo, 70 navires, 8,712 tonnes; Mecemvria, 18 navires, 1,181 tonnes; Sizopoli, 63 navires, 7,173 tonnes. La navigation est réduite à du cabotage.

Nous avons des données assez exactes sur la quantité du bétail, parce que chaque espèce est frappée d'un impôt spécial. Voici les chiffres officiels: espèce bovine, 312, 058; buffles, 58,754; chevaux, 53,590; ânes et mulets, 33,415; moutons, 1,858,839; chèvres, 425,569; porcs, 509,442. Ce qui, réduit en têtes de gros bétail, donne un total de 687,000, ou 84 têtes par 100 habitans, proportion un peu moins favorable qu'en Serbie et en Bosnie; cela provient de ce que l'étendue des pâturages est beaucoup moindre. De ce côté, il y aurait des progrès à faire. Depuis le 1er mars 1884, l'emploi du système métrique français des poids et mesures est devenu obligatoire; mais, en fait de monnaie, on doit se résigner à se servir des pièces turques, usées, informes, soumises à des variations incessantes de valeur, parce que les sept sages représentant l'Europe qui ont élaboré le statut organique y ont inscrit : « Article 18. La monnaie légale de la province est la monnaie d'or de l'empire.» Pourtant, il semble que cet article n'empêcherait pas de mettre en circulation, à côté de la livre d'or turque, tarifiée à sa valeur intrinsèque, des pièces d'argent correspondant au *leff* bulgare ou au franc français.

— Je comptais visiter la Macédoine, mais on me dit que je ne pourrais y voyager qu'avec une escorte souvent aussi dangereuse que les brigands; je renonce donc à mon projet, mais, à ce propos, on me donne beaucoup de renseignemens sur cette contrée et je comprends mieux la difficile question qui s'y agite. Nulle part le problème ethnique, — la lutte des nationalités que j'ai rencontrée partout depuis mon entrée en Autriche, — ne se présente aussi aigu, aussi compliqué, aussi menaçant pour l'avenir. Ce n'est point seulement

parce que différentes races y vivent entremêlées; c'est surtout à cause des revendications des populations voisines. Les Bulgares réclament la Macédoine parce qu'elle leur a donné leur culte, leur langue et leur littérature. C'est là que leurs grands apôtres Méthode et Cyrille ont traduit les évangiles en paléoslave. C'est aux abords du Rhodope qu'on parle le bulgare le plus pur et que se conserve le trésor de leurs anciens chants populaires; enfin, un traité récent avait reconnu leurs droits. D'autre part, les Grecs sont prêts à tout sacrifier plutôt que de renoncer à la Macédoine, où ils sont, croient-ils, les plus nombreux et où, en tout cas, ils forment l'élément le plus civilisé. Cette province leur est indispensable pour réaliser « la grande idée, » c'est-à-dire pour reconstituer la Grèce byzantine. Les Serbes, à leur tour, veulent annexer tout le nord de la province, parce que leurs frères y habitent et parce que c'est le centre révéré de l'empire de Douchan, et ils désirent y ajouter le sud, parce que c'est par là qu'ils déboucheront sur la Méditerranée. Enfin, il y a l'Autriche, qui, dit-on, espère bien un jour arriver à Salonique et qui, en tout cas, n'entend pas que le débouché futur de la Bosnie tombe aux mains d'un client de la Russie.

La première question à élucider est celle de savoir quel est le nombre d'habitans appartenant à chacune des races qui se disputent la Macédoine, puisque c'est sur ces données ethniques que s'appuient les revendications en lutte. Malgré la carte ethnographique de Kiepert, les diplomates à Berlin ne sont point parvenus à se mettre d'accord sur ce sujet, où il est bien difficile, en effet, d'obtenir des chiffres précis et indiscutables. Les Grecs sont persuadés qu'ils forment la majorité de la population. Il y a quelques années, un savant professeur d'Athènes, correspondant de l'Institut, M. Saripolos, donnait comme certains les chiffres suivans : 500,000 Grecs, 120,000 Slaves, 100,000 Turcs et 40,000 Juifs. Récemment, des notables de Salonique envoyaient une adresse au patriarche et à la Porte au nom des 800,000 Grecs habitant la province ! Le gouvernement roumélioto a publié, en 1881, d'après les relevés turcs (1), une statistique détaillée, commune par commune, d'où il résulte qu'il y aurait, en Macédoine, sur une population totale de 1,863,382 habitans, 1,251,385 Slaves et Valaques, 463,839 musulmans, dont un certain nombre Slaves (Pomaks) et seulement 57,480 Grecs. Un haut fonctionnaire de Philippopoli a publié récemment, sous le pseudonyme de

(1) La Turquie n'a pas de statistique de sa population, mais pour le recrutement, elle porte, d'une part, les musulmans astreints au service militaire, *Noufous*, et d'autre part, les chrétiens qui en sont exemptés et qui sont inscrits sur la liste de ceux qui, à ce titre, paient un impôt spécial, *Bedeli-Askerié*. Comme la statistique roumélioto donne pour chaque village le nombre des maisons et des habitans de chaque nationalité, le contrôle serait facile.

Ofeikof, une intéressante étude, où je trouve les chiffres suivans fondés sur les relevés faits par les dignitaires de l'église orthodoxe et ne comprenant, par conséquent, que les chrétiens : Slaves du rite oriental, 181,000 familles ou 905,000 âmes; Grecs et Valaques, 20,300 familles ou 101,500 âmes. Je trouve dans le journal croate la *Sloboda*, point hostile aux Serbes, puisqu'il est de même race, la statistique suivante, empruntée à l'ouvrage du géographe allemand Ritter : 1,124,288 Bulgares, 360,626 musulmans, Turcs et Pomaks, ceux-ci Bulgares, 422,359 Serbes, Albanais et Valaques, 59,833 Grecs.

Voici, en tout cas, comment se distribuent les différentes nationalités. La lisière ouest de la Macédoine jusqu'au-delà de la Drin et de Prisrend est occupée par les Albanais. Au-delà, vers l'est et à partir d'Ochrida, commencent les Bulgares, mais d'abord entremêlés d'Arnautes et de Valaques Tzintzares, jusque vers la ligne du chemin de fer Salonique-Mitrovitza. Vers la pointe nord, dans la vieille Serbie, dominent les Serbes, mais aussi avec un certain nombre d'Arnautes. Tout le centre et l'est de la province est habité par les Bulgares, qui s'avancent jusque près de Salonique et au delà de Seres. Les Grecs possèdent les côtes de la mer et forment, dans la plupart des villes, un élément important, parce qu'ils ont plus d'instruction et plus de relations avec l'étranger. La capitale, Salonique, est plutôt une ville juive, et la plupart des Grecs qui y sont établis sont d'origine tzintzare. Les Valaques se rencontrent en masse compacte dans les montagnes du Pinde et dans le vilayet de Monastir. D'après les auteurs les mieux renseignés : Reclus, Kiepert, Ubicini, Lejean, Crousse, la grande majorité des habitans de la Macédoine sont Bulgares. Déjà, au XIIe siècle, à l'époque de la domination byzantine, Guillaume de Tyr disait : « La nation bulgare occupe tout l'espace allant du Danube à l'Adriatique et à Constantinople, en sorte que tout ce pays, sur une largeur de dix jours de marche et une longueur de trente jours, est appelé Bulgarie. » Lejean, dont l'*Ethnographie* de la Turquie d'Europe fait encore autorité, s'exprime presque dans le même sens : « En Macédoine, les Bulgares ont à peu près tout pris, et leur masse a, peu à peu, refoulé les Hellènes vers la mer. Du Strymon à la Maritza, la zone hellénique n'est qu'une bande très étroite, habitée par des marins et des pêcheurs, tandis que le Bulgare, essentiellement agriculteur, occupe les hauteurs qui dominent le littoral. » Ce qui confirme cette appréciation, c'est l'étymologie des noms de villages, dont les sept huitièmes dérivent de racines bulgares. En Roumélie, la proportion des noms turcs est beaucoup plus considérable. D'après les statistiques les plus favorables aux Grecs, ceux-ci ne forment pas le dixième de la population. Comment peut-on s'imaginer à Athènes

qu'ils y sont en majorité? L'illusion provient de ce que les relevés sont fournis par les autorités ecclésiastiques, qui comptent comme Grecs tous ceux qui appartiennent à l'église grecque. C'est ainsi que nous disons qu'en Bosnie il y a parmi les chrétiens plus de grecs que de catholiques. Les mots *roum-meleti* sont employés en Macédoine pour désigner, en même temps, les personnes appartenant au rite grec et à la nationalité grecque.

J'ai réuni un dossier des faits circonstanciés et authentiques qui montrent les souffrances sans nombre et sans nom des Bulgares en Macédoine. C'est un martyrologe qui remplirait un volume. Pour qu'on ne m'accuse pas de préventions, il me suffit de dire que leur situation est semblable à celle de la Bulgarie sous le régime turc, telle qu'elle a été décrite par Blanqui, il y a quarante ans : « En Turquie, la perception s'exerce chez les retardataires par voie de garnison militaire à domicile. Les soldats s'installent chez le contribuable jour et nuit, boivent et mangent, fouillent partout, disposent de tout comme de leur propriété personnelle et ne laissent ni paix, ni trêve aux habitans. La Bulgarie fut bientôt couverte de garnisaires, principalement dans la ville de Nissa et dans les villages avoisinans. Sur quelques points, ces garnisaires furent tués. Sabri-Pacha, qui commandait la province, fit venir des Albanais. Ces Arnautes se répandirent dans toute cette partie de la Bulgarie, et ils exécutèrent militairement, comme dans une ville prise d'assaut, les malheureux habitans de la campagne. L'Europe, qui porte avec raison un si vif intérêt à la cause des noirs, ne sait pas assez qu'il existe à ses portes 7 millions d'hommes, chrétiens comme nous, qui sont traités comme des chiens, en leur qualité de chrétien... Un seul mot suffirait pour mettre un terme à ce scandale : quand l'Europe le dira-t-elle? On a fait tant de coalitions dans des intérêts politiques, n'en pourrait-on faire une dans l'intérêt de l'humanité? »

Quelle différence entre cet enfer et la situation de la Bulgarie affranchie ! Malheureusement, le sort des Bulgares Macédoniens est bien plus affreux aujourd'hui que celui des rayas décrit par Blanqui, parce que Turcs et Grecs, craignant de voir un jour se réaliser la grande Bulgarie constituée à San-Stefano, unissent leurs haines et leurs moyens de nuire, pour restreindre et extirper, s'il se peut, l'élément slave. On peut diviser les maux qui accablent les infortunés Bulgares en trois chapitres : le brigandage, les extorsions et les violences de begs turcs et la persécution religieuse de la part des prêtres phanariotes. Des bandes de brigands infestent toute la province jusqu'aux abords de la capitale. Ainsi un consul, un capitaine de la marine britannique et récemment une dame anglaise ont été enlevés dans les faubourgs de Salonique et relâchés moyennant d'énormes rançons. Dans l'intérieur, presque chaque jour, un voya-

geur ou un paysan riche est emmené dans les montagnes et obligé de payer de grosses sommes. Les bandits se font livrer par les villages tout ce qu'il leur faut : vivres, vêtemens, armes, munitions. Malheur à ceux qui résistent ou les dénoncent! Leurs maisons sont pillées, brûlées et leurs femmes outragées. On arrête quelques-uns de ces brigands. Ils se font relâcher à prix d'argent et aussitôt continuent leurs déprédations. La police est inerte, insuffisante et n'a nul désir de livrer bataille : qu'y gagnerait-elle sinon des coups de fusil? Le brigandage devient ainsi la seule industrie lucrative. Le commerce, les échanges sont soumis à tant de risques et de frais qu'il y faut renoncer. Toute activité économique est paralysée.

Les exactions et les violences des begs ne sont pas moins funestes à l'agriculture. Ils se croient libres de disposer à leur gré de tout ce qui appartient aux cultivateurs; ils leur imposent des corvées ruineuses, *angarias*; si un cheval ou un bœuf leur plaisent, ils s'en emparent de force ou en offrent un prix dérisoire. Le Bulgare résiste-t-il, ils le tuent comme un chien, et si, par hasard, ils sont traduits en justice, ils sont toujours acquittés, car ils affirment qu'ils n'ont fait qu'user du droit de légitime défense. Ces faits ne doivent pas nous étonner. Tout homme armé d'un pouvoir absolu sur des êtres sans défense en abusera. Que ne fera-t-il pas s'il a intérêt à les ruiner ou à les faire disparaître?

Les persécutions des Grecs sont plus cruelles encore, parce qu'elles appellent les sévérités de l'administration turque sur les chefs naturels de la nationalité bulgare, les maîtres d'école, les popes et tous ceux qui ont reçu quelque instruction. Les Grecs ont cru longtemps que la Macédoine devait leur appartenir. Seuls ils avaient de l'instruction, seuls ils représentaient la civilisation chrétienne en face de l'islamisme. Les fidèles obéissaient passivement au clergé grec. Les Bulgares, pauvres brutes, cultivant humblement le sol, comme les Finnois en Finlande et les Lettes en Courlande, n'avaient pas plus le sentiment d'une nationalité distincte que les bœufs qui tiraient leur charrue. Mais depuis une vingtaine d'années, surtout depuis le traité de San-Stefano et la constitution d'une Bulgarie indépendante, l'idée nationale s'est réveillée avec une force désormais irrépressible. Ils avaient conservé obscurément, dans les campagnes, leurs mœurs, leur langue, leurs chansons. Ils savaient quelques mots grecs appris à l'église ou dans les rares écoles ecclésiastiques; mais ils n'étaient nullement hellénisés. Quoique la Porte refuse l'investiture aux évêques pour les districts qui leur sont dévolus par le firman de 1872, la constitution de l'exarchat bulgare permet aux habitans de sang slave de se soustraire définitivement à l'action du clergé phanariote, en se rattachant à leur église. Voilà ce qui excite chez les Grecs, et surtout chez leurs

prélats, une indignation, une fureur, qui, au mépris de tout sentiment chrétien et humain, les pousse à recourir aux moyens les plus odieux. Ils dénoncent aux autorités turques les écoles bulgares comme des foyers de propagande révolutionnaire et les instituteurs comme des *comitas*, c'est-à-dire comme affiliés à des comités insurrectionnels ; les écoles sont fermées et les maîtres envoyés enchaînés à Salonique, entassés dans la forteresse de Kani-Koulé, « la Tour du sang, » et, de là, exilés en Asie-Mineure, c'est-à-dire voués à la mort. Lire un livre bulgare, se rattacher à l'exarchat bulgare, chanter une chanson nationale, est un crime aux yeux des Grecs et des Turcs, car manifestement cela trahit l'espérance de voir renaître « la grande Bulgarie. » Le mouvement se trouve ainsi décapité de tous ceux qui peuvent le soutenir ou le guider.

Quelques faits pris au hasard feront comprendre ce qu'a de cruel cette persécution systématique. Le village de Zélénitché, à trois lieues de Castoria, compte 1,500 habitans, tous Bulgares, tous rattachés à leur église nationale, sauf huit familles hellénisées qui continuent à reconnaître l'autorité de l'évêque grec. Les deux lieux de culte bâtis aux frais des fidèles sont attribués à ces huit familles; les autres en sont exclus, dépouillés. Ils se plaignent au kaïmakan turc ; au lieu d'avoir égard à leur juste réclamation, celui-ci les oblige à signer une pièce où ils s'engagent à ne pas entrer dans leurs églises tant qu'ils n'auront pas reconnu comme leur évêque Mgr Kyrillos, le prélat grec. Le gouverneur-général, Ali-Kemali-Pacha, fait une tournée de ce côté. On en appelle à sa justice. Il répond en faisant expédier, sous escorte, à Monastir le dernier maître d'école de la région de Castoria. A Negovan, à Krouchevo, à Stroumitza, à Doiren, à Seres et dans mainte autre localité, les églises bulgares ont été occupées par le clergé grec soutenu par l'autorité turque. A Salonique même, elles ont été confisquées par l'archevêque phanariote, et deux d'entre elles restent fermées, malgré les incessantes réclamations des fidèles. Voici les paroles textuelles du moutasserif de Bitolia adressées à une députation bulgare : « Je permets l'ouverture de votre église, mais à condition qu'elle soit soumise au patriarche et que les offices se fassent en langue grecque ; car, vous, Bulgares, avec votre espèce de langue russe, vous êtes les ennemis déclarés de l'empire ottoman. » Dans un meeting de Grecs tenu à Salonique pour protester contre certaines révélations de la presse anglaise, l'archevêque phanariote qui présidait s'écria en finissant : « Tout ce qui est bulgare est panslaviste, agitateur, révolutionnaire ; demandons à Galib-Pacha qu'il ferme les écoles de ces ennemis de notre gouvernement. »

Le gouvernement interdit aux Bulgares d'avoir des imprimeries. Tous leurs livres classiques doivent venir de Roumélie et ils sont sou-

mis à la censure la plus sévère. L'unique collège bulgare de Salonique est soumis à des visites fréquentes, et la possession d'un livre suspect est punie avec la dernière rigueur. L'an dernier, un élève et son père ont été envoyés en exil, en Arabie, parce qu'il avait dans son pupitre l'image d'un cavalier russe. Mais les efforts que fait le clergé phanariote, soutenu par l'argent des Grecs d'Athènes et de Constantinople, pour helléniser les Bulgares et la Macédoine, ne peuvent plus aboutir. Il est trop tard : le sentiment national s'est éveillé en ces malheureux si longtemps courbés sous un double joug; ils voient leurs frères de la Bulgarie et de la Roumélie s'affranchir, et ils aspirent à devenir libres à leur tour. Sans doute, il est dur pour les Hellènes, qui, depuis des siècles, représentaient tout ce qu'il y avait dans ce pays de culture intellectuelle et religieuse, de devoir s'incliner devant les vœux de masses ignorantes et méprisées; mais qu'ils considèrent ailleurs le réveil de la nationalité : ils verront que le mouvement est désormais irrésistible. Les Allemands en Bohême, les Hongrois en Croatie, les Suédois en Finlande prétendent aussi qu'ils sont les organes de la civilisation, et pourtant ils ont dû reconnaître les droits trop longtemps méconnus des populations. Chose plus extraordinaire, les Koutzo-Valaques ou Tzintzares, qui jadis se laissaient helléniser sans résistance, commencent à se ressouvenir avec orgueil de leur origine latine et à se mettre en relation avec la Roumanie, d'où ils reçoivent des livres et des journaux. Puisque ces îlots de colons romains se sont conservés indestructibles au milieu des Albanais, des Bulgares et des Grecs qui les enserrent de toute part, il faudra bien un jour reconnaître aussi leur nationalité et leur donner une place dans la future fédération balkanique.

A cette situation affreuse de la Macédoine, que l'Europe ne tolérerait pas un moment, si elle la connaissait bien, il faut un remède; mais lequel? Il a été indiqué dans la note du 13 février 1876, rédigée par lord Derby au nom du cabinet tory, et par les propositions de réforme pour les provinces turques que faisait la Russie à la même époque. Il se résume dans cette phrase de la note anglaise : « Un système d'autonomie administrative locale, c'est-à-dire un système d'institutions locales donnant aux populations le droit de régler leurs affaires locales et des garanties contre l'arbitraire de l'autorité. » C'est cet ordre d'idées qui a présidé à la rédaction de l'article 23 du traité de Berlin, qui promet aux provinces de la Turquie d'Europe un régime autonome semblable à celui qui est en vigueur en Crète. Seulement il conviendrait de prendre pour modèle l'organisation, non de la Crète, qui provoque sans cesse des réclamations ou des révoltes, mais celle du Liban, qui marche à la satisfaction générale, depuis qu'elle y a été introduite sous les auspices de la France. Chaque village, chaque canton administre ses propres affaires par le moyen

d'un conseil élu. Les cantons où les sectes et les races sont entremêlées ont un conseil mixte, où les différens élémens, maronite, grec, catholique, druse, métuali, sont représentés en proportion de leur importance. A la tête de la province se trouve un gouverneur chrétien, nommé avec l'assentiment des puissances, et un comité où les différens groupes envoient leurs délégués. Les anciennes haines ont désarmé. Mahométans et chrétiens des différens rites s'occupent en commun du bien général. Un système semblable, établi par l'Autriche à Serajewo, y donne, comme je l'ai montré, le meilleur résultat.

L'exécution de l'article 23 du traité de Berlin, ainsi entendu, donnerait satisfaction aux revendications rivales. La Macédoine n'irait ni à la Bulgarie, ni à la Serbie, ni à la Grèce; elle s'appartiendrait et se gouvernerait, sous la suzeraineté de la Porte. Aucune des cinq races, ni les Turcs, ni les Albanais, ni les Valaques, ni les Grecs, ni les Bulgares ne seraient sacrifiés; chaque commune administrerait ses propres affaires et, dans les localités mixtes, chaque groupe serait représenté en raison de son importance. Mais la chose essentielle, ce n'est pas le parlement ou le conseil central, c'est le conseil communal; c'est là qu'il importe surtout d'apaiser les hostilités de race, et il n'est pas difficile d'y arriver; car les populations les plus simples se sont montrées partout capables de gérer leurs intérêts locaux. Seulement l'élaboration de ce règlement et sa mise à exécution sincère devraient être surveillées par une commission européenne, comme on a fait pour la Roumélie et ainsi que le prévoit l'article 23 du traité de Berlin, sinon la mauvaise volonté des autorités turques et de la hiérarchie phanariote rendrait toute réforme illusoire.

Il est singulier que l'Europe et la Turquie ne voient pas combien il serait avantageux pour elles que la Macédoine fût bien administrée. Vaste amphithéâtre, préservé des vents du nord par le cirque de montagnes qui l'entoure de tous les côtés, sauf vers le midi, arrosé par trois belles rivières, le Vardar, la Struma et le Carasu, possédant sur les hauteurs de beaux pâturages, où les troupeaux trouvent, en toute saison, une nourriture abondante, et dans ses plaines des champs fertiles, où le doux climat de la mer Égée permet à la fois les cultures de la zone tempérée et celles de la zone méditerranéenne, doté de ports excellens et de golfes merveilleux, couvert jadis, au temps de la Grèce, de Rome et de Byzance, de villes peuplées et riches, dont on retrouve encore les traces, habité aujourd'hui, à l'intérieur, par les cultivateurs les plus laborieux et, sur le littoral, par les marins les plus sobres de notre continent, la Macédoine, sous un gouvernement qui lui apporterait la sécurité et le respect des droits individuels, deviendrait bientôt pour la Porte une source importante de revenus et, pour l'industrie européenne, un débouché bien autre-

ment sérieux que ces colonies et ces îles éloignées que les grands états se disputent maintenant. Permettez aux Bulgares de jouir des fruits de leur activité et ils s'enrichiront, car ils savent à la fois produire et épargner, et alors, grâce aux chemins de fer, l'Angleterre pourra vendre ici ses fers et ses quincailleries, l'Autriche et l'Allemagne leurs étoffes à bon marché, et la France ses objets de luxe. Puisque tous, y compris la Grèce et la Serbie, invoquent le traité de Berlin au profit de la Turquie, qu'on lui impose au moins de mettre à exécution la meilleure des dispositions que ce traité contient.

Qu'on y réfléchisse à Constantinople : par la bouche d'un allié sincère, mais clairvoyant, lord Salisbury, l'Angleterre a fait entendre un avertissement solennel. Le rapport accompagnant la communication du traité de Berlin, faite à la chambre des communes, le 13 juillet 1878, par lord Salisbury, se terminait par la phrase suivante : « La question de savoir si la Turquie saisira l'occasion, — probablement la dernière, — qui lui est fournie par l'intervention des puissances européennes, et de l'Angleterre en particulier, ou si elle la laissera passer, dépendra de la sincérité avec laquelle les hommes d'état turcs s'appliqueront désormais à accomplir les devoirs de bons gouvernans et à introduire des réformes. » Le 7 octobre dernier, lord Salisbury s'exprimait ainsi dans un discours-programme : « Notre politique doit être de soutenir la Turquie partout où son autorité peut être avantageuse, mais quand il est prouvé par les faits que son gouvernement est funeste au bien-être des populations, dans ce cas, nous devons tâcher de faire naître et d'appuyer des nationalités indépendantes qui apporteront un heureux et important renfort à l'avenir de la liberté en Europe. » Si la Turquie s'obstine à ne pas écouter ces sages conseils, deux dangers la menacent. D'abord des troubles permanens achèveront de la ruiner, ainsi qu'on le voit en ce moment, et, en second lieu, pour mettre un terme à une situation intolérable, une intervention étrangère paraîtra nécessaire. Les progrès réalisés en Bosnie, depuis qu'elle est soustraite aux autorités ottomanes, et la proximité des troupes autrichiennes campées à trois ou quatre journées de marche du chemin de fer de Mitrovitza-Salonique, laissent deviner à quelle puissance l'Europe confierait cette mission humanitaire. Comme l'a dit lord Salisbury, et en 1878 et en 1885, l'empire ottoman ne peut continuer à subsister qu'en assurant l'ordre et la sécurité aux populations qu'il tient encore sous sa loi, car il sera de plus en plus incapable de supprimer leurs révoltes, et il trouvera de moins en moins l'opinion européenne disposée à tolérer les barbaries que toute tentative de compression amènerait à sa suite.

— Pour me rendre à Constantinople, je pars par le chemin de fer ottoman. Il faut deux jours pour arriver à destination, quoiqu'il n'y ait que 498 kilomètres. Mais il n'y a qu'un train par jour,

et il s'arrête la nuit à Andrinople. Cela rappelle les voyages en *vetturino* dans l'Italie d'autrefois. Excellente façon de bien voir le pays pour qui n'est pas pressé, et personne ne l'est en Orient. Au moment du départ, je vois placer avec les plus grands soins et même avec respect, dans une caisse de la berline spéciale que l'administration avait mise à ma disposition, deux petites caisses mystérieuses. Leur propriétaire ne les quitte pas de l'œil, et il reste seul dans son compartiment pendant tout son trajet. Est-ce de l'or? Il est rare en ce pays-ci; non, mieux que cela : c'est de l'essence de rose, et il y en a, me dit-on, pour 12,000 livres turques, environ 265,000 francs. Cela vient de « la vallée des roses, » de Kezanlik. C'est une culture qui demande beaucoup de travail et de soin. Les rosiers ne viennent bien que sur le penchant des collines où règne un air vif : il faut les biner et leur donner un labour deux ou trois fois par an, et la plante ne produit qu'au bout de cinq ou dix ans. La récolte commence en juin et dure de vingt-cinq à quarante jours. Pour obtenir un *mouskale* (4 grammes 81), il faut au moins 8 kilogrammes de fleurs, et jusqu'à 15, si le printemps a été très sec. L'essence vaut de 5 à 8 francs le *mouskale*, ou de 1,040 à 1,664 francs le kilogramme. Je vois à la droite de la ligne, sur les premiers relèvemens de la chaîne du Rhodope qui dessine le bassin de la Maritza vers l'ouest, des champs de roses nouvellement plantés. Depuis que les Turcs sont partis, le cultivateur bulgare, qui peut jouir maintenant des fruits de son travail, introduit partout les riches produits qui jusqu'ici restaient confinés dans les vallées des Balkans. Sur les parties basses qui longent la rivière, je remarque des champs carrés, couverts d'herbe et entourés de petites digues; ce sont d'anciennes rizières converties en prairies, depuis qu'on a interdit la culture du riz, qui engendrait la fièvre paludéenne. Excellente mesure.

Station de Katanitza : Au milieu du village, composé de chaumières très pauvres, faites en pisé et couvertes de chaume, s'élève un grand bâtiment tout neuf et éblouissant de blancheur. C'est l'école primaire, construite avec les deniers de la commune. Une école d'agriculture a été aussi établie dans ce village, aux frais du gouvernement. Dès la première année, elle comptait soixante-dix élèves, tant le désir de s'instruire est général.

La vallée de la Maritza, que nous descendons, est très bien cultivée. Le seigle est magnifique ainsi que les haricots, qui fournissent la nourriture pour les nombreux jours « maigres. » La seradelle pour fourrage se voit souvent, mais peu de trèfle et de pommes de terre; celles-ci donneraient cependant du profit, car elles viennent bien et se vendent 0 fr. 10 le kilogramme. Les vignes basses sont chargées de grappes.

A Papasly, une jolie mosquée domine des huttes en roseaux, qui paraissent moins confortables que celles de l'Afrique centrale. Yéni-Mahalé, beau village enseveli sous les arbres : encore une grande école toute neuve, et une caserne, neuve aussi, pour la gendarmerie. Partout on laboure avec des bœufs qui sont moins grands que dans la Bulgarie septentrionale, mais plus charnus. Les chevaux sont rares ; on en fait venir de Hongrie, et ils reviennent à 700 ou 800 francs, ce qui paraît énorme en ce pays de bon marché. Pourquoi ne pas en élever sur place? J'oublie le fisc. Sur le pâturage communal paît le troupeau du village. Nous sommes le 20 juin et on coupe déjà le seigle avec une petite faucille à la main, comme au temps de Booz. Hasskeui-Kajadyk : encore un beau bâtiment d'école qui sert en même temps de lieu de réunion pour le conseil municipal. Je n'entrevois aucune église chrétienne ; on les dissimulait autrefois, et depuis l'émancipation, on s'occupe surtout de répandre l'instruction ; cela me confirme dans l'opinion que les rivalités et les haines existent ici entre les races, plutôt qu'entre les cultes. Il n'y a ni ferveur de la part des Grecs ou des Bulgares, ni intolérance de la part des Turcs. La question religieuse n'est qu'une arme de guerre dans les luttes ethniques. Je ne vois nulle part de jachère nue ; tout le terrain est en culture. On bine le maïs à la charrue ; c'est sans doute pour un grand propriétaire ; car déjà on rencontre ici quelques vastes domaines de 1,000 à 4,000 *deunums* appartenant à des Turcs ; ils sont exploités en faire-valoir ou à mi-fruit. Ces latifundia deviennent plus nombreux à mesure qu'on approche de la capitale.

Vers Tirnova, les hauteurs se rapprochent et des deux côtés resserrent la Maritza, dont le courant cependant reste lent, car pour faire tourner les moulins à farine placés sur la rivière, on la coupe par des barrages obliques en clayonnage, qui amènent plus d'eau dans les roues. A Tirnova, se détache un tronçon de chemin de fer de 105 kilomètres, qui se termine à Jamboli, au pied des Balkans.

Hermanly : petit village dominé par une belle école neuve à deux étages et par une mosquée dont le minaret effilé recouvert de fer-blanc étincelle au soleil. A Mustafa-Pacha, nous franchissons la Maritza sur un grand pont en fer, pour entrer dans le vilayet d'Andrinople, c'est-à-dire en Turquie. Andrinople est une ville tout à fait orientale, avec des rues pleines de passans à costume pittoresque et des ruelles bordées de boutiques ouvertes, où s'exercent tous les petits métiers à la vue du public. Mosquée splendide à quatre minarets, précédée d'une vaste cour, où campent des soldats en guenilles. La mosquée est tout l'Orient, parce que l'islamisme repose tout entier sur la foi. Devant le palais du gouverneur, qui semble menacer ruine, se pavanent quelques officiers supérieurs, dont l'uniforme

est couvert d'or ; à côté d'eux, les sentinelles ont des habits troués ; beaux types de soldats, forts, maigres et bronzés. La promenade publique, avec ses eaux courantes, ombragée d'arbres magnifiques, est un lieu charmant. mais il n'y a absolument personne. Les hommes fument la pipe dans les cafés ; les femmes sont cloîtrées dans le harem. Andrinople est la seconde ville de l'empire ; on suppose qu'elle a de 60,000 à 100,000 habitans ; mais personne ne le sait exactement ; il n'y a ni état civil ni statistique. On me montre dans la rue principale les maisons où, lors de la dernière guerre, on voyait chaque matin les cadavres de trois ou quatre Bulgares, pendus pour engager les autres à se tenir tranquilles. Rien ne trahit ici l'influence du chemin de fer ou de l'activité moderne. Le long du boulevard de plus d'un kilomètre qui relie la ville à la gare, trois ou quatre maisons neuves seulement se sont élevées. Ce sont des cafés et un assez bon hôtel, où je soupe à l'ombre des orangers, mais ils sont en caisse, car il faut les rentrer l'hiver.

Le train, qui s'est reposé la veille depuis 4 heures de l'après-midi, repart ce matin à 6 heures. On épargne le charbon qui, venant de Cardiff, rendu ici coûte 25 fr. la tonne. A Kouleli-Bourgas, belle ruine d'un château-fort en pierres de taille d'un fier appareil et dorées à point par le soleil. Les anciens monumens sont extrêmement rares. Ce qui me frappe, c'est l'absence de tout grand travail humain et de capital accumulé. Le pays est vide ; il est vrai qu'on y a tant détruit, brûlé et démoli ! D'ici un embranchement de 112 kilomètres conduit à Dédéagh, qui est le port principal de toute la Roumélie, de préférence à Constantinople. Il exporte beaucoup de céréales et même du vin pour la France : dans plusieurs gares j'ai vu des barriques vides portant la marque de Bordeaux. Le consommateur n'a pas lieu de s'en plaindre ; le vin rouméliote est excellent. Un négociant de Constantinople me dit que la dîme se perçoit encore en nature. On compte les gerbes, l'agent du fisc en prend une sur dix, et le cultivateur, après avoir battu le grain, doit le conduire aux magasins, où il est vendu au marchand. Que d'occasions de tourmenter le contribuable, de malverser, de percevoir des bakchichs ! Comme le paysan ne peut enlever sa récolte avant la visite du décimateur, celui-ci tarde à venir jusqu'à ce qu'on le paie. Si on ne le satisfait pas, il laisse les grains se perdre sur pied. Ce procédé barbare de taxation a été la cause de l'insurrection de l'Herzégovine. On me dit encore qu'on n'exige pas le paiement des contributions sur les maisons par saisie-exécution, comme en Occident ; mais aucune réparation n'est autorisée à moins qu'on ne paie l'impôt arriéré. Si cet arriéré a grossi et que le propriétaire soit gêné, il ne répare pas : l'immeuble se dégrade et enfin tombe en ruines. On voit ainsi, à Constantinople, des maisons dont le grenier ou le

premier étage sont abandonnés aux atteintes des élémens. Le toit est à moitié enlevé, les fenêtres brisées, les parois percées à jour; la famille alors se réfugie au rez-de-chaussée, jusqu'à ce que le tout s'écroule, ce qui ne tarde pas, car les maisons sont en bois et fort mal construites. Il est aussi très difficile d'obtenir le paiement du loyer d'un locataire récalcitrant. Le juge musulman est bon, il a pitié des malheureux. « Vous, propriétaire, vous êtes riche, pourquoi expulser ce pauvre homme qui ne saura où aller? » Alors le propriétaire enlève les tuiles et les portes, afin de rendre la maison inhabitable. Parfois le locataire se venge en y mettant le feu. Les sentimens et les lois sont en rapport avec une société patriarcale, nullement avec notre régime, où règne la dure loi de l'offre et de la demande. Du choc de ces deux façons différentes d'agir et de penser résulte la désorganisation de tout.

Paolo-Keuy, village de gourbis, habités par quelques malheureux privés de tout; point d'étables pour le bétail, qui vague sur la lande nue. Chaque demeure a son nid de cigogne, où les parens apportent à manger aux petits qui battent joyeusement de l'aile; ce sont les seuls êtres heureux ici. A Baba-Eski, commence la grande plaine déserte qui s'étend jusqu'à Constantinople. La terre est fertile, car spontanément elle se couvre de graminées, de papilionacées et surtout de certains lathyrus splendides, mais l'homme ne la fait pas valoir. Par-ci, par-là, on aperçoit des carrés jaunes; ce sont des champs emblavés en froment; mais où sont les fermes dont ils dépendent? On ne les aperçoit pas; elles se cachent dans quelque pli de terrain, loin des terres ensemencées. On peut cultiver à grande distance; car la rotation généralement suivie est celle-ci : on retourne le sol couvert de sa végétation spontanée, tous les sept, huit ou dix ans, quand les genêts deviennent trop abondans. On y sème du froment, rarement du maïs dans cette région-ci; la récolte faite, la terre reste en jachère, offrant un maigre pâturage aux moutons. Il s'ensuit que sur des espaces immenses, on n'aperçoit ni un arbre, ni une maison, ni un être humain : solitude absolue, qui devient plus désolée à mesure qu'on approche de la capitale. Vers Tcherkess-Keuy, la ligne traverse des massifs boisés, mais sans futaie, puis des bas-fonds marécageux où paissent des buffles. A Kabadzé, ancien village de Tcherkesses, des Turcs travaillent la terre, aidés de leurs femmes. Le large pantalon, le fez et la ceinture rouge leur donnent un certain cachet, mais leurs compagnes sont vêtues de coton défraîchi et décoloré. Les musulmans exploitant la terre de leurs mains sont partout assez nombreux et ils ne se distinguent guère des paysans bulgares. Vers Hadem-Keui, le terrain devient crayeux, marneux et sec; la végétation est plus pauvre. Aux alentours d'une caserne récemment construite et devant la

gare, se promènent des soldats, qui offrent l'image du dénûment le plus complet; leurs uniformes sont déchirés, tachés, arrachés et si couverts de poussière et de graisse que le bleu en est devenu gris ou noir; les pantalons sont effilochés en bas, crevés aux genoux et dans les fonds, laissant passer la chemise; beaucoup ont les pieds nus, d'autres portent des opankas. Les officiers seuls ont des souliers; mais leur uniforme est presque aussi délabré. En ce temps de militarisme, l'armée n'est nulle part négligée, pas même dans certains pays où les paysans meurent de faim. Que la misère doit donc être terrible ici! Le sultan, qui se rend chaque vendredi, à la mosquée, protégé par deux files de soldats d'élite bien vêtus, ne se doute pas, probablement, dans quel pitoyable état sont ses vaillantes troupes.

Près de Sparta-Koulé, j'aperçois au loin la mer de Marmara. *Thalassa! thalassa!* Après avoir eu pendant si longtemps sous les yeux des plaines jaunâtres et désolées, quelle joie de voir ces flots d'un bleu intense, parsemés de voiles blanches! L'élément liquide, échappant à l'occupation de l'homme, ne peut être privé de sa beauté naturelle par les mauvais gouvernemens. Au fond d'une anse, bordée de roseaux, chose rare dans l'eau salée, un village riant, des toits en tuiles rouges, une mosquée fraîchement peinte et quelques arbres forment un assemblage de couleurs vives qui charment le regard. Depuis la Bosnie je n'ai pas vu un bel arbre! A Kutchuk-Thekmedgé, voici bien l'Orient : une maison turque, avec ses balcons à grillages de bois, ombragée par d'énormes platanes où se bercent au soleil couchant des familles de cigognes.

Je m'arrête à San-Stefano, où m'attend, au sein d'une famille amie, la plus gracieuse hospitalité : par le train je pourrai en une heure me rendre chaque jour à Constantinople. San-Stefano n'a rien qui rappelle la Turquie. On se croirait dans un village du golfe de Naples. Les maisons blanches qui longent la mer sont habitées par des pêcheurs grecs et par des étrangers. Je suis logé dans une charmante villa qui appartient à l'ambassadeur de Perse. Les cerisiers chargés de fruits et les grenadiers en fleurs ombragent mes fenêtres. Le fond de la salle à manger est fermé par un balcon vitré : on voit, sur la mer azurée, passer tous les navires qui cinglent vers la Corne d'or ou qui en reviennent, et dans le fond, les profils bleuâtres des montagnes de l'Asie. En présence de ce tableau enchanteur on comprend la jouissance du kef oriental. On vient prendre ici des bains de mer dans une eau tiède, si limpide que, quand on y plonge à deux mètres de profondeur, on distingue les nuances charmantes des coquilles et des algues qui tapissent le fond. A droite j'aperçois la maison où a été signé le fameux traité de San-Stefano : c'est un *palazzo* italien, avec un

grand jardin qui longe la mer. Il est vide, on cherche à le vendre, mais on ne trouve pas d'acquéreur même à 30,000 francs, parce qu'il faudrait réparer le mur d'eau, que les vagues ont miné. En France, en Italie, cette belle habitation vaudrait plus de 100,000 francs; mais la gêne est générale et la propriété est exposée ici à tant de hasards et de vexations! La Russie devrait conserver cette demeure où s'est signalée sa prévoyance.

— Je n'ai pas à décrire après tant d'autres les merveilles de Constantinople et de ses environs. Étais-je en mauvaise disposition? le Bosphore m'a rappelé le lac de Côme, et l'arrivée par la mer de Marmara le golfe de Naples, mais les collines et le profil des hauteurs m'ont paru plus uniformes et la végétation est moins méridionale. La bise, qui, l'hiver, vient de Russie, par la Mer-Noire, tue les plantes du midi. Ce n'est qu'aux îles des Princes qu'on trouve des oliviers.

L'impression que m'a laissée tout ce que j'ai vu et entendu à Constantinople est triste. La vue du mal qu'a fait partout la détestable administration turque m'avait profondément irrité; ici je me sens pris d'une vive commisération. Je vois une nation douée de qualités viriles et nobles qui se meurt. Dans l'histoire on parle de la décadence et de la mort des empires. Je n'avais jamais bien compris le sens exact de ces grands mots. Dans toute l'Europe nous apercevons les preuves d'un progrès prodigieux et général, et il nous semble que telle est l'évolution de croissance naturelle aux peuples. A Cologne, le long du Rhin, à Wurzbourg, à Vienne surtout, j'avais vu s'élever des boulevards splendides, des quartiers entiers de maisons élégantes et confortables, des monumens publics de toute sorte, créés par le concours des millions et des arts techniques les plus perfectionnés : églises, musées, universités, théâtres, instituts, palais, parlemens; et ici, dans cette magnifique capitale, que l'on prétend devoir devenir, un jour, le centre du monde civilisé, je trouve, au milieu de la misère de tous, particuliers et gouvernans, les monumens anciens qui tombent en ruines, les maisons qui s'écroulent, les gens qui meurent de faim, le désert qui se fait comme dans les provinces. La question essentielle que tout historien devrait se poser et résoudre est celle-ci : Quelles sont les causes qui produisent le progrès ou la chute des états?

J'entre dans Constantinople par le chemin de fer, qui depuis Yédi-Koulé (les Sept-Tours) jusqu'à la gare centrale, au fond de la Corne d'or, traverse la ville sur un espace d'environ 8 kilomètres, en longeant les anciens murs qui plongent dans la mer. Des deux côtés, on ne voit que maisons délabrées ou à moitié tombées. La longue trouée, où passe la voie, a abattu des centaines d'habitations, la compagnie les a payées; mais l'état qui expropriait n'a,

dit-on, rien donné aux propriétaires; le sultan ne dispose-t-il pas de ce qui appartient à ses sujets? L'un de ces expropriés, avec qui je voyage, envoie depuis dix ans des réclamations aux ministres qui se succèdent; malgré de hautes protections, il n'obtient rien; il y aurait trop à payer à tant de monde! Tout le long des murs d'enceinte et surtout dans leurs voûtes, se sont logés, sous des planches, sous des nattes, sous des branchages, des milliers de malheureux sans abri : on dirait des nids d'hirondelles. On aperçoit les enfans tout nus et les femmes cachées sous des guenilles; car ce sont des familles turques qui sont réduites à ce dernier degré du dénûment.

Je visite cette Pointe du sérail et ce vieux palais des sultans dont M. de Amicis a décrit les splendeurs. C'était jadis un admirable parc où, sous l'ombrage de cyprès séculaires, se succédaient les kiosques dorés, les bains de marbres, les retraites du harem, les pavillons de style mauresque, des édifices somptueux pour les différens services. De tous ces monumens, ravagés par les incendies et successivement abandonnés aux injures du temps, il ne reste presque plus rien : une belle allée de platanes, des murs nus entourant des jardins remplis de choux et d'artichauts; le Tchinili-Kiosk, ravissant édifice de 1466, qui a été réparé parce que M. Reinach y a classé et catalogué le musée des antiques; l'édifice où se conserve le trésor impérial, et la porte auguste, le *Bab-Humaïoun*. L'un de ces carrés de légumes a été transformé en jardin botanique à l'usage de l'école de médecine. J'y vois une foule d'étiquettes, mais presque point de plantes; elles ont été pourtant commandées et payées plus d'une fois. Les employés n'ont reçu que deux mois de leur traitement et hélas! payables en *havalés* (chèques) sur la dîme des moutons en Arménie; ils n'ont pas de quoi vivre. Près de la Sublime-Porte, la ravissante fontaine du sultan Ahmed n'a plus d'eau et la toiture, percée à jour, livre passage à la pluie et à la neige, qui bientôt pourriront ce bijou de l'architecture orientale. Elles n'ont plus de sens les touchantes paroles qui s'y trouvent inscrites en mosaïques d'or et d'azur : « Ouvre la clé de cette source limpide et, en invoquant le nom de Dieu, fais couler cette eau intarissable et pure et prie le sultan Ahmed. »

Sainte-Sophie est le plus bel édifice religieux que j'aie vu. Saint-Pierre de Rome et toutes les églises qui l'imitent : Saint-Paul, à Londres; Sainte-Geneviève, à Paris; Saint-Isaac, à Pétersbourg, sont issus d'une gageure de Michel-Ange, qui voulait élever le Panthéon dans les airs, sur la nef d'une basilique : le vaisseau paraît plus petit qu'il n'est en réalité, et, pour contempler la coupole, il faut se tordre le cou en regardant en l'air; d'aucun point on n'embrasse l'ensemble. Ici, au contraire, la voûte colossale et sublime de Sainte-Sophie apparaît, dès l'entrée, dans sa simplicité

et dans sa majesté. Pourquoi les architectes n'ont-ils pas plutôt copié ce chef-d'œuvre de l'architecture ancienne? Seulement il menace de s'écrouler : les contreforts sont ébranlés; des crevasses se forment; les mosaïques tombent en débris, que l'on vend aux touristes. Quelle désolation! Les monumens de l'Égypte et de la Grèce peuvent durer, même abandonnés par les hommes, parce que les matériaux ont une assiette rationnelle et immuable. Ceux de la décadence romaine, comme les cathédrales du moyen âge, sont des défis à l'équilibre; ils exigent des soins constans pour les défendre contre les élémens et contre l'action des lois de la pesanteur. Si la foi continue à s'attiédir et les revenus des mosquées à s'amoindrir, elles s'écrouleront, au milieu de la misère et de l'indifférence générales. Qui donc, en Orient, a le respect des anciens monumens?

Contre les parois extérieures de Sainte-Sophie et des autres édifices du culte, sont disposées des auges en marbre blanc avec une longue file de robinets en bronze pour les ablutions : l'eau n'y vient plus; les aqueducs sont rompus, les conduites coupées, et personne ne songe à les réparer. Le seul aqueduc qui donne maintenant de l'eau est celui de Constantin. Tout autour de Sainte-Sophie et de l'Atmeidan, la place publique renommée entre toutes, l'ancien hippodrome, où s'élèvent encore l'obélisque de Théodose et l'antique colonne Serpentine, qui provient du temple de Delphes, — c'est-à-dire en plein centre de Stamboul, — on voit de nombreux endroits couverts des débris de maisons écroulées, que nul ne fait rebâtir. Cependant, la situation est excellente et le terrain devrait être très recherché. Non loin de là se trouve la citerne des Mille colonnes, le *Bin-bir-berek*. Elle est bien plus grande que la *piscina mirabilis* de Misène. Colossale, soutenue par des centaines de colonnes antiques, elle suffisait pour donner de l'eau à l'immense population de Byzance. On y pénètre par les pierres amoncelées d'une voûte écroulée, et quelque pauvres femmes y dévident de la soie. Il y a encore la citerne Basileia, en turc *Yérè-batan-serai*, c'est-à-dire « le palais sous terre. » Les empereurs grecs en avaient fait construire plus de vingt dans les différens quartiers. Toutes sont à sec ou même remplies de terre, et la ville manque d'eau pour boire, pour les rites religieux et pour éteindre les incendies. Autour des mosquées se groupent ces jolies constructions à coupoles, les médressés, où vivent les étudians en théologie, qui apprennent à enseigner le Coran. Les ais des fenêtres sont pourris, les carreaux de vitre manquent, le plomb des petites coupoles a des éraflures ou a été volé; le vent et l'eau entrent de toutes parts, beaucoup sont devenus inhabitables.

Je visite les nouveaux palais construits des deux côtés du Bos-

phore : à Dolma-Bagtché, à Bechik-Tach, à Beyler-Bey. Ils font un effet ravissant, reflétés par les eaux pures du Bosphore, mais ils n'ont point de style ; les matériaux sont de détestable qualité : au lieu de marbre ou de pierre de taille, on a employé le stuc et le plâtre ; il faudrait donc beaucoup d'entretien et il fait complètement défaut. On vient d'y préposer le chef des eunuques, alors qu'un architecte et un bon ingénieur ne seraient point de trop ; aussi on aperçoit partout des traces d'infiltration. Au jardin d'hiver, les vitres sont brisées, les colonnes ont perdu leur aplomb ; la décomposition commence. La décoration intérieure de ces palais si vantés a coûté un total inouï de millions ; elle ressemble à celle des cafés genre mauresque de Paris ou de Vienne, mais d'un goût très inférieur. Ces résidences sont complètement abandonnées. Le sultan Abdul-Hamid habite Yildiz-Kiosk, sur les hauteurs, entre deux immenses et affreuses casernes jaune safran, qui déshonorent la vue si belle de Dolma-Bagtché. Abdul-Hamid a peur d'être assassiné ou détrôné et enfermé comme ses prédécesseurs ; on ne sait jamais exactement d'avance à quelle mosquée il ira, le vendredi, pour le selamlik.

Je cause avec un officier turc instruit, qui a vécu à Paris : il a reçu deux mois de solde sur huit. Heureusement qu'on lui donne des rations de riz, de viande, de café, de pain et même du drap pour ses habits, sinon il ne lui resterait qu'à mendier. Mais quelle occasion de malversations et de vols que ces fournitures en nature ! Si l'on veut bien saisir ce que renferme de souffrances pour tous une crise économique, c'est ici qu'il faut venir. Les employés, les militaires même ne sont plus payés ; l'argent qui arrive des provinces va aux créanciers étrangers ; les marchands ne vendent plus et les ministères sont assaillis d'hommes, de femmes surtout, qui réclament ce qui leur est dû en pleurant et en gémissant ; on dirait les lamentations au lit d'un mourant. C'est navrant. On me raconte un apologue qui peint la misère générale. A la fête du baïram, tout vrai musulman fait des largesses à tous ceux qui l'entourent et ordonne quelques fins repas. On félicite un effendi, qui passe pour riche, sur les plaisirs que lui procurera le baïram qui approche. « Hélas ! répond-il, j'ai chez moi une grande armoire qui, la veille de la fête, était naguère remplie d'objets de prix pour les cadeaux et de fins morceaux pour les repas. Hier, je l'ouvre, elle était vide, et une souris y grignotait une vieille croûte de pain. J'appelle mon chat pour que lui, au moins, ait un régal. Il regarde, pousse un miaulement attristé et refuse de prendre la souris. Je compris pourquoi : elle était trop maigre. »

Dans sa dernière course à Constantinople, M. de Blowitz a eu le rare honneur d'avoir avec le sultan une conversation intime, et il en conclut qu'Abdul-Hamid est intelligent, et, ce qui vaut mieux

encore, très disposé à entendre la vérité et à faire le bien. Toutefois, malgré son dévouement à la Turquie, l'éminent correspondant du *Times* avoue que la situation de l'empire est mauvaise, et il l'attribue à sept causes différentes: le *bakchich*, le *havalé*, le harem, les vakoufs, l'absence de routes, la dette flottante et la mauvaise foi de l'Europe. Mais à côté de ces plaies, pires que celles de l'Égypte, parce qu'elles sont plus durables, il y en a bien d'autres, et tout d'abord la procrastination et l'indifférence dégénérant en torpeur. « Si j'avais à composer une devise pour la Turquie, disait M. Baker, je proposerais celle-ci : « Il n'y a qu'un Dieu et le bakchich est son prophète, et *jarin!* à demain! » Cette lenteur à se décider et à agir est sans doute une force pour les diplomates et les ministres de la Porte : sir Drummond Wolff vient d'en faire l'expérience; mais dans certaines maladies l'inaction conduit à la mort. Le sultan pourrait emprunter à M. de Bismarck le mot russe : *Nitchewo* (ce n'est rien) gravé dans une bague de fer que le chancelier ne quitte jamais.

En 1862, M. de Bismarck, ministre à Saint-Pétersbourg, est invité à une chasse impériale. Il se trompe sur le lieu du rendez-vous, et est obligé de prendre une charrette de paysan. « Ces chevaux sont bien faibles, » dit-il. Le cocher répond : *Nitchewo*, et part. « Mais nous n'avançons pas. — *Nitchewo*. » — « Allons donc plus vite! » L'attelage part au galop, mais le frêle équipage verse et se brise. *Nitchewo*, dit le paysan. — Bismarck ramasse un morceau du fer de l'essieu et s'en fait forger une bague, où est gravé le mot qui, d'après lui, résume la Russie. Quand il raconte l'incident, il ajoute : « Mes bons Allemands me reprochent d'avoir trop de patience avec les Russes; ils devraient savoir que je suis seul en Allemagne, dans les momens critiques, à dire : *Nitchewo*, tandis qu'en Russie 100 millions d'individus le répètent à chaque instant. » Combien cela est plus vrai en Turquie! Voici, par exemple, comment se passe, m'assure-t-on, une séance du conseil des ministres. Le sultan est censé y assister ; mais sa dignité l'oblige à rester dans une chambre voisine, et l'un de ses secrétaires vient, à chaque instant, lui rendre compte de la discussion. Les ministres craignant tous d'être disgraciés par le maître ou trahis par leurs collègues, leur seule préoccupation est de ne pas se compromettre. « La question est très grave, » dit le président du conseil. On est d'abord tenté d'adopter l'affirmative, mais que d'objections se soulèvent! — Chacun à son tour prend la parole, et expose avec une égale éloquence le pour et le contre. Le débat se prolonge, nul ne conclut; le conseil finit par décider qu'il s'en remet à la sagesse de sa majesté. Celle-ci, grâce à la douce influence de la nicotine, jouit des béatitudes du kef. Cette discussion sans issue l'ennuie et l'écœure. « *Jarin!* A demain! » dit le sultan ; et il va faire une visite à son harem. L'esquisse qu'on

me fait est-elle exacte de tout point? En tout cas, un maître absolu devant qui tout le monde tremble, à qui nul n'ose dire la vérité et qui, par conséquent, ne sait rien d'une façon précise, doit être si peu propre à conduire une barque assaillie de toutes parts, sur une mer inconnue, qu'il n'a point tort de se mouvoir le moins possible et de répéter avec les lymphatiques : *Quieta non movere.*

Autre fléau, le *morbus monetarius.* La monnaie est rare et le système monétaire est dans un état de confusion pire qu'au moyen âge. On a supprimé à la fois les billets de banque, les *caimés*, et le billon de cuivre, l'instrument des grands et des menus paiemens. De livres turques en or de 22 fr. 50, on n'en voit guère ; ce qui vous passe par les mains, outre quelques *medjidiés* de 20 piastres, ce sont de grands et sales disques en métal blanc, des *altiliks*, des *bechliks* et des piastres, dont la valeur relativement à la livre varie sans cesse. Aussi voit-on, dans chaque rue, des nuées de changeurs, auxquels chacun, et les gens du peuple surtout, doivent payer tribut pour régler les petits achats. Le remède à ce mal intolérable a été indiqué par un économiste spécialement compétent, M. Ottomar Haupt. Il consiste à faire un billon de nickel et de bronze, comme en Suisse ou en Belgique. Qui s'en occupe ? *Nitchewo :* Qu'importe! *Jarin!* A demain!

Mais voici qui est plus grave encore. La Turquie se meurt d'anémie, parce que ses créanciers la saignent à blanc aux quatre membres. Le revenu total est estimé, pour 1883, à 15 millions de livres turques, dont beaucoup de rentrées ne se font pas, et la dette prélève plus de 5 millions. Le conseil d'administration de la dette extérieure a mis la main sur les recettes du tabac, du sel, des spiritueux, du timbre, des pêcheries, des soies et sur le tribut de la Roumélie et de Chypre. D'autres emprunts emportent le tribut de l'Égypte. Chaque année, pour se procurer un peu d'argent comptant, la Porte abandonne une source de revenu. Hier encore, afin d'obtenir 800,000 livres destinées à entretenir les troupes qu'elle réunit en ce moment, elle a donné en gage à la Banque ottomane les recettes du chemin de fer Smyrne-Cassaba. Ce n'est plus là le gouvernement d'un état, c'est la liquidation permanente d'une faillite. Autrefois, les besoins étant moindres, les rentrées étaient irrégulières, et la perception assez indulgente. Maintenant les exigences impitoyables d'une comptabilité rigoureuse à l'européenne mettent en mouvement la dure et informe machine du fisc musulman qui écrase le contribuable. La Porte se trouve dans une situation intenable. Elle n'a pas, il s'en faut, un revenu net de 200 millions de francs, et elle doit soutenir le rang d'une grande puissance, entretenir une forte armée, une flotte de cuirassés, une légion de grands fonctionnaires, un souverain qui coûte au moins 20 millions

l'an, et, en outre, administrer un immense empire, soutenir de temps à autre la guerre contre un puissant voisin, sans cesse comprimer l'insurrection de ses provinces et faire face aux convoitises de ses bons alliés. Maintenir une énorme masse, toujours agitée de mouvemens violens, debout sur une base trop étroite qui se rétrécit et se dérobe, paraît un problème insoluble.

Ce qui empêche tout progrès, c'est le défaut de sécurité pour la propriété et les personnes. Je prends au hasard quelques faits dans mon carnet. Le directeur de la forêt de Bellova appartenant aux chemins orientaux vient d'être enlevé par les brigands; il faut payer 150,000 francs de rançon. Une bande fouille le train au pied de la rampe de Dédéagh, croyant y trouver le directeur général : heureusement, il a retardé son voyage d'un jour et il échappe. Je suis reçu par un haut dignitaire de la cour; le sultan vient de lui faire cadeau d'un très beau domaine, non loin d'une voie ferrée. Je demande quelques renseignemens sur le système de culture. — « Je n'ai pas encore visité ma propriété, me répond le personnage, le pays n'est pas très sûr. » Le département de l'agriculture veut organiser des fermes modèles; mais il n'ose faire résider les élèves à la campagne. Un riche propriétaire me dit qu'il avait des terres en Thessalie : la nouvelle frontière accordée à la Grèce en a laissé une partie sous la Turquie; le reste, qui est devenu territoire grec, a doublé de valeur. Un riche banquier, aux portes de Constantinople, possède une magnifique ferme complètement entourée d'un gros mur comme une forteresse; les brigands y ont fait une brèche et ont emmené les buffles. Quelque temps auparavant, les habitans d'un village voisin sont venus mettre en culture une partie de ses terres; il s'adresse au juge pour rentrer en possession. Le cadi lui fait entendre que ces pauvres gens n'ont pas assez de terrain; il est forcé de transiger, en leur cédant le quart de sa propriété. Il loue une partie de ce qui lui reste à des bergers, qui, la seconde année, ne paient plus le loyer convenu. Il veut les citer devant le cadi; ce n'est plus le même, mais la réponse est semblable. Les malheureux n'ont que leurs moutons, voulez-vous les ruiner? C'est du socialisme agraire, comme on le réclame pour l'Irlande : rien de mieux; seulement, c'est à dégoûter de la propriété. Le Turc est naturellement très humain; il a grand'pitié des pauvres, et jamais il ne maltraite ni un chien ni un cheval. Mais le système n'est pas fait pour encourager l'agriculture. Ajoutez à toutes « ces plaies, » la justice vénale, la succession incertaine, la perception inégale et arbitraire des impôts et vous ne serez pas au bout de la litanie.

A tant de causes de décomposition M. de Blowitz a trouvé un remède. Il y a pour 2 milliards de vakoufs; qu'on les vende : avec le produit, on remboursera la dette flottante, on fera des routes, on paiera

bien les fonctionnaires, qui désormais seront tous intègres, et le pays refleurira : partout coulera le lait et le miel. Quelle étrange illusion! L'Espagne et l'Italie ont vendu les biens ecclésiastiques : l'opération a duré des années ; elle n'a pas préservé la première du déficit chronique et ce n'est pas à elle que la seconde doit le *pareggio*, l'équilibre du budget. Et qui donc achèterait ici tous ces biens, au loin, au fond de provinces que le brigandage rend inhabitables, alors que la terre reste en friche aux portes de la capitale et que se dépeuple peu à peu la plus belle région de l'empire, aux abords de la mer de Marmara et de la mer Égée? M. de Blowitz suit la route qui conduit vers la forêt de Belligrade : « C'est à peine, dit-il, si les derniers échos de Constantinople viennent de s'éteindre, et l'on avance désormais, kilomètre par kilomètre, pendant des heures, dans une solitude nue, sans ombre, sans maison, sans chaumière, sans arbre, ni fleur, ni fruit. Un désert immense, renfermant des centaines de mille hectares de terre inculte, sauvage, abandonnée des hommes et presque de Dieu, c'est invraisemblable! » M. Albert Dumont visite les environs de Rodosto, beau port sur la mer de Marmara et il écrit ici-même (15 juillet 1871) : « Le pays que nous traversons est désert, ce sont d'immenses plaines. La terre est grasse et fertile, mais on ne la cultive pas. De tous les côtés, les villages abandonnés indiquent une ancienne prospérité ; les habitans sont partis, les ronces ont tout envahi. Beaucoup de ces villages étaient encore peuplés, il y a un demi-siècle, d'autres sont déserts depuis longtemps ; le cimetière seul est resté intact. » Sans l'obstination au travail du paysan bulgare, qui a continué à labourer malgré toutes les avanies et tous les pillages, le reste de la Turquie d'Europe serait semblable à cette région-ci principalement habitée par les Grecs. Qui donc voudrait acheter des biens d'église dans un pays que la population abandonne et où la vie est sans cesse en péril?

On a d'ailleurs essayé de vendre des vakoufs. Favoris et ministres les ont achetés au cinquième, au dixième de leur valeur, c'est-à-dire pour rien. On a prélevé sur le trésor de Sainte-Sophie 12 millions de piastres pour commencer un chemin de fer à Trébizonde : rien n'a été fait, et Sainte-Sophie se lézarde. Les vakoufs sont la seule partie de la richesse consacrée à des œuvres d'utilité générale. Supprimez-les, vous hâtez la décadence. La vente faite, on leur donnera, dit-on, un revenu égal ; mais le prix de vente n'arriverait jamais au trésor, ni les revenus aux mosquées, aux écoles, aux fontaines ; il s'égarerait dans les poches sans fond des intermédiaires.

Il y a une objection d'un ordre supérieur et qui touche au fond même du problème. En vendant les vakoufs, le sultan chef des croyans achèverait de tuer le sentiment religieux, déjà si ébranlé.

C'est comme si le pape faisait mettre à l'encan les biens de toutes les églises et de toutes les communautés de la chrétienté. Or tout l'édifice des sociétés musulmanes reposait sur la foi, qui donnait aux fidèles de l'islam l'honnêteté, la bravoure, la charité, le dévoûment sans limites qu'on rencontre encore chez les humbles, soustraits au contact démoralisant de l'Europe. Dans les affaires publiques et privées, nous avons remplacé la vertu par des règlemens, des lois écrites et des mécanismes de contrôle, si parfaits qu'ils font de l'improbité un mauvais calcul. Les Turcs ne connaissent pas cette organisation savante qui tuerait le *bakchich*, et ainsi, l'antique bonne foi disparaissant, naturellement tout se détraque. Un fait a été constaté chez les populations du Pacifique : on leur apporte notre civilisation, elles en meurent. Nous avons introduit en Turquie ces fléaux économiques, les budgets insatiables, les déficits permanens, la dette qui dévore tout et les impôts sans cesse croissans, et, en même temps, les Turcs n'ont pas compris cette vérité élémentaire que la poule ne peut pondre si on lui ôte sa nourriture et si on la moleste. Ceci me semble indiquer le vrai remède aux maux qui tuent l'empire ottoman et tous ceux qui lui sont soumis. Donnez aux provinces un régime de liberté et d'autonomie qui assure aux rayas la jouissance paisible des fruits de leur travail; ils cultivent bien ; ils enrichiront le pays, ils rempliront le trésor, et la Porte, pour les comprimer, n'aura plus à livrer ses dernières ressources aux banquiers de Péra.

Qu'on y prenne garde : la chute de l'empire ottoman doit tenir à des causes très profondes. Elle a commencé à la défaite sous les murs de Vienne en 1683 et, depuis, elle ne s'est plus arrêtée. La Turquie a perdu successivement la Hongrie, la Transylvanie, la Croatie, la Bessarabie, la Serbie, la Grèce, la Valachie, la Moldavie, la Bosnie, la Bulgarie, la Roumélie, la Thessalie, Alger, Tunis, Chypre, Massouah, et aujourd'hui, avec le système « de l'occupation temporaire sous la suzeraineté du sultan, » — une trouvaille ! — l'amputation se fait si facilement que le tronc ne semble point la sentir. Comme le disait jadis Guizot et comme le répètent, presque dans les mêmes termes, les deux chefs du seul pays qui ose s'exprimer franchement en cette matière, M. Gladstone et lord Salisbury, la Porte doit assurer à ses provinces un gouvernement tolérable, sinon elle les perdra une à une, et le sultan n'aura plus qu'à se transporter en Asie. Alors se réaliserait cet idéal exposé ici même par Saint-Marc Girardin, à propos d'un livre d'un Grec éclairé, Dionis Rattos, oublié aujourd'hui, mais très bien accueilli en son temps : la confédération balkanique, avec Constantinople ville libre et port franc.

ÉMILE DE LAVELEYE.

LES RELATIONS

DE

LA FRANCE ET DE LA PRUSSE

DE 1867 A 1870

II[1].

L'ALLEMAGNE, AU LENDEMAIN DE L'AFFAIRE DU LUXEMBOURG. — L'ARTICLE 5 DU TRAITÉ DE PRAGUE.

I.

Tandis qu'à Paris on célébrait la concorde et l'indépendance des peuples, à Berlin on ne s'inspirait que de l'esprit de conquête et d'asservissement. Le contraste était frappant, on ne manquait pas de le faire ressortir avec amertume en Allemagne. Les passions s'agitaient plus véhémentes que jamais au nord et au midi. Les opprimés et les violentés relevaient la tête; depuis que l'évacuation du Luxembourg avait tourné à la confusion du parti militaire en Prusse, elle servait de thème à leurs attaques et de prétexte à leurs ressentimens. Ils disaient qu'on avait livré une place allemande depuis cinquante ans, que l'Autriche avec son armée de 700,000 hommes n'était plus là pour défendre le territoire d'une confédération qui n'existait plus. Ils ajoutaient que Rastadt, Ulm n'étaient plus protégés et que l'occupation de Mayence par des régimens prussiens, sujette à contestation, pouvait fournir des prétextes à une guerre qui trouverait les frontières de l'Ouest les plus menacées entièrement à découvert.

Il était temps que le comte de Bismarck revînt pour tenir tête aux mécontens et rendre au gouvernement son autorité et son pres-

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier.

tige. Il était attendu impatiemment. Ses amis sentaient que seul il était capable de mener à bonne fin l'œuvre qu'il avait improvisée, et ses adversaires, si nombreux alors à la cour et dans les sphères officielles, tenaient à lui en laisser l'entière responsabilité. Comment ne pas croire à la sincérité des protestations pacifiques dont il s'était montré si prodigue à Paris en voyant les difficultés avec lesquelles il allait se trouver aux prises à son retour?

Depuis son départ, comme dans l'automne 1866, lors de sa longue retraite à Varzin, les rouages du gouvernement, qui se compliquaient de l'annexion des nouvelles provinces et de la création de la Confédération du Nord, avaient peine à fonctionner. On ne savait quelle direction prendre en face des résistances qui se manifestaient de toutes parts. Il semblait que la tâche qu'on avait entreprise eût dépassé le but, qu'on eût trop auguré de la force d'assimilation de la Prusse. On constatait qu'on ne faisait aucun progrès dans les états violemment incorporés dans la monarchie, que les esprits restaient montés au même diapason, frondeurs, méprisans pour les avances de l'administration (1). Des manifestations hostiles se produisaient partout, passives ou turbulentes, suivant le tempérament des populations. Le Hanovre refusait de faire litière de son passé et de rompre les liens séculaires qui l'attachaient à sa dynastie; ses officiers et ses soldats attendaient, embrigadés par milliers à l'étranger, une occasion de venger Langensalza. La Hesse ressentait l'injure de la conquête, au point de regretter l'électeur, le plus impopulaire des souverains; dans le Nassau et à Francfort, les fonctionnaires étaient comme des parias, voués à l'isolement. Partout restait vivant le souvenir de la guerre fratricide.

En face de ces ressentimens, les esprits éclairés déploraient que la politique de conquête eût prévalu dans les conseils du gouvernement. Ils regrettaient que la Prusse, sous le coup de l'émotion produite par ses immenses succès militaires, n'eût pas maintenu la Confédération germanique. Entourée comme elle l'était du prestige de ses victoires, elle aurait pu faire accepter cette œuvre d'enthousiasme par l'Allemagne tout entière. L'élan eût été unanime, la prépondérance de la Prusse reconnue, et l'union accomplie en harmonie

(1) Dépêche d'Allemagne. — « Les populations des nouvelles provinces sont loin d'être pénétrées encore de cet amour filial que le roi Guillaume a l'ambition d'inspirer à tous ses sujets anciens ou nouveaux. Ce ne sont pas les procédés de sa bureaucratie, les mesures vexatoires qu'elle leur applique et les lourdes charges qu'elle leur impose qui les réconcilieront de sitôt avec leur sort. Aussi les difficultés que la Prusse rencontre dans son œuvre d'assimilation ne font-elles qu'augmenter de jour en jour; l'avantage de faire partie d'une grande agglomération, qui a pu séduire les masses, ne les émeut plus. Les violences qu'elles endurent ne sont pas de nature à leur faire oublier leur histoire et le bien-être insouciant dont elles jouissaient autrefois. »

avec le sentiment général. On aurait pu dire, sans soulever d'inquiétantes protestations en Europe, que rien n'était changé dans la Confédération germanique, si ce n'est que l'Autriche y était en moins. La Prusse pouvait prétendre à venir au lieu et place de l'ancienne diète et éviter ainsi les discussions irritantes qui s'étaient élevées dès le lendemain de la guerre et qui pouvaient s'élever encore à propos des places fortes. C'était la politique poursuivie en 1849 par le général de Radowitz; la Prusse formait une union restreinte avec les états du Nord et, sous son hégémonie, une confédération de tous les états allemands, alliés à l'Autriche. C'est ce qu'on appelait la grande union de l'Allemagne.

On se méprenait étrangement sur la pensée qui avait présidé à la guerre de Bohême. C'est à la Prusse seule qu'on songeait alors pour l'organiser compacte, centralisée; le gouvernement et les partis n'étaient soucieux que de sa grandeur: ils exploitaient l'idée allemande au profit de l'idée prussienne. « Je suis plus Prussien qu'Allemand, » disait le comte de Bismarck au général de Govone, à la veille de la guerre. Le roi, après ses victoires, ne pensait plus qu'à s'arrondir aux dépens de ses anciens confédérés, certain que personne ne serait en état de l'empêcher « de faire un tout de ses possessions. » — « Je ne connais pas de plaisir plus grand pour un mortel, disait Frédéric II après la campagne de Silésie, que de réunir et de joindre des domaines pour faire un tout de ses états. » On tenait à se rembourser des frais de la guerre et à reconstituer le trésor militaire qui avait permis d'entrer en campagne sans demander de crédits aux chambres. Il fallait aussi des dotations aux généraux, des places à la bureaucratie, et le parti féodal se souciait peu du parlement allemand, que M. de Bismarck, avant de rompre avec l'Autriche, réclamait à la diète dans son projet de réformes. Les conservateurs ne voyaient pas sans appréhension l'extension de la Prusse au-delà du Main, il leur répugnait d'entrer dans une union avec le Sud dépassant les limites d'une alliance militaire et économique. Ils sentaient qu'une fusion plus intime nécessiterait un organe central dangereux pour leurs prérogatives; ils prévoyaient qu'ils seraient débordés, que leur influence serait paralysée par l'appoint considérable que les députés du Midi apporteraient au parti libéral prussien. Leur programme était bien moins ambitieux que celui du premier ministre, qui, pour accomplir son œuvre, n'hésitait pas à rompre avec ses principes réactionnaires et à pactiser avec la révolution.

Du reste, dans ce fatal mois de juillet 1866, le gouvernement de l'empereur avait perdu le sang-froid et la clairvoyance. Il ne se serait pas prêté à la reconstitution de la Confédération germanique, sous l'hégémonie de la Prusse et sous le contrôle de l'Europe; il

songeait à réclamer, aussitôt la paix conclue, Mayence et le Palatinat, sans avoir une armée au service de ses revendications. N'avait-il pas refusé de s'associer à la Russie, qui, dès le lendemain de Sadowa, demandait un congrès en déclarant qu'elle ne reconnaîtrait pas les transformations territoriales que la Prusse poursuivait en Allemagne (1)?

Le cœur saigne au souvenir de ces temps néfastes, où s'est écroulée, en un clin d'œil, la fortune de la France, si laborieusement édifiée par son génie et la persévérance de son patriotisme.

Le comte de Bismarck était un politique réaliste. Il tenait la guerre pour inévitable, malgré les assurances pacifiques qu'il rapportait de Paris; il entendait avoir tous les atouts dans son jeu le jour où se résoudrait sur les champs de bataille la question de prépondérance posée entre la France et la Prusse depuis 1866. Il se remit à l'œuvre sans désemparer avec son indomptable énergie. Il pouvait s'en rapporter au ministre de l'intérieur pour réorganiser et apaiser les provinces conquises, c'était affaire de patience, de tact et de procédés. Mais seul il était capable d'imposer à des souverains alliés, qui s'étaient fidèlement et vaillamment comportés dans les rangs de l'armée prussienne en face de l'ennemi, une constitution qui limitait leurs droits régaliens et les réduisait au rang de vassaux. Il savait colorer les sacrifices et vaincre les résistances; il avait l'esprit qui persuade et la volonté qui commande. Il se montrait d'ailleurs très large sur les questions qui touchent à l'amour-propre, il laissait à ses confédérés tout ce qui est apparent dans l'exercice de la souveraineté.

Il était plus malaisé d'obtenir des cours méridionales, dont l'existence indépendante était solennellement garantie par le traité de Prague, de renoncer à leurs prérogatives diplomatiques, de céder l'administration de leurs postes et de leurs télégraphes, de placer leurs armées sous les ordres de la Prusse et de les réorganiser suivant ses exigences. Elles pouvaient motiver leurs fins de non-recevoir par l'hostilité du sentiment public et des chambres. Malheureusement il ne leur était pas permis d'oublier les traités d'alliance offensive et défensive qu'elles avaient signés dans une heure d'affolement, au mois d'août 1866. Elles se trouvaient en face d'un créancier intraitable qui avait su se prémunir contre l'oubli de la foi jurée.

En imposant au grand duché de Bade, à la Hesse, au Wurtemberg et à la Bavière des contributions de guerre, des cessions de territoires et des traités d'alliance impliquant des conventions militaires, M. de Bismarck n'avait pas perdu de vue les intérêts éco-

(1) *La Politique française en 1866*, ch. v, p. 239. — *M. Benedetti au quartier-général prussien.*

nomiques qui les rattachaient à la Prusse. Il avait déclaré le Zollverein dissous par le fait de la guerre et s'était réservé, dans une pensée facile à saisir, la faculté de les exclure de l'union douanière, à bref délai, suivant son bon plaisir, en suite d'une simple dénonciation semestrielle. C'est avec cette épée de Damoclès, suspendue sur la tête des gouvernemens du Sud, qu'il comptait avoir raison de leurs dernières résistances. Le Zollverein était pour eux une question d'existence, ils en retiraient pour l'alimentation de leur budget les ressources les plus importantes. Ce n'était pas au moment où ils avaient à payer des contributions de guerre et à recourir à des emprunts pour satisfaire aux exigences du vainqueur qu'il leur était permis de discuter la légalité de la dénonciation que le cabinet de Berlin s'était réservée, et de protester contre la violence qui leur était faite. Ils auraient pu, il est vrai, s'entendre, pour constituer entre eux une association douanière séparée. Mais, indépendamment du contre-coup qu'une résolution aussi grave n'eût pas manqué d'exercer sur leurs finances et leur industrie, ils se seraient trouvés en face d'obstacles géographiques presque insurmontables, depuis que la Prusse avait refait la carte de l'Allemagne à son profit.

Telle était la situation que les événemens de 1866 avaient faite aux cours du Midi. Le Cyclope consolait Ulysse en lui disant qu'il serait dévoré le dernier: c'est la consolation que leur laissait le comte de Bismarck. Leur sort n'était pas enviable. Privées par la dissolution de la Confédération germanique des points d'appui qu'elles étaient habituées à trouver à Vienne et à la diète de Francfort, elles étaient entraînées à la dérive sans direction, sans plan de conduite, se méfiant les unes des autres, en proie à leurs jalousies traditionnelles, au point de préférer subir la tutelle de la Prusse plutôt que de constituer nne union indépendante qui aurait pu assurer à la Bavière une situation prépondérante. D'ailleurs le grand-duc de Hesse faisait déjà partie pour un tiers de la Confédération du Nord, et le grand-duc de Bade, sous l'influence du roi Guillaume, son beau-père, était le dissolvant naturel pour faire échouer toutes les tentatives d'une confédération séparée avec un parlement fonctionnant parallèlement avec celui du Nord. Au fond ces cours spéculaient secrètement sur une entente entre la France et l'Autriche pour les relever de leur abaissement. C'est avec leur aide, sans oser ouvertement l'invoquer, de peur d'ameuter les passions populaires, qu'elles espéraient reconquérir un jour leur indépendance (1).

(1) Dépêche d'Allemagne. — « Depuis la confédération du Rhin, a dit M. de Dalwigh, les petits états avaient vu dans la France une protectrice intéressée peut-

Voici, du reste, le tableau qu'une correspondance d'Allemagne, adressée au ministère des affaires étrangères, traçait au lendemain de la guerre : « Les gouvernemens du Midi présentent, pour l'heure, le spectacle le plus attristant. On pourrait leur appliquer le mot de Tacite : *Ruere in servitutem*. Tout les porte à se jeter dans les bras de la Prusse : leurs intérêts économiques menacés, la peur de la révolution et la crainte que leur ont laissée nos demandes de compensations territoriales.

« Le Wurtemberg, à en juger par les débats de son parlement, paraît particulièrement soucieux de son autonomie. Mais le parti démocratique y grandit chaque jour, ses idées pénètrent jusque dans les rangs de l'armée, et la cour, préoccupée de la révolution, au lieu de s'associer aux sentimens des masses et de lutter pour le maintien de ses prérogatives, se montre disposée, pour l'heure, à resserrer plutôt qu'à détendre les liens qu'elle a contractés à Berlin. C'est d'ailleurs à Pétersbourg que le roi et la reine Olga puisent leurs inspirations, et ce n'est pas le prince Gortchakof (1) qui les détournera de leurs tendances prussiennes, au moment où les relations entre l'empereur Alexandre et le roi Guillaume paraissent empreintes de tant de cordialité.

« La situation de la Bavière ne diffère guère de celle du Wurtemberg. C'est le même désarroi, plus marqué encore avec un souverain qui sacrifie au culte de l'art les devoirs de sa couronne. Ce sont les mêmes perplexités chez les hommes politiques, les mêmes tiraillemens, avec cette différence, toutefois, que le mouvement

être, mais sûre. La guerre désastreuse de l'an dernier les a mis à la merci du cabinet de Berlin. Nous savons que les concessions que nous avons dû faire à M. de Bismarck sont un large pont jeté sur le Mein, un acheminement marqué vers l'unité. Nous n'avons aucune confiance dans sa bonne foi, la situation qu'il nous a faite n'est pas tenable, et, à moins d'une intervention victorieuse de la France et de l'Autriche, nous serons forcés d'entrer dans la Confédération du Nord. Bade ne demande qu'à être étranglé, le Wurtemberg le sera malgré lui; il n'y a que la Bavière qui conservera une ombre d'indépendance. M. de Bismarck, il est vrai, a déclaré hautement qu'il ne nous demanderait pas de nouveaux sacrifices; mais, lorsque j'ai voulu prendre acte de ses paroles, les considérant comme une renonciation à l'idée de faire entrer Hesse-Darmstadt dans la confédération du Nord, il m'a fait entendre que j'exagérais la portée de ses déclarations. Il a ajouté : « Quand le moment viendra, nous saurons ce que nous aurons à dire à l'Autriche; quant à la France, nous l'attendrons, nous sommes prêts. » Ce langage, a dit M. de Dalwigh, M. de Bismarck me le tenait la veille du jour où il partait pour Paris avec le roi. Il ne l'eût pas tenu, sans doute, s'il croyait à votre supériorité militaire, mais ici tout le monde affirme que votre armée est en mauvais état et qu'on aura l'avantage sur vous. »

(1) Le prince Gortchakof, à son retour de Paris, s'était arrêté à Stuttgart. Loin d'encourager la cour dans ses résistances aux empiétemens de la Prusse, il lui donnait le conseil de s'en accommoder. « La Prusse, disait-il, ne nous a donné que des satisfactions, elle a été d'une correction irréprochable dans la question polonaise, et jamais elle ne suscitera d'ennuis à notre politique. »

antiprussien part d'en haut, au lieu de se manifester, comme en Wurtemberg, dans les classes inférieures, mêlé à l'élément républicain.

« La cour de Darmstadt accepte dans la forme, avec les apparences de la résignation, le sort que les événemens lui ont imposé ; mais, dans ses épanchemens intimes, le grand-duc se plaindrait amèrement des blessures faites à sa dignité et des atteintes portées à ses prérogatives ; il ne se ferait d'ailleurs aucune illusion sur les épreuves qui l'attendent encore et dont les gazettes prussiennes le menacent journellement. Son premier ministre, plus exubérant, ne cache pas ses ressentimens et ne craint pas d'invoquer « les pantalons rouges ; » il prétend qu'ils ne sauraient tarder longtemps.

« Quant à la cour de Bade, elle est entièrement inféodée à la politique prussienne ; s'il ne dépendait que du grand-duc, il sacrifierait sa couronne sans hésitation et sans scrupules à l'ambition de son beau-père. On peut être certain qu'en toute circonstance il jouera le jeu du cabinet de Berlin et qu'il ne négligera aucun effort pour rendre illusoires les stipulations du traité de Prague.

« En résumé, si, dans le nord de l'Allemagne, on procède énergiquement, et sans perdre une seconde, à l'assimilation politique et surtout militaire des nouvelles provinces, dans le Midi, au contraire, on vit au jour le jour, sans boussole, sans initiative, embarrassé d'une indépendance à laquelle on n'est pas habitué et dont on ne sait pas tirer parti. Il importerait de trouver une formule qui permettrait de se grouper et d'agir en commun contre les empiètemens de la Prusse, mais c'est à qui ne subordonnera pas ses intérêts à ceux de son voisin. »

Les plaintes et les récriminations qui se manifestaient des deux côtés du Main n'avaient pas le don d'impressionner le comte de Bismarck. Il ne s'attendrissait sur le sort de personne, il ne sacrifiait qu'à la raison d'état ; il avait foi en son œuvre et il était convaincu que, le jour où elle serait glorieusement accomplie, ceux qui, aujourd'hui, le vouaient aux gémonies, seraient les premiers à lui élever des statues. Il estimait que les regrets affichés bruyamment pour les dynasties dépossédées n'étaient pas bien profonds, car ils juraient, disait-il, avec l'indifférence que, la veille encore, les populations manifestaient à leurs princes. Il était convaincu que les annexés finiraient, tôt ou tard, par reconnaître l'avantage de faire partie d'un grand état de même nationalité, et, qu'après une transition trop brusque pour n'être pas douloureuse, ils s'habitueraient peu à peu au nouvel état de choses en voyant leurs intérêts locaux et leurs habitudes plus ou moins ménagés.

Les idées du roi Guillaume n'étaient pas aussi rigides : il était humain, compatissant ; son patriotisme n'était ni étroit, ni tyran-

nique; il comprenait les regrets de ses nouveaux sujets, il adoucissait leurs amertumes par son aménité. Mais ses conseillers et sa bureaucratie n'avaient pas, sur les devoirs des gouvernemens envers les populations conquises, les sentimens qu'en France on professait déjà au XVIe et au XVIIe siècles. « La manière d'entretenir et retenir pays nouvellement conquestés, disait Rabelais dans un naïf et touchant langage, n'est comme a esté l'opinion erronée de certains esprits tyranniques à leur dam et déshonneur, les peuples pillant, forçant, tourmentant, ruinant, mal vexant et régissant avec verge de fer... Comme enfant nouvellement né, les fault allaicter, bercer, esjouir, les choyer, espargner, restaurer. Ce sont les philtres, les charmes, les attraicts d'amour moyennant lesquels, pacifiquement, l'on retient ce que l'on a péniblement conquesté (1). »

Le comte de Bismarck se souciait peu de la philosophie de Rabelais, des préceptes de La Bruyère, de Bossuet et de Montesquieu. La générosité manquait à ce merveilleux esprit. Il ne voyait que le but : l'unification et la germanisation; il n'admettait pas les résistances, il réclamait les soumissions aveugles, immédiates; il poursuivait l'assimilation des provinces conquises par les voies rapides. Il invoque aujourd'hui des exigences gouvernementales (2) pour recourir aux mesures d'un autre âge, il procède systématiquement à de véritables exodes, sans s'arrêter aux plaintes de ceux qu'il arrache à leur sol natal :

Nos patriam fugimus, nos dulcia linquimus arva.

L'Europe, jadis si prompte à s'émouvoir, assiste à ces exécutions sommaires, attristée, silencieuse. Les gouvernemens évitent de protester et les parlemens restent muets; mais l'histoire manquerait à ses devoirs si elle bornait sa tâche à la glorification du succès. Elle ne saurait sanctionner des théories gouvernementales incompatibles avec l'esprit et les mœurs des temps modernes.

Si le comte de Bismarck restait insensible aux plaintes que ses mesures soulevaient au nord, il ne compatissait pas davantage aux

(1) Voir le remarquable ouvrage de M. Albert Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, livre Ier, *les Mœurs politiques*.

(2) Le prince de Bismarck est assez sûr de sa puissance et de sa volonté pour annoncer longtemps à l'avance à qui veut l'entendre les projets qu'il médite et qu'à un jour donné il mettra à exécution. Il disait, il y a quelques années déjà, qu'aussitôt sorti du *Culturkampf*, il procéderait dans les nouvelles provinces à l'expulsion violente des élémens étrangers, qui, par leur présence, entretiennent les regrets du passé et retardent l'assimilation. Le chancelier ne se préoccupe pas des représailles; il reconnaît à tout état le droit de dénoncer l'hospitalité à ceux qui lui portent ombrage; il trouve que les Allemands qui vivent à l'étranger sans remplir leurs devoirs envers la mère patrie ne sont pas dignes de la sollicitude de leur gouvernement.

mécontentemens et aux inquiétudes qui se manifestaient au midi. L'anarchie morale qui régnait au-delà du Main n'avait rien qui pût l'effrayer ; elle ne pouvait que faciliter et hâter sa tâche. Le sentiment de la peur était son plus utile auxiliaire auprès des souverains, et il ne doutait pas que, s'ils hésitaient encore à se plier sous sa volonté, leur parti ne fût pris bien vite entre l'hégémonie de la Prusse, qui ne leur enlevait qu'une partie de leur indépendance, et la révolution, qui les renverserait de leurs trônes. Mais il entendait ne rien précipiter ; il était trop avisé pour abuser de ses avantages, il préférait temporiser, négocier, plutôt que de provoquer des situations violentes qui, en le mettant en contradiction avec ses déclarations officielles, auraient soulevé peut-être des difficultés internationales. Sa politique lui commandait de se montrer conciliant avec les gouvernemens disposés à respecter leurs engagemens. Il avait trop pratiqué les cours allemandes pour ne pas connaître leurs susceptibilités et leurs méfiances ; c'est en ménageant leur amour-propre, en évitant toute pression ostensible, en colorant ses exigences de l'idée nationale, qu'il comptait les amener à ajouter aux sacrifices que leur avait coûtés la guerre le plus grand de tous : celui de leur indépendance. Imposer aux ministres convertis à sa politique des conditions trop dures ne pouvait servir qu'à fournir des armes à leurs adversaires et à précipiter leur chute.

Le cabinet de Berlin désirait avant tout ménager et consolider le ministère bavarois, violemment battu en brèche par les partis extrêmes. Le prince de Hohenlohe était alors premier ministre en Bavière. Il avait hérité d'une lourde et pénible succession ; il remplaçait le baron de Pfordten, dont la politique ambiguë avait valu à son pays d'humiliantes défaites, une perte de territoire et une grosse rançon. Le président du conseil du roi Louis offrait à M. de Bismarck toutes les sécurités ; ses attaches prussiennes, son talent et sa loyauté l'autorisaient à croire que, sans manquer de fidélité à son souverain et à son pays, il ne serait pas défaillant le jour où on lui demanderait d'exécuter les traités d'alliance souscrits par son prédécesseur.

La Bavière, dominée par les événemens, en était réduite, pour n'avoir pas su pressentir le vainqueur en 1866 et répondre à ses avances, à transiger avec d'implacables nécessités. Les temps étaient passés où un ministre ambitieux, M. de Montgelas, cherchait ses points d'appui à l'étranger. On ne pouvait plus aspirer à être la seconde puissance en Allemagne, l'arbitre écouté entre l'Autriche et la Prusse ; il ne restait plus qu'à se précautionner contre de dangereux empiétemens et à défendre les dernières prérogatives de la couronne. Il fallait, pour s'acquitter d'une tâche pareille, de l'abnégation, une rare souplesse d'esprit et surtout l'autorité que donne

une grande situation personnelle. Incliner du côté de la Prusse, c'était exaspérer les particularistes; réagir contre sa politique, c'était provoquer l'indignation des nationaux. Plus le parti patriotique, composé de catholiques et de démocrates, marquait des tendances exclusives, plus le parti libéral, par haine de l'ultramontanisme et du radicalisme, affirmait le sentiment de l'unité.

C'est dans ces conditions que le prince de Hohenlohe, dès son entrée au pouvoir, traça devant les chambres, dans un long discours, le programme de sa politique. Il évita toute allusion à une confédération séparée, prévue par le traité de Prague, il répudia tout protectorat étranger, soit autrichien, soit français, il proclama en revanche la nécessité d'une intime alliance politique et militaire avec la Prusse, fondée à la fois sur le sentiment national et sur les intérêts économiques de l'Allemagne.

Le langage que nous tenait le prince de Hohenlohe n'avait rien d'équivoque; il nous disait, dès son avènement au pouvoir, qu'il considérait l'alliance de la Prusse comme une nécessité. Il ne se faisait pas d'illusions sur le sort de la Bavière, il ne doutait pas qu'elle ne fût absorbée un jour, mais il estimait que son existence serait maintenue longtemps encore si, au lieu de rester isolée, elle prenait résolument son point d'appui à Berlin. — Il en coûtait à notre diplomatie de s'incliner devant des idées aussi nettement formulées; elle faisait observer qu'un pays de cinq millions d'âmes n'était pas si faible qu'il ne pût, au moyen d'un système d'alliances virilement conçu, sauvegarder son autonomie; elle pensait que c'était chose grave de s'engager dans une voie qui conduirait fatalement à la médiatisation et que, vis-à-vis d'un roi de vingt ans et d'une opinion si manifestement hostile à ces tendances, une telle résolution prenait une gravité exceptionnelle.

Le ministre dirigeant du roi Louis n'en maintenait pas moins son programme. Rester fidèle aux traités d'alliance signés avec la Prusse et se mettre en mesure de pouvoir les exécuter, le cas échéant; — chercher à créer un lien national entre le Nord et le Midi, sans aliéner l'autonomie du pays, — reconstituer l'association douanière sans s'exposer à une médiation économique, — et rattacher l'Autriche à l'Allemagne, — telles paraissaient être les lignes principales de sa politique. C'est tout ce qu'à Berlin on pouvait demander à un ministre, miné à la cour par des influences occultes, harcelé dans les chambres par une coalition passionnée et traîné chaque jour sur la claie par la presse cléricale et démocratique. Mais c'était plus que ne voulait la Bavière; le parti ultramontain et le parti avancé protestaient à l'envi contre un programme qui plaçait, disaient-ils, les destinées du pays dans le cabinet militaire du roi de Prusse. Le président du conseil dut atténuer ses

tendances, tant à la tribune que dans ses entretiens avec les chefs parlementaires. Il avait parlé en homme d'état qui compte avec les réalités, mais son langage dépassait la sagesse du pays et ne répondait pas à ses instincts.

Les masses en Bavière étaient moins passionnées pour le sentiment de l'unité que pour la liberté. Il en était de même dans tout le Midi. Dès le lendemain de 1815, des tribunes s'étaient élevées à Munich, à Stuttgart, à Carlsruhe, malgré les réclamations de la Prusse et de l'Autriche. En 1848, on avait protesté non-seulement contre la constitution que le parlement allemand venait de décréter à Francfort, mais une partie de l'assemblée constituante s'était retirée à Stuttgart pour se défendre contre l'hégémonie prussienne, et la république était proclamée dans le grand-duché de Bade.

Ces souvenirs, auxquels s'ajoutaient les ressentimens de 1866, étaient trop récens pour ne pas imposer au ministre dirigeant du roi Louis une grande circonspection dans ses négociations avec la Prusse. Il avait à se justifier du reproche d'être l'exécuteur complaisant des volontés du cabinet de Berlin. Et cependant ce n'était pas le prince de Hohenlohe qui avait signé les traités d'alliance, il les avait trouvés dans les archives de son ministère. Il avait en revanche sauvegardé, dans une mesure inespérée, les intérêts économiques de la Bavière lors de la reconstitution du Zollverein; il avait refusé obstinément de livrer à la Prusse les postes et les télégraphes, et dans les pourparlers au sujet des places fortes et de la réorganisation de l'armée, il avait prouvé qu'il n'était pas homme à sacrifier l'autonomie militaire de son pays. Au lieu d'être secondé dans ses efforts par ses collègues du Midi, il n'avait rencontré que du mauvais vouloir ou des arrière-pensées mesquines à Stuttgart et à Carlsruhe. A l'intérieur, ses difficultés n'étaient pas moins grandes. Les affaires les plus urgentes restaient pendant des mois accumulées dans le cabinet du roi; la présidence du conseil n'était qu'illusoire, car chaque ministre agissait à sa guise, la solidarité n'existant pas dans les actes du gouvernement (1). Aussi le prince

(1) Dépêche d'Allemagne. — « Le pont en pierre construit sur le Rhin, entre Manheim et Ludwig-hafen, destiné à relier les lignes ferrées du grand-duché de Bade et de la Bavière rhénane, sera inauguré dans le courant du mois d'août. On s'était flatté que le roi Louis rehausserait par sa présence l'éclat de cette fête. On y comptait d'autant plus qu'il s'est refusé, depuis son avènement au trône, à visiter le Palatinat, qu'on a aujourd'hui un véritable intérêt à ménager, car les populations de cette province se montrent particulièrement mécontentes de l'impôt projeté sur le tabac et de l'aggravation des charges que leur vaut le nouvel état de choses en Allemagne. Le baron Charles de Rothschild s'était rendu à Munich, au nom de la compagnie du chemin de fer de Ludwig-hafen, dont il est le président, pour inviter Sa Majesté bavaroise. Mais, malgré sa grande situation financière et l'appui qu'il a prêté récemment au crédit de la Bavière, il n'a pas pu, bien qu'appuyé par le président du conseil,

de Hohenlohe offrait-il souvent sa démission, impatient d'être délivré d'un fardeau aussi pénible et si peu digne de son nom. Sans les instances de son frère, le duc de Ratibor, et de son beau-frère, le duc d'Ujest, et sans son amour pour la cause publique, il eût abandonné un poste ingrat, pour laisser à d'autres le soin de se défendre contre des attaques passionnées. Mais la pénurie des hommes d'état était si grande en Bavière, qu'on ne savait par qui le remplacer (1).

Telle était la situation à Munich, et c'est parce que M. de Bismarck s'en rendait compte, qu'il avait pu à Paris, sans rien concéder, parler de son désintéressement à l'endroit du Midi. Il n'en poursuivait pas moins, sous main, avec une ardeur infatigable, la réorganisation des armées méridionales et leur fusion avec les armées du Nord, et c'est pour permettre aux gouvernemens de Bavière et de Wurtemberg d'arracher aux chambres la sanction des traités d'alliance et des conventions militaires, qu'il évitait toute pression ostensible.

II.

L'exposition était dans son plein, lorsque dans les premiers jours de juillet la reine Augusta parut à la cour des Tuileries. Elle était venue sans apparat, suivant les habitudes de la maison de Prusse, avec une suite peu nombreuse, sous le voile de l'incognito. Elle s'effaçait volontiers, sans oublier son rang et son origine. Sa démarche révélait d'ailleurs sa race, elle n'avait pas besoin d'un trône pour mettre en relief sa royale distinction. Appliquée dès son enfance aux études, elle avait pris dans le contact des hommes éminens que son grand-père, le duc Charles-Auguste, attirait à la cour de Weimar, un goût marqué pour les belles-lettres. Sa conversation, d'où le sérieux n'excluait point l'agrément ni parfois un peu d'apprêt, dénotait des arrière-pensées litté-

arriver jusqu'au roi, qui, depuis sa brouille avec l'auteur du *Tannhaüser*, serait moins accessible que jamais. M. de Rothschild est revenu de Munich assez mortifié de l'insuccès de sa démarche. Il m'a fait de la cour de Bavière un tableau peu édifiant. Il m'a dit que le roi était inaccessible à ses ministres, qu'il fallait la croix et la bannière pour lui enlever une signature, qu'il subordonnait les affaires de l'état aux rêves de son imagination. Ces détails, et d'autres encore que m'a donnés M. de Rothschild, montrent dans quelles conditions difficiles s'exerce le pouvoir en Bavière; ils expliquent aussi l'affaissement politique d'un pays jadis ambitieux et qui perd insensiblement le souvenir de son indépendance passée et les traditions de son histoire. »

(1) Dépêche d'Allemagne. — « Ce qui fait la force du prince de Hohenlohe et le maintiendra au pouvoir, malgré l'hostilité des partis, les dissentimens au sein du conseil et les intrigues de la cour, c'est la difficulté de le remplacer. C'est aussi, indépendamment de la pénurie d'hommes politiques, le caractère du roi qui, bien que volontaire et ombrageux, est flatté d'avoir un grand seigneur à la tête de son cabinet; il attache plus d'importance aux dehors de la royauté qu'aux devoirs qu'elle impose. »

raires. « Les princes, a dit La Bruyère, sans autre science ni autre règle, ont un goût de comparaison ; ils sont nés et élevés dans le centre des meilleures choses, à qui ils rapportent ce qu'ils lisent, ce qu'ils voient, ce qu'ils entendent. » La reine Augusta avait vécu dans l'intimité du plus grand génie littéraire du siècle, et elle n'oubliait pas ce qu'elle avait vu, lu et entendu. Goethe l'avait initiée à la poésie, à la philosophie ; il lui avait appris que la force brutale ne primait pas la puissance intellectuelle. Exempte de préjugés, sa vie vouée aux œuvres de l'esprit, au culte de la charité, montrait qu'elle était digne d'un si grand enseignement. Elle avait les amitiés longues, sûres, fidèles, et le courage de ses pensées. Les ambitions de la politique, les rivalités et les haines qu'elle engendre n'avaient pas de prise sur son âme ; les sympathies qui dès sa jeunesse l'attiraient vers la France, si grande alors par l'éclat de sa littérature, de son éloquence, de sa science et de ses œuvres d'art, devaient résister à toutes nos vicissitudes (1). La reine jouissait des élégances de Paris, elle admirait le faste que déployait la cour, sans toutefois l'envier ; elle n'eût pas échangé la vie calme, réglée de son modeste palais de Coblentz contre les agitations et les splendeurs des Tuileries. Elle rendait hommage à la beauté de l'impératrice, en qui elle trouvait réunies à la noblesse d'une Espagnole l'aisance et la grâce d'une Française ; elle plaignait l'empereur, dont le front lui paraissait voilé de noirs soucis.

« Je crois, disait-elle, que Napoléon III, le marquis de Moustier et M. Rouher désirent sincèrement vivre en paix avec nous et tout le monde, mais l'armée et les partis cachent à peine leurs ressentimens contre la Prusse et le désir de se mesurer avec elle. Cependant, ajoutait-elle, pour corriger cette impression, on s'efforce, même dans les cercles où l'on ne nous aime pas, à ne pas me le faire sentir, et partout on me ménage un accueil empressé et sympathique. » La reine pensait que, si l'empereur modifiait sa politique intérieure et inaugurait le régime représentatif, qu'elle tenait comme le meilleur pour les gouvernemens et les peuples, il pourrait sans guerre vaincre les difficultés croissantes qui menaçaient de fondre sur la France comme un orage. Notre armée lui laissait une bonne impression, bien qu'elle trouvât que l'armée prussienne ne le lui cédait en rien. Elle n'en souhaitait pas moins sincèrement la paix pour que la Prusse pût terminer en sécurité l'œuvre si glorieusement commencée : « Je tiens pour la paix, disait-elle; le dieu d'airain de la guerre n'a jamais eu de charme pour moi, même couronné de lauriers. »

Depuis l'évacuation du Luxembourg, la diplomatie prussienne avait constaté dans l'attitude des ministres dirigeans des états

(1) La reine Augusta a témoigné pendant la guerre à nos blessés et à nos prisonniers la plus touchante sollicitude.

llemands un souci plus marqué de leur indépendance. Il lui revenait qu'ils se plaignaient de ses exigences et cherchaient à se soustraire à une pression parfois humiliante. C'étaient d'inquiétans symptômes pour une politique ombrageuse, bien que les velléités d'émancipation ne se fussent traduites encore qu'en paroles, et fort discrètement, sous le manteau de la cheminée. M. de Bismarck faisait semblant de ne rien entendre, il laissait aux princes alliés ou confédérés l'innocente satisfaction de se faire illusion sur leur situation et de paraître à la cour des Tuileries avec le prestige que donne la souveraineté lorsqu'elle est indépendante (1).

La reine cependant ne put s'empêcher de remarquer que le roi de Wurtemberg, qui se trouvait à Paris en même temps qu'elle, recevait d'un air dégagé et triomphant les attentions dont on le comblait : « Vous êtes donc venu à Paris, lui dit-elle sur un ton plaisant, pour comploter et fomenter des coalitions contre nous? » Le roi protesta, tout en se redressant, heureux sans doute qu'on pût le croire encore en état de nouer des alliances. » C'est égal,

(1) Dépêche d'Allemagne. Juillet 1867. — « On ne saurait être trop circonspect en caractérisant la politique des cours du Midi, si tant est qu'elles aient une ligne de conduite nettement tracée. Leurs tendances étaient déjà bien difficiles à définir du temps de la diète, elles variaient selon le cours momentané de leurs passions et de leurs intérêts. La tâche s'est compliquée encore pour notre diplomatie depuis qu'elles ont été forcées d'aliéner malgré elles, entre les mains de la Prusse, leur liberté d'action et de se rendre solidaires de ses résolutions. Elles n'ont plus en effet les points d'appui si commodes qu'elles trouvaient à Vienne et à Francfort; elles ne sont plus en nombre suffisant pour se coaliser utilement, comme elles le faisaient si volontiers sous l'inspiration de M. de Beust et de M. de Pfordten; et elles ne sont pas encore arrivées, il s'en faut de beaucoup, à oser publiquement tourner leurs regards vers la France, bien qu'au fond du cœur elles suivent avec une certaine satisfaction le développement que prennent nos armemens.

« Toutefois, on ne saurait le méconnaître, leur condition s'est sensiblement améliorée dans ces derniers mois. Elles se sont émancipées quelque peu de la pression que le cabinet de Berlin exerçait sur elles; elles commencent à discuter au lieu d'obéir aveuglément. L'opinion publique, qui s'est manifestée si énergiquement dans tout le Midi, devait réagir forcément sur l'attitude des gouvernans. M. de Varnbühler et le prince de Hohenlohe ont compris, en temps opportun, qu'ils compromettaient leur popularité et leurs portefeuilles en sacrifiant trop ouvertement à la Prusse. Ils ont déclaré, pour tranquilliser l'opinion, qu'ils n'avaient nullement l'intention d'entrer avec armes et bagages dans la Confédération du Nord, et ils ont cherché une formule qui permît au Sud de se grouper et de s'organiser militairement pour constituer ensuite, dans des conditions plus avantageuses, le lien national avec le Nord, prévu par le traité de Prague. Mais la Prusse n'a aucun intérêt à laisser le Midi sortir de sa situation précaire pour former une union militaire distincte qui conduirait fatalement à une confédération des états du Midi, avec laquelle on aurait à compter plus sérieusement qu'avec des gouvernemens isolés, divisés. Les ministres actuels peuvent bien être personnellement de bonne foi et offrir toute sécurité au cabinet de Berlin; mais, au-dessus d'eux, se trouvent des cours jalouses, et, derrière eux, des partis passionnés, impatiens de secouer le joug et peu soucieux d'exécuter des engagemens contractés sous l'empire de la nécessité. »

disait la reine, j'ai peine à comprendre que les princes du Midi se montrent si prévénans pour la France, tandis qu'ils nous dissimulent si peu leur mauvais vouloir. Soyons prêts, ajoutait-elle ; que l'esprit allemand se réveille et que le Midi, malgré ses sentimens particularistes, soit au jour des épreuves notre fidèle auxiliaire. »

Être prêt, telle était en effet la constante préoccupation de la cour de Prusse et de son gouvernement. Il y avait à peine quinze jours que le roi, à son débotté au château de Babelsberg, avait télégraphié à l'empereur « qu'il ne saurait oublier l'accueil plus qu'aimable et amical dont il avait été l'objet à Paris pendant son séjour à jamais mémorable, » et déjà, à Berlin, on était redevenu nerveux. On s'était flatté que des démarches de courtoisie et des protestations sympathiques feraient oublier à la cour des Tuileries d'amers déboires, et l'on croyait s'apercevoir que si l'accueil fait au roi avait été empreint d'une sincère cordialité, notre politique, en revanche, n'avait rien sacrifié de ses prétentions. Aussi la crainte commençait-elle à succéder à la sécurité dans laquelle on s'était complu. On redevenait soupçonneux, on se préoccupait des plus petits symptômes pour les commenter et y trouver la trace de nos arrière-pensées. Les esprits chagrins allaient jusqu'à prétendre que l'accueil fait au prince royal à son second voyage à Paris avait été marqué de moins d'abandon et de cordialité que le premier. On ne s'arrêtait pas en si bon chemin, on attribuait le revirement dans nos dispositions aux difficultés croissantes de notre situation intérieure. On voyait dans les attaques dont le gouvernement était l'objet dans la presse et au corps législatif le réveil irrésistible de passions longtemps comprimées, et l'on craignait que l'empereur, malgré ses sentimens concilians, ne fût, un jour ou l'autre, forcé de recourir à un puissant dérivatif, tout indiqué dans une guerre contre la Prusse. Les correspondances du comte de Goltz n'étaient pas de nature à atténuer ces appréhensions. Elles rapportaient des propos inconsidérés tenus dans nos salons et dans nos cercles militaires ; elles disaient que nos armemens se poursuivaient sans relâche ; elles appelaient surtout l'attention sur le développement inquiétant et mystérieux de notre artillerie. Il était revenu aussi à l'ambassadeur du roi que le cabinet des Tuileries comptait reprendre en main, avec une énergie nouvelle, la question du Schleswig, et que M. Béhic, — voire même le prince Napoléon (1), — serait envoyé à Copenhague pour encourager la résistance que le gouvernement danois opposait à la Prusse.

(1) « On parle d'une mission du prince Napoléon à Copenhague, écrivait le 18 juillet la *Gazette de l'Allemagne du Nord*. De quelle nature est cette mission? On ne le dit pas. La presse danoise ne manquera pas d'exploiter cette nouvelle pour éveiller des espérances qui resteront aussi chimériques que celles dont on se berçait en 1866. »

L'empereur attachait, en effet, une importance exceptionnelle à l'article 5 du traité de Prague, lequel consacrait un principe qui lui était cher : celui des nationalités. Il y voyait comme la confirmation du vœu qu'il avait solennellement émis à la veille de la guerre, dans son manifeste du 11 juin 1866. Il avait à cœur aussi de venir en aide au Danemark et de racheter par une assistance, malheureusement tardive, les erreurs de sa politique qui avaient eu pour notre plus ancien et plus fidèle allié de si funestes conséquences. C'était pour lui un cas de conscience et presque de remords. Mais les démarches qu'il prescrivait à sa diplomatie n'avaient rien que de légitime et de pacifique; c'était par la persuasion et non par une mise en demeure qu'il espérait amener le cabinet de Berlin à lui prouver que, sur cette question du moins, après l'oubli de tant de promesses, on tenait à le satisfaire et à ne pas méconnaître l'autorité de sa médiation. Il se refusait à comprendre que le gouvernement prussien était inaccessible à des considérations fondées sur les services rendus, que la reconnaissance en politique était pour lui un mot dénué de sens.

M. de Bismarck ne contestait pas la validité de l'article 5 du traité de Prague, mais l'ayant subi sous la pression de notre intervention, il entendait l'interpréter à sa guise, dans la mesure la plus restreinte. Il trouvait étrange que la diplomatie française intervînt ostensiblement dans ses pourparlers avec la cour de Copenhague après les assurances qu'il lui avait fournies. Il ne se l'expliquait qu'en nous prêtant l'intention d'exploiter la question danoise avec l'arrière-pensée de nous assurer un prétexte pour de futures agressions. Aussi, pour se mettre à l'abri des surprises, le gouvernement prussien invitait-il ses agens diplomatiques à surveiller plus que jamais les manifestations de notre politique et donnait-il l'ordre à ses états-majors de se tenir prêts à toutes les éventualités. On croyait les passions éteintes après les franches et cordiales explications échangées à Paris entre les souverains et déjà elles se ravivaient.

A Pétersbourg aussi, mais pour des motifs bien différens, les souvenirs rapportés de France commençaient à s'altérer. Le prince Gortchakof était redevenu défiant; la présence du sultan à Paris lui causait des insomnies, et lui inspirait des réflexions sarcastiques. Il reprochait à M. de Moustier son faible pour les Turcs, déjà il le voyait converti à l'islamisme. Il craignait que le chef des croyans ne jetât sur lui quelque charme magique et ne lui fît oublier les sermens qu'ils avaient échangés dans un *pro-memoria* solennel. Il avait peur surtout que l'éclatant accueil fait à Abdul-Azis ne rehaussât son prestige en Orient, au détriment de l'influence européenne et que, par suite, l'entente de la France et de la Russie, si secourable aux chrétiens, ne perdît de son autorité. Il nous faisait entendre qu'il considé-

rerait notre attitude vis-à-vis du sultan comme une pierre de touche pour les assurances qu'il avait rapportées de Paris, il se plaisait à croire que nous ne négligerions aucun effort pour déterminer la cession de la Crète à la Grèce. Il rappelait aussi, pour nous donner à réfléchir, qu'il avait été, dès son entrée aux affaires, le promoteur, l'instigateur de l'alliance si confiante qui avait uni les deux empereurs jusqu'aux événemens de Pologne. Ses goûts politiques, disait-il, n'avaient pas varié et son voyage en France n'avait pu que les fortifier. Toutefois, il ne se dissimulait pas que la tendance seule d'un rapprochement de la France et de la Russie avait déjà causé des ombrages, éveillé des susceptibilités, et que des influences jalouses chercheraient vraisemblablement à troubler l'accord qu'il avait su amener péniblement par l'entrevue des deux empereurs. « Il serait donc à désirer, ajoutait-il, pour nous stimuler, qu'il ne puisse rester dans l'âme de l'un et de l'autre des souverains aucun doute sur le désir de traduire en faits les paroles amicales qu'ils ont échangées. »

M. de Moustier s'étonnait à bon droit des défiances que la présence du sultan en France et les honneurs qu'on lui témoignait inspiraient à la cour de Russie. Il avait pensé qu'à Pétersbourg on serait frappé comme à Paris du progrès que révélait dans le monde oriental un acte aussi considérable et aussi nouveau que le voyage en Europe du chef de l'islamisme. « Je n'y ai rien vu quant à moi, disait-il au baron de Budberg, qu'une occasion inespérée de faire prévaloir avec plus d'autorité et de succès les pensées de rénovation qui sont le but de notre commune politique. »

Le prince Gortchakof avait du goût pour M. de Moustier, il appréciait la distinction de ses manières, sa nature loyale, son esprit net et rapide : il passa du doute à la confiance. « Les Turcs, disait-il, entièrement tranquillisé, s'étaient bercés d'espérances, ils ont dû en rabattre en face de notre entente résolue et persistante. Vous leur avez tenu un langage excellent; ils ont dû se convaincre que la Russie ne veut ni la destruction de leur empire, ni aucun agrandissement de territoire. J'espère qu'ils secoueront leur torpeur, qu'ils reconnaîtront que le moment de passer à l'action est venu et que nos efforts pour calmer et retenir les populations chrétiennes seraient insuffisans si nous n'arrivions pas à leur offrir la cession de la Crète comme un gage de l'intérêt que l'Europe porte à ses coreligionnaires d'Orient. »

Le vice-chancelier nous avait promis de faire entendre les conseils de la sagesse à Berlin en échange du concours que nous lui prêtions sur le Bosphore. M. de Moustier lui rappela que si la Russie était préoccupée de l'Orient, la France ne l'était pas moins de l'Occident et que s'il existait une question de Crète, les conquêtes

de la Prusse avaient soulevé une question danoise, tout aussi digne d'éveiller la sollicitude du cabinet de Pétersbourg. Il s'efforça de lui faire comprendre qu'une démarche pressante de sa part auprès du comte de Bismarck, qui l'écoutait si volontiers, ne manquerait pas de l'impressionner et qu'il rendrait ainsi à la paix, et à la France en particulier, un signalé service.

Le prince Gortchakof ne se fit pas prier ; il adressa une dépêche officielle au gouvernement prussien et écrivit une lettre particulière à M. de Bismarck, qui se trouvait alors à Varzin (1). Il intervenait volontiers entre Paris et Berlin ; il lui plaisait de recevoir les confidences de deux cours rivales et de leur donner des conseils. Le rôle de conciliateur lui offrait plus d'un avantage, flattait son amour-propre et lui permettait de régler le jeu de sa politique.

« Je tâcherai d'être bref, mon cher comte, écrivait-il au solitaire de Varzin dans un langage qui n'était pas exempt d'emphase, pour ne pas introduire dans votre retraite agreste un élément qui en troublerait la quiétude. Toutefois, ayant aperçu un écueil dans les eaux où nous naviguons en commun, je ne peux pas me dispenser de le signaler au pilote habile qui en a tourné tant d'autres.

« J'aime à croire que, comme moi, vous avez emporté de Paris l'impression que l'empereur Napoléon désire sincèrement la paix, mais qu'il reconnaît les difficultés de la maintenir durablement au milieu des passions qui s'agitent autour de lui et qu'il compte sur votre concours pour lui faciliter la tâche.

« Nous avons épuisé ce thème jusqu'à satiété. Vous vous rappelez que d'autres questions vous ont été signalées comme celles que les esprits ardens pourraient exploiter pour surexciter les passions : la question d'Allemagne et celle du Schleswig.

« Quant à la première, la lettre que j'ai adressée d'ordre de l'empereur à Budberg, le 28 juin, et dont la copie est entre vos mains, vous aura rendu compte de nos efforts pour rassurer la cour des Tuileries. Ils n'auront pas été infructueux, je l'espère.

« Mais la question danoise reste en souffrance et je ne vois pas d'issue dans la voie où l'on est entré. Je suis convaincu de l'équité et même de la générosité des sentimens du roi Guillaume. Je suis également pénétré de la hauteur de vos vues, de l'élévation d'une pensée qui n'embrasse que de vastes horizons et du jugement supérieur d'un homme d'état qui ne confond pas les petits intérêts avec les grands. Sous ce dernier rapport il n'y en a pas qui aient aux

(1) Papiers de M. de Moustier. — Le prince Gortchakof fit remettre à M. de Moustier, par le baron de Budberg, une copie de sa lettre au comte de Bismarck pour lui administrer une preuve manifeste de son désir de nous être utile.

yeux de mon auguste maître plus de valeur que ceux de la conservation de la paix.

« Et certes, cette appréciation de Sa Majesté est désintéressée, au plus haut degré, car la Russie n'a rien à redouter d'un conflit entre vous et la France ; *bien des gens croient même qu'elle pourrait en tirer de l'avantage.*

« Si je suis bien informé, la cour des Tuileries s'est abstenue jusqu'à présent de toute insistance prématurée auprès de vous sur la question du Schleswig, pour ne pas blesser vos susceptibilités par une pression. Mais je sais que l'empereur Napoléon en est sérieusement préoccupé, surtout en vue de l'influence que la solution est appelée à exercer sur ses rapports avec la Prusse. Il désire que ces rapports conservent le caractère d'une bonne intelligence, mais il craint que si le *statu quo* d'incertitude actuelle se prolongeait, une surexcitation de l'opinion en France ne le mette dans un cruel embarras. Il nous l'a franchement confessé.

« Il nous semble qu'il serait grandement temps de venir à son secours pour l'aider à accomplir la noble tâche d'une paix durable.

« Vous n'ignorez pas nos sympathies pour le Danemark, *mais nous désirons nous tenir à l'écart de toute immixtion qui aurait l'apparence d'une intervention* dans une question qui devrait être résolue à l'amiable par les partis intéressés. Mieux que personne, vous pourrez trouver une solution acceptable.

« Laissez-moi finir en disant que lorsque vous paraîtrez personnellement sur la scène, alors je serai convaincu que de bonnes choses sont en train de s'accomplir. »

Il était difficile de mettre plus de bonne grâce et plus de chaleur à nous satisfaire. Le prince Gortchakof payait comptant, mais sa monnaie n'était pas sans alliage. Tout en se constituant notre avocat, il apprenait à M. de Bismarck qu'il n'avait rien à redouter de la Russie, qu'elle était décidée à ne pas entrer personnellement dans le débat. Il insinuait aussi, par une phrase équivoque dont le sens ne pouvait échapper, que, si un conflit devait éclater, « la Russie, au dire de bien des gens, ne pourrait qu'y trouver de l'avantage. » Sa politique était celle de la main libre et du plus offrant.

M. de Bismarck n'avait pas eu le dernier mot dans l'affaire du Luxembourg; ses adversaires ne cessaient de lui rappeler que l'Allemagne, vaincue sans combattre, avait été contrainte à reculer sinon ses frontières, du moins sa ligne de défense. Il comptait bien un jour ou l'autre prendre sa revanche et confondre ses détracteurs. Le roi venait de lui conférer le titre de chancelier de la Confédération du Nord avec de larges attributions (1). Il allait tout ab-

(1) Il fut nommé le 18 juillet 1867.

sorber en ses mains, devenir le grand ressort et le balancier de la machine compliquée qu'il avait imaginée, dont il avait le secret et qui se serait détraquée s'il n'avait été là pour la surveiller et la faire aller (1). Il n'attendait qu'une occasion pour affirmer sa toute-puissance et prouver à l'Allemagne que les intérêts de sa dignité et de sa grandeur étaient désormais en mains sûres. M. de Moustier, dont le jeu serré l'avait déconcerté au mois d'avril, devait lui fournir le prétexte de parler haut et de nous faire subir une défaite diplomatique.

Les négociations entre Berlin et Copenhague traînaient; elles paraissaient sans issue. La Prusse réclamait pour les populations allemandes des districts du Schleswig septentrional, qu'elle se montrait disposée à rétrocéder, des garanties qui lui eussent constitué un véritable droit d'ingérence dans les affaires intérieures de la monarchie danoise. Au lieu de s'en remettre aux lois du pays, qui étaient fort libérales, pour la protection de ses nationaux, elle réclamait des clauses spéciales, leur assurant la liberté de leur langue, de leur culte et le droit de réunion. Les exigences émises en 1853 à Constantinople par le prince Menchikof n'étaient rien auprès des prétentions qu'inspirait au cabinet de Berlin l'amour de la nationalité allemande. M. de Bismarck déclarait, en outre, que le roi ne consentirait jamais à rendre ni Duppel ni l'île d'Alsen, qu'il considérait comme le prix du sang versé par son armée.

L'empereur attendait une solution avec impatience ; il avait foi dans les assurances qu'il avait recueillies, aux Tuileries, de la bouche de M. de Bismarck ; il s'en prenait aux lenteurs de sa diplomatie. M. de Moustier dut rappeler au gouvernement prussien les engagemens moraux qu'il avait contractés avec nous. Il était convaincu que le chancelier ne resterait pas insensible au plaidoyer que le prince Gortchakof avait soumis « à ses méditations agrestes » et ferait de son mieux pour nous satisfaire. Il jugea donc opportun de s'expliquer avec lui sur la note peu conciliante, adressée au cabinet de Copenhague. « Si la rétrocession, disait-il, était un acte de pure libéralité, la Prusse aurait le droit

(1) « Le chancelier, qui tient si peu de place dans la constitution, en tient beaucoup dans la Confédération du Nord; il en est l'âme, la cheville ouvrière; tout passe par ses mains et tout y revient; c'est par lui que tous les rouages de la machine s'engrènent; il préside, il dirige, il parle, il agit, il propose et il dispose. Il y a dans sa situation quelque chose d'indéfinissable, de savantes obscurités, de mystérieuses complications. Il répond de la politique étrangère, des finances, de l'administration militaire et des affaires intérieures; en réalité, il ne répond de rien parce qu'il répond de tout, il n'est responsable qu'envers son roi, auquel il a donné cinq provinces. La constitution aurait dû stipuler que le chancelier fédéral est tenu d'être un homme universel, un génie. » (M. Victor Cherbuliez, *l'Allemagne nouvelle.*)

d'y mettre telle condition qui lui plairait, mais elle reconnaît que l'obligation de rétrocéder dérive d'un article du traité de Prague; or l'article 5 ne stipule aucune réserve. Les conséquences de la demande du cabinet de Berlin seraient de créer, dans les districts rétrocédés, des communautés allemandes, spécialement protégées par la Prusse et de lui conférer un droit régalien d'intervenir dans les affaires intérieures du Danemark. M. de Bismarck sait, ajoutait la dépêche, de quels sentimens de conciliation nous nous sommes toujours montrés animés ; il ne saurait donc se méprendre sur le caractère de nos observations. »

Notre ministre des affaires étrangères transmettait ces instructions à M. Lefèvre de Béhaine, un agent expérimenté, plus enclin à la conciliation qu'aux témérités; il était certain qu'elles seraient interprétées avec tact.

Rien n'autorisait donc à prévoir qu'une démarche faite avec mesure par un diplomate de carrière, d'une prudence calculée, serait mal interprétée et que ses paroles et ses actes seraient travestis pour servir de thème à des attaques passionnées contre la France.

A peine M. Lefèvre de Béhaine eut-il manifesté l'intention de présenter quelques observations au sujet des communications faites au cabinet de Copenhague que M. de Thile, en proie à une vive émotion, réelle ou feinte, lui dit en l'interrompant : « Ceci est grave; il ne m'est pas permis de vous écouter avant d'avoir pris les ordres du roi. »

Notre chargé d'affaires revit le sous-secrétaire d'état le lendemain. M. de Thile paraissait remis de son émotion, il était l'esclave de ses consignes; il se montra cette fois disposé à écouter avec sérénité les observations que les affaires du Schleswig suggéraient au gouvernement de l'empereur, mais il se borna au rôle d'auditeur attentif. M. Lefèvre de Béhaine, pour mieux le convaincre de nos sentimens, ne crut pas se départir de ses instructions en lui laissant lire sa dépêche. M. de Thile prit des notes, il ne discuta pas, il ne contesta pas les engagemens moraux de la Prusse, mais il posa sèchement, comme un fait, sans le commenter, que le traité de Prague avait été conclu entre la Prusse et l'Autriche.

Au sortir de l'entretien, le sous-secrétaire d'état s'empressa de demander au ministre de Danemark si le chargé d'affaires de France lui avait parlé de sa démarche, sans doute pour s'assurer, s'il y avait connivence entre les deux gouvernemens. « La communication qu'il vient de me faire est d'une extrême gravité, lui dit-il, elle est de nature à frapper vivement l'esprit du comte de Bismarck; tout ce qui aurait l'air d'une menace, ne l'oubliez pas, le poussera aux déterminations les plus contraires aux intérêts du Danemark. »

Le lendemain, les journaux allemands parlaient en termes acerbes d'ingérence étrangère ; ils affirmaient que la France s'était permis de passer une note au cabinet de Berlin au sujet du Schleswig, qu'elle se mêlait de ce qui ne la regardait pas, et qu'on ne lui permettrait pas d'invoquer un traité qu'elle n'avait pas signé.

On répétait sans cesse que le gouvernement prussien avait le désir le plus sincère d'entretenir avec le gouvernement de l'empereur les rapports les plus confians, et cependant, il suffisait de l'appréciation la plus modérée de notre part sur des questions qui nous touchaient de près pour qu'aussitôt les susceptibilités prussiennes s'affirmassent avec violence et que la presse officieuse surexcitât le sentiment national. Il semblait qu'on voulût appliquer dans le centre de l'Europe la doctrine de Monroe et faire de l'Allemagne une espèce d'arche sainte, placée en dehors de tout contrôle. Cette manière de procéder était pleine de dangers, elle avait l'inconvénient d'ébranler à chaque instant la confiance publique. Les esprits modérés en Prusse le déploraient vivement, ils craignaient que, malgré les intentions conciliantes qui se manifestaient à la cour, M. de Bismarck, dont ils redoutaient les emportemens, ne finît, avec de tels procédés, par lasser notre patience. Il pouvait lui convenir de tenir le patriotisme germanique sans cesse en haleine au profit de sa popularité et de ses exigences intérieures, mais cette manière d'agir, peu régulière, n'était pas de nature à faciliter les rapports internationaux.

M. de Moustier ne s'expliquait pas les violences de la presse allemande et l'inquiétude que sa démarche si mesurée provoquait soudainement en Europe.

« Les journaux, télégraphiait-il à notre chargé d'affaires, insistent sur la remise d'une note française au sujet du Schleswig. Comme vous n'avez donné lecture d'aucune note sur cette question ni sur aucune autre, je regrette que le gouvernement prussien n'ait pas tenu à éclairer ses journaux qui affirment des faits aussi matériellement faux et qui pourraient donner au public les notions les plus erronées sur nos rapports avec la cour de Berlin. Je vous prie de ne rien négliger pour que ces assertions soient démenties. »

M. Lefèvre de Béhaine interpella M. de Thile sur l'étrange interprétation que la presse prussienne donnait à sa communication. « Il n'y a pas eu de note passée, je le reconnais, lui répondit le sous-secrétaire d'état, mais vous m'avez donné à lire la dépêche. — C'est vrai, répliqua notre chargé d'affaires, je vous en ai laissé prendre connaissance à titre confidentiel, pour vous permettre d'être mieux à même d'apprécier l'esprit conciliant qui nous inspire, mais je ne vous en ai pas donné lecture officielle et j'ai eu bien soin de l'établir. »

M. de Thile avait l'entendement capricieux et l'ouïe intermittente; il prétendit n'avoir gardé aucun souvenir de cette réserve.

L'attitude de notre chargé d'affaires ne pouvait cependant laisser aucun doute sur la nature amicale de nos observations verbales, et sur l'absence absolue de tout ce qui dans le langage diplomatique s'appelle une communication officielle. Ce n'est point en faire une que de laisser jeter confidentiellement les yeux sur des instructions confidentielles et un homme de l'importance de M. de Thile ne pouvait s'y tromper. De pareilles méprises étaient de nature à rendre bien difficiles avec le cabinet de Berlin des rapports qui doivent reposer avant tout sur une confiance mutuelle et sur des usages établis. « Surtout, tâchez de vous procurer quelque chose d'écrit, » disait Frédéric II à Podewils. A défaut de pièces écrites, le gouvernement prussien donnait à des communications officieuses, faites sous le manteau de la cheminée, le caractère de notifications officielles. Il faisait faire à la France, malgré elle, une communication qu'elle n'avait pas faite et qu'elle n'avait pas voulu faire.

La diplomatie russe restait spectatrice impassible de cet étrange incident. Elle aurait pu cependant, sans trop se compromettre, intervenir dans le débat et prier le chancelier fédéral de faire cesser une équivoque qui mettait derechef l'Europe en émoi. Mais le ministre de Russie à Berlin penchait plutôt du côté de la Prusse. Il se demandait s'il était sage de soulever une question qui pouvait conduire à la guerre. « C'est sur l'Eider, disait-il philosophiquement, que M. de Bismarck est venu pour la première fois affirmer la politique aventureuse qu'il a fait triompher; c'est sur l'Eider que pourrait se décider cette fois la question s'il passera ou ne passera pas le Main. »

Il est vrai qu'à Pétersbourg, dans ses épanchemens avec notre ambassadeur, le prince Gortchakof inclinait plutôt de notre côté. Il se posait en juge du camp. Il était d'avis que le droit de la France n'était pas douteux, que la négociation de Nikolsbourg s'était passée sous les yeux de notre ambassadeur, et qu'on n'avait inséré l'article 5 dans le traité de Prague que pour être personnellement agréable à l'empereur Napoléon. Il s'étonnait, en ravivant l'amertume de nos regrets, qu'à Berlin on pût oublier si vite les services que nous avions rendus à la Prusse, en 1866, en lui permettant de dégarnir les provinces rhénanes et de jeter toutes ses forces en Bohême. Il voyait avec regret germer une nouvelle semence de division entre la France et la Prusse. Les violens écarts auxquels se laissait aller la presse des deux pays lui inspiraient de vives inquiétudes. Il avait déjà fait entendre de sages avis au comte de Bismarck, il lui avait conseillé de se montrer moins nerveux et d'en-

trer plutôt dans une voie systématique de bons procédés à notre égard. Mais il craignait qu'une nouvelle pression ne produisît un résultat tout contraire.

Plus, en effet, on s'expliquait, plus on multipliait les efforts de conciliation et plus se faisait jour l'antagonisme sorti des événemens de 1866. Le moindre incident suffisait pour faire renaître les anxiétés, car il révélait un état aigu qui semblait ne plus laisser de place à aucune transaction. A Paris, on s'endormait volontiers dans une trompeuse tranquillité dès que les points noirs s'atténuaient; mais, en Prusse, on ne perdait pas de vue un seul instant la réalité des choses. L'éventualité d'une guerre avec la France s'imposait à toute heure aux préoccupations de la cour de Berlin.

Au moment où notre diplomatie interrogeait le gouvernement prussien sur ses intentions au sujet de l'article 5 du traité de Prague, le roi Guillaume se trouvait à Ems. Il avait l'habitude, lorsqu'il s'éloignait de sa capitale, d'emmener avec lui une partie de son cabinet politique et de son cabinet militaire. Il tenait aussi à s'entretenir, dans les stations thermales, durant les séjours qu'il faisait si volontiers, avec ses représentans à l'étranger. C'est en causant avec eux et en les mettant à leur aise qu'il cherchait à se renseigner, mieux encore que par leurs dépêches, sur l'opinion des pays où ils résidaient et sur les sentimens des cours auprès desquelles ils étaient accrédités. C'était, chez lui, un précepte d'état de se consacrer en quelque sorte exclusivement, sans permettre à son activité de s'éparpiller, aux soins de l'organisation de son armée et de sa politique extérieure. — *Ora et labora* était sa devise.

Parmi les diplomates accourus dans la vallée de la Lahn se trouvait le comte de Bernstorff, ambassadeur de Prusse à Londres. Le roi tenait à être exactement renseigné sur les dispositions de l'Angleterre en prévision d'une conflagration générale, qu'on était loin de souhaiter, mais qu'on semblait toujours considérer comme inévitable, sinon comme imminente.

Voici ce qu'on écrivait d'Allemagne sur les inquiétudes qui se manifestaient alors à la cour de Prusse : « Vous voudrez bien me permettre de vous résumer les considérations que l'ambassadeur du roi à Londres a émises, à son retour d'Ems, dans des entretiens dénués de tout caractère officiel. M. de Bernstorff aurait protesté contre les arrière-pensées belliqueuses que l'on prête si volontiers à son gouvernement. « Pourquoi la Prusse, aurait-il dit, poursuivrait-elle la guerre? N'a-t-elle pas à s'assimiler ses conquêtes, à se préoccuper de son développement intérieur, et serait-il sage de risquer les avantages que lui ont valus la dernière guerre? Ses intérêts

économiques et militaires sont aujourd'hui amplement satisfaits, elle peut s'en remettre au temps pour achever sa tâche. Elle a donné, d'ailleurs, et donne chaque jour, des preuves non équivoques de sa modération. Ne résiste-t-elle pas aux instances des états du Midi, qui voudraient forcer la barrière du Mein et entrer dans la confédération du Nord? Le voyage du roi et de la reine à Paris, l'initiative prise par le cabinet de Berlin à Copenhague, et l'appui qu'il prête à la France en Orient, ne sont-ils pas autant de gages de sa sincérité? Mais ce qu'elle ne saurait admettre, c'est d'être le bouc émissaire des fautes d'autrui. Si le gouvernement français, l'an dernier, a été mal inspiré dans sa politique extérieure, mal servi par sa diplomatie, et s'il en est résulté des difficultés pour ses affaires intérieures, dont la Prusse est loin de méconnaître la gravité, est-il permis de l'en rendre responsable?

« Le gouvernement prussien n'en est pas moins disposé à faire à la paix toutes les concessions compatibles avec sa dignité. Reste à savoir si elles seraient suffisantes pour réconcilier la France avec les transformations sorties des événemens de 1866 et pour la rassurer sur notre action en Allemagne. Il est, d'ailleurs, des exigences auxquelles nous ne saurions satisfaire. Le roi peut-il céder Düppel et Alsen, que ses troupes ont conquises après des luttes sanglantes? Et cependant, c'est sur la question du Schleswig, depuis que la Belgique et le Luxembourg sont hors de cause, que la France paraît vouloir, en encourageant à Copenhague des prétentions excessives, engager la lutte. Les stratégistes français en sont déjà à parler d'une campagne d'hiver... Ce sont là de tristes perspectives.

« La Prusse ne provoquera certes pas la guerre, elle la subira à son corps défendant, mais elle la fera résolument, et l'on peut être certain qu'elle ne la prendra pas au dépourvu, ni diplomatiquement, ni militairement. Ses mesures sont prises. Elle peut compter sur la neutralité de l'Angleterre et peut-être même sur son intervention en cas de revers; la Russie est son alliée naturelle, et le voyage de l'empereur Alexandre à Paris, marqué de tant d'incidens fâcheux, n'a fait que resserrer d'une manière plus étroite la politique des deux gouvernemens. L'Autriche, sous la direction remuante de M. de Beust, ne demanderait pas mieux que de prendre une revanche, mais la Russie sera là, à l'heure voulue, pour tempérer ses velléités belliqueuses. La révolution est une force de nos jours, et nous n'hésiterions pas à la retourner contre l'Autriche si elle s'alliait à la France. Le terrain est tout préparé. La dépêche de M. de Werther sur le couronnement de l'empereur François-Joseph n'est rien moins qu'apocryphe; elle est un avertissement. Qui nous empêcherait de nous ménager des intelli-

gences dans les régimens tchèques et, s'il le fallait, de proclamer la république en Hongrie? Qui veut la fin veut les moyens. Nous pactiserions avec la révolution partout où il le faudrait, en France aussi bien qu'en Italie, et Garibaldi saurait bien arrêter Rattazzi si, comme on se l'imagine à Paris, le gouvernement italien, contrairement aux assurances qu'il nous a données, devait réunir un corps d'armée sur les frontières de la Bavière ou relayer les garnisons françaises en Algérie.

« Quant à l'armée prussienne, elle fera, comme toujours, bravement son devoir, et les contingens du Midi combattront vaillamment à ses côtés, alors même que certains gouvernemens seraient disposés à trahir la cause allemande. La partie sera rude, nous n'en disconvenons pas. Nos généraux connaissent les brillantes qualités de l'armée française, mais ils connaissent aussi ses défectuosités. Le soin constant des états-majors prussiens a été de les étudier et de les signaler aux troupes; ils sauront, sur les champs de bataille, les faire tourner à notre avantage.

« Cela n'empêche, aurait dit le comte de Bernstorff à la personne qui m'a répété ses paroles, que la Prusse, malgré sa confiance absolue dans l'invincibilité de son armée, fera à la paix du monde tous les sacrifices qui ne seraient pas incompatibles avec son honneur et sa dignité. »

Ces réflexions, émises avec abandon dans des conversations familières, reflétaient fidèlement les idées dont s'inspirait la cour de Prusse. Elles montraient que sa diplomatie avait une notion claire, précise de la situation, que ses calculs reposaient sur des données certaines, qu'elle avait le sentiment de sa force et la connaissance de notre faiblesse, et que, soutenue par les passions nationales, elle marchait résolument, pas à pas, vers le but qu'elle s'était tracé. Elle ne désirait pas la guerre assurément, mais elle ne faisait aucune concession pour l'éviter. Le roi et son ministre étaient insensibles aux inquiétudes que des crises, sans cesse renouvelées, provoquaient en Europe, à la perturbation qu'elles jetaient dans les affaires, et qui ne pouvaient qu'ajouter aux difficultés dans lesquelles se débattait l'empire, décrié, harcelé par l'opposition vindicative des partis.

« Ce n'est pas la forme de vos observations, disait le ministre d'Angleterre à M. Lefèvre de Béhaine, qui a froissé le comte de Bismarck, mais le fait d'une intervention qui aurait pu rehausser le prestige de votre souverain, servir d'encouragement aux mécontens d'Allemagne et aux résistances qui s'opposent en Europe à la réalisation de ses desseins. » Peut-être aussi le gouvernement prussien n'avait-il provoqué l'incident que pour rejeter au second plan la

question principale. Toujours est-il que, par le fait d'une intervention inopportune et par suite d'un acte de confiance, perfidement interprété, le gouvernement de l'empereur se trouvait encore une fois acculé dans une impasse. Relever le procédé du cabinet de Berlin et maintenir notre droit de veiller à l'exécution d'un traité qui ne portait pas notre signature, c'était fournir des argumens au parti militaire en Prusse et s'exposer à un conflit. Tout semblait indiquer qu'on cherchait, de propos délibéré, à nous pousser à des résolutions inconsidérées. « Les journaux prussiens, télégraphiait M. de Moustier, continuent la polémique la plus insultante. Je viens de lire dans la *Correspondance de Berlin* un article odieux. Quand tout cela finira-t-il? »

La sagesse fort heureusement prévalut dans les conseils de l'empereur. M. de Moustier, qui avait procédé à une évolution diplomatique si habile au mois d'avril, dut opérer cette fois une retraite peu glorieuse. « Nous n'avons pas voulu mettre la Prusse en demeure de s'expliquer sur ses intentions, télégraphiait-il à notre chargé d'affaires, nous avons voulu seulement lui faire connaître notre sentiment. Nous regretterions vivement que le comte de Bismarck pût se méprendre sur la nature de nos observations. Il doit être parfaitement rassuré sur nos intentions et demeurer convaincu qu'en aucune circonstance nous ne nous exposerions au reproche de blesser les susceptibilités d'une puissance voisine. » Le comte de Bismarck n'en demandait pas davantage. Le lendemain, la presse officieuse, la veille encore si agressive, s'indignait des bruits que faisaient courir les journaux de Paris et de Vienne sur un prétendu désaccord entre la France et la Prusse à propos du traité de Prague.

L'incident était clos, mais ce n'était qu'une trêve. L'entrevue de Salzbourg devait fournir, peu de jours après, au chancelier fédéral un prétexte nouveau pour raviver avec plus de violence les passions à peine assoupies.

L'empire était sur le chemin du Calvaire; il était condamné à le gravir d'étape en étape jusqu'au jour de l'expiation finale des erreurs qu'il avait commises en altérant systématiquement tous les élémens qui avaient assuré à la France sa sécurité et son prestige.

G. ROTHAN.

LA

BOURGEOISIE FRANÇAISE

PENDANT LA RÉVOLUTION

I.

Quand on ouvre l'Almanach royal de l'année 1788, on est étonné de voir que les premiers rangs du tiers état sont en possession de toutes les fonctions civiles, en dehors des charges de cour, des gouvernemens de province et des grades militaires. Offices de judicature et de finance, à tous les degrés, intendances, conseil d'état, bureaux des ministères leur appartiennent. En s'enrichissant par le négoce, les bourgeois ont créé les capitalistes et les financiers. Par l'importation en France du système des fermes générales, ils ont été chargés du recouvrement des impôts; ils font des avances au Trésor et prennent de jour en jour, dans toutes les affaires de l'état, une influence prépondérante. Depuis Henri IV, l'élévation de la bourgeoisie avait été constante. De plus en plus confiante dans sa capacité, dans ses lumières, dans sa valeur sociale, elle pénétrait tous les jours dans les régions désormais ouvertes du pouvoir et du beau monde. Pendant qu'en politique le gouvernement restait stationnaire et semblait voué à l'immobilité et à la faiblesse, la haute bourgeoisie développait ses richesses, ses forces, son activité intellectuelle. Elle était, à certains égards, beaucoup plus éclairée à la fin du dernier siècle que de notre temps. Le règne de Louis XVI avait correspondu au développement d'une grande prospérité commerciale et industrielle. Rajeunissant le vieux Paris par ses hôtels à somptueuses façades, peuplant les environs de maisons de campagne élégantes, réhabilitant par l'encouragement des arts une fortune rapidement acquise, les bourgeois opulens se laissaient

même aller à acquérir des droits féodaux. Près de quatre mille charges, dans la magistrature et dans la finance, entraînaient avec elles l'anoblissement.

L'intervalle entre la noblesse et les rangs supérieurs du tiers état était encore diminué, à Paris, par ce frottement quotidien qui adoucissait les angles trop saillans et par une facilité de mœurs qui ne tenait pas seulement à l'esprit, mais aussi aux services rendus. Cette partie, restreinte d'ailleurs de la bourgeoisie, appartenant aux parlemens et à la finance, excitait l'envie en s'anoblissant. Il en était une autre plus nombreuse, plus puissante, non moins prospère, qui résistait à la tentation des titres. C'était celle qui encombrait les carrières libérales et le haut négoce : les avocats, les notaires, les procureurs, les médecins, les artistes, les écrivains, les armateurs de nos grands ports, les négocians de nos villes manufacturières. Ceux-là remuans, actifs, séparés de la noblesse, ne la rencontraient que pour être froissés par elle, et pour constater, surtout en province, son infériorité intellectuelle, sa morgue non justifiée et sa fortune obérée.

Quelle éducation ces bourgeois avaient-ils reçue? L'ancien bourgeois de Paris, celui qui était né avec la régence, avait façonné son caractère sous une étroite discipline. Sa vie était simple, fort occupée, mais elle était égayée par une verve que provoquait sans cesse le goût de l'observation. Nul ne saisissait d'un regard plus sûr les ridicules et les faiblesses que ce bourgeois né au cœur de la Cité ou de l'île Saint-Louis, à la fois hardi et timide, gardant sa liberté d'allures vis-à-vis du clergé et ayant reçu la forte empreinte du jansénisme. Antérieurement à l'action toute littéraire des philosophes, l'esprit janséniste avait, en effet, envahi la plupart de ces anciennes familles, leur avait apporté, avec l'austérité, le goût de l'indépendance. Les parlemens, jusqu'en 1780, n'avaient encore rien perdu de leur autorité et ils répondaient aux humeurs d'opposition. C'était dans le vieux monde bourgeois une émotion presque révolutionnaire les jours où, sur une question d'impôt ou bien de théologie, les légistes faisaient échec aux emportemens ultramontains et à l'arbitraire ministériel. Avec quel respect on parlait de la grand'chambre! Sur quel piédestal étaient placés messieurs les gens du roi! Comme les traditions se conservaient de L'Hôpital et de Mathieu Molé! Quel retentissement avaient eu les harangues de Daguesseau et les plaidoyers de Gerbier!

A cette génération, qui n'était ni sceptique, ni épicurienne et qui avait eu pour maître Rollin, avait succédé une autre plus impatiente, imprégnée d'un esprit nouveau et dégagée de toute dévotion. Les collèges où elle fut élevée n'étaient plus les mêmes. Les jésuites, professeurs de la jeunesse bourgeoise, pendant deux siècles,

avaient été expulsés. Après avoir ruiné les écoles de Port-Royal et lutté jusqu'à la dernière heure contre leurs méthodes et contre leur ascendant pédagogique, ils avaient laissé le champ libre à des rivaux. L'Oratoire avait plus particulièrement essayé de combler la profonde lacune laissée dans l'enseignement par la compagnie de Jésus. Des principes différens inspiraient les oratoriens. Une réforme importante était accomplie par eux. Ils exigeaient qu'on se servît de la langue française pour les premières études grammaticales. Le progrès général des idées se faisait sentir dans leurs procédés d'éducation; on avait enfin renoncé, dans les leçons de morale, à défendre les casuistes des XVIe et XVIIe siècles.

La haute bourgeoisie envoyait ses fils dans les collèges en renom, mais les oratoriens, fort à la mode, n'avaient pu suffire aux besoins de la province. Les pères de la doctrine chrétienne, les bénédictins de Saint-Maur, partageaient avec eux l'héritage des jésuites. Royer-Collard et Joubert avaient été élevés par les doctrinaires : l'un à Saint-Omer, l'autre à Toulouse. Le premier, plus imbu des traditions de Port-Royal, y avait puisé la puissante méthode qui dirigea son éloquence et cette indépendance, cette force de jugement, qui lui firent accepter la révolution sans se laisser dominer par elle. Joubert devait à ses maîtres d'avoir pénétré les secrets de l'antiquité latine et grecque, et ce sentiment que rien n'était plus beau, après les armes, que l'étude et la vertu.

La plupart des jeunes gens de la bourgeoisie apprenaient ensuite, dans les écoles de droit, la législation compliquée d'après laquelle on rendait la justice et s'administrait la monarchie. Tous s'attachaient, en ces années fécondes, à la lecture de Locke, de Montesquieu, de Rousseau, acceptant leurs opinions sur les droits et les devoirs de l'homme en société, en attendant le moment de les mettre en pratique! Mais le fond de leurs études était, avant tout, la science juridique : non-seulement le droit romain qui, dans la moitié de la France, était la plus solide base de l'ordre civil, mais le droit canonique, le droit féodal qui régissait encore certaines conventions, le droit coutumier dont les dispositions aussi variées que bizarres formaient le code de l'autre moitié du pays, enfin, les ordonnances royales qui, sur des points importans, avaient constitué un droit nouveau. Au sortir des écoles, les uns se faisaient recevoir dans une cour souveraine, d'autres achetaient une charge; les plus riches visaient celle de maître des requêtes, qui coûtait 100,000 liv. C'était la plus recherchée. Dans ce corps se prenaient, en effet, les intendans des provinces, les conseillers d'état. Les fils de négocians enrichis recherchaient de préférence une place dans les bureaux de finances.

A Paris, des générations se succédaient aux fonctions de commis

dans les ministères. Comme Gaudin, le futur duc de Gaëte, ils devaient leur succès aux principes d'honneur reçus de leurs parens et à une éducation soignée. Les commis des divers départemens ministériels conservaient les traditions. Ils avaient déjà, sur les affaires, une influence que rendait inévitable et nécessaire la mobilité de ministres souvent étrangers par leurs occupations antérieures à la branche d'administration qu'ils étaient appelés à régir. La vie des commis s'écoulait tout entière dans les bureaux, sans missions au dehors, sans congés, ignorée et droite comme le devoir. Ils s'alliaient entre eux et formaient une grande famille dont les directeurs étaient les chefs naturels. Ils apportaient dans leurs délicates fonctions les habitudes de respect, de discrétion, de réserve puisées au foyer domestique. Les affaires étrangères étaient entre les mains de ces honnêtes gens, les Gérard, les Lesseps, les Hennin. Ils bornaient leurs vœux à bien servir le pays. Très gallicans et même quelque peu entachés de jansénisme, comme les bourgeois des parlemens qui avaient à défendre les droits du roi contre la cour de Rome, ils n'avaient pas comme eux des prétentions à la noblesse et mettaient leur fierté à ne pas rechercher de titres.

C'était le barreau qui attirait surtout les jeunes talens. Le palais était à la mode. Jamais les querelles judiciaires ne firent autant de bruit que dans les vingt années qui précédèrent la révolution. Les avocats étaient à l'image du siècle, lui empruntant la passion, la générosité, l'audace; et comme nous étions la nation qui avait fourni les premiers justiciers du monde, les avocats étaient les représensentans attitrés du tiers état, les porte-parole des paysans, et ceux qui connaissaient le mieux, dans les villes et les campagnes, la classe infime, triste héritage des serfs affranchis, milieu redoutable où la misère recrutera, pour les jours de révolte sociale, la bande des septembriseurs et des tricoteuses. Dans toutes les villes parlementaires, dans tous les chefs-lieux de présidiaux, cette corporation entretenait, contre la vieille société féodale, les animosités et les rancunes, prête toujours à soutenir les revendications des communautés d'habitans quand le faisceau des intérêts collectifs pouvait opposer plus de résistance; lisant avec passion les livres qui faisaient du bruit, semant partout et en toute occasion les idées nouvelles. L'ordre des avocats était arrivé, comme en 1830, au plus haut point de sa grandeur, de sa puissance et de son influence.

Des trois éducations que recevait successivement la jeune bourgeoisie : l'éducation de la famille, l'éducation du collège et celle du monde, la dernière prenait, vers 1780, une importance de plus en plus décisive. Personne n'en avait plus profité, ne s'était plus dégagé de sa raideur doctorale, que la corporation des médecins. L'influence qu'ils exercèrent en ce temps-là dans la haute société,

au moment où l'allaitement maternel devint à la mode, étonne les contemporains. Les sentimens que les médecins inspiraient rappelaient ceux des directeurs de conscience à la fin du règne de Louis XIV. L'usage des salons avait donné aux médecins un esprit délié, des manières douces, en même temps que la connaissance du cœur humain. Ils en étaient venus à montrer une âme sensible, suivant le jargon usité, et c'était du célèbre Lorry qu'une dame de qualité disait : « Il est si au fait de tous nos maux que l'on dirait qu'il a lui-même accouché. »

II.

C'est ainsi que la haute bourgeoisie se préparait de jour en jour au rôle qu'un avenir prochain lui destinait. Elle était tout, et elle n'était encore rien comme pouvoir public. Les femmes le sentaient autant que leurs maris.

Leur éducation les avait avant tout disposées à la vie de famille. Elles avaient, en province plus qu'à Paris, reçu une instruction sévèrement religieuse, mais d'une pratique raisonnable. Sans doute, le règlement des classes de Port-Royal qu'avait rédigé Jacqueline Pascal, sœur Sainte-Euphémie, n'était plus pratiqué dans les couvens. L'esprit janséniste avait cependant survécu dans les habitudes domestiques. On habituait les jeunes filles au sérieux ; on les façonnait au respect, et d'abord au respect d'elles-mêmes ; les actes de dévotion n'étaient pas multipliés ; ils paraissaient trop graves pour être accomplis sans trouble de conscience. Les parens n'aspiraient pas à ce qu'il fût donné aux filles des connaissances étendues ; un fort enseignement, fondé sur la morale chrétienne, semblait suffisant pour former leur bon sens et leur raison. La mère de famille, dans la haute bourgeoisie, était préparée à avoir l'autorité. Par l'effet du caractère et de la dignité de la vie, l'ascendant se maintenait jusque dans la vieillesse. Les femmes étaient les égales de leurs maris, quand elles ne leur étaient pas supérieures par la force d'âme. Elles possédaient donc les qualités essentielles pour bien élever les enfans et elles ne les abandonnaient pas aux mains des serviteurs, comme faisait la noblesse.

Lorsque les lettres de cachet du 29 décembre 1752 firent fermer les dernières communautés jansénistes où l'on élevait la plupart des jeunes filles de la bourgeoisie, déjà le souffle mondain du siècle transformait les maisons d'éducation. Sans ressembler aux riches couvens des Flandres et de Normandie, où chaque demoiselle avait son appartement, où les visites d'hommes étaient admises aux grilles, la rigidité de la tenue s'était détendue sans que les principes eussent varié ; et comme les couvens donnaient par-

fois asile aux femmes du monde, l'éducation des élèves se ressentait de leur rencontre. C'était du reste la haute bourgeoisie qui fournissait elle-même le plus de religieuses aux congrégations de la Visitation, de Sainte-Ursule et des Sœurs de la Charité; elles y portaient en général l'esprit de mesure et de discernement.

Dans les quelques années qui précèdent la révolution, l'éducation par la famille est à la mode : la jeune fille doit se former par les lectures, par les conversations, par les observations dans le milieu social qu'elle fréquente. Quand on voit Mounier lui-même, Mounier, après Mirabeau la tête la mieux équilibrée de la constituante, écrire dans l'exil : « Lisez *Émile*, et malheur à vous si vous n'éprouvez pas le besoin de devenir meilleur! » quand la possession de toutes les œuvres de Jean-Jacques Rousseau « est un délice, une félicité qu'on ne peut bien goûter qu'en l'adorant; » quand une jeune fille, la plus honnête, la plus noble de cœur, la plus intelligente, pense ainsi, il est bien difficile que la direction des femmes soit la même qu'au XVIIe siècle.

A Paris, la bourgeoisie ne met plus ses filles au couvent que pour leur première communion. Elles passent leur vie près de leur mère. On sort deux fois par semaine en toilette : le dimanche, pour les offices et la promenade; un autre jour, pour les visites entre parens; on les conduit cependant au Salon de peinture, mais elles ne vont au théâtre que lorsqu'elles sont mariées. On leur donne des maîtres à domicile; au sortir des deux années passées au couvent, elles s'instruisent presque toutes seules, lisant les mêmes livres que leurs frères. L'éducation sentimentale entre enfin dans la bourgeoisie féminine. La jeune fille devient attentive au mouvement des faits et des idées; elle sent et elle se passionne. Dans cet intérieur discret où elle est aimée, où sa jeunesse s'écoule austère, elle n'est plus aussi pieuse et plus du tout dévote.

Si vous voulez la voir vivre et marcher, la surprendre dans ses habitudes, regardez-la dans les tableaux de Chardin avec ses manches relevées à la saignée du bras, son tablier à bavette, sa guimpe noire, sa croix à la Jeannette, sa jupe de calmande rayée! Regardez-la encore en toilette de dimanche, son manchon à une main! Elle va se rendre au sermon avec sa mère en coqueluchon noir, la jupe à retroussis. Elle arrange le nœud de sa fanchon ou son ruban *au parfait contentement*. C'est l'intérieur du ménage avec l'activité, l'ordre, la règle des heures, les joies modestes du devoir. Il y passe comme un parfum léger de félicité domestique.

Suivez-la dans le monde quand elle est mariée! Elle a l'imagination plus souple et plus vive que son mari; elle a mieux que lui le talent de narrer; les liaisons des mots sur ses lèvres sont imper-

ceptibles. Rentrée au logis, un air d'égalité y règne; la coutume de Paris lui donne, dans les profits, des droits étendus; elle est consultée dans toutes les affaires, aucune ne se conclut sans son assentiment. Elle gagne en bon sens ce qu'elle n'a pas toujours en orthographe; et, si ce n'était sa fidélité conjugale, on lui appliquerait ce mot du plus fin Parisien d'alors: « Une femme n'en est pas moins adorable pour mettre une *s* à la fin de: Je vous aime. »

Une exception est cependant à signaler. La société des financiers, par son opulence, ses goûts de luxe et de plaisir, par ses désirs d'arriver à la noblesse, faisait contraste avec la majeure partie de la haute bourgeoisie. Les fermiers généraux tenaient une place intermédiaire à peu près semblable à celle des magistrats des parlemens. Très en vue, coudoyant les grands seigneurs, les Beaujon, les Bouret, les Grimod, les Godart, les Augeard, tous d'une rare aptitude administrative, quelques-uns même écrivant avec une plume de véritable gentilhomme, à force de bel air et d'impertinente individualité, avaient emprunté ces vices élégans qui substituaient les fantaisies aux passions et ce scepticisme que donne aux manieurs d'argent la connaissance intime de l'espèce humaine. C'était dans le milieu des financiers que se trouvaient en plus grand nombre les raffinés à qui l'on devait la création de toute cette artistique industrie du rococo, du superflu, de l'inutile, de la récréation des yeux, que le XVIIIe siècle a emportée avec ses paniers, ses falbalas, ses élégances. C'était là aussi que se recrutaient ces dégoûtés à qui rien ne faisait plus d'effet comme vrai, mais comme bien trouvé; ceux qui méprisaient les hommes en théorie par-delà ce qu'on peut imaginer et qui cédaient, à chaque instant, à des sentimens de bienveillance et d'indulgence; le siècle le voulait ainsi.

Si quelques scandales, dont toutes les chroniques parlèrent, ont compromis des noms de femmes appartenant aux degrés supérieurs du tiers état, il faut se garder de généraliser. Les fortes assises de la famille bourgeoise ne furent pas atteintes, même au travers des dissipations et des tentations de la richesse rapidement acquise. La mère était là avec ses préoccupations de l'éducation des enfans. Le collège des Grassins, le collège du Plessis ou les oratoriens de Juilly comptaient au premier rang de leurs élèves studieux les fils de ces fastueuses parvenues, les plus empressées à fêter l'esprit et les philosophes.

Il faudrait se garder de croire que la province fût séparée de Paris par les idées et les sentimens; si l'on y connaissait moins la douceur de vivre, la volupté de causer librement avec les hommes qui vous entendent à demi-mot ou qui vous devinent, on était souvent mieux informé de l'existence des livres. Un ouvrage en plu-

sieurs tomes n'était jamais lu à Paris que si la province avait décidé de son mérite. Jamais le commerce n'avait autant enrichi Lyon, Bordeaux, Marseille, Nantes, que sous le règne de Louis XVI. La vie mondaine de la bourgeoisie était brillante; on y jouait beaucoup la comédie de société, et si le goût établissait des différences inévitables, l'honnêteté et le bon ton n'en créaient pas. La probité légendaire des grandes maisons commerciales, l'originalité plus accusée peut-être des caractères, mettaient plus en relief la vigueur morale du haut monde bourgeois. Mais aussi il se trouvait directement face à face avec la noblesse provinciale, qui s'efforçait de plus en plus de racheter par la morgue des manières une importance effacée et qui trouvait, dans des privilèges de vanité, des compensations à une fortune déchue.

Maintenant que nous connaissons les personnages, écoutons-les parler et voyons-les agir.

III.

La révolution sociale de 1789 ne fut que la fin logique et attendue des efforts persistans des classes moyennes depuis plusieurs siècles. Quand l'heure eut sonné, la haute bourgeoisie fut unanime sur ce point qu'il fallait résolument substituer aux institutions aristocratiques et féodales un état nouveau, simple, uniforme, ayant pour base l'égalité des conditions. Même ceux qui, sur les théories politiques, étaient en désaccord, parce qu'ils étaient plus instruits, comme Mounier, Malouet, partageaient, sur les théories civiles, les idées communes. Bien avant la convocation des états-généraux, bien avant le 14 juillet et le 4 août, la révolution était faite dans leur esprit et dans leurs mœurs. Tenant aux deux extrémités de la société française, la classe moyenne écoutait et jugeait toutes les critiques et toutes les plaintes, toutes les colères et toutes les souffrances.

Plus d'une cause chez elle fit éclater la révolte, mais aucune de ces causes ne fut plus puissante que les souffrances de l'amour-propre à chaque instant exaspéré. Qui le croirait? La mauvaise administration des finances, les lettres de cachet, les abus de l'autorité, les lenteurs ruineuses de la justice n'eussent pas fait éclater la révolution. L'inégalité des rangs et du droit n'était plus acceptée par la conscience. La bourgeoisie ne pardonnait plus à l'ancien régime la place inférieure qu'elle y occupait. En province, les froissemens étaient quotidiens. Les femmes les ressentaient encore plus vivement que leurs maris. Qui ne se souvient de l'affront fait à la mère de Barnave au théâtre de Grenelle par le duc de Clermont-Tonnerre, et l'injure lancée par le comte de Chabannes à Lacroix, qui donnait

le bras à une jolie femme, au sortir de la Comédie? Il en était ainsi partout : en Auvergne, Mme Couthon avait aussi ressenti les dédains de la gentilhommerie provinciale. A l'église, les préséances étaient une question capitale. Des bourgeois quittaient la campagne pour venir habiter la ville afin de se soustraire aux humiliations des seigneurs voisins. Quand l'opulence et l'esprit avaient réussi, en apparence, à désarmer cet orgueil nobiliaire, la pointe aiguë effleurait toujours, perçait souvent et ne permettait qu'une familiarité inquiète et sans abandon.

Les anoblis appartenant aux parlemens, au grand-conseil, à la chambre des comptes, aux cours des aides, étaient, à leur tour, frappés de dédain par l'ancienne noblesse, celle qui montait dans les carrosses du roi ou qui allait à la chasse avec sa majesté. La présentation à la cour était le point essentiel. Lorsque Chateaubriand fut invité à chasser avec Louis XVI, il dut établir sa noblesse, de génération en génération, jusques et y compris l'année 1400. C'était bien autre chose pour être de l'ordre du Saint-Esprit ou de Saint-Lazare. « On examinait messieurs les morts avec une somptueuse rigidité. » Pour être un page de la petite écurie, un écuyer de la grande, un gentilhomme de la chambre, il fallait prouver plus de deux cents ans de parchemins. Et il le fallait aussi pour servir dans les maisons d'Orléans et de Condé, et même chez le duc de Penthièvre. C'est la passion de l'égalité, chez une race essentiellement vaniteuse, qui décida donc du premier éclat de la révolution.

Il semble que toutes les circonstances se fussent réunies pour activer la marche de la bourgeoisie vers la démocratie. La noblese s'appauvrissait pendant que les richesses et les lumières du tiers état s'accroissaient; la propriété foncière passait de jour en jour dans un plus grand nombre de mains; dans certaines provinces, les sociétés d'agriculture en venaient déjà à redouter le morcellement pour les exploitations agricoles. A tous ces faits correspondaient partout des habitudes nouvelles de bien-être et de luxe intérieur en même temps que le plus complet épanouissement des esprits. Toutes les idées étaient soulevées avec une hardiesse sans précédens; les conversations cessaient d'être légères et galantes pour devenir des querelles de classe. Pour donner plus d'élan à cette lutte, un arrêt du conseil ne s'était-il pas avisé de charger tous les corps constitués de faire des recherches sur la tenue des anciens états-généraux? Le nombre incalculable de brochures et de mémoires était la preuve de l'agitation sans pareille des classes moyennes.

Plus les pouvoirs politiques de la seigneurie avaient diminué, plus la perception des redevances seigneuriales devenait odieuse; plus la petite propriété augmentait, plus ce qui restait de la féodalité lui paraissait inique; plus les classes laborieuses économisaient, s'in-

struisaient et montaient d'échelons, plus l'abîme se creusait entre elles et cette noblesse, qui vivait de droits féodaux. C'étaient comme deux peuples campés sur le même sol. La réconciliation devenait impossible. Le paysan sauvage, ignorant et méfiant, épargnait denier par denier, afin de payer les procès ruineux qu'il soutenait contre le suzerain. Le seul homme en qui il eût confiance, à qui il racontât ses peines et ses rancunes, ce n'était pas son curé, c'était l'avocat qui partageait ses haines, l'avocat qu'il entendait parler. C'est ainsi que les hommes de loi étaient désignés d'avance à la rédaction des cahiers dans les bailliages. Qu'importaient, pour la plupart, les théories politiques? Les habitans des villages insistaient d'abord pour que leurs chiens de basse-cour fussent délivrés du piquet qu'on suspendait, par ordre du seigneur, au col de ces pauvres bêtes afin de les empêcher de saisir un lièvre, si par hasard il s'offrait à leur portée.

Pendant que, dans les campagnes, le paysan s'animait de plus en plus lorsqu'on l'interrogeait et qu'on faisait une universelle enquête sur ses misères, ailleurs, dans les villes, tout travail, toute industrie qui recevait le contre-coup de l'action de la féodalité s'émancipait. Cette vieille antipathie des bourgeois pour ce qui subsistait de l'ancien régime n'avait pas peu contribué à rendre subitement impopulaire même le parlement, pendant tant d'années leur idole. Il venait de condamner au feu le courageux livre de Boncerf sur *l'Inconvénient des droits féodaux*. L'enthousiasme pour ce grand monde parlementaire, anobli et acquéreur de cens, s'éteignait, et d'Espréménil, revenant en 1788 des îles Sainte-Marguerite, où il était détenu, ne rencontrait plus sur son passage que l'indifférence et l'oubli.

Affranchir les terres et les personnes de toute entrave se confond dans ce cri général : Plus d'inégalités! Personne n'a mieux vu que Rœderer ce motif déterminant des événemens. Il appartenait par son origine, par son éducation, aux plus hautes familles du tiers état. Personne n'avait été plus nourri que lui de toutes les connaissances que possédait son siècle et n'en avait plus adopté les idées généreuses. Il avait même cette supériorité de joindre les connaissances économiques au savoir du jurisconsulte. C'est Rœderer qui, dans sa brochure sur les états-généraux, écrivait ces mots décisifs : « Depuis quarante ans, cent mille Français s'entretiennent avec Locke, avec Rousseau, avec Montesquieu. Chaque jour, ils reçoivent d'eux de grandes leçons sur les droits et les devoirs de l'homme en société; le moment de les mettre en pratique est arrivé. »

IV.

Les légistes, après avoir été les patrons dévoués des paysans dans leurs légitimes revendications, servirent de guide à la constituante dans la refonte de la société civile. Les noms de ces admirables et vaillans bourgeois sont gravés, pour la plupart, dans le martyrologe de la révolution. Ceux qui survécurent, apportèrent, sous le consulat, la même volonté que le premier jour à l'achèvement de leur œuvre sociale et la firent définitivement consacrer. Ils n'avaient pas tous le caractère à la hauteur du talent; mais, par leurs défauts, ils montrèrent que la classe dont ils étaient sortis était plus encore jalouse d'égalité que de liberté. Ils avaient voulu l'une surtout pour assurer l'autre.

Au milieu de cette foule d'hommes d'un sens droit et d'une intelligence vaste, comment ne pas nommer Merlin? Il est impossible de ne pas admirer ce labeur gigantesque qui lui permit de suffire à tout. Presque à lui seul il a, dans le comité féodal, réalisé en détail et avec précision l'abolition décrétée en principe seulement dans la nuit du 4 août. Cette œuvre d'un profond savoir, il en est le commentateur lumineux dans un recueil célèbre; presque seul il verra clair dans cette confuse législation intermédiaire. Investi du ministère de la justice, non-seulement il sera administrateur, mais il trouvera le temps de répondre directement aux tribunaux, aux officiers du ministère public, même aux juges de paix qui le consultent sur des questions de droit embarrassantes. Procureur-général à la cour de cassation, il consolidera la révolution par une jurisprudence immuable dans ses grandes lignes. Pourquoi faut-il que tant de talent, une raison si lumineuse, un esprit si audacieux dans ses conceptions juridiques, une volonté si persistante dans l'organisation de la nouvelle société civile, aient été associés souvent à tant de faiblesse de caractère et à des mesures qui ont dû peser sur sa conscience?

Ce ne sera pas le seul exemple où, dans ce monde de haute bourgeoisie, nous trouverons des taches qui feraient presque désespérer des vertus de notre race. Saluons du moins, à cette aube éclatante et pure de leur vie publique, les représentans de l'esprit bourgeois qui apportèrent à la constituante tant d'amour de l'humanité, tant de vigueur dans le dernier assaut livré à l'ancien régime, tant de confiance dans l'avenir et tant d'enthousiasme désintéressé dans une entreprise grandiose!

Il est des noms parmi eux qu'on répète volontiers, ceux de Lanjuinais, de Le Chapelier, de Thouret, d'Enjubault, de Rœderer, celui de Tronchet, si vénéré qu'un décret l'appelait un jour à la tri-

bune de l'assemblée pour qu'il donnât son avis ; Tronchet, une âme si parfaite que, en 1807, lorsque la mort le frappa, les juges les plus sévères s'inclinèrent devant cette renommée sans tache et cette sévère probité. Il en est d'autres encore dont nous réveillerons les ombres respectées : Malouet, en qui l'Auvergne avait mis son bon sens politique et ses facultés équilibrées ; Mounier, le plus passionnément raisonnable d'eux tous, le mieux préparé à un rôle important dans les jours de liberté calme ; Barnave, le plus éloquent et le plus sincère de ces jeunes hommes que la philosophie et le droit avaient formés ; Adrien Duport, qui n'avait pas été élu par le tiers état, mais qui lui appartint, dès le premier jour, par sa mâle attitude, par ses sentimens démocratiques ; Duport, à qui nous devons l'introduction du jury. Tous, pleins d'illusions et épris de justice ; tous, il est vrai, dominés par les abstractions ; mais est-ce que les abstractions sublimes ne gouvernent pas les âmes, ne grandissent pas les caractères en élevant les pensées !

Dès les premiers jours de la constituante, le vote individuel avait été substitué au vote par ordre ; toute distinction de rang et de préséance entre les députés avait été prohibée ; l'admissibilité, sans distinction de naissance, aux emplois civils et militaires, avait été proclamée ; et, comme un symbole est nécessaire aux yeux pour constater le triomphe d'une idée, la destruction de la Bastille prenait ce caractère pour la bourgeoisie.

Le lendemain du 14 juillet, Étienne Delécluze, tout enfant, se promenait sur les boulevards avec son père : « Qu'est-ce donc que la révolution ? lui demanda-t-il. — Il est bien difficile de te répondre... Si tu étais plus grand... Tiens, je ne puis mieux faire qu'en te disant que la révolution détruit toutes les distinctions entre les hommes. Désormais, il n'en existera plus qu'une : celle que la science et l'instruction mettront entre les ignorans et les savans. Aussi, travaille bien, si tu veux te distinguer. Il n'y a plus d'autre noblesse. »

La bourgeoisie avait fondé la démocratie. La déclaration des droits ne fut que le frontispice des principes nouveaux. La bourgeoisie voulut établir la justice à tout jamais, dans la société moderne, lui restituer son ordre naturel : elle abolit donc la féodalité, et avec la féodalité, tous les droits qui en découlaient. Non pas que la seigneurie fût encore celle du moyen âge et même celle du XVIe siècle ! Elle n'exerçait plus, à proprement parler, d'influence juridique sur le classement des personnes. Le roturier, comme les nobles, pouvait devenir possesseur de droits féodaux ; ces droits étaient d'autant plus faciles à posséder que la plupart n'étaient que fiscaux et échappaient aux embarras de l'exploitation. Mais ils paralysaient si bien la culture qu'Arthur Young, en 1787, s'écriait : « Ah ! si j'étais

pour un jour le législateur de la France, comme je ferais bien danser tous ces grands seigneurs ! »

Quant aux privilèges, aux préséances, à ces vanités extérieures auxquelles leurs possesseurs attachaient peut-être plus de prix qu'à des revenus, on ne les discuta même pas. Ils furent abandonnés sans phrases. En tête des décrets de la nuit du 4 août, la constituante traça le résumé du plan qu'elle concevait. Il fallait quatre années pour l'accomplir dans la législation. Les racines du vieil arbre féodal étaient si profondes que de longs efforts étaient nécessaires pour les extirper.

Les légistes qui dirigeaient les comités et les délibérations avaient fait une distinction entre la féodalité *dominante* et la féodalité *contractante*, entre les justices seigneuriales qui étaient des portions détachées de l'autorité publique, entre les servitudes personnelles ou les redevances qui en représentaient l'abolition, et les contrats d'inféodation. Les premiers de ces droits féodaux attentaient à la souveraineté de l'état, les seconds violaient la liberté du citoyen, les troisièmes seuls tiraient leur origine de conventions véritables. Les jurisconsultes firent décider que les deux premiers étaient abolis sans indemnité, le rachat pour les derniers fut admis.

Les censitaires, on ne l'ignore pas, n'acceptèrent pas cette décision ; ils protestèrent, rédigèrent de nouveaux cahiers et appelèrent une loi plus radicale sur les droits déclarés rachetables.

Le sol affranchi, les privilèges détruits, il fallait, par la division de la terre, multiplier le nombre des propriétaires, créer plus de citoyens intéressés au nouvel ordre de choses ; la bourgeoisie n'hésita pas à donner les biens nationaux comme dot à la constitution. Elle fit mettre aux enchères la dixième partie de la richesse foncière du pays.

Elle n'eût pas cependant vulgarisé la propriété si elle n'avait pas d'abord transporté dans la famille l'esprit nouveau d'égalité. Depuis longtemps, la famille bourgeoise, réunie dans un faisceau serré et indissoluble, réalisait dans les sentimens, les lois de la nature et de la raison. Les philosophes et les légistes s'étaient mis d'accord pour appliquer l'ancienne formule de Marculfe : « Comme Dieu a donné au père tous ses enfans, ils doivent avoir une part égale aux biens de leur père. » Aussi les droits d'aînesse et de masculinité, représentant le principe féodal, furent-ils supprimés et l'égalité établie dans les partages de toute espèce de succession. Mais avec sa noble mission de faire passer dans la loi le spiritualisme social, la bourgeoisie ne voulut pas proscrire la liberté de tester et le droit pour l'homme de disposer d'une partie de ses biens. Tronchet, qui fut l'organe de la pensée commune, dit aux applaudissemens de tous ceux qui l'écoutaient : « Pourrait-on refuser au père de récom-

penser par un témoignage d'affection plus particulière l'enfant qui se sera le plus distingué par son respect et sa tendresse filiale, qui se sera dévoué à secourir la vieillesse infirme de ses parens; qui, par son travail, aura contribué sans intérêt à augmenter le patrimoine qui devient commun? Les fils pourraient-ils légitimement lui envier cet acte de justice? »

L'abolition du retrait lignager que pouvaient exercer en cas de vente les parens du vendeur et qui était enraciné dans les habitudes des pays coutumiers, fut la conséquence des dispositions destructives de la constitution féodale dans la famille. Il n'y eut pas de résolution plus conforme à l'esprit qui animait le foyer domestique du XVIIIe siècle; et le cœur des mères, dans ces heures trop rares d'union patriotique, battit du même mouvement que celui des enthousiastes fondateurs du monde moderne.

On ne connaît pas vraiment la révolution si l'on n'a pas lu les travaux des comités de l'assemblée et surtout les admirables rapports de Merlin sur les droits féodaux, sur les retraits de bourgeoisie, sur le retrait lignager, sur les successions, sur les réserves coutumières et les dévolutions. C'est dans ces résumés de la science juridique, dans ces pages écrites sous l'inspiration brûlante de l'opinion bien plus que dans les discussions de l'assemblée, discussions souvent abrégées, qu'il faut suivre le gigantesque effort de nos aïeux pour constituer la société civile qui nous abrite. Nous n'avons qu'à louer dans cette première partie. Après avoir établi dans la famille la justice et l'égalité, les classes moyennes essayèrent en politique de les concilier avec la vieille monarchie, et, tentative plus grave! de faire entrer la démocratie dans les nouveaux rapports de l'église et de l'état.

V.

Sur la question religieuse, la haute bourgeoisie de la fin du XVIIIe siècle avait des opinions très arrêtées. La bourgeoisie parisienne, dans la réunion préparatoire des élections, avait pris une attitude particulièrement hostile au clergé. Elle ne voulait pas de la religion sous forme d'institution politique. Le souffle du XVIIIe siècle, en minant les croyances positives, avait laissé chez la plupart de ceux qui l'avaient respiré un déisme qui suffisait à leurs aspirations. Le cahier rédigé par la députation de Paris manifeste clairement cet état des esprits. Ils furent cependant entraînés à commettre une des plus sérieuses atteintes contre la liberté de conscience.

Leur éducation juridique obscurcit sur ce point leur intelligence. Un reste de levain janséniste fermenta dans un groupe ayant pour chefs Camus, Martineau, Treilhard. L'idée dominante des vieux lé-

gistes était la subordination de l'église au pouvoir civil. Leurs luttes séculaires avec la cour de Rome, leurs goûts de clergé national et soumis au roi, avaient constitué un tempérament absolument rebelle à la conception d'une église libre dans l'état. C'est une erreur profonde que de croire qu'il y ait eu alors un moment où la question de la séparation de l'état et de l'église pût être portée avec succès devant l'opinion publique. Même quand la révolution avait tout brisé, quand le scepticisme avait tout remis en question, à l'époque où Bonaparte négociait le concordat, la bourgeoisie, en majorité, n'eût pas compris qu'on laissât l'église libre. C'était une de ces idées que ses vieux jurisconsultes lui avaient appris à dédaigner.

Vis-à-vis des personnes qui formaient l'ordre du clergé, vis-à-vis de la propriété ecclésiastique, elle ne voulut que l'application des principes de l'ancienne monarchie. Tout en reconnaissant que le catholicisme était la religion dominante, elle déclarait que chaque citoyen était libre dans son culte, et répudiait une religion d'état. Tout en maintenant les prêtres, elle détruisait l'ordre du clergé. Le principe de l'individualité qui lui faisait briser toute corporation, elle l'introduisait dans la société ecclésiastique; et, comme première conséquence, elle sécularisait le mariage.

Depuis le concile de Trente et l'ordonnance de Blois de 1579, l'acte civil avait été absorbé par le sacrement. Sans interdire la bénédiction nuptiale, sans même nier la dignité du mariage chrétien, les bourgeois de la constituante ne considérèrent le mariage que comme un contrat civil et renvoyèrent au pouvoir législatif la création du mode de constatation des naissances, mariages et décès, et la désignation des officiers publics qui en recevraient les actes. La société française fut sécularisée.

Les témoignages les moins suspects indiquent cependant que le clergé paroissial, particulièrement les curés de Paris et des grandes villes, sortis en grande partie de familles bourgeoises, étaient entourés de considération et la méritaient. Les antipathies et les critiques étaient réservées contre les abbés pourvus de bénéfices. Le tempérament ironique de la nation s'adressait surtout aux moines et aux femmes appartenant aux communautés religieuses. Les vocations pieuses étaient en effet devenues rares. La verve gauloise ne tarissait pas quand il s'agissait des couvens et de la mendicité monacale. Un ordre de femmes était pourtant excepté, celui des religieuses hospitalières. Les congrégations enseignantes d'hommes étaient même respectées, parce qu'elles étaient entrées dans le mouvement des idées. La bourgeoisie permit à la révolution d'entrer dans le cloître. Avec son esprit logique et de réaction laïque, elle distingua justement entre les liens de la foi et ceux de la loi civile ; elle refusa de mettre

le bras séculier au service des vœux prononcés ; elle ne les sanctionna pas et interdit leur perpétuité.

Cette sécularisation à l'égard des personnes, les représentans des classes moyennes la poursuivirent à l'égard des biens. Ils reprirent les idées émises par Machault, dès 1769, lorsqu'il proposait l'aliénation d'une partie des biens de l'église. Avec les distinctions déjà établies entre la nature des biens féodaux, les dîmes inféodées avaient été déclarées rachetables. Ces distinctions, l'opinion des campagnes ne les accepta pas davantage. La dîme, quelle qu'elle fût, même résultant d'un contrat, était odieuse au paysan. Elle cessa d'être perçue, ainsi que les droits casuels.

Ce n'était que le premier pas. Le second fut rapidement fait. Le clergé sous la monarchie féodale étant un ordre dans l'état, ayant une personnalité morale, avait pu être propriétaire. La propriété reposait sur les rapports entre la chose et la personne. Les légistes de 1789 détruisirent ce rapport fondamental, en dissolvant le clergé comme ordre et en ne reconnaissant plus que des individus, des prêtres, des citoyens. Dès lors ils ne pourront plus acquérir ni posséder qu'individuellement. L'état, disaient Chapelier et Thouret, par droit de déshérence ou d'occupation, recueille la succession des personnes morales qui disparaissent. « Tant que le clergé conservera ses biens, l'ordre du clergé ne sera pas détruit. »

C'était l'idée d'un clergé dépendant du pouvoir civil qui hantait l'intelligence de ces hommes profondément imbus du souvenir des luttes antiultramontaines des parlemens, luttes soutenues au nom du roi, évêque du dehors. Ils avaient de l'état une notion qui fait comprendre leur système administratif et judiciaire. Appliquée au domaine de la conscience, cette notion ajoutée à de vieilles rancunes assoupies allait leur faire commettre la plus redoutable faute et la moins justifiable contre la liberté. Ils voulurent, on le sait, toucher aussi à la discipline et aux formes organiques de l'église de France. Ces bornes, si justement posées par eux, entre le spirituel et le temporel, ils furent les premiers à les renverser.

Les quelques jansénistes de l'assemblée avaient conçu l'espoir de faire prévaloir leurs doctrines, et cet espoir se fortifiait dans leur esprit, par l'idée qu'ils se rapprochaient davantage des formes de la primitive église. Avec l'âpreté qui caractérise les minorités longtemps opprimées, ils reconstituèrent entièrement le clergé sur de nouvelles lois, conformèrent les circonscriptions des diocèses à celles établies pour les départemens et essayèrent de soustraire l'église de France à la domination de la cour de Rome. Comme ils exerçaient une influence prépondérante dans le comité ecclésiastique, ils firent présenter par Martineau, un des leurs, le projet de constitution civile du clergé.

Transformer à ce point l'organisation du catholicisme, asseoir tout l'édifice ecclésiastique sur l'élection populaire, créer l'indépendance de la juridiction des évêques à l'égard de celle du pape, qu'était-ce de la part d'une assemblée politique, sinon placer en définitive l'église sous la dépendance du pouvoir civil? Pour que, du reste, aucun doute ne soit possible sur le but, pour bien attester les tendances de cet esprit unitaire qui caractérisait la bourgeoisie, on n'a qu'à se souvenir des paroles de Treilhard, dans la séance du 29 mai 1790. « Un état peut admettre ou ne pas admettre une religion; il peut à plus forte raison déclarer qu'il veut que tel établissement existe dans tel ou tel lieu, de telle ou telle manière; quand le souverain croit une réforme nécessaire, rien ne peut s'y opposer. »

Pas plus qu'ils ne comprenaient la liberté d'association limitée par la loi, ces hommes sincères ne purent se dégager de ce faux principe qui prend la souveraineté collective pour la liberté. On n'a pas oublié comment l'assemblée, pour donner à cette organisation nouvelle un point d'appui dans la conscience des ecclésiastiques, aggrava sa faute en exigeant des ministres du culte le serment à la constitution civile. On n'a pas oublié la protestation éloquente de Montlosier et ce mot profond de Maury : « Prenez garde, il n'est pas bon de faire des martyrs! » Les hommes auxquels ces paroles s'adressaient étaient des idéalistes et non des sceptiques. Ils se trompaient de bonne foi. Leur œuvre n'eut d'autre résultat que de retremper dans l'exil et dans la persécution les vertus défaillantes du clergé du XVIIIe siècle. Dans certaines provinces, loin des voix tumultueuses et des fièvres de Paris, ils troublèrent dans les familles religieuses plus d'une de ces âmes ardemment éprises de la révolution, mais qui n'avaient pas séparé leurs croyances de leurs aspirations égalitaires. La guerre civile était proche. Elle devait éclater dès que l'arbitraire démocratique n'aurait plus en face de lui les talens et les caractères du parti constitutionnel.

VI.

Quels furent les sentimens politiques de la haute bourgeoisie? Les institutions ne lui avaient pas appris à devenir libérale. Les états-généraux avaient été trop rarement assemblés pour exercer une action régulière sur les mœurs publiques; protestation intermittente des souffrances des roturiers, ils n'avaient pu faire leur éducation politique. Les tentatives d'intervention directe du parlement de Paris dans les affaires du royaume avaient bien créé dans les classes moyennes une élite politique; mais l'esprit de caste avait fini par surexciter l'orgueil de messieurs du parlement et les

avait mis au travers de la marche des idées. Ils excitaient de temps à autre des désirs de liberté légale, sans les satisfaire par aucune opposition sérieuse et continue. Cette opposition parlementaire servait d'aliment à l'esprit de discussion, mais elle n'était pas une école de gouvernement libre.

Les franchises municipales eussent été un meilleur apprentissage, mais elles n'avaient pu se relever des coups indirects que Louis XIV leur avait portés. Les municipalités dans les villes avaient dégénéré en coteries; et dans les paroisses rurales, elles n'existaient vraiment plus. Hormis en Bretagne, la vie particulière de chaque province, les originalités elles-mêmes, s'affaiblissaient. L'autorité des intendans et des subdélégués était toute-puissante; et c'est une vérité banale aujourd'hui que la France, dès avant 1789, était déjà la nation où les procédés administratifs étaient les plus perfectionnés. Habituée à voir dans la royauté la source des réformes, la haute bourgeoisie, dans sa réaction légitime contre ce qui subsistait de la féodalité, ne comprenait qu'un pouvoir central fort et puissamment organisé; et ce serait singulièrement se tromper que de croire que la révolution modifia sur ce point les idées reçues. L'état était déjà une sorte de Providence.

Au fond, l'esprit de nos aïeux ne diffère pas beaucoup du nôtre. Leur admiration raisonnée pour des maîtres qui se sont appelés Louis XI, Richelieu, Louis XIV, avait laissé dans leur intelligence politique des traces ineffaçables. Le spectacle d'un despote réalisant des réformes démocratiques avait été leur éducation historique; de telle sorte que, dans la pratique, les traditions chez eux étaient serviles.

Au contraire, en théorie, jamais les idées n'avaient été plus avancées! C'était dans les livres des philosophes, et uniquement par les livres, que l'éducation politique avait été préparée! Et ces livres avaient enseigné l'absolu mépris du passé, le dédain des transactions avec les intérêts qui pouvaient être dignes de respect. A l'inexpérience s'adjoignait, donc une audace inouïe dans la sphère de la spéculation philosophique, une confiance orgueilleuse et sans limites dans des maximes. Un mouvement tout idéaliste de justice et d'indépendance était associé à l'ignorance des faits et des réalités extérieures, à l'amour de l'uniformité sous la main de l'administration.

La haute bourgeoisie avait de plus les procédés révolutionnaires. Elle les tenait de ce qu'il y avait d'abstrait dans ses études théoriques de la politique. Elle s'était arrêtée à trois ou quatre livres bien connus, sans aller au-delà. Bien peu, comme Mounier, comme Malouet, se rendaient exactement compte de la nécessité de séparer le pouvoir exécutif du pouvoir législatif. Bien peu envisageaient

le danger de concentrer dans une seule assemblée les délibérations et les responsabilités du gouvernement. Plus les sentimens chez nos pères étaient généreux et les desseins admirables, plus les maladresses, les inexpériences apparaissaient à chaque pas, créaient des obstacles et étaient autant de causes d'irritation et de colère. Avant le moment où elle surgit, la révolution était faite dans ces intelligences très cultivées. Le publiciste qui a le mieux connu cette élite et qui la recevait chez lui tous les soirs, au sortir des séances de l'assemblée, Mallet du Pan, constatait que les vœux des politiques modérés se trouvèrent dépassés même le jour où ils purent se produire. Un événement dont l'influence fut profonde et longtemps méconnue, l'indépendance des États-Unis et de l'Amérique du Nord, donnait à leurs passions démocratiques un élan démesuré.

Le goût pour la liberté était plus dégagé de toute espèce de liens chez les quarante grands seigneurs de la vieille noblesse. Ils avaient lu aussi, mais ils avaient passé la Manche. Il en était autrement de la petite noblesse provinciale très nombreuse à la constituante, et d'autant plus hostile qu'elle jalousait le monde de la cour. Pour les premiers, le mouvement révolutionnaire, au début, n'était que combat de plume et de paroles, qui ne leur paraissait faire aucun dommage à la supériorité d'existence dont ils jouissaient et qu'une possession de plusieurs siècles leur faisait croire inébranlable. Ils étaient prêts dès lors à accepter une monarchie parlementaire. Mais combien étaient-ils? Et cependant, même vis-à-vis de ces grands seigneurs éclairés qui avaient vivement ressenti l'agitation de l'esprit du siècle, la bourgeoisie eut une méfiance incurable.

Les femmes n'étaient pas les moins ardentes. Les abus de la cour, la coterie de la malheureuse reine étaient l'objet de leur haine; et les meilleures d'entre elles distribuaient des libelles qui descendaient du salon à la rue. Les émotions violentes les exposèrent à bien des retours. Que la révolution se fût accomplie sans égarement et sans crime, elles l'eussent suivie jusqu'au bout. Dans le trouble inévitable apporté aux intérêts par les événemens, elles avaient sur-le-champ, et les premières, pris leur parti de la gêne. La foi dans les idées nouvelles les soutenait. Il n'y avait pas jusqu'à l'enrôlement de leurs maris dans les gardes nationales qui ne leur plût! Elles n'avaient pas encore ressenti les fatigues du malheur et les mécomptes des espérances brisées. C'était dans le salon de Mme Panckouke soit à Paris, soit à Boulogne, ou dans dans le salon de Mme Pourrat à Louveciennes, qu'on eût le mieux noté, à l'aurore de la révolution, la transformation rapide des femmes de la haute bourgeoisie.

Il était à la mode d'appartenir à la réunion qui portait le titre

de *Société de 89* et qui avait pris une importance soudaine depuis la scission entre les membres du premier club des jacobins. Le but que se proposaient les adhérens à cette société était de développer, de défendre et de propager les principes d'une constitution libre. On y trouvait inscrits, non-seulement les députés du tiers état les plus célèbres, mais des publicistes éminens, des savans, des hommes de lettres. Il y avait là Bailly, Beaumetz, Monge, Lavoisier, Pastoret, Récamier, Siéyès, Thouret, Rœderer, Ramond, Garat, Emmery, Barnave, Duquesnay, Dupont (de Nemours), Suard, Rulhière, Piscatory, Lecoulteux, Lacretelle, A. Chénier, Chapelier, Duport, les Trudaine. La rupture avec les démagogues étant définitive, les constitutionnels fondèrent, plus tard, dans les bâtimens jadis occupés par les feuillans, sous le nom d'*Amis de la constitution*, une réunion semblable à la première. Quelques personnages nouveaux s'y adjoignirent : Beugnot, Quatremère, Regnault, Michaud, Boissy (d'Anglas), Goupil de Préfeln, Fulchiron, Ginguené, Gouy.

Ils avaient créé un organe de publicité sous le nom de *Journal de la société de 89*. *L'Avis aux Français* d'André Chénier, les pages les plus éloquentes de ce noble esprit y parurent. *L'Ami des patriotes* offrit ensuite l'exposé fidèle des idées politiques de la haute bourgeoisie; enfin, lorsqu'un groupe d'hommes de cœur résolut de lutter dans la presse contre l'influence grandissante des jacobins, ce fut le *Journal de Paris* qui devint le dernier organe des opinions modérées. C'est à ces feuilles souvent éloquentes, c'est aux rapports de l'Assemblée, aux souvenirs recueillis dans la retraite, encore plus qu'aux harangues de la tribune qu'il faut demander les projets, les pensées politiques des chefs de la bourgeoisie jusqu'au 10 août 1792. A partir de cette date mémorable, leur parti est vaincu et dispersé! Il n'y aura plus que des efforts isolés. Les jeunes iront encore jusqu'aux girondins. L'abîme après le 30 mai fut irrévocablement creusé! Comme disait André Chénier: « J'ai goûté quelque joie à mériter l'estime des gens de bien en m'offrant à la haine et aux injures de cet amas de brouillons corrupteurs que j'ai démasqués ; s'ils triomphent, ce sont gens par qui il vaut mieux être pendu qu'être regardé comme ami. »

Si les tendances, dans ce milieu constitutionnel, étaient entièrement démocratiques, les opinions n'étaient pas républicaines. Personne, dans cette génération enthousiaste et désintéressée, ne songeait en 89 à renverser la monarchie héréditaire et à lui substituer une autre forme de gouvernement. Comment donc ces honnêtes gens entendirent-ils unir la royauté à la démocratie, constituer une société politique qui réalisât leurs aspirations libérales, répondît à leur raison, à leur besoin de justice, à leur amour du droit commun? Jamais tâche ne fut plus difficile.

VII.

S'il ne se fût agi que de rester dans la sphère supérieure des principes et des libertés individuelles, ces hommes illustres n'auraient éprouvé ni hésitation ni embarras. Ce sera leur éternel honneur qu'après avoir proclamé la souveraineté nationale et revendiqué, pour les représentans de la nation, le droit de faire la loi et de voter l'impôt, ils voulurent aussi donner au monde entier une charte modèle. Les libertés du citoyen étant le but, la fin de toute organisation politique, ils en déduisirent toutes les conséquences passées aujourd'hui dans notre sang. Les crimes seront personnels et la confiscation est abolie; toute entrave mise à l'association industrielle est supprimée; le secret des lettres est inviolable; la presse est déclarée libre; quiconque signe ou exécute l'ordre d'arrêter un citoyen, hors des cas strictement déterminés, est frappé des peines les plus sévères. Mais il ne suffit pas de proclamer des libertés et des droits pour qu'ils aient la vie, il faut les placer sous la protection d'institutions assez larges pour qu'ils se développent, assez fortes pour qu'ils soient garantis de toute atteinte. Les divergences, les incohérences, les préventions éclatèrent alors; mais jusqu'au moment où l'on se heurta aux réalités, on eût pu croire, dans ce tournoi d'opinions métaphysiques, que l'assemblée n'était qu'un congrès de philosophes.

Hormis un faible groupe, dont Mounier, Malouet, Bergasse étaient les orateurs et qui voulait prendre pour type la constitution anglaise, la chimère que la haute bourgeoisie poursuivit, était une royauté démocratique, avec une assemblée souveraine et unique. C'est à peine si, sur les bancs supérieurs de la gauche, trois ou quatre députés, alors obscurs, apercevaient vaguement la république au bout de leurs théories. Au milieu de la confusion des idées, les conditions fondamentales du gouvernement représentatif se posèrent néanmoins, mais sans méthode et sans le calme nécessaire à de pareilles délibérations. Ce calme était impossible, au milieu des ruines d'une ancienne société détruite et sous l'œil de Paris affamé, inquiet, méfiant, irrité.

Parmi les questions constitutionnelles, en est-il de plus importantes que les rapports du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif, la division en deux chambres, la responsabilité ministérielle et le point de savoir auquel des deux pouvoirs reste le dernier mot s'il survient entre eux un dissentiment grave? Les députés les plus influens des classes moyennes firent successivement partie du comité de constitution, comité dont les membres se renouvelèrent fréquemment. Nous savons bien le fond de leurs doctrines. Rien

qu'à la lecture du premier programme préparé par le comité (5 juillet 1789), on s'aperçoit du peu de netteté dans les vues et du peu de précision de la langue politique. C'est ainsi qu'après la division consacrée des trois pouvoirs le comité propose, on ne sait pourquoi, de régler les devoirs et les fonctions du pouvoir militaire. Toutefois, ce n'est que sur le second rapport (28 août) que la bataille des idées s'engage. Mounier avait commencé par reconnaître hautement que la souveraineté résidait dans la nation: mais que cette souveraineté, la nation ne pouvait l'exercer directement elle-même; deux chambres délibérant séparément étaient nécessaires pour assurer la sagesse des délibérations « et pour rendre au corps législatif la marche lente et majestueuse dont il ne doit pas s'écarter. » La majorité du comité pensait, en outre, que l'autorité royale ne pouvait être réellement protégée si l'on refusait au roi le droit absolu de sanction. L'assemblée avait été avertie, par la bouche de Mounier, qu'elle touchait au moment suprême, et elle allait décider si la France aurait une constitution viable ou si elle tomberait dans une longue et funeste anarchie.

Derrière une seconde chambre, la bourgeoisie s'obstinait à voir reparaître le spectre de l'aristocratie, qu'elle voulait abaisser pour toujours. Elle se décida pour une assemblée unique. Il était indispensable alors que la chambre des représentans eût un contrepoids qui l'empêchât d'arriver à la tyrannie. Thouret, avec la forte trempe de son esprit, était intervenu dans les débats pour chercher une conciliation. Le *veto* absolu fut écarté; le *veto* suspensif l'emporta, avec effet, jusqu'à la seconde législature seulement. C'en était fini des idées gouvernementales de Mounier et de ses amis. Tout en restant dévoué à la monarchie constitutionnelle, la majorité des députés de l'ancien tiers état se fermait les oreilles. Elle tenait pour démontré que les institutions des autres peuples étaient imparfaites, et que jusqu'en 89 le genre humain s'était égaré.

Ce fut bien pis lorsqu'on examina le rôle des ministres et la portée qu'il fallait attribuer à la responsabilité ministerielle. L'insouciance sur ce point n'eut d'égale que l'ignorance. Qui se douta, excepté Mirabeau, que le ressort principal du mécanisme constitutionnel était tout entier dans ce principe? La plus lourde faute, en matière d'organisation politique, fut commise lorsque fut votée la proposition de Lanjuinais, excluant du ministère tout membre de l'assemblée nationale (7 septembre 1789). Les méfiances envers Louis XVI avaient grandi, et le fossé qui séparait les deux pouvoirs s'élargissait.

Du moins, lorsqu'il s'agit de réformer les institutions judiciaires,

les jurisconsultes furent guidés par leurs instincts. De l'organisation de la France telle qu'elle existait avant la révolution ils avaient peu à conserver. L'unité nationale reçut d'eux sa sanction définitive. La question d'attributions des corps qu'ils venaient de constituer ne les divisa pas. Leur esprit démocratique l'emporta sur l'esprit libéral. Le vice radical de leur plan fut de créer, avec les directoires de département et de district, des administrations collectives. L'idée d'un administrateur unique, contrôlé par un conseil élu, ne leur était pas venue. Leur fausse théorie qui plaçait le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif l'un en face de l'autre, comme deux ennemis, conduisait à faire nommer les directoires par les assemblées administratives, sans qu'ils pussent être révoqués, à moins de forfaiture. Les procureurs-syndics, bien que chargés uniquement de l'expédition des affaires courantes sans voix délibérative, échappaient ainsi à l'influence royale et dépendaient des conseils élus.

L'anarchie éclata bientôt à tous les yeux. Au lieu de revenir sur leurs pas, les plus habiles eux-mêmes, comme Target, Thouret, Chapelier, cherchèrent alors le remède dans la confusion de tous les pouvoirs. Ainsi, ils furent bien vite amenés à attribuer au pouvoir exécutif le droit de suspendre les corps administratifs et d'annuler leurs actes ; mais le recours fut toujours réservé devant le corps législatif. Que devenaient dès lors les conditions de la liberté réglée?

Les légistes furent mieux inspirés lorsque, après avoir renversé le vieux système judiciaire, ils donnèrent une organisation nouvelle à la magistrature. Après avoir adopté le jury au criminel et l'avoir sagement rejeté au civil, malgré Adrien Duport, ils établirent l'égalité devant la justice, comme devant la loi, en supprimant toute juridiction exceptionnelle ou privilégiée. Ils s'efforcèrent de réaliser ce beau rêve : avoir des magistrats indépendans par la conscience, mais dépendans de la nation par leurs fonctions, et ne devant leur place qu'au savoir et à la probité. Au lendemain de la suppression des parlemens, dont les agitations avaient laissé des traces dans leur mémoire, les légistes de la constituante craignirent la reconstitution d'une aristocratie parlementaire, s'ils laissaient au roi la nomination de la nouvelle magistrature. Au milieu des méfiances, les opinions intermédiaires s'effacèrent comme toujours. La présentation de trois candidats, parmi lesquels le chef du pouvoir exécutif choisirait, paraissait un système raisonnable. Il fut écarté. La question se posa, encore une fois, dans le domaine de l'absolu, entre l'idée monarchique et l'idée démocratique : celle-ci l'emporta. On remit au peuple seul le choix des juges ; le roi eut uniquement le droit de nommer les officiers chargés des fonctions du ministère public.

Comme elle était cuisante, même dans les meilleures âmes, la blessure des iniquités de l'ancien régime! Comme était illusoire, dans les intelligences les plus fermes, la confiance dans la race humaine et dans la pure logique! « Contre qui, disait Thouret, se commettent les crimes et les délits, si ce n'est contre le peuple? C'est donc au nom du peuple et par un délégué du peuple qu'ils doivent être poursuivis. S'il en était autrement, les ministres mal intentionnés pourraient poursuivre des accusations les plus injustes les amis de la liberté. » Le droit d'accusation fut enlevé au ministère public, ou plutôt aux commissaires du roi, suivant l'expression significative de Duport. Le droit de grâce suivit le droit d'accusation; et le pouvoir exécutif au nom de qui se rendait la justice fut à peu près étranger à son administration. Les cadres furent du moins habilement conçus : à la base, une création toute du XVIIIe siècle, la justice de paix; en haut, une cour supérieure de revision; comme intermédiaires, des tribunaux de district devenant juges d'appel les uns des autres. Sauf sur ce point que l'expérience corrigea, les grandes lignes ont été conservées. Mais l'expérience fut prompte à prouver les vices du système électif dans l'ordre judiciaire.

VIII.

L'abus des principes simples avait pour effet de détendre tous les ressorts du gouvernement et d'en détruire l'action salutaire. Au lieu de voir dans la liberté la limite des droits de chacun, limite posée par la justice, exprimée par la loi, défendue par la force publique, la plupart, par défaut d'éducation politique, ne voyaient dans la liberté que l'expression d'un droit personnel et absolu, sans relation avec le droit des autres. Ce péril n'échappait pas aux yeux des clairvoyans. Dans leurs réunions particulières, les réflexions les plus judicieuses se faisaient jour; mais les portes ne s'ouvraient pas au public, et les opinions modérées exprimées à la tribune de l'assemblée n'avaient pas un assez long retentissement. Le terrain constitutionnel était de plus en plus étroit.

Le courage de la haute bourgeoisie ne faiblissait cependant pas; à Paris, elle soutenait hardiment Lafayette; elle payait de sa personne pour réprimer l'émeute; en province, elle avait encore la majorité dans les municipalités, dans les rangs des officiers de la garde nationale. Mais une révolution ne peut pas se terminer par les moyens qui l'ont fait réussir; et Desmeuniers, Chapelier, Thouret, Barnave, Beaumetz et leurs amis comprenaient trop tard qu'il fallait fortifier l'action du gouvernement.

Depuis le retour de Varennes, les constitutionnels tentaient osten-

siblement un dernier effort pour constituer la monarchie représentative. Leurs tentatives infailliblement échouaient s'ils n'osaient pas reviser la constitution. L'histoire nous a appris comment le comité, n'ayant pas la certitude d'être soutenu contre les attaques de la sur droite de l'assemblée et contre les folies des démagogues, se renferma strictement dans son programme et, hormis deux ou trois points insignifians, ne changea rien aux vices de la constitution de 1791. Malouet, qui essaya de porter le débat sur les articles fondamentaux, fut rappelé à l'ordre. « Les aristocrates, avoue le marquis de Ferrières, ne voulurent prendre aucune part à la revision et laissèrent, en se frottant les mains, les jacobins battre les constitutionnels. »

Si les fautes des adversaires n'excusent pas celles qu'on fait soi-même, elles devraient du moins atténuer la sévérité du jugement. Faire rétrograder la révolution jusqu'à l'ancien régime à l'aide des armées étrangères, ou la précipiter dans l'anarchie et dans le sang, au moyen de l'organisation jacobine, tel fut le problème qui se posa devant les députés des classes moyennes, le 30 septembre 1791, au moment où la constituante se séparait et où une assemblée dont elle avait exclu ses membres prenait séance. Quelque bien douée qu'elle soit, une nation n'a pas deux fois, dans la même période, une pléiade de penseurs, de jurisconsultes, d'orateurs, de philosophes. Elle n'a pas même deux fois, lorsque l'éducation politique est à faire, le groupe silencieux, mais pondérateur, des hommes de bon sens. Aussi, sauf quelques individualités laissées en dehors par les élections de 89, sauf quelques jeunes gens éloquens et héroïques, qui n'avaient jamais vu de près les difficultés pratiques, les votes s'étaient portés sur les représentans de la petite bourgeoisie, ou sur les personnages secondaires appartenant aux professions libérales et aux congrégations dissoutes. Les projets libéraux rêvés par la haute bourgeoisie rencontraient comme obstacle, dans l'assemblée législative, un parti nouveau, confus, violent, organisé avec les clubs et déterminé à aller jusqu'au bout.

Les mœurs bourgeoises subissent le contre-coup des événemens. L'influence incroyable des tableaux de David sur le goût et les modes n'en était que le résultat. Les femmes avaient abandonné le charmant costume du XVIIIe siècle qui leur allait si bien. La poudre qui adoucissait leur visage, la mouche qui en relevait la pâleur, les corsets et les souliers à talon étaient proscrits. En substituant aux robes dites de cour, des vêtemens légers, simples, unis, étroits, l'étiquette était supprimée peu à peu. Les habitudes rigoureuses d'exquise politesse se perdaient. Les hommes avaient adopté le vêtement noir et la coiffure flottante. L'introduction d'un costume

nouveau chez un peuple n'est jamais un événement isolé, un fait insignifiant. Il annonce une modification complète dans la vie ordinaire. Une lettre d'un officier de la garde nationale de Clermont-Ferrand envoyé en mission, à Paris, en novembre 1791, mentionne l'étonnement que lui inspira la tenue des députés de l'assemblée législative. En moins de trois ans, le bourgeois parisien avait lui-même perdu le caractère qui lui était propre. Il était jadis attaché à son roi, à sa parenté, aux usages. Le cercle de ses relations s'étendait rarement loin de son voisinage. Le tumulte et les cris troublaient maintenant les rues calmes du Marais et cette île Saint-Louis, où l'on ne connaissait naguère de révolutions que celles causées dans le cours de la Seine par les hivers rigoureux.

Paris, jusqu'en 1789, avait été surtout une ville de plaisirs, d'agiotage et de commerce de détail. Il n'était pas, à proprement parler, un centre industriel, pas plus qu'un centre agricole. Les marchands et les gens de finances lui donnaient tout son cachet. Quel changement dès octobre 1791! Jusqu'alors les grandes familles bourgeoises avaient supporté gaîment les sacrifices de fortune. Mais le désordre commençait à pénétrer dans les habitudes de chaque jour. Les écoles, comme les études sérieuses, étaient négligées; une sorte de fièvre troublait le repos du corps et de l'esprit : « Quel espace franchi dans ces trois années, écrivait Barnave, et sans que nous puissions nous flatter d'être arrivés au terme! » Les conditions du haut en bas de l'échelle sociale se déplaçaient. Toutes les âmes étaient ébranlées dans ce milieu jadis si attaché à la discipline, à l'ordre, au respect.

Pendant que la bourgeoisie parisienne attendait une solution du courage et du bon vouloir de ses chefs, elle voyait au-dessous d'elle les Jacobins s'organiser; elle restait inerte. Et cependant elle était la plus nombreuse ; elle occupait encore partout les grands postes; les premières élections judiciaires lui avaient profité; elle commandait les gardes nationales : à Paris, des bataillons entiers (comme celui des Filles-Saint-Thomas) étaient à elle et eussent versé leur sang pour résister à l'émeute. Elle avait vainement à l'assemblée nouvelle quelques hommes jeunes, résolus : les Ramond, les Becquet, les Beugnot, les Dumolard, les Mathieu-Dumas. Ils s'étaient fait inscrire aux Feuillans; mais, menacés par la foule, ils avaient fini par être expulsés de la salle ordinaire des séances. Leurs journalistes : Roucher, Suard, A. Chénier, Lacretelle, continuaient de combattre à la fois le jacobinisme et l'émigration à main armée.

Où était la cohésion qui seule fait un parti? La cour elle-même était hostile à l'établissement d'une monarchie constitutionnelle. Elle subissait, mais n'acceptait pas la liberté. Craignant par-dessus

tout l'influence des constitutionnels, le roi et ses amis s'unissaient momentanément aux jacobins et faisaient nommer Pétion maire de Paris. On eût été découragé plus facilement. Les braves gens, avec soixante-quinze directoires de département, avaient applaudi à la lettre menaçante de La Fayette, l'avaient soutenu lorsqu'il était accouru de son armée réclamer à la barre des mesures contre les démagogues. La bourgeoisie constitutionnelle, par une contradiction que les faits expliquent, perdait confiance dans les paroles du roi, et pourtant elle ne voulait pas son renversement. Elle croyait à l'utilité d'un avertissement donné au château, mais elle avait horreur d'un attentat sur la personne royale. Elle souffrait de la langueur du commerce, de la dégradation des rentes, de la dépréciation du papier-monnaie, maux attribués à la malveillance de la cour; mais elle redoutait encore plus les atteintes violentes de la part des jacobins. Elle était inquiète et incertaine de ce qu'elle devait espérer ou craindre de Louis XVI, objet de ses préférences et qui n'y répondait pas.

C'est au milieu de ses angoisses patriotiques que jaillit de son sein ce faisceau de jeunes tribuns idéalistes et inspirés qui s'appelaient les Girondins.

Ils furent l'expression du dernier élan de la bourgeoisie du XVIIIe siècle! Et encore elle ne les suivit pas tout entière. Dès les premières et entraînantes paroles de Vergniaud et de Gensonné, on pouvait en effet constater que le milieu politique solide et l'élite capable de prendre en main le progrès de la nation et de la mettre en possession de se gouverner elle-même, n'avaient pu s'établir depuis trois ans. Des institutions politiques inapplicables ou imparfaites avaient engendré l'impuissance. L'esprit démagogique, d'une part, et les invincibles préjugés des courtisans, de l'autre, avaient rebuté les caractères les plus résolus. L'arrivée des Marseillais, le manifeste du duc de Brunswick et le 10 août firent le reste.

La haute bourgeoisie avait échoué dans son premier essai d'organisation politique de la nouvelle société française. C'étaient les masses ignorantes, les clubs permanens, l'anarchie des sections, qui prenaient violemment le pouvoir. Tandis que les démagogues se préparaient à commettre tous les excès et tous les crimes, le sentiment de ce qu'il y avait de juste et de légitime dans la révolution civile accomplie prenait néanmoins possession du cœur de la bourgeoisie, et elle envoyait courageusement ses fils se battre aux frontières contre l'armée de Condé unie aux étrangers.

BARDOUX.

COMMENT

S'IMPROVISE UNE CAPITALE

ÉTUDES SUD-AMÉRICAINES.

C'est un des spectacles attachans auxquels il m'ait été donné d'assister que la fondation de la nouvelle capitale de la province de Buenos-Ayres. J'ai vu en trente mois sortir de terre une ville de 30,000 habitans. La pierre fondamentale a été posée le 19 novembre 1882, et cette cérémonie en plein champ, avec ses fanfares, ses banquets sous la tente, ses discours, ses banderoles aux vives couleurs s'alignant le long de rues imaginaires, dut paraître aussi incompréhensible qu'alarmante aux milliers de moutons et de bœufs à demi sauvages, uniques hôtes de ce plateau agreste. On se figure l'air de curiosité, de surprise et de terreur qui dilatait ce jour-là les expressifs yeux ronds des vaches de la prairie, rangées en cercle aux confins de l'horizon, vers lesquels elles avaient détalé tout d'abord, et contemplant tête baissée, dans une attitude ambiguë entre l'attaque et la fuite, cette bruyante invasion de leur domaine. Pour le premier jour d'une ville, c'est là un groupe de spectateurs peu ordinaire. Si l'instinct qui porte les animaux des *estancias* à revenir aux lieux où ils ont grandi ramenait vers son ancien pâturage un de ces honnêtes ruminans, quel travail s'opérerait dans sa cervelle devant les transformations accomplies, et comme les desseins de l'homme lui paraîtraient aussi étonnans et mystérieux que le paraissent à l'homme ceux du destin !

Sans être un vil bétail, quand on parcourt aujourd'hui les larges avenues de la nouvelle ville, l'impression est saisissante. Ce qui frappe, ce n'est pas tant la pittoresque silhouette de quelque palais en construction, encore emmailloté d'échafaudages, coiffé d'un enchevêtrement de charpentes inachevées; ce n'est pas le contraste entre la belle ordonnance d'édifices flambant neuf et les cahutes de bois qu'ils dominent de toute la hauteur et de tout l'orgueil de leurs colonnades. On n'est point seulement en face d'un spectacle peu banal et par conséquent curieux, d'un grand effort accompli, d'une émouvante quantité de travail humain accumulée en peu de temps sur un même point. On sent par-dessus le marché qu'on a affaire à une œuvre de longue haleine et de haute portée, conçue avec ampleur, mûrie avec soin et appelée à des développemens bien autrement surprenans que l'ébauche vigoureuse que l'on a devant les yeux.

Tout d'abord cette ville s'appelle La Plata, et ce nom n'a en soi rien de modeste. Il implique la prétention d'en faire à brève échéance une des plus importantes places commerciales, et comme qui dirait la personnification, au point de vue des échanges internationaux, des vastes états que l'on englobe sous ce nom générique.

Pour une cité d'aussi fraîche date, cette ambition peut paraître singulière. Elle serait outrecuidante dans de vieux états, où les courans du commerce sont depuis longtemps canalisés et ne se laissent pas détourner d'une façon arbitraire de la direction que les siècles leur ont tracée. On y a bien vu de temps en temps la fantaisie d'un souverain essayer de se substituer aux lents effets des forces économiques qui président à la formation des grandes villes. Presque toujours le résultat a démontré que la tentative était vaine, et qu'en pareille matière le temps ne consacre que les œuvres auxquelles il a collaboré. Il n'en va pas de même dans des pays neufs. En Europe même, Saint-Pétersbourg est une expérience presque contemporaine : la Russie était toute neuve quand elle y a réussi; mais c'est surtout dans des contrées dont la population augmente par des alluvions du dehors, et qui changent d'aspect à vue d'œil, que la création de centres improvisés et rapidement prospères n'est pas une utopie, une entreprise au-dessus du pouvoir de l'homme. Sans doute il ne lui est pas permis là plus qu'ailleurs de faire violence aux lois naturelles ; mais il peut en aider singulièrement la marche et en accélérer les effets.

Puisque nous voilà en présence d'une ville au berceau, essayons donc de tirer son horoscope, comme dans les contes de fée, dont le souvenir revient à l'esprit par une involontaire association d'idées, en présence de phénomènes aussi en dehors de nos habitudes. Ici l'horoscope n'est point fondé sur les caprices d'un pouvoir occulte. Il s'appuie sur l'observation de causes très simples, qui acquièrent

simplement, dans une république en mal de croissance, un instructif et dramatique caractère d'intensité. Il n'est pas inopportun d'expliquer premièrement, car, à distance, la chose pourrait ne point paraître absolument naturelle, comment la province de Buenos-Ayres se trouvait obligée de résoudre le problème de la création d'une capitale, et dépossédée de la ville dont précisément elle porte le nom.

I.

C'est en 1880 qu'elle lui fut prise, et c'est là un événement qui, de quelque façon qu'on l'envisage, marque une date considérable dans l'histoire de la république argentine. Ce fut le dénoûment d'un long antagonisme, tantôt latent, tantôt déclaré, d'un côté entre la ville et la province de Buenos-Ayres, ardentes au progrès, ouvertes aux idées, aux hommes, aux inventions des pays les plus avancés, et de l'autre, le bloc compact de provinces intérieures, fort supérieures en étendue, mais sensiblement plus dépourvues d'élémens décisifs d'influence et de prospérité. Cette incompatibilité d'humeur avait déjà produit une scission. En 1852, Buenos-Ayres s'était déclaré indépendant, et avait goûté pendant une dizaine d'années de l'autonomie absolue. Cette expérience avait prouvé deux choses qui n'étaient pas faites pour rabattre l'opinion que se formaient ses fils de leurs droits à la suprématie. D'abord les forces du reste de la république avaient été impuissantes à réduire la province chef : elle rentra dans le giron de la famille argentine de son plein gré, triomphalement, après une bataille gagnée, et imposa les conditions, du reste, empreintes d'une patriotique générosité, auxquelles elle entendait être réintégrée dans la confédération. La seconde vérité que la sécession avait mise en évidence, c'est que, sans parler de la douane et du commerce d'outre-mer, dont Buenos-Ayres tenait la clé, l'activité des échanges et l'accroissement de richesse dus à l'esprit industrieux de ses habitans fournissaient à la nation le plus clair de ses revenus. De là à penser et à dire que c'était pure largesse de laisser profiter de cette aubaine le groupe besogneux de ses sœurs, qui, réduites à la portion congrue, avaient fait piètre figure, il n'y avait vraiment qu'un pas. « Buenos-Ayres est la vache à lait de la république : » cette formule, qui revenait à tout bout de champ dans les conversations des *porteños* sur la politique générale, laisse deviner de quel air de protection le sacrifice était consenti.

Ces querelles de gros sous n'étaient, du reste, que le petit côté de la question. Si la richesse peut être une condition de supériorité pour un état, c'est qu'elle est d'ordinaire la conséquence et la manifestation

tangible de qualités plus dignes d'estime. Buenos-Ayres était riche parce que ses habitans étaient plus instruits, ses champs mieux cultivés, ses races d'élevages mieux choisies et mieux soignées, ses méthodes de travail plus parfaites que sur le reste du territoire. De toutes les provinces argentines, aucune n'exerce une attraction aussi puissante sur les émigrans qui affluent dans les ports de La Plata. A peine débarqués, elle les accapare. Ce n'est pas là un simple bénéfice de situation. Elle a le bon esprit de comprendre et d'avouer ce qu'elle doit aux efforts de ces déshérités de l'Europe qui l'ont initiée à une foule de connaissances nobles et utiles dont la vive intelligence créole a merveilleusement profité; elle met à les recevoir un empressement où il entre un peu d'égoïsme et beaucoup d'engageante cordialité. Elle en a tant accueilli et mis en bon point qu'elle a fini par former une population cosmopolite au milieu de laquelle les arrivans, ceux surtout de race latine, se trouvent en quelques jours comme chez eux. Une fois assimilés à cette nationalité indécise, qui n'est ni l'argentinisme pur ni leur nationalité d'origine, ils deviennent eux-mêmes des agens actifs de propagande et d'assimilation pour les nouveau-venus.

En tout temps et en tout lieu, la densité de la population est un facteur important de progrès. Les perfectionnemens de l'industrie, de l'instruction, du mécanisme administratif, de la police, de toutes les fonctions sociales, en dépendent étroitement. Dans un pays d'immigration, il se présente, en outre, ce phénomène, que les améliorations s'accélèrent, pourrait-on dire, en raison directe du carré des résultats déjà obtenus. Aussi l'avance prise par cette province allait-elle s'accentuant d'année en année de façon à inspirer aux autres non plus seulement de la jalousie, mais de l'inquiétude. Elle présentait avec toutes une si écrasante disproportion qu'on en avait peur. Aux abords de 1880, c'est sur elle, outre son budget particulier, qu'étaient prélevées les trois quarts des recettes de la nation, et elle supportait cette charge allégrement. Sur 2 millions 1/2 d'habitans que renfermaient les quatorze états autonomes qui forment la Confédération argentine, elle en pouvait revendiquer plus de 800,000. Quant à la richesse territoriale, la comparaison serait plus difficile à établir. Le gouvernement national fait bien, à intervalles fixes, et avec assez de soin, un recensement général de la population d'après lequel le congrès détermine les circonscriptions électorales; mais la province de Buenos-Ayres a été jusqu'à présent la seule pourvue d'administrations assez diligentes pour dresser des comptes en règle, comme une maison de commerce bien tenue, de l'accroissement de son capital industriel et foncier (1).

(1) Le dernier grand travail statistique officiel a été publié en 1883 sous ce titre : *Censo general de la provincia de Buenos-Ayres, demográfico, agrícola, industrial,*

On ne peut donc apprécier qu'au juger le rapport entre sa richesse absolue et celle des treize autres provinces ; mais il n'est pas douteux que, sur ce chapitre, le manque d'équilibre entre les états confédérés ne fût tout aussi accentué, et qu'en matière de valeurs déjà créées, Buenos-Ayres n'eût représenté, comme en matière d'impôts, les trois quarts de l'inventaire total de la république. Un détail qui a son éloquence, c'est qu'en 1880, sur 6,865,000 lettres manipulées dans les bureaux de poste argentins, 5 millions appartiennent à ceux de la province. C'est toujours la même proportion, 75 pour 100 ; on la retrouve dans toutes les manifestations de la vie économique. Voici un autre fait concluant : tandis que la Banque nationale, qui avait pour principal actionnaire et pour protecteur décidé le gouvernement central, menait depuis plusieurs années, avant 1880, une existence précaire, la Banque de la province, devenue un des établissemens financiers les plus considérables de l'Amérique du sud, pouvait en mainte occasion délicate et pressée mettre ses ressources et son crédit au service de la nation.

Et voilà pourquoi il parut utile et équitable aux autres provinces, qui trouvèrent leur belle en 1880, à la suite d'une révolution du reste aussi mal engagée que mal conduite par le gouvernement local de Buenos-Ayres, de couper en deux cet état trop peuplé, trop encombrant, trop prospère. A une manière plus large d'entendre la politique il joignait d'inquiétantes ressources pour faire prévaloir ses vues. Il fallait bien vite changer tout cela avant qu'il devînt décidément prépondérant. La ville, avec ses 300,000 habitans, son port, un des plus fréquentés des côtes hispano-américaines, et le prestige attaché au berceau de l'indépendance des républiques du Sud, fut adjugée au gouvernement national. Jusque-là, il n'y était toléré que comme un hôte ; il y fut désormais chez lui. Tout le groupe des conquérans de Buenos-Ayres en conçut un tel orgueil que, durant longtemps, il affectait d'appeler le gouvernement de la province, désormais hôte et toléré à son tour, « un gouvernement rural. »

Ce n'est pas le moment de juger la révolution de 1880, qui ne touche qu'indirectement à notre sujet. Elle a certainement donné plus de cohésion à une république où il était à craindre qu'on n'en vînt à pousser le principe de l'autonomie des provinces jusqu'à l'émiettement et l'anarchie. En ce sens, elle représente un progrès. Chose singulière, et qui prouve combien les destins logiques

comercial, verificado el 9 de octubre de 1881, bajo la administracion del doctor don Dardo Rocha. Il donne une sorte de photographie de la province prise le 9 octobre 1881, et forme un volume in-4° de plus de 600 pages. C'est un modèle de méthode et de conscience. Nous y avons puisé la plupart des renseignemens numériques qu'on trouvera dans cette étude. Depuis 1881, tous ces chiffres se sont encore améliorés.

des peuples cherchent et trouvent leur voie au travers et en dépit des aveugles luttes des partis, c'est la politique traditionnelle de Buenos-Ayres, ce sont ses tendances unitaires qui ont prévalu dans cette campagne menée à ses dépens au nom des théories fédératives. En considérant ce résultat et en présence du fait accompli, il est oiseux de rechercher s'il eût été préférable que la besogne eût été faite par la province la plus avancée, au lieu de l'être contre elle. Elle est faite, c'est l'essentiel. Il semble que l'erreur du gouvernement national, quand il a épousé les rancunes des fédéralistes, a été de croire qu'il lui suffirait de se déclarer possesseur d'une ville pareille pour l'obliger à penser suivant sa fantaisie; en réalité, il pourrait se faire, malgré la garnison assez nombreuse dont il l'a gratifiée, qu'il n'ait jamais été plus dominé par cette cité éclairée, indépendante et gouailleuse, que depuis qu'elle lui appartient. On a beau se raidir contre les manifestations de cet esprit public exigeant et éveillé qui, en chaque pays, se développe dans sa plus grande ville et donne le ton aux autres, c'est un voisin à la collaboration duquel on ne se soustrait qu'imparfaitement. Le gouvernement argentin, dont le but, en l'espèce, était de le mater, n'avait pas assez médité la théorie de l'influence des milieux. Il s'est placé dans la gueule du loup au lieu de mettre, comme il le croyait, le loup dans sa poche. Il faut en féliciter tout le monde et surtout lui-même; mais revenons à la province de Buenos-Ayres, que nous avons laissée amputée de sa capitale et rêvant aux moyens de s'en procurer une nouvelle.

Les premiers momens qui suivirent la secousse furent de cruel désarroi. La solution que la brusquerie des événemens militaires avait amenée passait, la veille même, pour tellement invraisemblable, que personne n'y avait arrêté sa pensée, pas même ceux qui l'imposèrent. Que devait-ce être de ceux qui la subissaient! La législature provinciale dissoute, le régime de l'état de siège proclamé, le pouvoir confié à des intérimaires pressés d'abandonner un poste ingrat, telles étaient les conditions où l'on se trouvait. Elles n'étaient rien moins que favorables pour arrêter un plan réfléchi et s'organiser sur nouveaux frais. On faisait semblant de s'en occuper. Personne qui n'eût son mot à dire sur les conditions que devait remplir la future capitale de la province. Les principales villes et même des villages ambitieux se mettaient à l'envi sur les rangs, énumeraient leurs titres à cet honneur. L'un faisait valoir sa situation; l'autre, son commerce; un troisième, l'abondance des matériaux de construction ou la salubrité du climat aux environs. On eût pu longtemps discuter de la sorte. La question commença seulement à se circonscrire lorsque le docteur don Dardo Rocha vint prendre possession du gouvernement de la province. Il fut

évident, dès les premières résolutions qu'on lui vit adopter, qu'il avait là-dessus des opinions très méditées et très nettes, et qu'il arrivait au pouvoir avec son siège tout fait. Coup sur coup, on apprit que la capitale se bâtirait en plein champ, sur des terrains d'*estancia* achetés expressément pour cet usage, et que les travaux du port de la Enseñada, dont les marais s'étendaient jusqu'au pied de la nouvelle ville, allaient immédiatement commencer.

La première partie de ce programme était de nature à susciter, et suscita en effet les plus vives contradictions. Quelle idée d'aller s'installer sur un plateau nu comme la main, lorsque tant de villes de 15 ou 20,000 âmes offraient un noyau tout formé et le moyen d'éviter les lenteurs, les désagrémens et les frais d'un premier établissement! D'un autre côté, quelle faute d'établir la nouvelle capitale à 60 kilomètres seulement de l'ancienne, où tous les membres du haut personnel administratif étaient fixés de longue date et avaient comme pris racine par les goûts, les habitudes, les relations! On voulait donc fonder une sorte de Versailles, une ville déserte en dehors des heures de bureau, à laquelle certains trains de chemins de fer apporteraient et d'autres retireraient une animation factice, entrecoupée de momens de solitude et de tristesse sépulcrales?

Ces objections et bien d'autres, à ne considérer qu'une moitié du projet qui venait d'être présenté aux chambres et accepté par elles, ne laissaient pas d'être plausibles. Pour les gens attentifs, elles étaient victorieusement réfutées par la seconde moitié. Les dispositions relatives à l'établissement du port donnaient à la conception sa signification précise et permettaient d'embrasser les proportions du plan vraiment grandiose conçu par le docteur Rocha. Au lendemain d'une crise dont sa province sortait battue et amoindrie, au moment même où les vainqueurs se livraient à une joie où il entrait plus de gloriole que de sagacité, les vaincus à un découragement boudeur qui n'était guère plus politique, le nouveau gouverneur prouvait par là que seul il concevait l'espérance et combinait les moyens de réparer si bien la perte qu'on venait de faire, qu'en peu de temps il n'y parût plus. Quelle plus éclatante réponse pouvait-il faire aux reproches adressés à son attitude durant les derniers événemens que de rendre à la province le rang qu'elle avait perdu, sans marchander à la nation les avantages qu'elle venait de conquérir? On n'a pas besoin de dire, en effet, puisqu'il était élu à un moment où le pouvoir exécutif national, maître de tout, même des urnes du scrutin, s'attachait à consolider un ordre de choses établi à main armée, qu'il avait prêté son adhésion à ce qui venait de se passer. Il avait voté comme sénateur la fédéralisation de sa ville natale. Ses compatriotes avaient du mal à le lui pardonner. Pour employer une expression fort en usage dans le pays et qui

donne la note du patriotisme exubérant, mais compliqué, qui règne dans le plus brillant et le plus impressionnable des états confédérés, ils prétendaient que, placé entre la petite patrie et la grande, il avait assez cavalièrement fait bon marché de la première. En tout cas, on put voir dès lors que personne n'avait, au sujet des destinées et des ressources de cette petite patrie, tout étourdie du choc et trop disposée à s'abandonner elle-même, des idées plus fermes, une foi plus tenace et plus agissante.

Pendant les trois ans qu'a duré son administration, de 1881 à 1884, il a donné au travail industriel et au développement de la richesse une si vive impulsion que le gouvernement national n'est pas fort éloigné d'en prendre ombrage et de trouver qu'en 1880 il n'a pas assez abusé de la victoire. Il ne manque pas de maladroits amis pour lui souffler à l'oreille qu'il faudrait démembrer de nouveau cette province incorrigible, qui s'obstine à faire plus de progrès que toutes les autres ensemble. D'autres, plus radicaux, ne parlent de rien moins que de la fédéraliser tout entière, comme on a fédéralisé sa principale ville, et de la mettre entre les mains du gouvernement national comme une captive. Voilà un rare et instructif exemple du degré d'absurdité auquel peut conduire une politique étroite et envieuse. C'est au nom du principe fédéral que l'on se livre à ces belles imaginations, dont l'exécution marquerait invariablement la fin de toute organisation fédérative.

L'excès même de ces alarmes montre du moins quelle force de ressort possède l'état qu'on voulait courber et quels ont été pour lui les effets d'une administration sachant vouloir et sachant agir. Pour marquer d'un trait la part du gouvernement du docteur Rocha dans cette œuvre de relèvement rapide de la province, il suffira de dire qu'on y a construit et livré à la circulation depuis 1881 près de 1,000 kilomètres de chemin de fer. Ce vigoureux coup de collier y a porté à 2,400 kilomètres l'extension du réseau ferré. Pour un état presque aussi grand, il est vrai, que la France, mais dont la densité de population dépasse à peine en moyenne 1 habitant 1/2 et dans les régions les plus favorisées n'atteint pas 6 habitans par kilomètre carré, c'est une belle proportion. Aussi des districts entiers, hier encore à peu près déserts et où la terre était à vil prix, ont-ils vu quadrupler leur importance et leur production. Un nouveau réseau de 1,500 kilomètres, dont le tracé est arrêté depuis 1883, a été sollicité par une compagnie nord-américaine. Divers incidens en ont retardé la concession; mais, du jour où elle sera accordée, on estime qu'il ne faut, pour achever les travaux, qu'un délai de quatre ans. Quand ce réseau supplémentaire sera fait, la province sera outillée, en fait de rails, d'un façon remarquable, et il ne restera plus à établir que les lignes d'intérêt local, les affluens des grandes lignes,

qui leur apportant le tribut des zones intermédiaires. On ne peut reprocher à l'administration du docteur Rocha d'avoir méconnu cette vérité bien moderne, que l'économie politique domine la politique, et que faciliter la circulation des produits est la meilleure manière d'encourager les gens à en créer.

Eh bien ! les linéamens généraux du plan de conduite que le docteur Rocha s'était tracé, et dont il a poursuivi le développement avec une grande sûreté de conception et une souple, mais infatigable volonté, étaient reconnaissables dès ses premiers pas. Ils se laissaient pressentir dans l'idée caractéristique d'aller camper sa capitale aux lieux où, peut-être, si les premiers occupans se fussent donné le temps d'étudier la côte avec plus de soin, où s'ils eussent pu avoir la moindre idée des futures exigences de la grande navigation, Buenos-Ayres aurait dû être bâti. Dieu me garde de dire du mal de don Pedro de Mendoza et de ses hardis compagnons ! Pour l'année 1535, les fondateurs de Buenos-Ayres étaient d'habiles gens et qui savaient voir les choses de loin. Ils firent preuve de coup d'œil en plaçant la ville où elle est ; mais on ne peut tout prévoir et ils n'avaient, certes, pas prévu les dimensions de nos paquebots. Ils sont obligés de mouiller à 14 milles de la ville, et cette traversée de 26 kilomètres dans de petites embarcations, si elle est émouvante pour des passagers sur une mer ouverte, où les vents de sud-est et de sud-ouest soufflent fréquemment en tempête, est bien autrement accidentée, gênante et onéreuse pour les marchandises. Ce ne serait rien encore ; mais la plage est tellement plate et le niveau du fleuve tellement changeant qu'il faut parfois les transborder d'une allège dans une autre plus petite, et de celle-ci dans un char, dont les chevaux ont de l'eau jusqu'au cou, pour les faire arriver à terre. Quand tout va bien, cette série d'opérations incommodes n'a pour effet que d'aggraver de 12 à 15 pour 100 le fret payé depuis le port d'Europe jusqu'à la grande rade, ce qui est déjà une joli denier ; mais ce qu'il est impossible de calculer, c'est le nombre de ballots avariés ou disparus, de fûts et caisses de liquide ayant éprouvé des malheurs, entre les mains de bateliers irresponsables, soustraits à toute surveillance, et dans des conditions de navigation et de livraison aussi anormales.

Les fondateurs de Buenos-Ayres avaient sans doute conscience qu'ils jetaient les bases d'une fort grande ville. Ils ne prirent pas garde qu'ils la dotaient d'un simple port de cabotage, qui ne deviendrait un port de grand commerce qu'à son corps défendant. Cette méprise avait été reconnue du temps même de la domination espagnole. Ce ne fut pas à propos des convenances du trafic que l'on y prit garde. Les bateaux légers qui pouvaient pénétrer dans la petite rade ou dans la rivière du Riachuelo suffisaient amplement à l'insignifiance

des échanges auxquels une législation douanière insensée réduisait les états de la Plata. L'occasion qui fit remarquer l'insuffisance du port donne la caractéristique de ce genre de civilisation dont l'Espagne présentait alors un parfait modèle, et qu'Herbert Spencer, sans la moindre intention de leur appliquer un nom flatteur, appelle des civilisations militaires.

La surveillance et la garde d'une colonie qui travaillait et rapportait si peu exigèrent l'envoi dans ces parages de vaisseaux de guerre de haut bord, et il fallut bien trouver à les loger. La côte orientale, granitique et descendant en pente raide vers le fleuve, était longée par un chenal profond et offrait un certain nombre de havres mal abrités, mais capables de donner accès à de forts navires. C'étaient autant d'emplacemens de villes tout indiqués, Montevideo, La Calonia. En face, au contraire, entre Buenos-Ayres et l'océan, la rive est basse et s'enfonce insensiblement sous les flots. Les dépressions sinueuses et bordées de bancs dangereux, qui forment de ce côté le thalweg du Parana à travers l'estuaire de la Plata, y sont partout séparées du rivage par plusieurs milles de couches de marne à fleur d'eau, d'amas de sable et de boue. Le seul point où la vallée sous-marine pousse une pointe vers la terre est La Enseñada. Les fonds de 21 pieds ($6^m,40$) en basses eaux s'y trouvent à seulement 5 kilomètres du bord. Cette profondeur est celle du chenal que l'on suit pour venir de Montevideo à Buenos-Ayres. Elle marque la limite du tirant d'eau des plus grands bateaux qui puissent être affectés à cette navigation. C'est celle qui a été admise par les compagnies européennes de *steamers* qui font le service de la Plata. Les frégates et même les vaisseaux à trois ponts du siècle dernier se contentaient de moins, et La Enseñada leur convenait à merveille. Le lit du fleuve étant formé en cet endroit de matières d'alluvion peu consistantes, il avait suffi d'une toute petite rivière, l'arroyo Santiago, qui déverse dans la Plata le trop plein des marécages environnans, pour creuser dans cette masse affouillable un canal où la flotte de guerre de l'Espagne pouvait passer. Elle entrait même dans l'arroyo lorsque la barre, une barre assez capricieuse, voulait bien le lui permettre.

Voilà donc la Enseñada élevée dès ces temps reculés à la dignité de port militaire. Ce titre pompeux ne doit pas faire illusion. Quelques chaumières couvertes de paille abritaient l'officier chargé de ce coin perdu et un petit nombre d'agens subalternes, et c'était tout. Elles étaient exhaussées sur pilotis, car dans la saison pluvieuse ou lorsqu'un vent de sud-est faisait sortir la Plata de son lit, la plage se transformait en lac jusqu'à 4 ou 5 kilomètres vers l'intérieur. Encore dans ces circonstances pouvait-on gagner en canot le demi-cercle de hautes terres qui ferme l'horizon. Quand les eaux se retiraient, il fallait une parfaite connaissance des lieux pour n'enfoncer

à cheval que jusqu'à la sangle dans une glaise fétide. Sans guide, on risquait de n'en pas sortir.

Un port aussi déshérité de communications terrestres devait tomber à l'état de pur souvenir historique durant la guerre de l'indépendance et la période agitée qui la suivit; mais une tradition persistante empêchait de perdre de vue les services qu'il rendrait un jour. Vers 1826, un président intrépide, don Bernardino Rivadavia, faillit y commencer des travaux. C'était un esprit éminent qui a mis en circulation, sinon en train, presque toutes les idées décisives pour la grandeur de son pays. Il ne lui manqua, pour devenir un vrai grand homme, que d'être un peu moins en avant de sa génération et de son milieu. Il fut renversé après un an de gouvernement. Les hautes visées des politiques de son groupe et de son école étaient fort au-dessus du niveau intellectuel du parti fédéral, qui lui succéda au pouvoir et y maintint pendant vingt-cinq ans une dictature brutale et fantasque. Il faut en arriver aux présidences du général Mitre et de M. Sarmiento pour voir remettre sur le tapis les grandes questions de travaux publics. C'est sous l'administration de ce dernier, en 1870, qu'un des plus infatigables représentans, dans l'Amérique du Sud, des tendances et de l'énergie de la race anglo-saxonne en ces matières, M. Wheelwright, obtint la concession du chemin de fer et du port de la Enseñada.

Voici les traits essentiels du projet de M. Wheelwright : il draguait la barre de l'arroyo Santiago, en garnissait les bords de quais de déchargement et reliait le port ainsi obtenu avec Buenos-Ayres par un chemin de fer de 56 kilomètres, destiné dans sa pensée à accaparer le transit de tout le commerce de la république avec les pays d'outre-mer. Le plan était judicieux, bien qu'étriqué. La difficulté d'établir dans des terrains submersibles les docks et les entrepôts nécessaires pour emmagasiner les denrées avait été éliminée. On avait implicitement admis qu'une gare maritime suffirait à tout le service du port. C'était là une hypothèse tout à fait en désaccord avec les statistiques du tonnage journalier, même en 1870. La disposition du bassin entre quais était gênante. Resserré dans une rivière étroite, il affectait la forme d'un corridor. Toutefois une solution presque identique a été adoptée à Buenos-Ayres même, au port du Riachuelo, pour des navires calant jusqu'à 15 pieds, et il faut convenir que les travaux exécutés suivant ces données réalisent un immense progrès sur les conditions antérieures et sur le prix du chargement et du déchargement des marchandises.

En tout cas, il n'y eut dans tout cela d'exécuté qu'une chose, le chemin de fer de la Enseñada. Des difficultés financières, la sourde hostilité de Buenos-Ayres, qui voyait de mauvais œil ce déplace-

ment du mouvement maritime, la mort de M. Wheelwright, qui était l'âme de l'entreprise, renvoyèrent le reste aux calendes grecques. Aussi rien de plus mélancolique durant une douzaine d'années que les comptes d'exploitation de cette pauvre ligne, appelée sans transition, il y a trois ans, à devenir extrêmement productive. Reste lamentable d'un projet tronqué, ne traversant que des terrains bas et de chétive production, aboutissant à un trou, c'est tout au plus si elle parvenait à vivoter. Quant à des dividendes, il n'en était pas question.

Les affaires du bourg de la Enseñada ne marchaient pas mieux. Le guignon semblait le poursuivre, et toutes les tentatives pour le relever tournaient mal. Au moment où il devenait tête de ligne, il avait eu cette chance inespérée qu'un décret du gouvernement provincial avait en même temps forcé à abandonner les bords du Riachuelo et à émigrer vers les rives de l'arroyo Santiago plusieurs des vastes établissemens, appelés *saladeros*, où l'on abat et où l'on prépare, par des procédés horriblement primitifs, des milliers de bœufs par jour. Cela amena quelque population. Il y a d'ailleurs toujours des audacieux qui, dès qu'un chemin de fer s'installe, s'empressent d'aller s'établir au point extrême, où se développe d'ordinaire un mouvement assez actif. Cela leur réussit presque toujours; mais cette ligne-ci trompa toute attente. Quant aux *saladeros*, la décadence progressive de cette industrie, qui ne peut prospérer que lorsque le prix du bétail tombe à presque rien, et qui recule par conséquent à mesure que la république avance, achevait d'abattre les espérances des Enseñadiens les plus entêtés. Une furieuse inondation en fit partir un grand nombre. Ils s'en allèrent sur la hauteur, emportant de leurs maisons ce qui pouvait s'enlever, les portes et les fenêtres, et laissant le reste à l'abandon. Pauvres débuts pour une bourgade devant laquelle se sont ouvertes tout à coup des perspectives si brillantes!

Il fallait au docteur Rocha une certaine intrépidité d'esprit pour ne pas se laisser émouvoir par des précédens aussi fâcheux. Pour lui, la capitale politique n'était que le corollaire de la capitale commerciale; mais celle-ci était encore plus difficile à installer que l'autre. En revanche, si on la réussissait! « Eh! mon ami, ne pouvant la faire belle, tu l'as faite riche! » disait Phidias à un sculpteur médiocre qui avait surchargé de joyaux une Vénus. Le docteur Rocha serait certainement désolé que sa ville encourût la première partie du reproche; mais il a tenu avant tout à ce qu'elle justifiât le second point de la remarque de l'artiste grec. Il la voulait riche, persuadé qu'en tout cas, avec la richesse, la beauté ne tarderait point à lui venir par surcroît. Pour cela, il fallait tirer parti des circonstances favorables qui s'offrent du côté

de l'eau et sauver la difficulté des abords du côté de la terre, de façon à réaliser à la Enseñada le port le plus pratique, le plus commode, le plus attirant du pays et des pays circonvoisins. Ici tout dépendait du mérite et de la sagacité du constructeur.

Le docteur Rocha a eu la main heureuse pour le choix de son collaborateur technique dans cette œuvre considérable, la plus considérable qui ait été encore réalisée dans l'Amérique du sud. Il engagea en Hollande, pour formuler le projet, un ingénieur qu'ont rendu célèbre les nouveaux ports d'Amsterdam et de Batavia, qui sont tous deux de sa façon. M. Waldorp, après avoir étudié le terrain avec la sûreté de coup d'œil que donnent un talent solide et une vieille expérience, eut vite pris son parti. Il n'est pas de meilleure façon de faire plaisir à un ingénieur hollandais que de lui donner des marais à rendre habitables. A l'instant, mille ressources se présentent à son esprit. Laissant de côté l'arroyo Santiago, qui ne lui eût fourni qu'un boyau étranglé, et renonçant à établir des constructions à la mer, dont l'approche eût été défendue par des fondrières, M. Waldorp résolut de placer son bassin principal dans les terres, à un bon kilomètre du rivage et au beau milieu précisément des mares et des joncs qui rendaient ce parage célèbre par l'abondance des moustiques et des canards sauvages, mais avaient réduit la Enseñada jusqu'alors à une existence si languissante. Cette idée était une trouvaille. Outre que les travaux de fouille (pour lesquels on n'avait à se préserver que des eaux d'infiltration) s'exécutaient plus économiquement, les terres extraites de l'excavation venaient à point pour remblayer la plaine. Le port, en se creusant, fournissait lui-même les matériaux de la plate-forme sur laquelle devaient s'installer les immenses docks et les nombreuses voies ferrées nécessaires à son service.

Ce bassin aura 1,150 mètres sur 140 au plafond, ce qui représente 2,200 mètres de développement de quais. C'est tout ce qu'il faut pour le quart d'heure, mais on a eu soin de se réserver assez d'espace pour tripler cette capacité. La disposition du port en bassins creusés en pleine terre rend aisés les élargissemens à mesure qu'ils deviendront nécessaires. Il est relié à la mer par un canal en ligne droite en partie ouvert à sec, à l'excavateur, en partie dragué. Par un hasard heureux, ou plutôt par une conséquence prévue des phénomènes géologiques qui ont présidé à la formation de la baie, ce canal traverse des terrains argileux assez compacts pour qu'il ne puisse être obstrué par les éboulemens, assez faciles à tailler pour que soit l'excavateur, soit la drague, y donnent de beaux rendemens. On a pu sans inconvéniens, étant données ces facilités de travail, lui faire traverser une île à demi submergée qui se trouve dans sa direction, et qui, le sol en étant relevé du même coup, en-

clôt pour les bateaux moyens un avant-port abrité du vent et du flot du large. Du reste, le canal d'accès tout entier, qui a 150 mètres de largeur et dont les bords sont protégés par des jetées, un canal auxiliaire qui le joint à l'arroyo Santiago en arrière de la barre et l'arroyo Santiago lui-même forment autant d'avant-ports très sûrs et assez vastes pour empêcher, quelle que soit l'affluence des navires, tout encombrement. Ce canal d'accès a une longueur de 5 kilomètres, dont 3 où il y a peu à faire pour le mettre de niveau avec les fonds de 21 pieds en basses eaux, profondeur qu'il présente uniformément ainsi que le bassin. Les navires du plus fort tonnage qui fréquentent ces mers pourront faire leurs opérations à quai. C'est là, pour le commerce et pour la plupart des branches de production de la province, une véritable révolution.

Il en résultera une économie de 5 francs par tonne, au bas mot, pour la mise à bord ou la mise à terre des denrées. On se fera une idée de l'allègement que cela représente sur l'ensemble des transactions si l'on songe que le mouvement d'importation et d'exportation total de Buenos-Ayres a été, en 1883, de 6 millions de tonnes. Pourtant ce n'est point là encore la considération la plus frappante. Toute suppression de frais improductifs est favorable sans doute au développement des affaires; mais ce qui est plus décisif, c'est que le port rendra possibles une foule d'exploitations qui, maintenant, ne le sont point. Un abaissement de 5 francs par tonne dans le prix du charbon, par exemple, permet d'appliquer la vapeur à des usages où elle serait aujourd'hui ruineuse, et donne un coup de fouet à l'activité des usines où on l'emploie. Il n'en faut pas davantage pour que les environs du port se garnissent promptement de ces hautes cheminées qui font le désespoir des peintres et le bonheur des économistes. Cette plaine marécageuse est, d'ailleurs, si peu avenante que les peintres seront forcés de convenir que, même au point de vue plastique, elle n'a rien à perdre à ce changement. C'est particulièrement l'agriculture dont la face sera renouvelée par des installations qui permettent le transbordement direct des céréales du wagon qui les apporte de l'intérieur à la cale du navire qui doit les emporter en Europe. On ne peut estimer dans ces conditions à moins de 10 francs par tonne la diminution du prix de transport et d'embarquement. Cela ouvre aux produits argentins, dans toute la zone desservie par les chemins de fer, la porte des marchés étrangers. Cette surtaxe était comme le loquet qui la leur tenait fermée.

M. Waldorp ne s'en est pas tenu là. Après les grands transatlantiques, il s'est occupé du cabotage, et si la nécessité de remblayer son marais et de tirer à cet effet des terres d'où il pouvait a été pour quelque chose dans cette sollicitude, il n'est pas moins incontestable

que l'ensemble du projet, au point de vue de la commodité du service, s'en est trouvé considérablement amélioré. Il a entouré le port proprement dit et l'espace laissé en réserve pour l'agrandir d'un canal en forme de fer à cheval, dont les branches parallèles, qui débouchent dans le fleuve, ont 5 kilomètres de long et peuvent donner passage, dans les plus basses eaux, à des bateaux calant 2 mètres. Le troisième côté du fer à cheval, qui longe les faubourgs de la nouvelle capitale, communique avec quatre bassins dont les quais présenteront 2,500 mètres de développement. On a donc attribué au cabotage autant d'espace qu'à la grande navigation. Cela n'a rien qui doive surprendre si l'on considère l'immense étendue des pays baignés par les trois grands fleuves qui forment l'estuaire de La Plata. Les innombrables bâtimens de rivière méritaient qu'on leur consacrât un port de cette ampleur, mais plus économique de construction que le grand bassin. Enfin, ces canaux latéraux, dont le fond est placé plus haut que celui du port des transatlantiques et qui communiquent avec lui par des saignées obliques, y favorisent la production de courans qui en renouvellent et en rafraîchissent les eaux.

Voilà un projet qui a certainement grande allure, et ce port, dans sa robuste simplicité de lignes, est taillé sur un patron qui n'a rien de mesquin. Le devis, présenté par M. Waldorp, était de 55 millions de francs. Les travaux, mis en adjudication, ont été soumissionnés à forfait pour une somme ronde de 50 millions. Aujourd'hui qu'ils sont assez avancés pour que l'on puisse indiquer presque à jour fixe l'époque où ils seront terminés, on sait qu'il n'y aura pas de mécomptes sur ce chapitre. Même en supposant que la province n'envisageât l'opération que comme un simple actionnaire, c'était, à ce prix-là, un excellent placement. C'est, du reste, à peu près le rôle que la province s'était attribué, et elle avait sollicité la concession du port comme aurait pu le faire une compagnie financière. Aussi les chambres provinciales se hâtèrent-elles d'autoriser l'emprunt qui devait procurer les fonds nécessaires, et un syndicat anglo-français mit-il un véritable empressement à le souscrire. Le gouvernement national lui-même, dont on aurait pu redouter l'opposition, ne fit aucune difficulté à laisser à la province de Buenos-Ayres l'honneur et la charge de l'exécution. Les vastes terrains qu'on lui donne autour du port, en les entourant d'une muraille qui fera des quais, des docks et de leurs accessoires un îlot de territoire fédéral, lui promettent, d'ailleurs, de beaux profits, car il est opulent ou besogneux selon que l'importation, qui lui paie des droits élevés, s'étend ou se resserre.

Les deux gouvernemens étaient à ce moment dans les meilleurs termes. L'époque de l'élection présidentielle était encore éloignée,

et c'est un fait digne de remarque que l'entente cordiale entre eux s'affirme lorsqu'on s'écarte et décroît à mesure qu'on se rapproche de cette période critique. C'est généralement du côté du gouvernement national que se manifestent les premiers symptômes de refroidissement. Rien de plus naturel : il se considère comme le paladin de la candidature officielle, à laquelle la province de Buenos-Ayres peut seule faire contre-poids. Cette fois-ci encore, ça n'a pas manqué. Les belles proportions du port de La Enseñada, déjà visibles sur le terrain, la vigueur de l'exécution, qu'il admirait au début, lui inspirent maintenant de la mauvaise humeur : le docteur Rocha est candidat à la présidence de la république. Aussi le président en exercice a-t-il cru nécessaire de dresser port contre port et a-t-il fait voter en toute hâte par le congrès un crédit de 100 millions de francs pour en donner un à la capitale de la nation. Les études n'en sont même pas commencées. Malheureusement ce chiffre, bien qu'établi sur des données assez vagues, ne présente que trop de vraisemblance. La distance où se trouve Buenos-Ayres du mouillage des grands navires, la dureté des bancs de marne où devraient être creusés les bassins et une partie du canal d'accès, le coûteux entretien de ce dernier, sont des difficultés dont on ne triomphera qu'à force d'argent. C'est une question qu'il serait téméraire de préjuger avant qu'elle ait été éclaircie par des renseignemens techniques sérieux et par l'expérience que va fournir l'inauguration du port de La Enseñada, que celle de savoir à quel moment le développement des relations maritimes et le raffermissement du crédit de la Confédération argentine à l'étranger justifieront une aussi forte dépense et permettront de s'y lancer.

Quant à la ville même de Buenos-Ayres, elle ne laisse pas d'avoir là-dessus des idées assez égoïstes. Elle n'admet pas qu'il puisse exister, sur tout le territoire, un autre port de premier ordre que le port traditionnel, le port par excellence, celui qui a fait donner à ses habitans le nom, dont ils sont fiers, de *porteños*. Elle commença par accueillir avec une incrédulité dédaigneuse l'annonce des premiers travaux. Depuis qu'ils ont pris une telle tournure que l'incrédulité cesserait d'être avisée et spirituelle, ils lui procurent un malaise qu'elle ne dissimule qu'à moitié. Au fond, Buenos-Ayres, toute susceptibilité de coterie et de clocher mise à part, serait-elle donc menacée d'une déchéance parce que les paquebots d'Europe, au lieu de mouiller à une trentaine de kilomètres de la place Victoria, iraient mouiller à soixante, et y trouveraient une sécurité et des facilités de manœuvre qui ne peuvent qu'être favorables aux progrès du pays entier ? M. Waldorp, ayant à se prononcer à cet égard au cours d'une conversation familière, exprimait une opinion qui mérite d'être citée, car elle se fonde sur une abondance d'obser-

vations personnelles, comme peu d'ingénieurs pourraient en invoquer de pareilles à l'appui de leurs prévisions. Il a construit, ou a dû étudier de près, plusieurs ports relégués à une certaine distance de villes très commerçantes, qui cédaient à regret à la nécessité de remplacer, par des installations appropriées aux coques des vapeurs de notre époque, le vieux port, devenu insuffisant, autour duquel elles avaient grandi et prospéré. Ces villes avaient été chercher les eaux profondes là où la nature les avait mises, sans essayer de faire des miracles pour les amener jusqu'à leurs ports. Brême est du nombre, et, pour la haute situation commerciale aussi bien que pour la solidité du jugement, cette ancienne ville hanséatique est un terme de comparaison qui n'a rien d'humiliant pour Buenos-Ayres. Or Brême se trouva-t-il ruiné ou seulement amoindri par la substitution à son ancien port du port plus parfait de Bremerhafen, éloigné d'une douzaine de lieues? En aucune façon. Les grandes maisons et les grandes affaires ne se déplacèrent point. Ce qui se transporta à proximité des nouveaux docks, ce furent des commis, des portefaix et des douaniers. Ce furent les opérations secondaires et mensuelles de son commerce, ce n'en fut ni la tête ni la caisse. Une ville ne perd pas son rang parce qu'elle ne se charge pas directement de la manipulation des ballots.

Il y a beaucoup de vrai dans cette appréciation et quelques réserves à y faire. Si l'on veut se borner à dire qu'au point de vue des échanges comme au point de vue politique, Buenos-Ayres est assurée de rester la première ville de la confédération, rien n'est plus évident. Beaucoup de gens pensent même qu'elle est appelée à devenir la première ville du continent sud-américain. Aller plus loin et en conclure que des centres d'activité, doués d'une vie propre et d'un mouvement d'affaires indépendant, ne peuvent s'établir près de ce foyer absorbant, ce serait ne pas tenir compte de quelques-uns des élémens les plus importans de la question. Il ne faut jamais oublier que l'on a ici affaire à un organisme sociologique à peine arrivé à l'âge adulte, et qu'il est indispensable d'appliquer aux résultats d'expériences hollandaises ou allemandes ce qu'un géomètre appellerait, dans une langue contestable, mais expressive, un coefficient d'exubérance. La province de Buenos-Ayres, qui a 310,000 kilomètres carrés de superficie, et pourrait nourrir 30 millions d'habitans, en avait 526,000 en 1881 et seulement 317,000 lors du recensement de 1869. La population y a, par conséquent, augmenté en douze ans de plus de 66 pour 100, et le courant d'immigration grossit chaque année. Il est difficile de ne pas convenir, en présence de ces chiffres, qu'il n'est que temps que la cité qui avait accaparé jusqu'à présent le monopole des échanges de cette région et, du reste, de la république par-des-

sus le marché, accepte et même recherche la collaboration de places commerciales secondaires. L'importance qu'elles peuvent acquérir élargit son rôle au lieu de le diminuer. Elle doit être plus sensible à l'honneur d'être, au milieu d'un groupe de villes florissantes, le *primus inter pares*, qu'à l'étroite satisfaction de se détacher seule au-dessus de misérables villages. La marche des événemens, du reste, ne dépend pas de ses préférences.

Il n'est pas besoin d'avoir creusé bien à fond les phénomènes que présentent les contrées vers lesquelles essaime le trop plein des vieilles races pour s'apercevoir qu'elles se développent à peu près comme grossit la boule de neige que roulent des enfans dans la cour toute blanche du collège. Les accroissemens sont longtemps minimes. A partir d'une certaine masse, ils deviennent tout d'un coup surprenans. Les États-Unis étaient une puissance fort modeste au moment de leur indépendance. Il ne semble pas que, durant le premier empire et la restauration, l'Europe y ait beaucoup pris garde et ait supposé qu'avant peu ils auraient dans le monde un certain poids. Quand elle fut amenée à tourner les yeux de ce côté, elle fut étonnée de trouver un colosse là où elle avait laissé un nain. La république argentine, et très particulièrement la province de Buenos-Ayres, ne datent guère que de 1852, car la longue dictature de Rosas forme une solution de continuité dans leurs traditions de développement historique. Elle paraît parvenue au moment où la boule de neige prépare des surprises à ceux qui passent quelque temps sans en surveiller les progrès. Durant la période que nous venons de considérer, l'augmentation annuelle de la population a été, dans la province de Buenos-Ayres (sans parler de la ville, où elle a été plus considérable) de 54 pour 1,000. Elle n'a été que de 30 aux Etats-Unis. On sait, comme terme de comparaison, qu'elle ne dépasse pas en France 5 pour 1,000. Il ne faudrait pas que cette progression se maintînt longtemps pour arriver à des résultats qui forceraient l'attention des plus distraits. Or rien n'indique que le mouvement soit en train de se ralentir.

Il est manifeste que le docteur Rocha, et il faut l'en louer, a eu constamment devant les yeux, dans l'élaboration des mesures qu'il a prises, une province deux ou trois fois plus peuplée que celle qu'il avait réellement à administrer. Il doit aimer et cultiver la statistique, et c'est un goût qui se comprend fort bien chez le chef d'un état où les chiffres fournis par elle sont si flatteurs. Rien n'est plus significatif que les chemins de fer qu'il a tracés et qui seront un de ses principaux titres d'honneur. Ceux qui existaient rayonnaient tous de Buenos-Ayres vers l'intérieur des terres. Il a enté sur ce réseau des embranchemens qui, sous couleur de le compléter, en changent entièrement l'esprit et la physionomie. Il a com-

pris que ce qu'il fallait aux produits d'exportation, c'étaient des facilités de gagner la mer par le plus court, aux denrées d'importation, des moyens de débarquer le plus près possible des lieux d'emploi; car c'est le transport par terre qui enraie surtout les échanges avec l'étranger. Il a donc recoupé les anciennes voies ou en a combiné le prolongement de façon à inscrire dans le périmètre de la province un triangle de grandes lignes ferrées dont les trois sommets s'appuient à la côte, l'un au nord, à San-Nicolas, l'autre au sud, à Bahia Blanca, le troisième au centre, à La Plata.

San-Nicolas est une ville sur le Parana, à laquelle peuvent arriver les bateaux de 15 pieds de tirant d'eau. Bahia Blanca est un port magnifique sur l'océan, où les plus grands vaisseaux et les plus belles flottes du monde peuvent tenir. J'ai peut-être quelque mérite à en avoir annoncé ici même (1) le bel avenir lorsque le village et le district, à soixante lieues à la ronde, n'avaient pas dix-huit cents habitans. Tout cela est bien changé ! Quant à La Plata, il est superflu de dire que, sous le rapport des chemins de fer, elle a été traitée en enfant gâté. Presque toutes les lignes qui convergeaient vers Buenos-Ayres n'ont pas demandé mieux que de s'infléchir pour pousser leurs rails jusqu'au port et s'assurer cette source de trafic. Elle présente déjà sur les cartes de voies ferrées une particularité propre aux villes importantes et qui permet de les reconnaître au premier coup d'œil ; elle rappelle l'aspect d'un carreau qui a reçu un projectile et dont les fêlures rayonnent en tout sens.

Voilà trois villes évidemment destinées à opérer ce que l'on pourrait appeler la décentralisation commerciale de la province et à devenir, chacune pour son compte, un centre d'attraction pour les produits importés ou exportés par la zone où elles se trouvent placées. Que Buenos-Ayres le veuille ou non, ils ne seront plus dans l'obligation de passer par ses entrepôts. Elle aurait tort de faire grise mine à cette conséquence inévitable d'un mouvement ascendant dont il y a lieu de s'enorgueillir. Les temps ne sont plus où une seule porte ouverte sur la mer suffisait au commerce extérieur d'une province qui lui présente en façade 1,500 kilomètres de côtes. Il y en a maintenant quatre, et on ne s'en tiendra pas là. On doit voir d'après ce qui précède que, si la nouvelle ville de La Plata était une capitale improvisée, cette improvisation-là, comme la plupart de celles qui ont du succès, avait été préparée avec le plus grand soin. Il est temps de ne plus s'occuper que d'elle.

(1) Voir, dans la *Revue* du 15 décembre 1877, *Cent lieues de fossé.*

II.

Autant les terres basses qui bordent le fleuve autour de La Enseñada étaient rebelles à la conquête industrielle et exigeaient qu'on se mît en frais de talent, d'ingéniosité et d'argent pour y installer les dépendances et les voies d'accès d'un grand port de commerce, autant le plateau qui les domine semblait fait à souhait pour y asseoir une ville populeuse. Le terrain, par une pente assez rapide, s'y relève d'une vingtaine de mètres, et ses points culminans se relient aux plaines indéfinies de l'ouest par de lentes ondulations et une suite de vallons en miniature.

Ce n'est pas une altitude bien importante qu'une vingtaine de mètres. Pourtant, dans une contrée où si peu d'accidens interrompent l'implacable horizontalité des lignes, elle suffit pour donner bon air à la ville. On l'aperçoit de plusieurs lieues à la ronde. Grâce aux plis de terrain qui rident le sol, tout humbles qu'ils soient, chaque quartier a une physionomie particulière et une sorte d'individualité. Ils assurent le facile écoulement des eaux pluviales, et, comme les pentes sont faibles, concilient dans un heureux terme moyen les convenances du pittoresque et celles du camionnage.

Le propriétaire de ce domaine s'en était amouraché et s'était plu à l'embellir. Il avait planté, autour de son habitation et sur la hauteur, un parc de 2,000 hectares. Quand une terre a des quatre et cinq lieues carrées d'étendue, on peut tailler en plein drap. Ce parc n'était pas bien ancien. Il n'avait guère plus de dix ou douze ans. Il n'en faut pas davantage pour que les eucalyptus, qui se plaisent dans le sol et sous le ciel de Buenos-Ayres, deviennent de grands arbres. Quelques essences européennes, — un taillis de chênes malingres, des hêtres, des sapins, — faisaient ressortir plus vivement la belle venue de leurs voisins. Dans les premiers temps de la fondation de la ville, le chemin de fer pénétrait au faubourg de Tolosa par une allée en ligne droite, d'un quart de lieue de long, formée d'une quadruple rangée d'eucalyptus magnifiques. On les a conservés tant qu'on a pu, et il en reste encore quelques-uns; mais la plupart ont dû laisser la place aux innombrables voies de service, aux dépôts et aux ateliers d'une gare de marchandises qui sera la plus importante de la république. Ainsi le veut le progrès, et c'est dommage.

On a eu soin de réserver au nord-est de la ville, et dans les parties les mieux tracées et les mieux venues de l'ancien parc, un bois de 300 hectares. Il interpose entre la capitale et le port, sur une longueur de 3 kilomètres, la masse vigoureuse de ses feuillages

sombres et les échappées de vue des larges percées qui le traversent. C'est une bonne fortune inestimable pour une aussi jeune cité d'avoir eu à ses portes la seule chose impossible à improviser, de beaux ombrages. Ses fondateurs ont bien compris ce que valait une pareille aubaine. Ils ont assoupli le dessin rectiligne et géométrique de leur ville pour lui faire enserrer par des courbes avenantes ce petit bois de Boulogne tout trouvé. Il offre une transition de solitude et de verdure entre la ville haute, réservée à la vie officielle, au commerce de luxe, et la ville du bas, qui ne tardera pas à présenter l'aspect animé, exotique et plébéien du trafic maritime, des entrepôts de douane et des fabriques. On y a logé tout ce qui pouvait animer ses pelouses et ses massifs, — un jardin zoologique, le musée, l'observatoire, le chalet élégant, mais tout en bois, qui a servi dès le début et sert encore de résidence au gouverneur de la province, enfin le champ de courses, car concevrait-on une ville sud-américaine sans un champ de courses aménagé avec amour ?

On a vu que le plan de la ville, à part quelques exceptions motivées par le respect qu'inspirait le parc, est crûment rectiligne. Dans l'Amérique du sud, où les villes se font d'un seul jet, on a pris depuis le temps de la conquête l'habitude de les tracer en damier. Les premiers conquérans, qui, venus par mer, avaient des boussoles et ne possédaient guère d'autre instrument de précision, orientaient simplement leurs rues du sud au nord et de l'est à l'ouest, découpant ainsi sur le sol des carrés réguliers. On a fini par remarquer que les vents dominans, qui sont de sud-est et sud-ouest, formaient un angle de 45 degrés avec la direction des rues. Celles-ci étaient dans les plus mauvaises conditions pour être ventilées et assainies par les courans atmosphériques. Les villes nouvelles sont donc taillées sur un patron un peu différent. Les rues y suivent la direction des vents, et à La Plata on a, en principe, adopté cette règle. Seulement le projet de la capitale a été étudié avec plus de soin que celui d'un simple village, et on y a évité le grave inconvénient des villes rigidement quadrangulaires, où, pour aller d'un point à un autre, il faut parcourir les deux côtés d'un triangle rectangle au lieu de suivre la ligne droite qui les joint. On a recoupé les rues à angle droit par des avenues obliques réparties symétriquement. Elles relient les quartiers entre lesquels on suppose que la distribution des places principales et des édifices publics déterminera la circulation la plus active. C'est sans doute là un procédé artificiel, et le développement qu'est appelé à prendre un quartier, ainsi décrété d'avance et marqué sur une épure, peut donner lieu à bien des mécomptes. Les villes ne croissent pas suivant des règles géométriques aussi simples; mais là-bas, c'est une

chose entendue qu'elles se tracent d'abord sur le papier et se rapportent ensuite sur le terrain, comme une simple maison. Elles ne sont qu'une maison plus grande.

Il est bon d'entrer dans quelques détails sur le plan de celle-ci, qui est un échantillon perfectionné de ce qui s'exécute couramment dans le pays pour les créations de même genre. La loi provinciale du 1er mai 1882 détermine l'étendue des terrains à exproprier pour la former. Elle est de six lieues carrés et vingt-deux centièmes. Comme il s'agit ici de lieues de 5 kilomètres, cela représente 150 kilomètres carrés ou 15,000 hectares environ.

Sur cette surface, 900 hectares, ou un carré de 3 kilomètres de côté, sont réservées à la ville proprement dite, et divisées en moulons réguliers de 120 mètres de côté en général. Dans les parties centrales où ce sont les mètres de façade qui ont de la valeur, les rues sont plus serrées. Ces carrés sont de temps en temps traversés en écharpe par des avenues diagonales dont il vient d'être parlé, et cela y détermine des surfaces triangulaires dont l'aménagement en appartemens fait pour le quart d'heure le désespoir des architectes argentins, habitués de temps immémorial à construire en rectangle. Les rues ont 20 mètres, les avenues et les boulevards 40 et 50 mètres de large. Dans certaines avenues principales, en ligne droite sur les 4 kilomètres de long, on a ménagé au centre une voie de piétons bordée d'arbres. Les premières qui furent tracées de la sorte ont été ornées de palmiers. C'est un arbre tropical bien décoratif sans doute que le palmier: il forme, le long de certaines allées de Rio-Janeiro, des colonnades végétales d'un effet saisissant; mais dans les régions tempérées de La Plata il est tout dépaysé. Son panache de feuilles prend un air minable; la belle perspective de ses fûts élancés s'alignant à perte de vue en est toute gâtée. Les rues, à l'instar de celles des États-Unis, ont pour nom un simple numéro. Cela ne laisse pas d'être commode. Il suffit de s'être mis, et c'est l'affaire d'un quart d'heure, le plan de la ville dans la tête, pour qu'une adresse qu'on vous donne : — rue 6 au coin de 73, — vous indique à l'instant la direction à suivre et la distance à parcourir. Les Nord-Américains goûtent fort cette simplification; mais il semble que le génie latin, plus concret, préférera toujours, même pour une rue, un nom individuel à un chiffre abstrait. Déjà ici, les grandes avenues cumulent, et, en plus de leur numéro d'ordre, ont un nom propre : avenue-Indépendance, avenue de la Liberté. C'est une résistance instinctive contre la glaciale régularité d'une nomenclature arithmétique.

Les fondateurs de la Plata auraient été impardonnables, le terrain qu'ils avaient à lotir ayant à ce moment peu de valeur, de se montrer parcimonieux d'espace, d'air et de pelouses pour les futurs

habitans des parties centrales de la ville. Ils n'ont eu garde de tomber dans ce travers, fort démodé, du reste, depuis que les saines notions d'hygiène se sont généralisées. Si, selon une expression juste et vive, les *squares* sont les poumons d'un quartier, tous les quartiers de La Plata pourront respirer largement. Non-seulement les places et la verdure abondent ; mais encore, par une innovation heureuse, les nombreux édifices publics qu'une capitale comporte occupent, en quatre rues, le centre d'un carré de 120 mètres, bordé de grilles et dessiné en jardin. Dans un sol et sous un climat où les arbres poussent comme par enchantement, où les gazons et les fleurs ignorent à peu près les gelées de l'hiver, il ne faudra pas quatre ans pour que ce coquet arrangement des rues officielles, qui sont en même temps les plus commerçantes, donne à la ville une originalité aussi utile à la santé que charmante à la vue.

A la suite de la partie réservée aux maisons viennent deux zones concentriques affectées, la première aux *quintas*, la seconde aux *chacras*, c'est-à-dire aux jardins potagers ou d'agrément et aux petites fermes. C'est encore une des traditions de la conquête. On admettait en ce temps-là que toute ville nouvelle devait se suffire. C'était un îlot de civilisation battu de tous côtés par les vagues de la barbarie, qui l'isolaient du reste du monde, et n'ayant à compter pour sa subsistance que sur ses propres ressources. Il lui fallait produire à ses portes les légumes et le blé, ou se résigner au régime exclusivement carnivore, qui est encore le régime habituel de l'homme de campagne dans les plaines argentines. Toutes les villes sud-américaines sont ainsi entourées d'une double ceinture de *quintas* et de *chacras*, également découpés en carrés, mais plus grands à mesure qu'on passe d'une zone à l'autre. C'est là, si la ville s'étend, l'ébauche des quartiers qu'on devra lui adjoindre. Il suffit d'ouvrir quelques rues pour que des pâtés réguliers de maisons se juxtaposent aux anciens. La ville se reproduit, pour ainsi parler, par scissiparité. Si les idées des conquérans sur le plan d'une cité étaient marquées au coin d'une symétrie un peu froide, on ne peut leur refuser un caractère de simplicité et de prévoyance pratique qui leur a mérité d'être conservées par leurs successeurs.

Dans l'enceinte de la ville proprement dite, les lots de terrains à bâtir avaient, lors de la distribution primitive, 600 mètres carrés. Tantôt cette surface était donnée par 10 mètres de façade sur 60 de fond, tantôt par 15 mètres de façade pour 40 de profondeur, selon la situation du lot dans le moulon. Pour les lots d'angle et les surfaces triangulaires, on s'était arrangé de manière à ne pas trop s'éloigner de cette dimension-type. Le prix à verser, d'après la loi, pour les acheter dans les premiers mois de la fondation était fort bas. Il variait suivant les quartiers, de 0 fr. 15 à 0 fr. 60 le

mètre carré. Pour moins de 400 francs, on pouvait devenir propriétaire d'un lot de 600 mètres carrés dans les rues de plus grand avenir. Les fonctionnaires provinciaux, pour lesquels la résidence allait devenir obligatoire au moment de la translation des bureaux, avaient le privilège d'acquérir pour la moitié de ce prix l'emplacement de leur future demeure. Une émission de bons amortissables à long terme, par l'abandon d'une fraction minime de leurs appointemens, leur permettait de la construire tout de suite. L'acheteur d'une parcelle devait, sous peine de déchéance, l'enclore d'un mur de briques, élever une construction d'au moins 16 mètres carrés par chaque 10 mètres de façade et établir le trottoir conformément aux ordonnances de voirie, successivement mises en vigueur du centre aux extrémités de la ville. Il devait en outre contribuer pour une quotité déterminée au pavage de la chaussée, lorsqu'il s'exécuterait. Somme toute, ces conditions étaient libérales. A Buenos-Ayres, le prix du terrain à bâtir est, dans les beaux quartiers, de 50 à 100 francs le mètre carré. Il n'était pas de 5 il y a vingt ans, et si La Plata n'est pas Buenos-Ayres et ne prétend pas l'égaler, elle entend bien marcher sur ses traces comme rapidité de développement. Pourtant ces obligations étaient assez sérieuses pour empêcher l'accaparement. Si elles n'ont pas coupé court aux spéculations de la première heure, elles n'ont pas tardé, dès qu'on a tenu la main à l'exécution rigoureuse de la loi, à faire revenir les parcelles urbaines entre les mains d'acquéreurs décidés à les mettre en valeur. On est maintenant en plein dans la période sérieuse de construction après une série de tâtonnemens et d'*à-coups*.

Les *quintas* ont depuis 1 hectare 1/2 jusqu'à 7 1/2, selon la distance à la ville. Les *chacras* ont de 12 à 30 hectares. Durant deux mois, à partir de la promulgation de la loi, on eut le droit d'en acheter en payant au gouvernement le prix de coût augmenté de 75 pour 100. Une loi de 1883 a fixé le prix des terres encore disponibles à 700 francs l'hectare pour les *quintas* et à 450 pour les *chacras*, payables une faible partie au comptant, le reste en cinq ou huit annuités, selon les cas. Ici encore, l'acheteur ne peut laisser son domaine à l'abandon. Il doit l'entourer d'une clôture en fil de fer, en défricher une moitié, y planter un certain nombre d'arbres et construire une habitation.

Une fois que ces dispositions, longuement mûries, eurent été consacrées par une loi, on se mit vivement à l'œuvre. Le 12 juin 1882, les chambres votèrent un crédit de 85 millions de francs pour la création de la nouvelle capitale. Sur cette somme, 55 millions devaient être versés par le gouvernement national et représentaient une partie du prix consenti pour la cession d'immeubles ou établissemens provinciaux situés à Buenos-Ayres, et dont la na-

tion prenait charge en y installant sa capitale; 30 millions devaient être fournis par la vente de terres publiques de la province, des terrains de la nouvelle capitale et de quelques propriétés qui lui restaient encore dans l'ancienne.

Le docteur Rocha, qui mettait un amour-propre vigilant à surveiller les moindres détails de sa grande œuvre, voulut ouvrir un concours pour les plans des principaux édifices. Les programmes furent envoyés à profusion dans le vieux continent. Il ne semble pas que cet appel ait été entendu en France. Trois projets venus de l'extérieur ont été couronnés; ils appartiennent tous trois à des professeurs d'écoles d'architecture du Hanovre. Il n'est pas défendu de voir là un symptôme du soin avec lequel l'Allemagne suit le mouvement des pays étrangers et de la négligence que nous mettons à savoir ce qui s'y passe. Ces trois édifices, aujourd'hui en construction, ont un fort accent germanique; mais l'un d'eux surtout présente de sérieuses qualités. C'est la Municipalité. L'auteur s'est inspiré des hôtels de ville du Nord, berceau en Europe des libertés communales à une époque où florissait une architecture aussi virile que la vie militante de la bourgeoisie émancipée. Il a donné à son monument une allure massive, mais fière, qui ne perd point sa saveur sous le ciel éclatant et au milieu de la civilisation démocratique de La Plata.

L'école française ne laisse pourtant pas d'être représentée. Elle l'est, il est vrai, par un Belge, M. Dormal, élève de l'École centrale d'architecture de Paris et établi depuis longtemps dans le pays. Il a été chargé de l'œuvre la plus importante de la nouvelle capitale, le palais du gouverneur. Son projet, de belle ordonnance, rappelle un peu, par les lignes générales, le Luxembourg. Il a moins de sérieux et de fermeté, sans doute, mais offre un caractère de caprice élégant et de luxe gai tout à fait aimable.

On pourrait dire, à la rigueur, que la tradition française a également inspiré M. Benoît, qui était alors à la tête du service d'architecture à la direction des travaux publics, et dont le nom, qu'il est impossible de ne pas mentionner à propos de la fondation de La Plata, révèle assez l'origine. Seulement, Argentin de naissance et d'éducation, M. Benoît n'a pas démenti, dans les nombreux travaux qu'il a exécutés, les tendances et la facilité d'assimilation d'un pays cosmopolite. On peut citer de lui, entre autres, un ministère de style italien, une cathédrale gothique, un arc de triomphe renaissance, conçus avec une tranquille et correcte distinction.

Voilà, dira-t-on, d'après ces échantillons, beaucoup de magnificences. Est-il possible que la construction privée ait pu emboîter le pas et suivre, même de loin, ces splendeurs administratives? Franchement, c'est ce que l'on est tenté de reprocher à tous ces palais,

non pas certainement au point de vue de l'art, qui a ses droits, mais au point de vue des conditions d'exécution de toute œuvre humaine. On a voulu trop faire d'un coup.

Ce n'est pas tant l'argent qu'ils ont coûté qui représente une fausse manœuvre. Au règlement de comptes de décembre 1884, en deux ans, on n'avait déboursé de ce fait qu'une dizaine de millions de francs. Dans ce chiffre n'entrent point quelques somptueux bâtimens provinciaux, ceux par exemple élevés par la Banque de la province et la Banque hypothécaire, qui, bien qu'établissemens d'état, ont un budget particulier, ou les immenses constructions du chemin de fer de l'Ouest, qui appartient à la province, mais jouit aussi de ressources propres et travaille avec ses deniers. Dix millions ne sont pas une dépense exagérée si l'on ne considère que l'importance de l'entreprise et le but qu'on avait en vue; mais, sur un point où la veille il n'y avait ni un ouvrier ni une brique, des travaux de bâtisse menés avec cette fougue avaient l'inconvénient de paralyser les travaux particuliers. Ce qui constitue une capitale, ce ne sont pas les palais, ce sont les maisons. Des palais, il est toujours temps d'en faire. Se figure-t-on ce qu'un pareil cube de maçonnerie exige de milliers de briques? Un nombre effrayant. On avait beau en produire fiévreusement, autour de La Plata, des centaines de mille par jour, — le faubourg où ont été concentrés les fours à briques n'a jamais cessé d'occuper depuis sa fondation et occupe encore 5,000 ouvriers, — on avait beau en faire venir de plusieurs lieues à la ronde et encombrer les chemins de fer, le gouvernement n'en avait jamais assez. Il ne se portait pas seulement, comme entrepreneur, un préjudice direct en faisant hausser le prix des matériaux et des salaires; il en recevait un plus considérable de l'hésitation qu'éprouvaient les propriétaires prudens à bâtir dans ces conditions.

Il fallait pourtant des logemens. Il en fallait pour les employés qui allaient venir, pour la population ouvrière, qui affluait, pour les commerces indispensables à toute agglomération d'hommes. Aux États-Unis, où le cas qui se présentait là est fréquent, on a un moyen de tourner la difficulté. C'est l'installation de maisons de bois transportées de loin à peu de frais et montées en un clin d'œil. Les particuliers ne négligèrent point cette ressource. Tout ce qu'il y avait de planches et de tôles ondulées à Buenos-Ayres y passa. Le gouvernement même fit venir de l'Amérique du Nord des chargemens entiers d'habitations toutes faites. On les fabrique là-bas aussi couramment que de la toile. Il les louait à bas prix à ses employés, qu'il tenait à attirer le plus tôt possible aux abords de leurs nouveaux bureaux. Si ces logemens n'avaient rien de monumental, ils ne laissaient pas d'être bien entendus et conforta

bles. Pendant longtemps pourtant il a eu du mal à décider ses fonctionnaires à émigrer à La Plata. L'habitant de Buenos-Ayres a pour sa ville une affection passionnée et tire de sa résidence une certaine vanité. Les hommes, passe encore ! ils se seraient, en général, résignés à changer de pénates, mettant en balance d'un côté les avantages qu'on leur faisait, de l'autre les mesures coercitives par lesquelles on les obligeait à une rigoureuse assiduité et l'ennui de passer en chemin de fer quatre heures par jour ; mais leurs femmes et leurs filles étaient plus récalcitrantes. Ç'a été un triomphe quand on a vu quelques fraîches toilettes égayer l'aspect masculin et effaré de la population : « C'est seulement à présent, disait un observateur, que je commence à croire que La Plata est fondée. » Il y a une chose certaine : de même que la première hirondelle annonce le retour du printemps, la première femme élégante qui a débarqué à La Plata avec tout son attirail de malles et de colis a marqué pour la ville le début d'une phase nouvelle. C'était une façon très exacte et fort attrayante d'avoir la mesure des progrès qu'elle réalisait que de comparer, à de courts intervalles, l'animation que présentaient les bals officiels. Nous avons ici affaire à un peuple éminemment sociable, chez qui toutes les manifestations de la vie mondaine se modèlent avec empressement sur les vicissitudes et les succès de la vie de lutte. Tant que les habits noirs et la politique y dominèrent, la ville fut un campement le jour, la nuit un tombeau. Dès qu'il devint nécessaire d'agrandir les salons trop exigus du château renaissance qu'on appelle le Chalet, à cause de la légèreté des matériaux dont il est construit, de le flanquer de deux vastes pavillons auxquels il est relié par des serres, d'emménager et d'illuminer par des fêtes de nuit la partie du parc réservée au jardin particulier du gouverneur dès que les accords d'un orchestre invisible, le frôlement des robes à traîne, l'éclat de blanches épaules, égayèrent ce coin d'*estancia*, tout imprégné, quelques mois auparavant, à la nuit tombante, de rébarbative solitude, il n'y eut plus à douter, sans avoir été y voir, que des quartiers entiers s'étaient levés de terre. La Plata a changé depuis lors à vue d'œil. La bâtisse officielle, prudemment ralentie, a permis à la construction privée de prendre tout son essor. Lorsque, du haut d'un monument élevé, on embrasse l'ensemble de la jeune capitale, on sent qu'elle est à point pour devenir véritablement, au jour prochain de l'inauguration du port, une grande, très grande ville.

En attendant, à part les affaires de bâtiment, qui sont très actives, le commerce y est rudimentaire et la population volante encore considérable. L'animation se concentre autour de la gare, laquelle est,

du reste, au cœur même de la cité et sur une place dont le palais du gouverneur et le corps législatif occupent deux autres côtés.

Les Argentins des villes traitent leurs chemins de fer comme les Arabes leurs chevaux, en camarades, en membres de la famille. On laisse les trains circuler dans les rues, comme dans la campagne, sans barrière. Ils n'effarouchent personne, et il n'y a guère d'exemple qu'ils aient endommagé quelque passant. C'est une des surprises du nouvel arrivant dans une capitale sud-américaine, de voir les wagons aller, venir, côte à côte avec les charrettes qui croisent librement la voie dès que la locomotive est passée. Les tramways traversent le chemin de fer le plus naturellement du monde. Il y en a à La Plata deux réseaux, un à traction de chevaux, un autre à vapeur. Dans un pays où la production et les échanges n'ont pas de plus grand ennemi que les distances, on a un tendre pour les voies ferrées sous toutes les formes. Comment ne se recouperaient-elles pas dans les rues d'une ville? On y est fait. A peine de loin en loin un garde-ligne, un drapeau à la main, fait-il signe aux cochers d'attendre un peu, si le train est en vue, dans un point où une courbe trop prononcée ou la disposition des édifices voisins cache la voie aux voitures qui se disposent à la franchir.

L'éclairage, la distribution d'eau, la canalisation souterraine, ont été, avant que la ville eût une seule maison, l'objet de toute la sollicitude de ses fondateurs. Pour l'éclairage, l'électricité devait séduire des gens pressés. Cela s'installe en un moment. On a plus vite fait de tendre des fils aériens que de loger en terre une conduite en fonte, et établir une machine à vapeur sous un hangar léger est autrement simple et court que de bâtir une usine. Trois ou quatre cents lampes Brush ont satisfait les besoins urgens. Le plus remarquable de ces foyers lumineux est justement sur cette place de la gare, un des points les plus élevés de la ville. Les quatre lampes accouplées qui le forment sont placées à 30 mètres de hauteur et soutenues par une charpente métallique fine comme une toile d'araignée, pourvue de deux ascenseurs élégans à force de légèreté et d'audace. C'est un parfait échantillon de l'esprit pratique et intrépide des fabricans des États-Unis. Voilà le phare de l'avenir, économique et léger, montant, si l'on veut, jusqu'aux nues, avec quelques bouts de fer, et prenant à distance, au loin, les élémens de sa puissance lumineuse. Bien que situé à 8 ou 10 kilomètres du chenal navigable, ce foyer fait déjà fonction de phare. Il est très connu des marins de ces parages.

Pour tout dire, il faut bien avouer que la lumière électrique de La Plata, charmante quand on erre la nuit sous les ombrages du parc, où elle fait l'illusion du clair de lune, parfaite quand elle est

réchauffée, pour une décoration de fête en plein air, par les lanternes vénitiennes pendues aux arbres, intéressante à considérer quand elle adoucit les plans avancés et relève d'ombres vigoureuses les colonnades et les saillies de quelque palais, ne résout que d'une façon imparfaite le problème de l'éclairage public. Elle est à la fois aveuglante et boréale. On fera mieux, on est en train. Néanmoins, on vient de donner à une compagnie la concession de l'éclairage au gaz, et plusieurs grands établissemens, que l'électricité ne satisfaisait point, se sont mis à fabriquer le gaz pour leur compte. Le théâtre est éclairé à la lumière électrique, au moyen de dispositions provisoires comme l'édifice lui-même!

La distribution d'eau est conçue dans les idées de simplicité et de rapidité d'exécution qui ont présidé à tout le reste. On a profité, pour l'établir, d'une nappe qui règne sous la plus grande partie de la province et dont les eaux, lorsque pour les atteindre on pousse un forage à travers les marnes aquifères supérieures, où sont creusés les puits ordinaires, s'élèvent à peu près au niveau de ceux-ci. Elles ne sont pas artésiennes, en ce sens qu'elles n'arrivent pas au jour, mais remontent d'une vingtaine de mètres dans le trou de sonde. Cette nappe est absolument inépuisable, c'est un fleuve immense coulant dans les profondeurs du sol. L'eau en est d'une limpidité extraordinaire. Elle est préservée de tout mélange par une mince couche d'argile bleue d'une vingtaine de centimètres qui lute le dessus du vaste bassin qui la contient. Son seul défaut est d'être trop purè : tamisée durant son long voyage souterrain par des sables siliceux, elle manque de sels calcaires. On s'est contenté d'élever le liquide au moyen de fortes machines dans un petit réservoir en tôle : c'est un simple régulateur de pression posé sur colonnes et établi sur le point culminant de la ville. Il se répand de là dans toute la conduite. Chaque maison, moyennant une faible redevance, a de l'eau à discrétion.

Les travaux d'égout sont à peine commencés, mais ils le sont. Ce sera la première ville sud-américaine où l'on n'ait pas attendu, pour les entreprendre, les avertissemens de la peste. Le principe adopté est celui de « tout à l'égout, » en donnant à celui-ci de petites dimensions, de fortes pentes, et en distribuant l'eau assez libéralement pour être complètement assuré de la dilution des matières qui ont à le traverser. Les eaux vannes, disait le décret qui, dès 1882, traçait leur programme aux ingénieurs chargés des études, pourront être ou rejetées dans le fleuve ou employées à l'irrigation. A Buenos-Ayres, c'est la première idée qui a été suivie ; à La Plata, c'est la seconde qui a prévalu. Voilà encore un problème fort discuté ailleurs et ici attaqué de front.

Il n'a été jusqu'à présent question que d'installations matérielles.

Elles ne sont pourtant ni le côté le plus méritoire ni le gage d'avenir le plus assuré d'une civilisation naissante. Les choses de l'esprit occupent une place d'honneur dans le vaste programme du docteur Rocha. Ce n'est pas sans un sentiment de sympathie et d'émotion que l'on voit figurer parmi les premiers établissemens d'une ville embryonnaire un observatoire, un musée d'anthropologie et de paléontologie, une bibliothèque. Il n'y avait pas à songer à établir des facultés d'enseignement supérieur : Buenos-Ayres est trop près, et celles que la province y avait fortement organisées passaient aux mains de la nation. On n'en a pas moins résolu d'éclairer ce centre de politique et de trafic par un rayon de science.

L'observatoire a été confié à un officier distingué de la marine française, dont le nom est bien connu des astronomes, M. François Beuf, ancien directeur de l'observatoire de Toulon. Faire retentir le nom de La Plata dans un autre monde que celui du commerce, lui donner la consécration qui s'attache aux découvertes scientifiques, c'est une noble ambition. M. Beuf est déjà attelé à une grande et laborieuse série d'observations et de calculs sur les phases de la lune. Le premier mémoire qu'il publiera sur ce sujet sera comme la lettre de faire part, adressée aux savans de l'univers, de l'existence de l'observatoire nouveau. A côté de ces recherches purement théoriques, l'établissement a d'ailleurs une destination pratique. Un service météorologique y a été installé. Le voisinage du port, le développement de l'agriculture, l'intérêt croissant que prennent les questions de climatologie, lui donnent une réelle importance. Le directeur est, en outre, chargé de déterminer, avec la rigueur des méthodes astronomiques, la situation de cinquante points de la province. Ils formeront le canevas d'une grande opération géodésique pour en lever la carte et en établir le cadastre, qui n'a encore été tracé que d'après les procédés sommaires des arpenteurs. Un des desseins favoris de M. Beuf, c'est de former autour de lui une pépinière de jeunes astronomes. A ce point de vue, l'observatoire de La Plata rendra au pays un service que n'a pas su lui rendre l'observatoire national de Cordoba, dirigé par des savans nord-américains, du reste d'un grand mérite. Ils ont mené à bien des travaux distingués et utiles, mais n'ont pas du tout contribué à répandre parmi la jeunesse studieuse le goût de cette branche si élevée des connaissances humaines. Qu'il soit permis de constater ici que c'est à l'ardeur communicative et à la bonne volonté persévérante d'un missionnaire de la science française que ce résultat a été dû. M. Beuf aura attaché son nom dans la république argentine à la réorganisation de l'école navale et à la diffusion des études astronomiques.

L'anthropologie et la paléontologie devaient fleurir dans La Plata. Elles s'y sont développées spontanément. Ces plaines infinies, dont

aucune force cosmique n'a dérangé la formation, ont conservé intacts et presque à fleur du sol les restes des faunes tertiaire et quaternaire. Les recherches y sont attachantes parce que les trouvailles y sont nombreuses. C'est dans cet ordre de révélations que M. Burmeister, le célèbre directeur du musée de Buenos-Ayres, a conquis quelques-uns de ses meilleurs titres à la renommée. M. Francisco Moreno, directeur du musée de La Plata, a eu la bonne fortune, dans ses hardies excursions jusqu'au fond de la Patagonie, de surprendre quelques secrets de l'histoire géologique de ce continent. Quant à l'âge de la pierre polie, il y est comme chez lui. La collection de crânes de ce temps dont il a fait cadeau à la province est des plus complètes. Lui aussi prend souci de faire des élèves et y réussit. Musée, institutions d'enseignement supérieur, bibliothèque, la province avait cédé à la nation le plus clair de ses richesses scientifiques, elle s'est attachée avec ardeur à se constituer un capital nouveau. Pour un pays d'élevage et de négoce, voilà qui ne sent pas trop le terre-à-terre de la vie d'affaires. Il va sans dire que la ville a été pourvue d'un lycée. C'était d'abord le gouvernement national, au moment de sa grande tendresse pour les chefs de la province, qui avait voulu l'en gratifier. Une loi du congrès de 1884 avait affecté 250,000 francs à cette fondation. C'est sur ces entrefaites que les rapports se refroidirent. Cette loi resta lettre morte. Le gouvernement de la province a spirituellement répondu à ce manque d'empressement en créant un lycée pour son compte et en lui donnant une dotation, des programmes et un personnel enseignant qui en font, dans son genre, un établissement de premier ordre.

Il eût peut-être fallu commencer cette énumération par l'enseignement primaire, qui est la base des autres et comme le réservoir où ils s'alimentent, Je l'ai gardé pour la bonne bouche. La république argentine attache une importance extrême à le développer. Le gouvernement national et les provinces les plus avancées, celle de Buenos-Ayres en tête, mettent une vive émulation à le doter richement. Pour ne parler que de cette dernière, où l'instruction primaire est gratuite et obligatoire, la loi y a institué et déclaré inviolable un fonds permanent des écoles. On ne peut y toucher que pour les dépenses pédagogiques et la construction d'édifices scolaires. Il est administré par un conseil supérieur, investi de facultés très étendues. C'est une tendance argentine de décentraliser les services afin d'éviter les engorgemens et le manque d'initiative d'une bureaucratie compliquée. Ce fonds commun, outre les sommes qui se trouvaient déposées pour cet objet à la Banque de la province au moment où il fut créé, est alimenté par le produit de toutes les amendes auxquelles une loi antérieure ne fixe pas un emploi spécial, par la valeur intégrale des successions qui font retour à

l'état, et par les prélèvemens suivans sur les autres : 5 pour 100 des legs à des collatéraux, à partir du second degré, 10 pour 100 des legs au-dessus de 1,000 piastres fortes faits à des personnes non parentes, 50 pour 100 des legs faits aux églises ou à des établissemens religieux, enfin par les donations particulières, qui sont fréquentes. C'est un budget royal.

Sous l'influence de cette loi, les écoles primaires se sont multipliées dans la province de Buenos-Ayres. Elles s'y multiplient tous les jours. Au recensement général de 1881, il y en avait 429, dont 285 publiques et 144 particulières. Elles étaient fréquentées par 46,000 enfans de six à quatorze ans. La population enfantine était de 116,000. Cela donne la mesure des efforts qu'il reste encore à faire pour rendre l'instruction universelle. Ce n'en sont pas moins des chiffres fort honorables, si l'on tient compte des immenses régions où les chaumières sont à plusieurs lieues les unes des autres et où l'assiduité des jeunes écoliers est chose impossible, si hardis cavaliers qu'ils puissent être, à peine sortis de la mamelle. A La Plata, en y joignant le bourg de La Enseñada, aujourd'hui englobé dans la capitale, il existe 25 écoles primaires. Comme à Buenos-Ayres, du reste, on leur a construit des bâtimens luxueux. Quand on parcourt les deux villes, la préoccupation assidue dont l'enseignement est l'objet saute aux yeux. C'est sur cette observation favorable que je veux finir cette étude.

En l'écrivant, je me suis peu défendu du sentiment de sympathie que ce pays inspire à ceux qui l'ont habité longtemps. Ne faut-il pas sympathiser avec les gens pour les bien comprendre, et un critique chagrin ne voit-il pas en général plus faux qu'un observateur bienveillant? Il me semble qu'il se dégage de ce tableau, peut-être complaisamment éclairé, mais tracé d'après nature, l'impression d'nne nationalité vivace, agissante. Elle est encore en formation, beaucoup d'élémens hétérogènes viennent s'y amalgamer. Il doit suffire, pour que nous nous y intéressions en France, que la plupart de ces élémens soient latins, et que ceux qui ne le sont point se latinisent en s'y absorbant. C'est une civilisation latine qui est en train d'éclore, et elle paraît appelée à jeter un certain éclat. Il ne doit pas nous être indifférent que les rejets de la sève latine poussent vigoureusement quelque part, ne fût-ce que pour mettre un peu de diversité dans la teinte anglo-saxonne qui envahit les autres parties du monde colonial.

ALFRED ÉBELOT.

REVUE DRAMATIQUE

Gymnase : *Sapho*, pièce en cinq actes, tirée du roman de M. Alphonse Daudet, par MM. Alphonse Daudet et Adolphe Belot. — Porte Saint-Martin : *Marion Delorme*. — Comédie-Française : *Socrate et sa Femme*, comédie en un acte, en vers, de M. Th. de Banville.

Oui, je l'entends bien, on fait la critique de *Sapho*, dans les salons, comme jadis la critique de *l'École des femmes :* la pudeur mondaine a ses doléances qui, à travers les siècles, ne changent guère. Avant l'épreuve, elle s'inquiète; ensuite, elle n'a garde de se rassurer. « Je viens de voir, pour mes péchés, cette méchante rapsodie... Je suis encore en défaillance du mal de cœur que cela m'a donné :.. » ainsi gémissent les Climènes du jour. Sans doute, il se trouve encore d'honnêtes femmes pour leur répondre : « Je ne sais pas de quel tempérament nous sommes, ma cousine et moi; nous fûmes avant-hier à la même pièce, et nous en revînmes toutes deux saines et gaillardes. » Mais ce peu de délicatesse les étonne toujours : « Peut-on, ayant de la vertu, trouver de l'agrément dans une pièce qui tient sans cesse la pudeur en alarme et salit à tout moment l'imagination?.. Croyez-moi, ma chère, corrigez de bonne foi votre jugement, et pour votre honneur n'allez point dire par le monde que cette comédie vous ait plu. » Il se peut, d'ailleurs, que, parmi ces dégoûtées, beaucoup le soient tout de bon, sinon par innocence, du moins par satiété d'esprit : les innocentes, à qui la seule vue d'une telle héroïne cause une surprise et une douleur, sont rares, j'imagine, dans la salle du Gymnase : mais beaucoup de personnes, même instruites des misères et des hontes humaines, peuvent soutenir, justement, qu'elles en sont assez instruites; que le spectacle du vice, à la longue, est aussi mono-

tone que celui de la vertu, que l'horizon en est aussi étroit et qu'il est temps d'en sortir. Voyez les affiches : *Sapho*, *Georgette*, *Marion Delorme*, *Carmen!* Il n'est si mauvaise compagnie dont, à la fin, on ne se lasse. — D'accord; il sera même bon, à ce compte-là, de jeter au feu ou de mettre au pilon *la Dame aux camélias*, *Frédéric et Bernerette*, *Manon Lescaut*.

J'entends, d'autre part, que beaucoup de gens se targuent de s'ennuyer à *Sapho* par certaines raisons, par lesquelles ils s'ennuieraient tout aussi bien, quoique plus modestement, à *Bérénice*, au *Misanthrope*. Nulle action, nul intérêt, disent-ils : une liaison qui se forme au premier acte, une rupture au second, au troisième, au quatrième; et quel dénoûment? Une rupture encore, et peut-être la moins décisive de toutes : l'héroïne s'esquive pour ne pas suivre le héros, et voilà tout; ce n'est qu'un escamotage; le drame cesse, il ne finit pas; il pourrait s'arrêter en-deçà, il peut continuer au-delà : il n'a pas de clôture. — O l'ingénu Racine, qui écrivait, en manière de préface : « Nous n'avons rien de plus touchant, dans tous les poètes, que la séparation d'Énée et de Didon dans Virgile. Et qui doute que ce qui a pu fournir assez de matière pour tout un chant d'un poème héroïque... ne puisse suffire pour le sujet d'une tragédie?.. » — « Ce qui lui plut davantage » dans ce sujet, il en convenait, c'est qu'il « le trouva extrêmement simple » : aussi se garda-t-il de le compliquer. Titus, au deuxième acte, nous fait confidence de sa rupture prochaine avec Bérénice; au troisième, elle en reçoit l'annonce; au quatrième, ils s'en expliquent ensemble; au cinquième, ils la consomment. Titus, comme Gaussin, a hésité, sans que plus d'événemens se dressent devant lui :

J'avance des malheurs que je puis reculer.

Bérénice pousse la même plainte que Sapho, sans avoir rencontré plus d'accidens :

Hélas! je me suis crue aimée;
Au plaisir de vous voir mon âme accoutumée
Ne vit plus que pour vous...
Dans un mois, dans un an, comment souffrirons-nous,
Seigneur, que tant de mers me séparent de vous?..

Et ces mers, que Gaussin peut retraverser pour venir rejoindre Sapho, rien n'empêche, dans l'histoire, que Bérénice ne les repasse pour retrouver Titus. L'affaire du *Misanthrope* n'est pas meilleure. Alceste, au premier acte, arrive chez Célimène pour la sommer de choisir entre lui et ses rivaux; au deuxième, il lui parle net :

Et je sens qu'il faudra que nous rompions ensemble;

au troisième, il va chercher des preuves à l'appui de ce dessein ; au quatrième, il signifie sa volonté :

Il n'est point de retour, et je romps avec elle ;

et aussitôt, cependant, il rebrousse vers elle et reprend sa chaîne :

Rendez-moi, s'il se peut, ce billet innocent ;

au cinquième, il faut donc une dernière rupture, et laquelle ? et pourquoi est-ce la dernière ?

Oui, je veux bien, perfide, oublier vos forfaits ;
J'en saurai, dans mon âme, excuser tous les traits,
Et me les couvrirai du nom d'une faiblesse
Où le vice du temps porte votre jeunesse,
Pourvu que votre cœur veuille donner les mains
Au dessein que j'ai fait de fuir tous les humains,
Et que dans mon désert, où j'ai fait vœu de vivre,
Vous soyez sans tarder résolue à me suivre...
— Moi, renoncer au monde avant que de vieillir,
Et dans votre désert aller m'ensevelir !

Est-ce Gaussin et Sapho qui parlent en vers ? Ou n'est-ce point Alceste qui a sa nomination en poche, et Célimène qui refuse d'aller occuper avec lui son vice-consulat ? On revient de tous les déserts, de tous les vice-consulats du monde. Les cavaliers, dans ce quadrille, auraient pu quitter plus tôt leurs dames ; mais puisque les auteurs n'ont pas pris soin de les tuer, ni même de les marier devant le public, l'un à Éliante, l'autre à Irène, ils pourront toujours, si le cœur leur en dit, rentrer dans la danse.

Pour moi, je l'avoue, dussé-je perdre quelques chances d'un beau mariage et quelques invitations à dîner dans de bonnes maisons, — *Sapho* ne me choque pas ; dussé-je passer pour contrariant, je confesse que je l'ai vue deux fois et que, sans y trouver une action plus compliquée ni une fin plus matériellement certaine que celle de *Bérénice* ou du *Misanthrope*, j'y ai, par deux fois, trouvé mon plaisir.

Je supporte, s'il faut le déclarer, la vue d'une fille galante, c'est-à-dire qui se donne facilement, plus facilement hélas ! qu'elle n'a coutume de se reprendre et ne se reprend surtout cette fois-ci ; mais toujours sincère, toujours désintéressée, à ma connaissance, et à présent plus que jamais, et qui, pendant cette durée de cinq actes, ne change pas d'amant devant mes yeux. Je supporte la vue d'un homme dont la pire vilenie est d'être jaloux et de se rengager dans son amour, d'abord malgré cette jalousie, ensuite par cette jalousie elle-même, aussi bien que par d'autres sentimens plus avouables, comme la com-

plaisance à une habitude, ou plus nobles, comme la pitié; je ne suis point assez naïf pour me cabrer et rétiver devant cet amas de causes : n'ai-je pas franchi naguère la psychologie plus effrayante de *la Visite de noces*? Enfin, je n'ai pas l'oreille déchirée par une pièce dont le mot le plus dur, et qui fait saillie sur le reste est : « sales bêtes! » — jeté par la bouche d'une courtisane, alors qu'un orage de passions fait bouillonner et jaillir en trombe tout le fond populacier de son âme. Sorti de là, « sales bêtes! » me blesse beaucoup moins que certains discours, plus polis en eux-mêmes, prêtés par des dramaturges qu'on n'incrimine pas à de grandes dames, à d'honnêtes femmes, à de pures jeunes filles. Et, si l'on me pousse à bout, je dirai que mon principal grief contre l'auteur, en ce qui touche la morale, c'est qu'il lui a fait une trop belle part; c'est qu'il l'a trop mise en action et même en paroles; c'est qu'il a trop montré, trop dénoncé, au risque d'être moins complètement vraisemblable et plus pénible, les suites fâcheuses de certaines fautes, et qu'il en a trop relégué les douceurs dans les entr'actes : — un programme des menus agrémens d'une liaison, exposé par l'héroïne à la fin du premier acte, et un déjeuner en plein air, mangé de bon cœur, en bonne intelligence, par les deux amans, au commencement du second, n'est-ce pas tout ce que cette longue aventure laisse voir d'attrayant? Tout le reste est repoussant, à bonne intention, comme les cinq dernières planches de *la Vie d'une courtisane* d'Hogarth, comme sa *Vie d'un libertin*; à meilleur droit que *les Courtisanes* de Palissot, la pièce admettrait ce sous-titre : *l'École des mœurs*. Voilà ce que je serais tenté de reprocher à M. Daudet, et si je résiste à mon envie, c'est qu'à voir les scrupules ameutés contre *Sapho*, j'estime qu'il a prudemment agi en ne leur donnant pas plus de prise. La première condition, pour un ouvrage de théâtre, est qu'il soit toléré jusqu'au bout par le public; sans doute, l'auteur a sagement fait en prenant cette précaution d'être édifiant.

Donc une fille galante et un homme faible, tels que je viens de les signaler, ne m'offusquent pas nécessairement par l'infamie évidente de leur caractère, à ce point que je ne puisse les voir ni les entendre : est-il besoin de protester que je serais tout aussi bien disposé pour une héroïne chaste et pour un héros vertueux? Ceux-ci même auraient cet avantage, à présent, d'une qualité plus rare sur la scène : ils rafraîchiraient mon attention; qu'ils paraissent, ils seront les bienvenus. En les attendant, et à leur défaut, je puis accueillir une vierge folle, une de plus, et son compagnon; d'ailleurs, s'ils sont l'un et l'autre vivans, ils seront assez neufs : est-il un être animé qui trouve son pareil dans ce monde? Enfin, si la simplicité de l'action laisse plus de facilités à l'auteur pour animer ses personnages, bénie soit-elle! Apercevrais-je, comme je le fais, ces nuances de sentiment qui sont les couleurs mêmes de la vie, chez Titus et Bérénice, chez Alceste

et Célimène, s'ils étaient harcelés par les événemens et serrés dans l'engrenage de quelque machine théâtrale?

Voilà comme il faut le prendre, et non pas, par un excès contraire à celui des gens de mauvaise volonté, crier avec une poignée de fanatiques, hurleurs de je ne sais quel évangile, que *Sapho* est un chef-d'œuvre, et le chef-d'œuvre d'un art nouveau. Ces maladroits en leur jargon, proclament que jamais « un si large morceau d'humanité » ne fut porté sur les planches, et qu'une dramaturgie s'y révèle, qui est manifestement celle de l'avenir. Ce que fut *le Cid* pour la première grande époque, et *Henri III et sa Cour* ou *Hernani* pour l'âge moyen du théâtre français, *Sapho* le serait pour une ère moderne. Il ne me paraît pas que *Sapho* soit une si grande merveille, ni si révolutionnaire. C'est plutôt, et fort heureusement, une pièce construite avec plus ou moins d'habileté selon la vieille manière, qui, en ce qu'elle a d'essentiel, demeure la seule bonne, la seule, à travers les temps, qui doive rester efficacement classique. Des sentimens qui suivent leur cours naturel, qui n'ont que leur pente propre et leurs ressauts nécessaires, depuis le point où ils méritent un nom jusqu'au point où ils se perdent; la crise de deux âmes abandonnées à leur progrès, sans artifice étranger qui les détourne et les presse, voilà, si je ne me trompe, la matière de l'ouvrage et sa forme : quelle autre espèce de forme serait plus convenable à cette matière ? Et quelle autre qualité de matière pouvait se tirer du roman de M. Daudet ? Aucune, Dieu merci !

Ah ! ce roman ! Le voilà, le chef-d'œuvre ! Et pourquoi, je vous prie, a-t-il une place à part dans la littérature contemporaine, pourquoi gardera-t-il la faveur des hommes et retiendra-t-il, comme il nous retient, quiconque l'approchera sans préjugés, alors que des ouvrages écrits peut-être avec autant d'art, et qui présentent des héros plus agréables et plus nobles, auront péri ? Par quel attachement s'est-il assuré de nous, par quelle « vertu singulière et presque magnétique ? » Aussi bien, c'est le charme subtil d'un autre chef-d'œuvre, *Adolphe*, de Benjamin Constant, que Gustave Planche essayait de définir ainsi. *Adolphe*, comme *Sapho*, est l'histoire de deux amans qui ne peuvent être heureux ni l'un sans l'autre ni ensemble, et le drame de *Sapho*, c'est le drame d'*Adolphe*, répandu de la tête et du cœur dans toutes les veines et jusque dans ces derniers filets nerveux qui sont les organes les plus secrets des sens. *Sapho*, comme *Adolphe*, est un récit tout « simple et d'une moralité douloureuse, » et qui « donne lieu à une sorte d'examen de conscience... Les applications et les souvenirs abondent; » plus d'un d'entre nous « est tenté d'y reconnaître son portrait ou celui de ses intimes. » « Je doute qu'il y ait dans notre langue trois poèmes aussi vrais que celui-là, » disait, pour conclure, le critique d'*Adolphe* : hé ! que dirait-il de celui-ci ? La vérité de ce roman, voilà

son caractère; mais encore faut-il voir tout ce que ce mot de vérité enveloppe.

Sapho est une étude plus minutieuse et pénétrante que toute autre, d'un de ces « faux ménages » parisiens, que M. Pailleron a passés en revue naguère avec un esprit si vif et caracolant. Appliqué à connaître ce cas, M. Alphonse Daudet, qui a de patiens et fins yeux de myope, en a tout vu et tout compris. Mais la parfaite intelligence, chez qui regarde notre pauvre espèce, ne va pas sans la profonde pitié. C'est pourquoi ce livre, exempt de toute sensiblerie badaude ou mensongère, est humain dans la double et doublement belle acception de ce mot : il est véridique et charitable. Il expose une des aventures principales de la vie d'une fille galante, la principale de la vie d'un homme faible; il n'est ni trompeur ni dupe; il n'a ni exaltation d'avocat ni faiblesse de complice; encore moins a-t-il la cruauté d'un réquisitoire : et pourtant il n'est pas impassible. Il n'est coupable d'aucune faiblesse, d'aucune trahison envers la morale ni la société; il ne met pas non plus un zèle barbare à leur service : il est sincère tout uniment; ayant toute justesse, il a toute justice ; œuvre de bonne foi, — oui, vraiment bonne! — voilà *Sapho;* œuvre de clairvoyance, œuvre d'équité, qui ne fut pas seulement construite par l'habileté d'un artiste, mais imprégnée, animée par la sympathie d'un poète. Quel sentiment plus contagieux pour le lecteur que cette tendresse nécessaire, perpétuelle, toujours impartiale et discrète de l'auteur pour ses héros; quel sentiment plus rare dans tous les temps et surtout dans le nôtre? Il parfume ce roman comme un baume de longue vie, qui le fera durer, frais et frémissant, à travers les siècles.

Fanny Legrand, dite Sapho, n'est pas mauvaise ni méchante, mais indolente et pervertie, née d'un sol empoisonné, grandie dans un air pernicieux. Elle a toujours aimé la beauté, le talent; elle les a mal aimés, n'étant réglée par aucune morale; c'est l'honnêteté aujourd'hui, autant que la beauté, qu'elle aime dans la personne de Jean Gaussin; elle l'aime encore mal; et, cette fois encore, c'est par ce qu'elle a de plus noble en elle, par son effort toujours déçu vers ce qui vaut mieux qu'elle-même, que Fanny Legrand, dite Sapho, est condamnée à souffrir. Jean Gaussin, de son côté, n'est pas lié à elle seulement par l'ignominieuse lâcheté des sens, mais par cet amour spécial que l'honnête homme peut donner à une courtisane, qui n'est fait que pour une part de la vile jalousie du passé, — pour tout le reste, de pitié devant la vie entière de cette créature, d'équité devant sa bonne volonté présente, d'effroi devant ce long avenir qui commencera pour elle à l'heure même de l'abandon. Cette commisération est avouable; et c'est par elle, plus que par son vice, que Gaussin, lui aussi, doit pâtir. Voilà ce que ne savent pas voir ou ne veulent pas voir

les gens distraits ou grossiers qui n'aperçoivent que les parties basses de ces deux âmes : et ceux-là, qu'ils eussent lu le roman avec répugnance ou bien avec un injurieux plaisir, ceux-là pouvaient s'étonner qu'on le transportât sur la scène, car l'habitude d'une sensation ne peut guère s'y exposer. Voilà pourtant ce que M. Daudet avait vu et montré avec cette impartialité qui jamais ne se dessèche pour devenir indifférence ; — et voilà précisément pourquoi Fanny Legrand et Jean Gaussin, au gré de la psychologie, — et je dis de la plus vieille, de l'éternelle, de la seule, — peuvent être pris comme personnages de théâtre. Non-seulement ils sont naturels tous les deux et animés des sentimens les plus humains, mais le mélange des sentimens, chez l'un et chez l'autre, est de telle sorte qu'il doit émouvoir le spectateur. La meilleure manière de l'intéresser, on le sait depuis longtemps, c'est de « trouver un milieu entre deux extrémités par le choix d'un homme qui ne soit ni tout à fait bon, ni tout à fait méchant et qui, par une faute ou faiblesse humaine, tombe dans un malheur qu'il ne mérite pas... » Au fait, qui parle ainsi ? Corneille, interprète d'Aristote.

A présent, vais-je avancer que l'exécution de la pièce est parfaite ; que M. Daudet, après un chef-d'œuvre romanesque, a tourné le même sujet en chef-d'œuvre dramatique ? Jurerai-je que, secondé par M. Belot, il a versé dans ce nouveau moule toute la substance qui remplissait le premier ? Non, assurément. Du moins, alors qu'il ne se contentait pas de découper le livre et de mettre le récit en dialogue, il n'a pas trahi son œuvre dans un intérêt de commerce. Pouvait-il, sur les planches, nous donner *Sapho* tout entière ? Au moins, il en donne l'essentiel. Du premier mot jusqu'au dernier, la pièce est une curieuse illustration du roman, faite avec dextérité, avec délicatesse ; en maint endroit, cette illustration, même détachée du texte original, suffirait à nous captiver. Les personnages, auxquels le livre est un certificat de vie, paraissent encore vivans, peints comme ils sont en raccourci, éclairés par la rampe. Même le changement qui pouvait nous inquiéter le plus, le rajeunissement de l'héroïne, est presque inoffensif : Sapho ne devient pas, parce qu'elle a dix ans de moins, une fraîche amoureuse d'opéra-comique ; les dégradantes expériences qu'elle a faites de la passion, elle a dû les presser entre sa seizième et sa vingt-cinquième année, au lieu de les espacer jusqu'à la trente-cinquième, voilà tout. Elle offre un spectacle moins pénible aux yeux, elle reste moralement à peu près la même : huit années d'une telle existence, hélas ! suffisent pour mûrir et pourrir à point une pauvre âme.

Voyez-la, au premier acte, qui se glisse dans la chambre studieuse de Jean, à peine l'oncle Césaire et la tante Divonne partis. Ces braves gens, pour installer leur neveu, lui ont fait visite avec Irène, la fiancée de réserve introduite dans la pièce à la place de Mlle Bouchereau. Par

la porte entr'ouverte, voici la volupté qui se coule, furtive, humble, complaisante, avec cette familiarité qui simule doucement les façons de la famille. Oui, c'est bien Sapho, ancien modèle, ancienne maîtresse de sculpteur et de poète, fille du peuple, polie et affinée par les mains de ces artistes, qui souvent les a blessées et souvent a souffert par elles, et qui veut se caresser, à présent, à des mains plus naïves. Son allure est élégante, et ses manières câlines; et pourtant la dureté acquise, l'atrocité rancunière de son cœur se révèle et sonne dans son rire, alors qu'elle lit à haute voix et commente la lettre de l'amant qu'elle vient de quitter. Malheur à l'ingénu adolescent qui se laisse engluer, à son tour, par ses offres de vie commune! Malheur à elle-même, qui signe en aveugle un nouveau marché à terme avec la douleur; car elle est bien Sapho, la Sapho que nous connaissons : il est trop tard pour que ce ne soit pas un double mal qu'elle aime et soit aimée.

De même, au deuxième acte, nous retrouvons l'atmosphère où cet amour malsain doit fleurir. Avec une singulière adresse, l'auteur a reconstitué ici, chargée de toute sa végétation, la zone sociale où se développait son roman. Il amène, sans effort ni subterfuge, dans cette guinguette de banlieue le grand sculpteur Caoudal, toujours ravagé par le feu des sens; Déchelette, le voyageur, et la petite Alice Doré, la prostituée naïve, dont la silhouette devient plus précise et demeure aussi touchante que dans le livre; et Rosario Sanchez, l'écuyère impérieuse, toujours aussi terrible, quoique plus décente, et Potter, l'illustre musicien, réduit par elle en servitude et presque changé en bête, et La Borderie, le poète vicieux et sec, attelé par surcroît à son char. L'entretien de ces personnages, égayé par les allées et venues d'une drôlette petite bonne, est le commentaire dramatique du drame; il en décide la première péripétie : tandis que Fanny Legrand, venue au bras de Jean Gaussin, — et si heureuse d'être à son bras! — est allée visiter une maisonnette à louer, Jean Gaussin apprend par la causerie des convives que Fanny Legrand et Sapho ne font qu'une seule femme, et quelle femme! Celle-là même pour qui l'un de ses derniers amans, un graveur, a fait de faux billets : une échappée de la cour d'assises! Désespéré, il part; elle revient et c'est alors qu'elle injurie les destructeurs de sa présente chimère : — « Sales bêtes! » — Mais l'amour de Jean est encore trop affamé pour quitter définitivement la table parce que de vilaines mains ont touché à son plat : il reparaît et le couple se reforme, répétant ainsi, dans cette danse des mal vivans, la figure que font Rosario et Potter, et tant d'autres, devinés à travers les évocations de Déchelette et de Caoudal. Bizarre et puissante peinture, à classer, auprès d'un célèbre tableau de mœurs populaires, sous ce titre : *l'Assommoir de la bourgeoisie!*

Ensuite vient *le Faux Ménage*, tableau d'intérieur; composé, celui-ci, non pas seulement par un habile metteur en scène, mais par un dra-

maturge. Dans cette maisonnette où les honnêtes gens ne viennent guère, — entre une servante dont il subit la camaraderie et un enfant inconnu, recueilli par Sapho, voleur par instinct et déjà par habitude, — Jean éprouve un malaise chronique, traversé bientôt, grâce à la jalousie, par des souffrances aiguës. D'où tombe-t-il, cet enfant? Il remue les souvenirs d'un passé fangeux. Mis en humeur de tout savoir, de se torturer, de se rassasier de douleur, Gaussin lit, une à une, les vieilles lettres de tous les amans de Sapho; il en exige, avec des cris de honte et de rage, le sacrifice; une à une, elle les brûle, ces lettres, presque toutes signées de noms fameux, et qui étaient le dossier de sa gloire aussi bien que de son infamie; agenouillée près de lui, elle les jette au feu jusqu'à la dernière, celle du graveur condamné pour elle : n'est-ce pas une lâcheté? Tant pis : il la demande, lui, l'honnête homme; elle l'accorde comme une preuve d'amour : tant il est vrai que, dans une telle situation, le plus noble des deux s'avilit, et que l'autre, pour lui complaire, risque de ne trouver encore que de viles actions! — Une bonne œuvre, cependant, Sapho en a fait une : ce garçonnet qu'elle a recueilli est le fils du graveur. Après un répit occupé par la visite des Hettéma, ce couple ignominieux et ridicule, et du père de Sapho, le cocher de fiacre (M. Hettéma dit à Jean : « Ah! vous êtes en famille! ») voici que Déchelette, en passant, révèle à Jean, par mégarde, cette malencontreuse bonne action, et que la jalousie du jeune homme est à nouveau déchaînée. Une scène éclate, moins poignante que celle où flambent les lettres, mais plus violente, aussi riche en traits de caractère, de passion et de mœurs. Jean veut partir, retourner dans sa famille; Sapho soupçonne qu'on l'y rappelle pour le marier; dans sa fureur, l'ancienne ordure amassée au fond de son âme lui remonte aux lèvres; elle rend insulte pour insulte; elle crible de boue ces honnêtes gens, qu'elle voit dressés devant elle comme des ennemis, qu'elle ne connaît pas, qu'elle suppose pareils à tout ce qu'elle connaît, qu'elle déteste et qu'elle méprise. Et la suprême invective que l'ancien modèle jette dans le dos de son amant, mis en fuite par cette bordée, l'avez-vous entendue? « Bourgeois! » lui crie-t-elle.

Voilà, dans un même acte, à peine séparés par une pause, deux duos qui ne sont pas pour dilater le cœur et dont le second s'achève en charivari; mais ne sont-ils pas imaginés par un maître en l'art de faire vibrer les cordes humaines, et ne sont-ils pas écrits comme il convient pour le théâtre? Une seule fausse note, encore est-ce dans l'accompagnement : c'est l'intervention du père de Sapho qui me fâche, de ce cocher en houppelande et chapeau de cuir. Elle me paraît la seule faute contre la vraisemblance des personnes dans cet ouvrage, comme certaine allégorie de Jean, au quatrième acte, certaine fable qui pourrait s'intituler : *la Femme, le Singe et le Chat*, me paraît la seule faute con-

tre la vraisemblance du discours. N'allons pas, pour cette erreur, qui justement n'est qu'une invraisemblance, crier, comme quelques timides, aux horreurs du réalisme, à l'invasion, au sac! Il y aurait beau jour, à ce compte, que la scène serait envahie et saccagée: dans la pièce de Palissot, savez-vous comment Gernance, l'ami de Lisimon, — des noms rassurans et qui ne sonnent pas la nouvelle école, — est éclairé sur la condition de Rosalie, la *Courtisane*, dont il veut faire sa femme? On va quérir un fiacre pour mener les fiancés au bal; le cocher paraît: c'est le frère de Rosalie!

Je ne fais pas difficulté de convenir que le quatrième acte me plaît moins. Dans ce paysage de Provence où le héros s'est réfugié, ses propos et ceux de Césaire, de Divonne et surtout d'Irène sont d'un genre voisin de l'opéra-comique. Il est vrai que, vers le milieu de l'acte, le récit du suicide de la petite Doré, fait par Déchelette, mieux ménagé encore que dans le roman, fait couler des larmes, et que l'excellent mot de l'oncle Césaire fait éclater le rire: après avoir parlementé avec Sapho, qui relance Gaussin jusqu'ici, le bonhomme, attendri par elle, gagné à sa cause, s'écrie, avec son joyeux accent: « C'est une sainte! » Mais Sapho reparaît en face de Jean; et ce nouveau duo, malgré son pathétique, malgré ses vicissitudes naturelles de compassion, de colère et de tristesse chez l'un, d'humilité, de fureur, d'amour et de désespoir chez l'autre; malgré les cris, les sanglots, les convulsions de femme qui le terminent, ce duo me laisse froid; il me fatigue, à l'heure qu'il est, comme s'il était une répétition du dernier; pour un empire, je ne le bisserais pas.

Le dernier acte, en revanche, ne m'est pas déplaisant. J'aime assez la mélancolie de cette maisonnette presque démeublée, dont les vitres laissent voir le jardinet couvert de neige; la résignation de Sapho, qui se prépare, n'espérant plus rien de mieux, à rejoindre son graveur; le retour charitable de Jean, et surtout la fin. Fatigué du voyage, Jean s'est endormi, peut-être un peu vite, sur le canapé où le graveur a passé la nuit. « Écris-lui qu'il ne t'attende pas, et que tu pars avec moi, » a-t-il commandé à Sapho; et, à demi rêvant, il murmure: « Écris la lettre. — Je l'écris, » répond-elle... Mais c'est à Jean, au contraire, qu'elle destine ce dernier adieu: elle a trop aimé, la pauvre! Elle veut, à présent, être aimée à son tour. Le prix de sa jeunesse prodiguée, elle va le demander au seul homme dont elle puisse l'attendre, au misérable, voué à la passion, qui s'est déshonoré pour elle. Un baiser sur le front de Jean, un geste au porteur qui vient chercher les malles: « Enlevez! » Et Sapho, d'un pied furtif, quitte la scène; et la toile tombe, dans le silence, sur Jean Gaussin endormi. La simplicité de cette fin est ingénieuse, elle est élégante, elle est rare.

Les rôles accessoires de *Sapho* sont bien tenus par Mmes Darlaud,

Netty, Grivot, Desclauzas et par MM. Landrol, Raynard, Lagrange. M. Damala représente Gaussin : il ne semblait pas désigné pour ce personnage. Il a certainement appris quelque chose depuis *le Maître de forges*; il n'a d'autre ressource maintenant que d'apprendre beaucoup: ne faut-il pas à un novice plusieurs années de salle d'armes pour retrouver sur le terrain autant d'avantages qu'il en avait lorsqu'il ignorait complètement l'escrime? En revanche, Mme Jane Hading, qui fait Sapho, n'a plus qu'à oublier et à faire oublier qu'elle sait toutes les roueries de son art : elle est une comédienne parfaite, mais qui se laisse toujours voir comédienne.

M. Daudet, en somme, a remporté une difficile et honorable victoire. Il a exprimé des mœurs et des sentimens par des mots de nature et par de simples gestes, si bien que sa pièce, pour une grande partie, est comme une mosaïque de synthèses; il a filé un drame, dont le mouvement s'accélère vers le milieu, selon une seule ligne purement tracée, à peine onduleuse : les gens qui ne goûtent rien de tout cela, j'ai peur qu'ils ne goûtent sincèrement ni les analyses longuement déduites du théâtre classique ni la simplicité de son action. Nos sentimens diffèrent des leurs. L'humanité, voilà le fonds éternel que nous aimons; qu'on l'exploite par l'analyse ou par la synthèse, nous sommes contens; la vieille dramaturgie, en ce qu'elle a d'essentiel, demeure notre préférée : sur l'un et l'autre point, l'auteur de *Sapho* nous donne, après tant d'offenses que les contemporains nous ont faites, des satisfactions qu'il serait injuste de ne pas reconnaître. Et si, d'aventure, il se trompe sur l'intérêt de sa gloire, s'il s'afflige de ne pas nous entendre, avec ses plus zélés partisans, le proclamer le fondateur d'un théâtre nouveau, qu'il se console! Ceux qu'on veut affubler de cet honneur ne le portent pas loin : une triste reprise de *Marion Delorme*, à la Porte-Saint-Martin, en fournit à propos la preuve. Je m'expliquerai là-dessus, prochainement, avec ce respect qu'on doit aux belles œuvres mortes.

J'ai dit que la Comédie-Française avait représenté enfin *Socrate et sa Femme*, de M. Théodore de Banville. Cette brève comédie en vers, légère esquisse de mœurs antiques, tableau de genre, s'entend, peint par un maître parisien, — à mi-chemin, pour l'exactitude historique, entre les dialogues de Platon ou *les Mémorables* de Xénophon et le *Démocrite* de Regnard ou *la Ciguë* de M. Augier, — cette précieuse petite pièce fut écrite peu d'années après la guerre de 1870, et reçue alors par le comité. Un différend sur l'interprétation, élevé entre l'administrateur général et l'auteur, l'avait fait ajourner. Elle obtient à présent un succès quasi féerique. Elle est datée par une tirade : Socrate, par la bouche de M. Coquelin, y fait l'oraison funèbre d'Henri Regnault, tué à Buzenval... Aujourd'hui que nous avons repris notre sang-froid et gardé notre état de vaincus, j'avoue que ces vaines

allusions me causent un malaise. Le silence me paraît plus digne. Ces vers sont beaux, j'en conviens, et M. Coquelin semble heureux de cette occasion d'élever noblement la voix; n'importe, ce discours me gêne.

Cette réserve faite, je n'en ferai qu'une ensuite : la trop grande richesse de la rime, — n'est-ce pas un beau défaut? — occupe trop l'oreille dans une pièce de théâtre; elle risque même de la tromper. Si j'entends parler de « la nymphe *qu'amuse* — un faune, » et pour peu que l'actrice ait marqué la fin du vers, je crois d'abord qu'il s'agit d'une nymphe *camuse*, et je ne suis tiré d'erreur qu'à la fin du vers suivant, lorsque je trouve justement cette épithète à la rime. D'ailleurs, Hugo lui-même n'a-t-il pas déclaré, dans cette préface de *Cromwell* qui reste l'évangile des romantiques et comme leur loi révélée, que « le vers au théâtre doit dépouiller tout amour-propre, toute exigence, toute coquetterie? »

Après ces chicanes, j'ai hâte de me mettre à l'unisson des panégyristes : la fable imaginée par l'auteur est simple et plaisante; son vers est agile, souple et joliment sonore; son langage coloré, diapré même; il tinte, il est teinté. Ce petit ouvrage est le digne caprice de M. de Banville, prince des orfèvres et des verriers, expert à ciseler subtilement une aiguière où se jouent des demi-dieux et de malicieuses mortelles, à souffler purement une bulle qu'irise un rayon de soleil captif.

M. Coquelin, par la sobriété de sa mimique et les nuances de sa diction, est le Socrate idéal; Mme Jeanne Samary, qui fait Xanthippe, n'est-elle pas une Parisienne trop réelle? J'ai lu dernièrement, sur l'enseigne d'une taverne qui se donne pour un cénacle littéraire : « Cet édifice fut élevé, Freycinet et Allain-Targé étant archontes... Passant, sois moderne! » Mme Jeanne Samary est moderne selon le conseil de ce cabaretier helléniste : elle étonne et détonne un peu dans la maison de Molière; que dire, dans la maison de Socrate!

LOUIS GANDERAX.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 janvier.

Tout est donc nouveau ou remis à neuf avec l'année nouvelle dans les pouvoirs publics de la France. La chambre des députés, qui vient de reprendre ses séances au Palais-Bourbon, date à peine de quelques mois, de ce scrutin d'octobre, qui n'a pas encore dit son dernier mot. La réélection de M. le président de la république pour une période de sept années ne date que de quelques jours. Voici maintenant un ministère qui n'est que d'hier, qui va entrer en scène avec son programme après le message de M. le président de la république. Et tout cela cependant, il faut l'avouer, ne fait pas une situation bien nouvelle, n'a rien de bien nouveau ni par l'apparence ni par l'esprit. C'est une vieille histoire qui continue ou qui recommence pour l'édification de la France, devenue par degrés singulièrement sceptique, assez disposée à laisser passer sans s'émouvoir les petites agitations des partis affairés, les ministres qui s'en vont ou qui reviennent, et dont elle ne sait pas toujours les noms, tous ces changemens qui ne changent rien et dont elle n'a pas le secret.

Pourquoi le dernier ministère s'est-il retiré avec une certaine brusquerie dès le lendemain de la réélection de M. le président de la république? Pourquoi et comment le nouveau cabinet s'est-il formé? Que s'est-il passé réellement pendant ces premiers jours de l'année, où il n'y a eu pour un instant ni parlement ni gouvernement et où l'on ne s'en

est pas plus mal trouvé? Le chef du dernier ministère, M. Henri Brisson a pu sans doute, dans un mouvement de fierté, n'être pas satisfait de n'avoir obtenu que quelques voix de majorité dans le vote des crédits du Tonkin et de rester à la merci des dispositions malveillantes des fractions extrêmes du parti républicain; il a dû avoir aussi quelque raison, inconnue et particulière, qui seule peut expliquer l'évidente mauvaise humeur avec laquelle il a quitté le pouvoir. Toujours est-il que M. Henri Brisson a cru avoir des raisons assez sérieuses pour se retirer, qu'il a été suivi dans sa retraite par quelques-uns de ses collègues, le ministre de l'intérieur, le ministre de la guerre, le ministre de la marine, et que, par un phénomène assez bizarre, quoique déjà prévu, c'est M. le ministre des affaires étrangères, c'est M. de Freycinet, qui s'est trouvé chargé de composer ou de recomposer un cabinet.

M. de Freycinet ne s'est point sans doute cru lié par les raisons qui ont décidé M. Henri Brisson à la retraite ou par de vains scrupules de solidarité ministérielle. Il a considéré que ce que n'avait pas pu le dernier président du conseil faute de souplesse de caractère, il le pourrait plus aisément avec sa liberté d'esprit, qu'il avait plus de chance de réaliser cette fameuse concentration républicaine toujours désirée, toujours fuyante, sans laquelle il n'y a pas de majorité, avec laquelle il n'y a qu'une majorité d'équivoque. M. de Freycinet est l'homme des tâches difficiles, des rajustemens ministériels, des combinaisons hybrides, des accommodemens avec l'impossible. Il n'a pas de parti-pris; il trouve que la politique modérée est certainement la meilleure, il n'est pas éloigné de s'entendre avec la politique contraire. C'est un modéré d'instinct et d'habitudes qui, au besoin, ne se défend pas de chercher fortune dans les camps extrêmes et qui surtout ne craint pas de se contredire, au risque de se perdre quelquefois dans ses propres contradictions. Un jour, il s'est perdu pour avoir voulu atténuer dans l'exécution les décrets sur les communautés religieuses qu'il avait lui-même proposés et signés; un autre jour, il s'est compromis pour avoir presque accordé la mairie centrale de Paris aux radicaux. Chemin faisant, au courant d'un de ses ministères, pour ménager les uns et les autres, il a laissé tomber dans l'eau le crédit de la France en Égypte. N'importe, il va toujours, il est toujours disposé à recommencer; il a l'art de réparer ses mécomptes dans le silence. Lorsqu'on le croit effacé ou recueilli dans sa diplomatie, il se retrouve au premier appel. Il ne se fait pas longtemps prier, — et dès que M. le président de la république lui en témoignait le désir, il n'a pas demandé mieux que de montrer à M. Henri Brisson comment il fallait procéder pour opérer la concentration; il s'est chargé de tirer de l'incohérence républicaine un ministère propre à satisfaire ceux qui ont voté les crédits du Tonkin et ceux qui ont refusé ces crédits, les opportunistes et les radicaux.

Ce n'est point sans peine, cependant, que M. de Freycinet est arrivé cette fois à former ce ministère nouveau ou raccommodé dont il prend la présidence en gardant la direction des affaires étrangères. Il a passé près de huit jours à interroger, à négocier, à combiner des élémens, et, chose curieuse, c'est un homme d'apparence pacifique, assez facile, peu compromettant, M. Fallières, qui, sans le savoir, a failli faire échouer le nouveau président du conseil dans son entreprise, qui, un moment, a tenu tout en suspens. M. de Freycinet, qui ne doute de rien, en même temps qu'il négociait avec l'extrême gauche, avait eu l'idée, bien dangereuse, à ce qu'il paraît, de proposer à M. Fallières la succession de M. Allain-Targé au ministère de l'intérieur. Aussitôt, l'opposition s'est déclarée au camp radical contre ce futur ministre de l'intérieur, pour le moins suspect de modération ou de mollesse, et M. de Freycinet, pour tout concilier, pour se tirer d'embarras, n'a imaginé rien de mieux que d'offrir à M. Fallières, comme compensation, un autre portefeuille. Heureusement, M. Fallières a eu le bon esprit de se désintéresser de ces combinaisons, de rendre sa liberté au président du conseil en expectative, et tout s'est trouvé apaisé. La difficulté principale a disparu avec M. Fallières! M. de Freycinet a pu librement arranger son cabinet, distribuer ses portefeuilles et faire sa concentration républicaine. A dire vrai, il n'a déployé qu'un assez médiocre génie dans ses combinaisons. Il a gardé de l'ancien cabinet ce qu'il a pu : le ministre de l'instruction publique et des cultes, M. Goblet, qui poursuit ses exécutions des desservans et des vicaires de campagne, le ministre des finances, M. Sadi-Carnot; il a fait passer un peu au hasard le ministre des postes, M. Sarrien, à l'intérieur, le ministre des travaux publics, M. Demôle, à la chancellerie. Il a mis à la marine M. le contre-amiral Aube, un marin distingué, qui n'aura rien de mieux à faire que de rester dans son rôle spécial. D'un autre côté, il a payé l'inévitable rançon à l'extrême gauche en plaçant au ministère de la guerre M. le général Boulanger, qui avait, dit-on, la puissante protection de M. Clémenceau, aux postes un autre radical, M. Granet, au ministère du commerce, doublé d'un service de l'industrie, un homme d'esprit et de gaîté, M. Lockroy, qui s'entend à l'industrie autant qu'au commerce. Il paraît enfin vouloir compléter aujourd'hui ses combinaisons par un dernier coup de tactique, en envoyant comme résident général au Tonkin et dans l'Annam M. Paul Bert en personne, qui fera à Hué ce qu'il pourra, mais qui sera un embarras de moins au Palais-Bourbon. Et c'est ainsi que M. de Freycinet fait son gouvernement de concentration républicaine! L'inconvénient de ces combinaisons, c'est que le pays n'y comprend rien, qu'il ne connaît même pas les noms de quelques-uns de ses ministres, et, ce qu'il y a de plus clair dans tous les cas, c'est

que cette expérience nouvelle de la concentration républicaine, due à l'imagination de M. de Freycinet, se fait dans l'intérêt et sous le bon plaisir de l'extrême gauche.

Eh bien! soit, le ministère est fait; il réunit des noms combinés au hasard, des hommes qui peuvent être un peu étonnés de se trouver dans un gouvernement, d'avoir à diriger de grands services publics. M. de Freycinet a été plus ou moins heureux dans sa diplomatie parlementaire. Toute la question aujourd'hui est moins dans les noms de quelques ministres que dans ce qu'on fera, dans la politique qu'on suivra. — Rien de plus simple, dit-on, le programme est tracé par les circonstances. On aura pour le moment une politique d'affaires, on ira au plus pressé. On raffermira et on disciplinera l'administration, qui paraît assez « détraquée. » On liquidera toutes ces affaires coloniales qui ont troublé l'opinion, et M. de Freycinet a déjà pris sous sa main les protectorats de l'extrême Orient. On en finira avec les déficits, on remettra à tout prix l'équilibre dans le budget, et déjà même on va presque trop loin en annonçant pour le ministère de la guerre des économies probablement irréalisables et peut-être dangereuses. On évitera enfin, autant qu'on le pourra, les questions irritantes, on passera cette année à apaiser les animosités parmi les républicains. — Il est possible, sans doute, qu'on ait ces intentions, et il est possible aussi qu'avec un certain art, avec quelque diplomatie, on réussisse à gouverner quelques mois; mais ce serait une étrange méprise d'oublier qu'à côté de ce programme de procrastination habile, de l'ajournement des questions irritantes, il y a l'autre programme, radical, violent, menaçant, qui a aujourd'hui ses représentans dans le gouvernement, et il y aurait une singulière illusion à croire qu'on se tirera d'embarras sans des concessions, que les radicaux prêteront leur appui sans recevoir des gages, des acomptes. On fera prendre patience, si l'on peut, aux radicaux, on ne leur donnera pas de sitôt la séparation de l'église et de l'état; M. le ministre de l'instruction publique continuera à les réjouir en poursuivant cette répugnante guerre de suppressions arbitraires des traitemens ecclésiastiques, de suppressions de vicaires, au risque de désorganiser ce service des cultes. On ne parlera pas de l'élection des juges, de l'autonomie communale, de la mairie centrale : on se contentera des épurations, des révocations, des inépuisables complaisances pour toutes les fantaisies du conseil municipal de Paris. De sorte qu'en définitive, pour vivre, on continuera à suivre par subterfuge, en détail, la politique qui a créé justement la situation difficile où l'on est arrivé, qui a fait tout le mal, qui est tout le contraire de l'apaisement pour le pays.

C'est là toute la question, et c'est là aussi que les conservateurs,

qui ont reconquis une force évidente au Palais-Bourbon, qui représentent trois millions et demi de voix, peuvent intervenir d'une façon aussi sérieuse que décisive. Jusqu'ici, à dire toute la vérité, ils n'ont pas été bien heureux. Ils n'ont pas vu qu'ils se seraient fait honneur et qu'ils auraient peut-être trouvé quelque profit à voter les crédits du Tonkin en conciliant, par les explications qu'ils auraient pu donner, ce qu'ils devaient à la dignité du drapeau et ce qu'ils devaient aussi aux inquiétudes du pays. Ils n'ont pas fait tous les efforts qu'ils auraient pu faire contre ces invalidations, qui ne sont qu'une œuvre vindicative de parti, qui ne seraient admises dans aucun parlement. Ils en sont encore à chercher leur voie. La question est maintenant pour eux de se tracer un système de conduite, un plan de campagne. S'ils entendent engager une lutte de principe contre les institutions, opposer la monarchie à la république, il est certain qu'ils sont exposés à se diviser eux-mêmes, à s'épuiser en efforts stériles dont le seul effet peut être de rallier tous les républicains. Ils peuvent, au contraire, avoir l'action la plus sérieuse, la plus utile, en restant dans les limites de ce qui est possible, en dévoilant sans trêve le danger de la politique des connivences révolutionnaires suivie jusqu'ici, en défendant pas à pas l'ordre dans les finances, l'équité et la paix dans les affaires religieuses, les principes d'une saine organisation dans les affaires militaires. C'est leur rôle; c'est, après tout, le seul mandat qu'ils ont reçu, et c'est pour eux le moyen le plus sûr d'obliger les républicains à compter avec eux en demeurant devant le pays les vrais gardiens de ses intérêts, de sa sécurité, de son repos intérieur, de sa bonne renommée dans le monde.

Les révolutions violentes, comme notre pays en a tant vu déjà, ont cela de cruel qu'elles dévorent les hommes sans leur laisser le temps de remplir leur destin, et qu'en dévorant les hommes, avec une meurtrière rapidité, elles épuisent la France. Les autres nations sont moins exposées à ces crises périodiques qui emportent d'un seul coup toute une génération. Elles gardent leurs serviteurs de toutes les opinions, ceux qui les ont honorées dans le malheur comme dans la prospérité, et elles n'ont pas l'étrange fantaisie de se mutiler elles-mêmes à chaque étape de leur vie publique. En France, tous les quinze ans, tous les dix-huit ans si l'on veut, c'est à recommencer. Du jour au lendemain la scène change, une génération a disparu, et les partis triomphans sont les premiers à exclure passionnément ceux qui les ont précédés, à prétendre régner sans partage, — jusqu'à la révolution nouvelle, où ils disparaîtront à leur tour. Les hommes ne font que passer : la veille encore ils servaient au premier rang, ils étaient la force et l'espoir de l'état, le lendemain ils sont bannis des affaires publiques, rejetés dans l'inaction avec tout ce qu'ils ont pu acquérir de lumières, d'expérience, d'autorité et de talens. Une révolution les a

brutalement mis en disponibilité, et s'ils reparaissent plus tard dans quelque crise nouvelle, ils sont presque traités comme des revenans d'un autre monde. L'histoire de la France est, depuis longtemps, l'histoire des forces perdues, des destinées interrompues ou détournées, des hommes qui n'ont pas été tout ce qu'ils auraient pu être. Ainsi a passé un de nos contemporains, M. de Falloux, qui vient de mourir plus que septuagénaire dans sa province, à Angers, qui, après avoir brillé un instant sur la scène publique, vivait depuis plus de trente ans dans la retraite, mais qui, dans cette retraite, avait gardé son originalité, sa physionomie, la séduisante autorité d'un esprit éminent et d'un caractère élevé.

C'était un personnage, quoique depuis longtemps il n'eût plus rien de l'homme public et qu'il n'eût pas même été élu député dans l'explosion conservatrice de 1871. Né en 1811, fils d'une vieille famille de l'Anjou attachée à la royauté, élevé avec soin, le comte Alfred de Falloux arrivait à la politique, à la vie parlementaire aux dernières années du régime de 1830; il y arrivait en homme jeune encore, instruit, — il avait déjà écrit deux livres, l'*Histoire de saint Pie V* et l'*Histoire de Louis XVI*, — alliant une maturité précoce à la loyauté de l'esprit, et il se peignait lui-même, il prenait en quelque sorte position lorsqu'il disait dans un de ses premiers discours : « J'appartiens à une génération qui entre pour la première fois dans les affaires publiques, qui est née, qui a été élevée sous le régime constitutionnel, qui n'en a jamais connu et n'en a jamais servi d'autre... » Il représentait avec autant de modération que d'aisance cette génération qui faisait ses débuts, qui allait être sitôt rejetée dans les tempêtes, et il méritait d'être signalé comme « un des hommes en qui et par qui devait se faire la réconciliation de la vieille France et de la France nouvelle. » Rien de plus simple que cette carrière qui commençait ainsi, qui semblait avoir l'avenir devant elle et qui allait être singulièrement abrégée par une série de catastrophes imprévues. Élu député à la fin du règne de Louis-Philippe, il avait du premier coup pris sa place dans le parlement de la monarchie; envoyé par son pays d'Anjou à l'assemblée de la république au lendemain de la révolution de 1848, il se trouvait aussitôt être un des chefs de la défense sociale contre les passions de démagogie déchaînées par la crise de février, et il montrait que chez lui la bonne grâce n'excluait ni la résolution de l'esprit, ni le courage dans l'action. Il était au premier rang aux grandes et périlleuses journées de l'invasion de l'assemblée et de l'insurrection de juin. Appelé au ministère de l'instruction publique dans le premier cabinet de la présidence napoléonienne du 10 décembre 1848, il passait tout au plus dix mois au gouvernement. Il n'était pas évidemment de ceux qui entendaient préparer l'avènement de l'élu du 10 décembre à l'empire, et lorsque, deux ans après, le 2 décembre éclatait, il était de ceux qui

allaient un instant dans une prison, pour passer presque aussitôt de la prison dans une retraite d'où il n'est plus sorti. Tout compte fait, c'est une carrière publique de trois ou quatre années à peine; mais dans ce peu d'années, il avait eu déjà le temps de montrer tout ce qu'il y avait de ressources dans cette nature ferme et déliée, tout ce qu'il y avait d'autorité et de séduction chez ce politique fait pour briller dans les polémiques de l'esprit comme dans l'action.

Ce qui reste l'originalité de M. de Falloux, ce n'est point sans doute le talent supérieur de l'écrivain, quoiqu'il ait beaucoup et habilement écrit, et sur l'amie, la conseillère de sa jeunesse, Mme Swetchine, et sur l'évêque d'Orléans, M. Dupanloup, et sur M. Augustin Cochin; ce qui fait son originalité, c'est la fine et forte trempe du politique qui s'intéresse à tout dans la retraite comme à l'époque où il était à l'œuvre, qui même, dans une étude en apparence littéraire, défend une tradition, une foi, une cause. M. de Falloux a été en effet, avant tout, un politique à la fois mesuré et hardi, allant habilement au point décisif, et son éloquence des meilleurs jours a l'accent net et vif de l'homme qui sait parler le langage de l'action, qui au besoin sait résumer une situation dans un mot. Les meilleurs de ses discours ne sont pas ceux qu'il a eu le temps de préparer, où il y a un peu d'érudition et d'apprêt littéraire; ce sont ceux où il a une injure à relever, où, assailli d'interruptions par les républicains qui s'acharnent à ruiner la république, il lance ce trait sanglant : « La France ne veut plus des hommes qui l'ont étonnée par leur inexpérience et leur incapacité;.. la France ne veut ni des hommes qui ne sont capables de rien, ni des hommes qui sont capables de tout. » C'était vrai alors, c'est toujours vrai, puisque les mêmes violences, les mêmes arrogances de parti se produisent, et aujourd'hui, comme il y a près de quarante ans, on peut dire que ce sont les républicains qui compromettent la république.

Assurément, dans les diverses phases de sa vie, M. de Falloux a toujours été un royaliste de conviction, et, si l'on veut, même avant d'être un royaliste, il a été un catholique zélé, dévoué; mais, précisément parce que M. de Falloux était un politique, il se défendait de tous les excès comme de toutes les banalités, des emportemens des esprits passionnés aussi bien que des préjugés des esprits frivoles. Il plaçait pour ainsi dire sa foi religieuse et politique dans le cadre du monde moderne; il ne se séparait pas de la société dans laquelle il vivait. On peut appeler aujourd'hui une œuvre cléricale cette loi de 1850 qu'il avait préparée pendant son court ministère; à l'époque où cette loi fut votée, elle était une grande transaction entre l'influence religieuse et l'influence philosophique, transaction acceptée, sanctionnée par des esprits comme M. Thiers, M. Cousin. M. de Falloux ne se pro-

posait nullement de faire une œuvre de contre-révolution, et ce mot même de contre-révolution le choquait; il le prenait à partie, il considérait comme un ridicule abus de polémique tout ce qui ressemblait à une évocation de l'ancien régime, d'un passé irrévocablement aboli. Il déclarait sans embarras la révolution française « acquise, inaliénable, impérissable » dans ses grandes garanties, dans ses conquêtes essentielles. Lorsqu'il y a douze ans, la question du drapeau s'élevait parmi les royalistes de l'assemblée de 1871, il allait à Versailles, il n'hésitait pas à se prononcer contre l'abandon du drapeau tricolore, quelle que fût l'opinion de M. le comte de Chambord; il portait à Versailles ce qu'il appelait « les impressions d'un rural, » d'un témoin sincère, qui, vivant plus près des populations, savait mieux ce que pensait le pays.

Il n'éprouvait aucune peine à sentir avec son pays, à être de son temps, et précisément aussi parce que, dans ses sentimens de royaliste et de catholique, il restait toujours mesuré, il était exposé à toutes les attaques, à toutes les violences des polémiques. Pendant que les uns voyaient toujours en lui le réactionnaire fougueux, le clérical à outrance, d'autres, dans son propre camp, lui faisaient un crime de sa modération et l'accusaient d'être un libéral, un parlementaire, un tacticien prêt à toutes les défaillances! C'était tout simplement un politique clairvoyant, qui, sans se refuser aux luttes sérieuses quand il le fallait, gardait le plus souvent dans ses relations comme dans ses opinions, une dignité aisée, une affabilité gracieuse, un sentiment très fin de ce qui était possible. Il n'avait plus depuis longtemps d'autre titre que celui de membre de l'Académie française, qui l'avait élu il y a près de trente ans; il ne quittait guère que pour l'Académie ou pour quelques amis cette retraite où il vient de s'éteindre et où il est resté jusqu'au bout un personnage français éminent par le caractère comme par l'esprit.

La politique de l'Europe réussira-t-elle à se dégager de toutes ces malheureuses complications orientales soulevées et aggravées par la dernière guerre entre la Serbie et la Bulgarie? C'est encore le problème qui occupe les gouvernemens et dont la solution coûtera, selon toute apparence, plus d'un effort à la diplomatie, si elle veut décidément mettre un frein aux impatiences et aux prétentions de ces états, toujours si agités, des Balkans. Pour le moment, tous les cabinets semblent s'être mis à cette œuvre méritoire de pacification. Ils désirent tous la paix, cela n'est pas douteux; la question est de savoir dans quelle mesure les uns et les autres voudront ou pourront prêter leur concours. La Russie, à ce qu'il semble, en est encore à vider sa querelle, pour ainsi dire personnelle, avec le prince Alexandre de Battenberg, qu'elle accuse toujours de l'avoir trompée, et si l'union bulgare

ne rencontre plus une opposition aussi absolue à Saint-Pétersbourg, l'empereur Alexandre III paraît garder encore quelque ressentiment contre le jeune vainqueur de Sliwnitza. L'Angleterre, avant de pouvoir engager sa politique extérieure, en est plus que jamais à se demander quelle influence va avoir la réunion du nouveau parlement, quel ministère elle aura demain, à qui restera la victoire entre conservateurs et libéraux également occupés aujourd'hui à conquérir les Irlandais par de larges satisfactions données à l'île sœur. Avant que cette question première soit tranchée à Londres, lord Salisbury ne peut guère dire ce qu'il fera en Orient, à Constantinople, à Sofia ou à Belgrade.

L'Allemagne, sans avoir les embarras de l'Angleterre dans sa diplomatie, a aussi ses affaires, ses difficultés, ses calculs, et avant tout, l'Allemagne vient de se donner à elle-même une représentation qui a eu certes sa grandeur, qui a ravivé une fois de plus dans les cœurs tous les souvenirs personnifiés dans le vieux monarque de Berlin. L'autre jour, en effet, a été célébré avec toutes les pompes monarchiques le vingt-cinquième anniversaire de l'avènement de l'empereur Guillaume à la couronne de Prusse, et cette cérémonie a pris le caractère le plus imposant, on pourrait dire le plus émouvant. C'était comme une nouvelle commémoration des événemens qui se sont passés pendant ces vingt-cinq années et auxquels le nom du souverain déjà presque nonagénaire reste ineffaçablement attaché. L'empereur Guillaume est un objet de vénération pour les Allemands, et son jubilé a été célébré comme une fête nationale. Après les services religieux qui n'ont pas manqué, il y a eu une réception solennelle dans la salle blanche du palais de Berlin, et ce n'était point certes une cérémonie banale que cette réception où l'on a vu le vieil empereur, jusque-là debout auprès du trône où était assise la vieille impératrice, aller au-devant de M. de Bismarck et de M. de Moltke qui s'approchaient pour lui rendre hommage. Ces trois hommes qui se retrouvaient encore là résumaient tout un passé extraordinaire; ils représentaient les événemens qui ont agrandi la fortune de la Prusse et fait le nouvel empire d'Allemagne. Bien mieux, ils représentaient l'habileté et la prudence qui, depuis quinze ans, ont su conserver cette fortune acquise par les armes. Ils ont réussi et ils ont su garder le succès! Seulement, et c'est là l'autre côté de ce grand spectacle, de ces trois hommes réunis, il y a quelques jours, dans la salle blanche du palais de Berlin, quel est celui qui peut se promettre désormais un lendemain? L'empereur Guillaume a quatre-vingt-huit ans, M. de Moltke n'en a pas beaucoup moins, et M. de Bismarck, sans être d'un âge aussi avancé, semble bien courbé, bien atteint dans sa santé pour l'œuvre qu'il a poursuivie jusqu'ici avec une robuste et invincible opiniâtreté!

Le chancelier se plaignait récemment de ses souffrances qui le re-

tiennent souvent loin de Berlin, qui paraissent assez réelles. Il ne continue pas moins à poursuivre tout ce qu'il a entrepris, à préparer, autant qu'il le peut, le succès de ses lois économiques devant le parlement et à étonner quelquefois le monde par les évolutions de sa politique. Lorsqu'il y a quelques mois, pour en finir avec le différend des Carolines qui l'avait presque brouillé avec l'Espagne, qui l'importunait, M. de Bismarck proposait à l'improviste d'en appeler à la médiation du pape, on pouvait se demander si ce n'était pas là une fantaisie du chancelier, si, dans sa pensée, cette médiation était bien sérieuse, si le pape n'en serait pas pour un arbitrage inutile. Non-seulement cette médiation a été sérieuse, acceptée, respectée jusqu'au bout, mais elle a été l'occasion d'un rapprochement plus intime entre Berlin et le Vatican. L'empereur Guillaume a témoigné sa reconnaissance et fait porter ses remercîmens au saint-père; le saint-père, de son côté, par une exception rare, a envoyé une décoration pontificale à un protestant, à M. de Bismarck, et il a écrit au chancelier une lettre inspirée par un esprit supérieur de conciliation. Certainement on peut croire que M. de Bismarck n'est pas homme à se laisser lier dans sa politique par des politesses de cour ou de chancellerie; il serait cependant difficile d'admettre que ces démonstrations de courtoisie puissent être la préface d'une recrudescence prochaine de la guerre religieuse en Allemagne. On peut tout au plus penser que le chancelier ne donne rien pour rien et qu'en faisant si ostensiblement sa paix avec le saint-siège, il a espéré s'assurer le vote des catholiques dans le parlement pour ses lois économiques, pour le monopole de la vente de l'alcool, qu'il veut plus que jamais attribuer à l'état. Réussira-t-il dans ses tentatives persévérantes, obstinées, pour doter l'empire de puissantes ressources? C'est une question que d'ici à peu les discussions du parlement de Berlin éclairciront sans doute, et le chancelier lui-même sera peut-être conduit à payer de sa personne, à expliquer ou à dévoiler sa politique, au risque de dérouter encore une fois l'opinion par une évolution nouvelle ou des déclarations imprévues.

Tous les pays ne se ressemblent certainement pas, et les cérémonies monarchiques ne sont pas les mêmes partout, ou du moins elles n'ont pas le même caractère. Il n'y a que quelques jours, les cortès se sont réunies à Madrid, et elles n'avaient pas à célébrer quelque anniversaire brillant et heureux comme celui qu'on célébrait récemment à Berlin; elles avaient tout d'abord à recevoir le serment de la reine-régente qui a pris le gouvernement de l'Espagne à la mort du roi Alphonse XII. La reine Christine s'est rendue aux cortès avec l'appareil traditionnel des rois espagnols; elle a été reçue par les présidens des deux chambres. Elle a prêté, au milieu du recueillement de l'assemblée, son serment de régente, gardienne des droits dynastiques de

sa fille ou de l'héritier qui est encore à naître. Cette cérémonie a été en définitive ce qu'elle pouvait être, une cérémonie de deuil, accompagnée des manifestations royalistes des deux assemblées. C'était là le premier objet de la réunion des cortès espagnoles, et peut-être aurait-il mieux valu que pour le moment on s'en tînt là; mais il était peu croyable que des chambres se trouveraient réunies et qu'elles ne seraient pas tentées d'ouvrir des discussions, soit sur les circonstances de la mort du roi, soit sur le changement de ministère, sur l'avènement d'un cabinet libéral à la place du cabinet conservateur, soit enfin sur cette affaire des Carolines dont la solution ne laisse pas de préoccuper l'opinion au-delà des Pyrénées. Une discussion délicate surtout n'a pas tardé à s'élever. Pourquoi M. Canovas del Castillo a-t-il quitté le pouvoir au lendemain de la mort du roi? M. Romero Robledo, qui a été ministre de l'intérieur dans le dernier cabinet et qui s'est séparé il y a quelques mois de ses collègues, a presque accusé son ancien chef d'une sorte de défaillance, d'une désertion des intérêts conservateurs. Malheureusement ce qui prouve le mieux que M. Canovas del Castillo a sagement agi, c'est cette discussion même qui a mis à nu les divisions du parti conservateur, les sentimens d'hostilité que nourrissait M. Romero Robledo. Dès lors, M. Canovas del Castillo obéissait à la plus stricte prudence en conseillant à la reine régente d'appeler un cabinet libéral, un cabinet de trêve monarchique auquel il prêterait lui-même son appui. De telles discussions, à l'heure présente, ne pouvaient évidemment qu'être périlleuses, et le chef du ministère, M. Sagasta, a cru plus prudent de les clore par la suspension des cortès, en attendant les élections, auxquelles il a promis d'avance toute liberté. La situation de l'Espagne, pour le moment, n'a encore rien de grave sans doute. Le gouvernement a cependant besoin de toutes ses forces, de toute sa vigilance, et rien ne le prouve mieux qu'une tentative semi-républicaine, semi-militaire qui vient de se produire à Carthagène. Ce n'est qu'une échauffourée, c'est cependant le signe d'une situation où ce n'est pas trop de l'alliance de toutes les forces libérales et monarchiques pour tenir tête aux séditions toujours menaçantes.

CH. DE MAZADE.

LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE.

La liquidation de fin décembre a présenté le même caractère et conduit aux mêmes résultats que les précédentes. L'abondance de l'argent, la rareté des titres, le taux dérisoire des reports, ont contraint le découvert à des rachats qui ont fait monter rapidement les cours des rentes françaises.

Le 31 décembre 1885, le 3 pour 100 était coté 80.20. Il a été compensé le 2 janvier 1886 à 80.50, et la première quinzaine du mois n'est pas encore écoulée que nous le voyons à 81.35. L'amortissable, sur lequel un coupon trimestriel a été détaché le 2 janvier, a monté dans le même temps de 1 fr. 37. Sur le 4 1/2 la hausse a atteint 1 fr. 20.

Si nous ne considérons que la plus-value acquise depuis la fixation des cours de compensation, nous obtenons les résultats suivans :

	2 janvier.	13 janvier.		
3 pour 100	80.50	81.35	+	0.85
Amortissable.	82.25	83.35	+	1.10
4 1/2 pour 100	109.45	110.47	+	1.02

Les considérations d'ordre politique ont contribué pour une bonne part à l'accentuation de ce mouvement, dont les rachats forcés du découvert ont formé le point de départ. La Bourse a, en effet, accueilli favorablement la constitution du nouveau ministère et surtout l'annonce d'un programme financier dont le principal article est l'ajournement de tout emprunt de liquidation au moins à l'année prochaine.

Pour combler le déficit de 1886 et les déficits antérieurs, le ministère des finances est autorisé par la dernière loi budgétaire à émettre des bons du trésor jusqu'à concurrence de quelques centaines de millions. Déjà il a été usé dans les derniers mois de 1885 de cette autorisation, mais dans une faible mesure. C'est à la même source que seront puisés les fonds nécessaires pour combler en 1886 l'écart entre les recettes et les dépenses. Quant au budget de 1887, on cherchera à l'équilibrer par de fortes réductions dans les dépenses

des ministères, par une surélévation des droits sur l'alcool, et par une opération de conversion portant sur les obligations sexennaires que le trésor doit rembourser à bref délai.

Les acheteurs de rentes françaises en spéculation ont supposé, non sans raison, que le concours des capitaux de placement leur ferait moins que jamais défaut en janvier, et que la mise en circulation de capitaux considérables par le paiement des coupons semestriels pourrait être, au début de 1886, le facteur principal d'un retour d'activité, non plus seulement sur les rentes, mais sur d'autres valeurs, restées immobiles ou dépréciées avec exagération en 1885. On sait que le détachement des coupons a lieu le 2 janvier pour les valeurs donnant lieu à des opérations au comptant, et le 7 pour celles qui se cotent à terme. Les dispositions du marché ont été si favorables que, pour la plupart de celles-ci, le coupon détaché, il y a moins de huit jours, est déjà presque entièrement regagné. Telles, par exemple, les actions du Crédit foncier, du Midi et du Nord, du Suez, de la Banque de Paris, du Nord de l'Espagne, etc., et, parmi les fonds d'état, l'Extérieure et l'Italien. La masse des capitaux continue toutefois à se porter sur les valeurs à revenu fixe : obligations municipales et obligations du Crédit foncier ou des Chemins de fer. Sur ce marché, où ne s'exerce aucune autre influence que celle de l'accumulation constante de l'épargne, la progression des cours depuis les derniers jours de décembre est vraiment remarquable.

Bien que les titres de la Ville de Paris soient au-dessus du pair et, par conséquent, au-dessus du niveau de remboursement, la hausse a été encore de 9 francs sur la série 1855-60 à 529 francs, de 6 francs sur la série 1865 à 529 francs, de 4 francs sur les séries 1875 et 1876 à 517 et 519, de 2 francs sur les séries 1869 et 1871 à 412 et 398, de 5 francs sur les séries 1856 à 285. Les Villes de Lille, Bordeaux, Amiens, Lyon, Marseille ont monté de 2 à 3 francs, les dernières de 7 francs. Parmi les obligations foncières et les obligations de chemins de fer, le mouvement est général.

La hausse des rentes et des obligations entraîne cette fois celle des actions de chemins de fer. Ici la poussée a été d'autant plus brusque que les hauts cours de ces titres avaient provoqué certaines ventes à découvert et que les vendeurs, n'ayant pas vu se produire la baisse avant la fin de décembre, se sont hâtés de se dégager de leurs positions aussitôt que celles-ci ont paru menacées. Le Nord a regagné tout le montant de son coupon de janvier et 13 francs en plus, restant à 1,568 après avoir été compensé à 1,555. L'Orléans à 1,370 est en hausse de 30 francs, le Lyon à 1,265 en hausse de 15 francs. Le Midi à 1,172 a déjà regagné la moitié de son coupon. Les bas prix des actions des Chemins espagnols et la tranquillité générale qui règne dans la pénin-

sule ont valu 18 francs de reprise au Nord de l'Espagne et 5 au Saragosse. Les recettes de ces deux lignes commencent à s'améliorer. Les cours des Chemins autrichiens et lombards sont restés immobiles.

La spéculation a repris toute son activité sur les valeurs de la Compagnie de Suez. L'action avait été, en décembre, poussée jusqu'à 2,220, puis ramenée au-dessous de 2,200. Un coupon de 35 francs a été détaché le 7 et se trouve déjà complètement regagné. Des brochures annoncent de nouveau des dividendes et des cours fantastiques sur ce titre. Il est probable, aucune détaxe n'ayant lieu cette année, que le chiffre des recettes sera dépassé en 1886 ; on ne peut cependant prévoir si l'augmentation du trafic commercial, sur laquelle on compte, pourra compenser la diminution du trafic militaire.

Les prix du Panama sont soutenus en vue du versement de 125 fr. qui doit être opéré au commencement du mois prochain. Les obligations sont délaissées. Le public, avant de rendre sa faveur à ces titres, attendra les résultats du voyage que M. de Lesseps va entreprendre pour accélérer les travaux de creusement dans l'isthme et inaugurer, comme il l'annonce lui-même, la période d'achèvement du canal.

Les actions du Gaz ont repris le cours de 1,500 vers lequel elles s'acheminaient depuis quelques temps ; le dernier prix est de 1,515. Ce titre, ainsi que l'action de jouissance de la même Compagnie, est un des placemens favoris de l'épargne parisienne. La hausse est de 27 fr. pour la première quinzaine de janvier.

L'animation qui a régné sur le marché des rentes, des obligations et des actions de chemin de fer et de quelques valeurs industrielles, a complètement manqué, comme de coutume, à celui des titres des établissement de crédit, exception faite pour l'action du Crédit foncier, qui, au même titre que le Suez, le Lyon ou le Nord, est recherchée à la fois par la spéculation et par l'épargne.

Une reprise très vigoureuse avait eu lieu en décembre sur les valeurs internationales après la conclusion de l'armistice entre les Serbes et les Bulgares. Depuis le commencement de janvier, l'attitude belliqueuse de la Grèce a causé de nouvelles inquiétudes pour le maintien de la paix. Aussi les prix du Hongrois et des valeurs ottomanes ont-ils subi peu de variations, et les dernières même ont-elles été plutôt légèrement atteintes. Quant à la Banque ottomane, elle subit en ce moment les conséquences fâcheuses de l'insuccès de la régie des tabacs en Turquie.

Le directeur-gérant : C. Buloz.

ara-
Les

om-
220,
dé-
an-
r ce
e le
ré-
pte,

5 fr.
iga-
res,
ndre
rer,

elles
5. Ce
t un
7 fr.

ions
lles,
des
fon-
chée

va-
rbes
elli-
ntien
ont-
lutôt
n ce
des